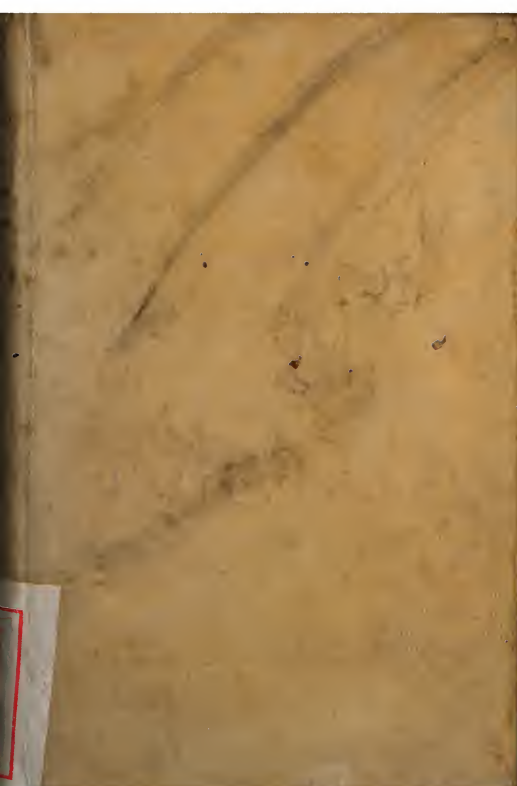
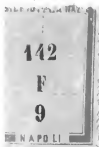










HISTOIRE
DE L'ANARCHIE
DE POLOGNE.

DE L'IMPRIMERIE DE L. T. CELLOT.

HISTOIRE
DE L'ANARCHIE
DE POLOGNE,
ET
DU DÉMEMBREMENT DE CETTE RÉPUBLIQUE,
Suivie des Anecdotes sur la Révolution de Russie en 1762 ;
PAR CL. C. DE RULHIÈRE.
TOME PREMIER.



PARIS,
MÉNARD ET DESENNE FILS, LIBRAIRES,
RUE GIT-LE-CŒUR, N° 8.
1819.





(11)



171

NOTICE HISTORIQUE

SUR

LA VIE ET LES ÉCRITS DE RULHIÈRE.

POÈTE aimable, écrivain élégant et grand historien, nous allons dire ce qui a mérité à Rulhière cette triple réputation. Nous commencerons par rapporter ce qu'on sait de sa vie. Né en 1735, dans le village de Bondy, près Paris, il annonça de bonne heure les plus heureuses dispositions; son père, qui était inspecteur de la gendarmerie de l'Ile-de-France, et qui par conséquent pouvait subvenir abondamment aux besoins de son éducation, le mit au collège de Louis-le-Grand, où lui-même avait été élevé. Les leçons que le jeune Rulhière puisa dans cet établissement, où l'éducation de la jeunesse était confiée aux jésuites, développèrent bientôt en lui les germes du talent qui devait un jour le placer au rang distingué qu'il tient dans la littérature. Plusieurs prix remportés furent pour lui les préludes des succès plus durables qu'il devait obtenir plus tard.

Sorti du collège pour prendre place dans le monde, il s'y annonça comme un homme de beaucoup d'esprit, qui n'avait fait beaucoup de vers latins que pour mieux faire des vers français.

Ceux qu'il composait déjà furent remarqués, et méritaient de l'être; son style familier, négligé, mais piquant, était une imitation, souvent heureuse, du caractère des *Épîtres* d'Horace; quelques pièces fugitives, la plupart satiriques, furent lues avec avidité; mais aucune n'eut autant de succès que l'épître sur les *Disputes*; Voltaire l'a rapportée toute entière dans son *Dictionnaire philosophique*; et certes, elle mérite cet honneur. Voltaire a raison quand il dit que c'est ainsi qu'on faisait les vers dans le bon temps.

Les jésuites, qui avaient fait l'éducation de Rulhière, qui les premiers avaient connu les grâces un peu malignes de son esprit fin et délicat, auraient bien voulu l'attirer dans leur ordre; la répugnance de Rulhière à se faire jésuite détermina le P. Latour, préfet du collège de Louis-le-Grand, et qui avait pour lui une affection particulière, à le recommander à M. de Breteuil.

Nommé, en 1760, à l'ambassade de Russie, M. le baron de Breteuil emmena Rulhière avec lui en qualité de secrétaire de l'ambassade. Arrivé à Pétersbourg, il fut témoin de la révolution qui précipita Pierre III du trône de Russie, et remit entre les mains de Catherine II, son épouse, les rênes de cet empire. Tout ce que Tacite a peint, a-t-il écrit lui-même depuis, prit à ses yeux un nouveau caractère de ressemblance.

Au bout d'un séjour de quinze mois il revint en France, encore tout agité des événements d'une

révolution si extraordinaire ; il les racontait avec feu , avec esprit ; il mettait avec un talent remarquable sous les yeux de ses auditeurs le tableau de cette déplorable catastrophe. La comtesse d'Egmont , fille du maréchal de Richelien , l'engagea à écrire ce qu'il racontait si bien , et Rulhière écrivit l'*Histoire ou Anecdotes sur la Révolution de Russie, en l'année 1762*. Son manuscrit , dont il avait fait lecture dans quelques sociétés , acquit bientôt de la réputation. La cour , intéressée à connaître avec détail et vérité les intrigues qui avaient placé Catherine sur le trône de Pierre III , voulut aussi en entendre la lecture. L'impératrice ne tarda pas à en avoir connaissance : elle donna ordre au baron de Grimm , son agent à Paris , d'employer tous les moyens possibles pour faire disparaître cet ouvrage. On fit à l'auteur des offres pécuniaires assez considérables , qui furent refusées. L'autorité , devenue auxiliaire de la corruption , n'obtint pas davantage : vainement s'adressa-t-on au duc d'Aiguillon , alors ministre. M. de Sartine , lieutenant-général de police , mande Rulhière chez lui ; mais c'est en vain qu'il lui demande son manuscrit , en vain qu'il le menace de la Bastille : inaccessible à la crainte et sourd à ses menaces , Rulhière se contente de lui répondre qu'il portait écrit dans sa mémoire l'ouvrage qu'on voulait lui arracher par la force.

Ces menaces n'eurent pas d'autre suite. L'auteur avait eu la précaution de déposer trois exemplaires de ce manuscrit en mains sûres ; l'un avait

été remis entre les mains de sa mère , à Saint-Denis ; l'autre confié à l'abbé de Mably , et M. de Breteuil avait bien voulu être le dépositaire du troisième. MONSIEUR, aujourd'hui Louis XVIII , prit l'auteur sous sa protection , le nomma secrétaire de ses commandements , et lui fit obtenir la permission de puiser dans les dépôts des affaires étrangères tous les matériaux dont il pourrait avoir besoin pour écrire l'*Histoire de l'anarchie de Pologne*.

Les agents de l'impératrice répétèrent leurs tentatives ; ils offrirent même trente mille francs à Rulhière , s'il voulait seulement émailler quelques traits dont la vivacité pouvait nuire à la réputation de leur souveraine. Il s'y refusa , mais donna sa parole que l'ouvrage ne serait jamais imprimé du vivant de l'impératrice ; et , malgré que les papiers publics eussent plusieurs fois annoncé qu'on allait faire paraître l'*Histoire de la Révolution de Russie*, les héritiers de Rulhière attendirent la mort de Catherine pour disposer du manuscrit dont ils étaient dépositaires.

Un événement aussi étrange que la révolution arrivée en 1762 en Russie , exigeait , comme le dit Rulhière lui-même , un genre singulier de narration. L'importance des différents intérêts , puisqu'il s'agissait d'un empire , la singularité de l'action , l'horreur de la catastrophe , le nom de Catherine II , donnaient , il est vrai , à cette révolution de la grandeur et de la célébrité ; mais la frivolité des intrigues qui en avaient été les ressorts , la licence des mœurs

russe, et les puérilités qui avaient perdu le malheureux Pierre III, ne pouvaient être racontées d'un style sérieux et soutenu. Les représenter par des traits généraux, comme ce style l'aurait exigé, c'eût été s'exposer à perdre toute croyance. La nécessité de les peindre en détail, et pour ainsi dire de leur couleur propre, aurait forcé l'auteur le plus grave à descendre au ton des mémoires les plus familiers, et, en racontant ces risibles anecdotes, s'il n'avait pas quelquefois paru rire le premier, sa gravité l'aurait rendu lui-même ridicule.

« J'ai raconté des anecdotes si particulières, dit encore Rulhière, qu'on peut s'étonner qu'elles aient été sues. Dans un séjour de quinze mois à la cour de Russie, où j'étais à la suite du ministre plénipotentiaire de France, M. le baron de Breteuil, la confiance dont il m'honora ne me laisse aucun doute que je n'aie su les mêmes choses qu'il a apprises. Ma position personnelle dans ce pays m'y donna des liaisons intimes avec des gens qui l'habitaient depuis quarante ans. »

Quoique très-courte, l'histoire de la révolution qui fit monter Catherine II sur le trône de Russie, est un ouvrage fort remarquable. Le style en est orné, mais rapide et plein de mouvement. Publiée, pour la première fois, en 1797, c'est-à-dire, plus de dix ans après la mort de Rulhière, cette histoire a conservé tout l'intérêt qu'elle avait à l'époque où l'auteur l'écrivit, et où il la lisait dans la société. M. de Fortia de Piles, dans un ouvrage intitulé,

Examen de trois Ouvrages sur la Russie, a prétendu que Rulhière était tombé dans plusieurs erreurs graves. Il y a dans sa manière de les rectifier, plus d'amertume que d'exactitude. Il n'a fait, du reste, que reproduire les observations que Richer-Sérisy avait insérées à la fin du second volume du voyage de Swinton dans le Nord.

Il y avait dix ans que Rulhière servait dans les gendarmes de la garde, lorsqu'il accompagna M. de Breteuil en Russie; il avait fait avec un détachement de la maison du roi la campagne de l'armée d'Hanovre, et la compagnie dans laquelle il servait ayant été réformée, il avait conservé des liaisons avec plusieurs gens de la cour qui avaient été élevés comme lui chez les jésuites, et particulièrement avec le comte d'Egmont; il avait été pendant deux ans aide-de-camp du maréchal de Richelieu, qu'il avait suivi en Guyenne en cette qualité. Ce fut à son retour de Russie qu'il quitta la carrière militaire, le 9 juin 1765, avec la commission de capitaine de cavalerie; mais il n'obtint point la compagnie qu'on lui avait promise.

Rendu à une vie plus calme, il s'amusait à composer des vers dans les moments de loisir que lui laissaient des occupations plus graves. Ce fut dans un de ces moments de délassement qu'il composa le joli poème des *Jeux de mains*. Une brouillerie survenue entre des personnes très-distinguées par leur naissance, fournit le sujet de cet ouvrage, dont Rulhière fit hommage à Julie-Sophie de Mortemart.

Les principaux acteurs y figuraient sous des noms supposés, cela devait être; mais il est étonnant, comme le fait observer un de nos plus aimables vaudevillistes, dans une notice sur Rulhière, imprimée en tête du poëme des Jeux de Mains, que le secret de l'auteur n'ait pas été dévoilé, et très-innocemment, par les personnages qu'il cite dans son premier chant. C'était, disait-on, la crainte de déplaire à une princesse, qui empêchait l'auteur de faire imprimer ce poëme; on supposait même qu'il n'en existait aucune copie. Il a été publié en 1808, et n'a point assez répondu à l'attente qu'il avait excitée. Quoique Rulhière n'ait prétendu faire qu'une plaisanterie, je ne sais si le titre de son poëme est bien justifié par le fond, qui n'est, en effet, que le récit d'un événement particulier. Mais les taches légères que l'on remarque dans ce petit ouvrage, y sont effacées par les grâces du style, par la variété des tableaux, par le coloris toujours vrai qui distingue les personnages que Rulhière fait agir ou parler. Il est probable que le succès de ce petit poëme eût été plus complet, si l'on y eût trouvé les noms des personnes que Rulhière y met en jeu.

La comtesse d'Egmont était sa muse favorite, il la voyait beaucoup, et quelque part qu'il fût, elle recevait de lui des vers ou de la prose. Il se plaisait à rajeunir quelques vieux contes, dont la gaieté, un peu libre, prenait souvent, sous sa plume, de la finesse et de la grâce. Cependant, malgré que Rulhière fit encore des vers dans les derniers mois

de sa vie, malgré qu'il en eût presque toujours fait, il est certain qu'il a beaucoup moins cultivé la poésie que l'histoire.

Chargé en 1768 d'écrire, pour l'instruction du dauphin, l'histoire des troubles de la république de Pologne, il se livra exclusivement à la composition de cet important ouvrage, jusqu'au moment où le baron de Breteuil, effrayé des conséquences funestes de la révocation de l'édit de Nantes, se décida à présenter à Louis XVI, un rapport sur l'état des protestants. Ce rapport est l'ouvrage de Rulhière, qui publia dans le même temps, et comme preuves à l'appui de tout ce qu'il avait avancé dans le rapport, les *Éclaircissements historiques sur les causes de la révocation de l'édit de Nantes, et sur l'état des protestants en France, depuis le commencement du règne de Louis XIV jusqu'à nos jours, tirés des différentes archives du gouvernement.*

Sans doute, dit le savant auteur de la notice sur Rulhière, placée en tête de l'Histoire de l'anarchie de Pologne, il eût suffi, pour résoudre une telle question, de consulter l'équité ou l'intérêt public, qui n'en peut jamais différer; et il pouvait sembler superflu de rechercher l'origine et le progrès du mal, pour sentir la nécessité de le réparer. Mais dans les matières qui dépendent le plus immédiatement de la morale naturelle, nos légistes et nos savants nous ont accoutumés à donner aux faits une autorité prépondérante; de sorte, qu'en pres-

que toute discussion politique, il importe à la raison d'avoir aussi des citations à faire, et de ressembler, autant qu'elle le peut, à la science.

Rulhière se mit donc à fouiller les archives les plus secrètes, et il eut le bonheur d'en extraire des faits, dont la plupart avaient le double mérite d'être peu connus, et de servir à leur manière la cause de la religion réformée et opprimée. Il était prouvé par ces faits, que l'injustice extrême sans doute, avait été de plus irréfléchie et commise étourdiment, à la suite d'intrigues incohérentes, où s'étaient égarées des ambitions fort étrangères aux choses religieuses. Rulhière expliquait comment madame de Maintenon, née calviniste, restée tolérante après son abjuration, écrivant à son frère que persécuter ou même convertir *n'était pas d'un homme de qualité*, avait eu besoin pour soutenir son crédit, compromis par des imprudents, de renoncer peu-à-peu à son rôle d'Esther, et de former enfin, contre sa propre tribu, une sorte de triumvirat avec Louvois et Lachaise; comment Louvois, impatient d'arracher Louis XIV aux tracasseries ecclésiastiques, et de le rappeler aux soins de l'administration militaire, n'avait sacrifié les protestants, qu'afin qu'il ne fût plus parlé ni d'eux, ni de leurs ennemis; comment Lachaise lui-même n'avait adopté ces mesures violentes, que pour ne pas laisser prévaloir les jansénistes qui en conseillaient de plus scrupuleuses; comment enfin Louis XIV, naturellement équitable, ami de l'or-

dre autant que de la puissance, et voulant être, s'il se pouvait, aussi humain que dévot; ambitieux de régner sur un peuple heureux, et destiné à être félicité de tous les malheurs de ses sujets, égaré ou dépravé même par les prélats, les intendants et les ministres, trompé sur tous les détails qu'il lui importait de connaître; persuadé qu'après des conversions innombrables, il ne s'agissait plus que de réprimer quelques séditeux, avait cru pacifier son royaume, lorsqu'on l'entraînait à le dépeupler et à l'appauvrir.

C'est ainsi qu'au lieu d'une apologie des protestants, Rulhière faisait celle de leurs adversaires, et que sans montrer aucun zèle pour les victimes, il mettait leurs droits en évidence, par la nature même des excuses qu'il alléguait pour les oppresseurs.

Ingénieux ouvrage, dont l'intérêt historique ne pouvait manquer de survivre aux circonstances pour lesquelles il fut composé. M. de Malesherbes, uni d'intention dans cette circonstance avec M. de Breteuil, prenait à la composition de cet écrit un intérêt tout particulier. Ce fut de concert avec ces deux ministres, et presque sous leurs yeux, que Rulhière rédigea les éclaircissements historiques sur les causes de la révocation de l'édit de Nantes. M. de Malesherbes le visitait souvent, applaudissait à son zèle, à son ardeur à préparer la réparation d'une injustice qui avait été une grande calamité pour la France, l'encourageait dans ses recherches,

admirait le sage parti qu'il en savait tirer , et prévenant les royales intentions d'un monarque juste et bienfaisant, il voyait déjà de toutes parts accourir à la voix de la patrie enfin consolée les enfants qu'une injuste proscription avait trop long-temps retenus sur la terre étrangère. Les calvinistes avaient été tolérés pendant quelque temps en France ; ils étaient devenus , de l'aveu même de leurs ennemis , très-peu redoutables. Vivant sous les mêmes lois que les catholiques , s'unissant avec eux par les mariages , par le charme touchant de toutes les relations sociales , l'esprit exclusif de communion se serait anéanti , et les catholiques et les calvinistes eussent également conspiré pour la prospérité de l'état. L'intolérance produit par-tout de funestes effets ; elle nourrit le fanatisme , elle fomente les haines ; elle donne aux persécutés une très-haute idée d'eux-mêmes , et au lieu de favoriser les conversions , elle les rend impossibles. C'est cet esprit d'intolérance, favorisé par les lois anglaises , qui fait de tous les Irlandais catholiques des ennemis du gouvernement , qui transforme en Ilotes ceux qui ne veulent pas devenir apostats , et qui préfèrent une excommunication civile et politique au sacrifice même apparent de leurs opinions. La tolérance en matière religieuse , n'est point , comme se le sont imaginé quelques hommes plus théologiens que philosophes , funeste à la véritable piété. On ne tient pas moins à son culte , quoiqu'on en voie d'autres s'élever à côté ; tous ceux qui ont la morale

de l'Evangile pour base, sont tolérés par les gouvernements sages, et cette tolérance est dans l'esprit de l'Evangile, comme dans les principes des docteurs les plus éclairés de l'église primitive. Toute révolution politique et religieuse influe sur le caractère des hommes. Les innovations sont-elles attaquées par la force des armes ? des guerriers intrépides s'élèvent. L'intolérance dresse-t-elle des bûchers, des échafauds ? des enthousiastes meurent avec joie, et leur résignation, leur courage font à leur doctrine de nombreux prosélytes. La compassion ouvre-t-elle des retraites aux proscrits ? ils paient par l'exemple de leurs vertus l'hospitalité qu'on leur accorde. La paix vient-elle, après de longs orages, récompenser le dévouement intrépide de la nation qui a su défendre les principes, les opinions qu'elle avait adoptés ? cette énergie, que de grands intérêts, que des luttes violentes ont communiquée aux âmes, se conserve, se maintient, et se dirige vers les travaux qui multiplient les ressources des états. Des hommes persuadés prouvent leur foi par leur conduite ; des enthousiastes qui veulent faire des prosélytes, ont besoin de frapper les imaginations par le spectacle de leurs vertus ; et cette preuve est la plus puissante de toutes ; elle entraîne le vulgaire, elle impose silence à la haine, elle commande l'estime. La ferveur religieuse donne aux mœurs un caractère d'austérité qui retrempe les âmes.

Des violences impolitiques exercées contre les

disciples des communions nouvelles , en les mettant dans l'alternative de l'exil ou de la mort , d'une fuite généreuse ou d'une lâche apostasie , les avaient forcés à ces émigrations qui enrichirent un pays des pertes , des désastres d'un autre , et dont les résultats furent utiles à l'espèce humaine. Les bannis avaient porté de l'industrie dans des pays sauvages , défriché des terres incultes , cherché sous un autre hémisphère un repos que l'Europe leur refusait. L'Asie , l'Italie , la Gaule ne recueillirent pas de plus grands avantages de la retraite qu'ils donnèrent à ces ingénieux Grecs , que les guerres civiles , la ruine de leur pays , ou l'horreur de la servitude contraignaient à chercher de nouveaux foyers , que n'en avaient obtenu les pays qui avaient accordé asile et protection aux religionnaires. Ils avaient offert aux nations généreuses qui les avaient reçus dans leur sein , des exemples énergiques , d'imposantes leçons ; ils avaient présenté à leurs méditations l'intéressant spectacle du courage qui brave l'infortune , de l'amour de l'indépendance qui étend , qui ennoblit les facultés humaines : spectacle propre à faire naître des idées nouvelles , des sentiments fiers et élevés dans l'âme de ceux qui en étaient les témoins , et à préparer des changements heureux. Ainsi des plantes étrangères transportées sur un sol étranger , leur prêtent une richesse , une fécondité jusqu'alors inconnues. Des ambitieux portent dans des contrées lointaines , chez des peuples crédules , innocents , leur avarice , leur

fureur de dominer ; ils oppriment , ils dépeuplent ; ils enchaînent les faibles , ils immolent les courageux , ils font couler du sang pour avoir de l'or , ils enlèvent à la terre les bras qui la cultivent , pour extraire les métaux qu'elle renferme dans ses entrailles. Mais des infortunés qui fuient l'intolérance , la tyrannie , la mort , portent avec eux des principes d'humanité , de justice ; ils rendent à l'hospitalité les bienfaits qu'ils en reçoivent ; ils font sentir la différence qui existe entre des hommes évitant la persécution , et des êtres cupides se soustrayant à l'indigence , au travail ; entre des fugitifs réclamant une terre qu'ils puissent féconder , des voisins assez sages pour les souffrir , des lois assez équitables pour les protéger , et les habitants d'un monde vieilli , cherchant dans d'autres climats des âmes faibles qui se laissent asservir , des trésors que l'imbécillité laborieuse offre en tribut à la paresse qui sait tyranniser , à l'adresse qui sait garrotter les faibles par la superstition , à l'orgueil barbare qui se constitue des droits sur les bienfaits de la nature et sur les travaux de la plupart de ses enfants.

La raison humaine ne fait point de progrès bien rapides ; ce n'est que par des degrés presque imperceptibles qu'on parvient à détruire quelques préjugés. Il y a peu de mérite à retracer les erreurs des peuples et les crimes des gouvernements ; mais celui qui parcourt ces registres déplorables des malheurs de l'humanité avec une âme sensible , et qui veut en tirer pour ses semblables une source d'ins-

traction , éprouve des tourments dont on doit lui savoir quelque gré. Il se condamne au malheur de déplaire à une partie de ceux qui l'entendent , et à n'être ni entendu ni compris par ceux qu'il voudrait servir. C'est vainement que quelques hommes au delà de leur siècle , tentèrent de l'affranchir de la tutelle des préjugés , leurs efforts furent presque par-tout vains , et souvent malheureux. Ce colosse se jouait du pouvoir des rois ; sa tête superbe s'élevait dans les cieux , ses pieds de plomb pesaient sur tous les trônes , et ses bras immenses s'étendaient sur tous les points de la France.

Quoique les principes de la réformation ne s'y fussent introduits qu'au milieu des malheurs les plus déplorables , des scènes les plus sanglantes et les plus atroces , tous les résultats de cette révolution n'avaient point été funestes à l'humanité ; des calamités terribles , mais passagères , avaient fortifié les âmes , leur avaient prêté de nouveaux ressorts , et avaient préparé pour l'avenir une abondante moisson de gloire et de bonheur. Proscrits de leur terre natale , les religionnaires français avaient porté sur d'autres points de l'Europe leur industrie , leur activité , leurs lumières. Ils s'étaient réfugiés en Hollande , et les vainqueurs de Philippe II avaient eu des manufactures , des arts ; et l'éloquence de Saurin avait ranimé le courage des Bataves contre un dominateur superbe , qui voulait faire peser son despotisme sur l'Europe entière. Ils s'étaient retirés dans la Grande-Bretagne , et avaient

fait plus pour la prospérité de cette île que la politique d'Elisabeth et que le génie de Cromwel ; ils avaient été se cacher dans les déserts de la Poméranie ; et des landes incultes , et des villages dépeuplés avaient bientôt offert l'image de l'abondance que le travail fait naître , et des vertus qui accompagnent les hommes laborieux. La conformité de doctrine les avait appelés sur les montagnes helvétiques ; et un peuple pasteur , agricole , avait reçu des compagnons qu'il s'était associés , de nouvelles ressources , de nouveaux moyens de puissance. Le zèle prévoyant de Coligny leur avait préparé des retraites au delà des mers ; et divers points du Nouveau-Monde avaient été le théâtre de leur courage , de leur patience , et même de leur héroïque valeur. Ils avaient inspiré à la plupart des nations de l'Europe le goût de notre langue , le charme de nos arts , la délicatesse de nos plaisirs intellectuels ; et par des résultats singuliers , les désastres de la France avaient encore contribué à sa gloire. Le philosophe qui embrasse dans sa vaste pensée les intérêts du monde , se console des maux d'un pays , quand il voit qu'il en doit résulter d'immenses avantages pour l'espèce humaine ; mais le citoyen qui ne contemple que sa terre natale , a droit de s'affliger.

Si Henri IV eût montré autant de fermeté , de caractère , que de valeur et de talents , s'il n'eût point acheté par son abjuration l'inconstante amitié du pontife romain , la France pouvait prendre une

face nouvelle; les catholiques, renfermés dans les bornes prescrites par la charité évangélique, n'eussent plus persécuté; les calvinistes, trop peu nombreux ou trop éclairés, n'eussent point abusé de la faveur du prince; l'esprit d'indépendance qu'ils avaient puisé dans leur doctrine eût influé sur la politique; la monarchie serait devenue plus puissante en devenant moins absolue; la liberté du peuple eût assuré les légitimes prérogatives du monarque; le règne de Louis XIII n'eût point été tristement célèbre par des séditions fatales, par des guerres intestines, par l'horrible emploi du sang français, pour accabler des Français; Henri n'étant point contrarié par l'intérêt théologique, eût pu donner l'essor à son âme généreuse, à sa politique libérale; il eût pu recevoir dans ses états ces Maures infortunés que l'intolérance forçait de quitter l'Espagne; notre population eût gagné trois millions d'hommes laborieux; Louis XIV eût été aussi grand dans ses beaux jours, et l'intolérance n'eût point profité de son déclin pour conspirer contre son peuple et contre sa gloire. Ebloui par les premiers essais d'un règne plus heureux que sage, Louis se crut invulnérable aux coups de la mauvaise fortune; il subjuguait les Hollandais, il fit trembler l'Allemagne, il humilia la maison d'Autriche; on l'admira: il protégea les arts; il distingua Racine, il soutint Molière contre une cabale puissante; on l'admira, et on devait l'admirer; il révoqua l'édit de Nantes, et on célébra cette funeste révocation:

il persécuta les vertueux solitaires de Port-Royal , et cette persécution eut des apologistes : il ravagea l'Europe pour mettre un de ses enfants sur le trône d'Espagne ; on le plaignit dans ses disgrâces , et l'on célébra sa constance : il mourut , et le tombeau qui devait le recevoir était déjà entouré d'urnes funéraires : il avait survécu aux soutiens de sa famille , et l'habitude de la flatterie le fit encore louer sur sa tombe.

Ce qui attache principalement dans l'ouvrage de Rulhière, ce qui attendrit même sur le sort des rois, c'est de voir par combien d'artifices Louis XIV fut amené à des actes d'injustice et de violence qui n'étaient pas dans son caractère. Lui seul ignorait ce qui s'exécutait en son nom ; et sa réputation commençait à se flétrir , avant que ce prince pût soupçonner l'abus qu'on faisait de son pouvoir.

Cette importante leçon donnée à tous les souverains, et d'heureux développements, des vues fines qui s'allient souvent à des vues profondes, des rapprochements inattendus et bien saisis ; voilà ce qui a fait le succès de cet ouvrage, voilà ce qui frappa tous les lecteurs.

Ce morceau historique est traité avec l'impartialité que doit apporter, dans de semblables matières, un homme qui respecte les cultes, comme un moyen d'élever les âmes à la Divinité, d'ennoblir l'existence humaine ; mais qui déteste les persécutions, qui croit que les idées religieuses ne peuvent reprendre leur touchant empire que lorsqu'elles

auraient cessé de servir d'aliment aux passions funestes au repos de la société.

C'est par erreur que quelques personnes ont avancé que Rulhière avait eu le titre d'historiographe des affaires étrangères ; il ne prenait lui-même, dans les mémoires qu'il présentait au ministère, que la qualité d'employé sur l'état du département des affaires étrangères, dans la classe des écrivains politiques ; il touchait à ce titre, depuis 1771, une pension de 6000 liv., qui lui fut payée jusqu'à sa mort. MONSIEUR l'avait nommé secrétaire de ses commandements, et il avait reçu la croix de Saint-Louis en 1775. On avait voulu lui donner, dès 1768, une mission secrète en Pologne ; mais ce fut Dumouriez qui en fut chargé deux ans plus tard.

Occupé à fouiller les correspondances politiques, à rassembler, à apprécier des matériaux presque sans nombre, s'arrêtant sur chaque détail, afin d'en sentir et d'en accroître l'intérêt ; il interrogeait les témoins, comparait leurs témoignages, et n'écrivait que lorsqu'il croyait avoir démêlé la vérité au travers de tant de récits contradictoires. Il poursuivait depuis huit ans cette laborieuse carrière, lorsqu'il fit en 1776, de son propre mouvement, un voyage en Pologne, pour aller chercher des renseignements plus immédiats sur les faits qu'il ne croyait pas assez bien connaître.

En moins d'un an, il visita Dresde, Varsovie, Vienne et Berlin. Peu d'historiens ont su remplir

comme lui les devoirs de leur ministère. On en a trouvé la preuve dans les nombreux matériaux qu'il rassemblait avant d'écrire, dans les longs recueils de renseignements, de témoignages, de relations scrupuleusement confrontées et vérifiées.

L'histoire de l'anarchie de Pologne offrait un sujet nouveau à traiter, de grands caractères à peindre, et des événements qui ont amené une catastrophe mémorable dans la balance politique de l'Europe. L'action principale est le combat de l'esprit d'indépendance nationale contre la violence d'une domination étrangère. Un pareil tableau, tracé par Rulhière, est digne à tous égards d'une haute attention. L'on ne trouve point ici un compilateur d'anecdotes, encore moins un compilateur de gazettes. C'est un véritable historien, qui sait choisir et classer les incidents, les resserrer, les étendre, les faire ressortir selon le degré de leur importance, et coordonner habilement toutes les parties d'un vaste ensemble.

A mesure que la série des faits l'exige ou le permet, il distribue dans son ouvrage, à la manière des historiens de l'antiquité, des notions détaillées sur l'origine et les mœurs des Polonais, des Moscovites, de la horde inhumaine des Zaporoves, des diverses hordes de Tartares, des Turcs, à qui deux siècles de conquêtes n'ont laissé qu'une faiblesse orgueilleuse et les souvenirs d'une gloire éclipsee; des Monténégrins qui bordent le golfe de Venise, et sont, comme les Russes, de race esclavonne; des

Macédoniens, des Epirotes, des Grecs du Péloponèse, et parmi ces derniers, spécialement des Maniotes, qui, près du joug ottoman, conservent encore la rudesse, le fier courage, et jusqu'à l'indépendance des Spartiates leurs ancêtres.

En écrivant sur des événements contemporains, Rulhière n'avait presque aucun secours à tirer des ouvrages connus; mais il eut de grands moyens pour connaître les détails des faits, et pour suivre le fil des négociations et des intrigues secrètes. Toute la correspondance du ministère de France sur cet objet lui était communiquée, et il avait lui-même des relations particulières avec les agents du gouvernement français en Pologne. Le système de notre ministère était de contre-balancer l'ascendant que la Russie usurpait sur la Pologne, et qu'elle voulait conserver en maintenant la forme anarchique du gouvernement de ce royaume. Son plan était d'exciter et de fortifier dans la noblesse polonaise, un parti d'opposition contre la Russie. Elle réussit, en effet, à former la confédération de Barr, la plus imposante qu'il y ait eu en Pologne.

En servant le système politique de la France, Rulhière a défendu la meilleure cause. Des liaisons intimes avec les chefs des différents partis polonais, l'aide des ministres et des ambassadeurs les mieux instruits des affaires de l'Europe, tous les genres de secours, notes diplomatiques, mémoires particuliers, lettres sans nombre, entretiens confiden-

tiels avaient mis l'auteur à portée de recueillir des éclaircissements très-curieux, et d'assigner quelquefois avec précision les causes long-temps secrètes des événements publics.

C'est ainsi qu'en parlant de la correspondance établie durant quinze années entre Louis XV et le comte de Broglie, à l'insu du ministère français, il explique par quelle intrigue bizarre les agents de la cour de Versailles ont pu recevoir en même temps des ordres directement opposés, donnés au nom du même roi.

Il ne jette pas moins de jour sur la conduite des cabinets qui déterminèrent le sort de la Pologne : il développe des caractères qui semblent d'une vérité frappante ; Catherine, dont l'ambition s'irrite par les voluptés, dévorant à-la-fois des yeux et la Turquie et la Pologne ; Frédéric, long-temps vainqueur rapide, désormais lent médiateur, n'usant ni ses soldats, ni ses trésors où suffisent la force des circonstances et le poids de la renommée ; prince né pour les arts de la paix au moins autant que pour la guerre, et sachant unir à tous les talents d'un général et d'un politique, toutes les vertus que n'interdit pas le despotisme ; Marie-Thérèse, faisant prouver par de vieux diplômes, les droits qu'elle s'assure avec l'épée ; son fils, l'empereur Joseph, impatient de régner, de réformer et d'envahir ; près d'eux, le prince de Kaunitz fondant sa vieille réputation sur un traité, qui jadis étonnait l'Europe, en réconciliant la France et l'Autriche,

ministre laborieux , quoique frivole à l'excès , rusé sous l'air de l'indiscrétion , sincère dans sa vanité , faux sur tout le reste , adroit et heureux négociateur , à qui la malice des courtisans pardonnait quelque mérite en faveur de ses ridicules.

Aux bornes de l'Europe , d'autres images se présentent : les agitations de Constantinople , l'indécision du divan , l'ineptie politique et militaire des grands-visirs ; les qualités inutiles du sultan Mustapha , trop bien intentionné pour ne pas sentir , mais trop ignorant pour guérir les maux d'une monarchie théocratique , où l'ignorance est un point de religion. Non loin de là , un descendant de Gengiskan , Crim Gueray , qui , du sein de sa disgrâce , avait éclairé le sultan sur les projets de la Russie , apparaissant tout-à-coup , à la tête de ses Tartares , est arrêté par une mort soudaine , tant la destinée sert bien Catherine !

Au milieu de ces mouvements , la Pologne , envahie par les armées russes , déchirée par les factions intérieures , préfère au joug étranger les caprices de sa liberté ombrageuse. On admire encore cette liberté sur des ruines et ses derniers soutiens qui succombent. Un vieillard octogénaire , le grand-maréchal de Lithuanie , beau-frère du roi , mais tout entier à la patrie ; un prince de Radziwil , épuisant pour elle son immense fortune , bravant la persécution , la misère et la fuite ; des hommes nouveaux , des parvenus à la gloire ; Pulawski et ses deux fils , levant des troupes qui sont quelque-

fois victorieuses; deux prélats respectables, Krassinski, évêque de Kaminiek, organisant avec son frère une confédération puissante; et l'évêque de Cracovie, Gaëtan Soltik, martyr intrépide, dévoué sans espoir à la cause commune, n'ayant d'autre attente qu'un exil en Sibérie, attente que le gouvernement russe n'a pas trompée; enfin Mokranouski, plus brillant qu'eux tous, se trouvant par-tout où l'intérêt public l'appelle; aux diétines, aux armées, dans la diète; à Versailles, dans le cabinet du duc de Choiseul; à Berlin, dans celui de Frédéric; ardent, jeune, ayant tous les courages comme aussi toutes les passions nobles; servant l'amour et l'honneur, mais avant tout la liberté de son pays; héros des temps chevaleresques, et républicain des temps antiques.

On conçoit aisément que l'auteur comble d'éloges des personnages si dignes du souvenir reconnaissant de l'histoire. S'étonnera-t-on qu'il ne traite pas aussi bien ce Poniatowski, long-temps obscur citoyen d'un état libre, amant favori d'une princesse étrangère, couronné par elle à force ouverte, lui vendant pour le nom de roi la servitude publique et la sienne; et, malgré son infatigable obéissance, ne parvenant à jouer sur le trône que le rôle d'un courtisan disgracié?

Avide de gloire littéraire plus encore que de fortune, Rulhière voulut écrire une histoire austèrement véridique; il a rempli sans molle complaisance les nobles devoirs de l'historien, et son

habileté consiste à avoir su présenter la politique de la France sous un jour favorable , sans avoir altéré la vérité des faits. L'ouvrage est composé avec beaucoup d'art ; mais cet art n'est sensible qu'à ceux qui ont réfléchi sur ce genre de composition. Le récit est varié dans ses formes et dans ses mouvements ; il est animé par des réflexions ingénieuses , par des portraits tracés avec finesse ou avec énergie. Le style , toujours correct et soigné , a souvent de l'éclat , et s'élève quelquefois au ton de l'éloquence , dans les discours que l'auteur fait prononcer à quelques personnages.

Cependant , quelques travaux que suppose l'histoire de l'anarchie de Pologne , on a lieu d'être surpris que Rulhière n'ait pu l'achever en vingt-deux ans. Telle qu'elle est néanmoins , c'est elle qui le maintiendra célèbre : elle n'est pas seulement beaucoup plus étendue que ses autres écrits , elle leur est fort supérieure , et c'est à haute distance qu'elle s'élève au-dessus de toutes les productions historiques publiées depuis en Europe.

Peut-être , à une révision scrupuleuse , Rulhière eût-il cru devoir abréger les trois premiers livres , qui ne sont qu'une introduction ; mais il n'eût rien changé sans doute aux trois suivants , où sont réunies tant de beautés énergiques. C'est là qu'il accumule sans confusion les principaux traits de son grand tableau : en Russie , la fin languissante d'Elisabeth , les courtes folies de Pierre III , le prompt veuvage de Catherine ; en Pologne , la

longue agonie du roi Auguste, et celle même de son pouvoir, les outrages prodigués à Bruhl son ministre, les trames des Czartorinski, l'astuce habile de Keyserling, l'audace féroce de Reprine, et cette diète trop mémorable, où Stanislas Poniatowski fut élu roi des Polonais par le sabre des Moscovites.

Le reste est moins fort sans être faible, et plusieurs morceaux sur les réclamations des dissidents, sur la guerre des Turcs, sur les confédérations polonaises, sont encore animés par un talent rare. L'auteur, dans les diverses parties que nous indiquons, approche quelquefois de Thucydide, dont il retrace les formes henreuses; et si l'ouvrage entier se soutenait à ce degré de vigueur, après les chefs-d'œuvre de Voltaire, d'ailleurs conçus et exécutés dans une manière différente, nous cherchons en vain, dit Chénier dans le Tableau historique de l'état et des progrès de la littérature française depuis 1789, quelle histoire il serait possible de lui comparer pour la beauté du plan, pour l'art de mettre en jeu les caractères, pour la chaleur et la grâce du style.

On voit que Rulhière avait pris pour modèles Thucydide et Salluste : il imite le premier dans les harangues, et le second dans les portraits. Il n'est peut-être point de composition historique moderne où il y ait autant de portraits tracés de main de maître que dans l'Histoire de l'anarchie de Pologne. L'Institut a déclaré, il y a quelques années, dans

un rapport imprimé , que cette histoire est sans contredit un des meilleurs ouvrages de ce genre qui existent dans notre langue. Publiée pour la première fois en 1807 , l'Histoire de l'anarchie de Pologne fut lue avec avidité ; on admira le style brillant de l'historien , la marche imposante de sa narration ; l'ouvrage fut désigné par l'Institut pour obtenir un des grands prix décennaux qui devaient être distribués en 1810. Mais il s'éleva au sein même de l'Institut , dont la commission avait signalé l'Histoire de l'anarchie de Pologne comme la meilleure composition historique qui eût été publiée depuis dix ans , une discussion extrêmement vive entre MM. Daunou , Dupont de Nemours , de Rayneval , Delisle de Sales et Lévesque , sur la manière dont Rulhière avait traité son sujet. On avait commencé par répandre le bruit que l'ouvrage n'était pas de lui , qu'il avait été composé par un certain P. Maubert , auquel on avait déjà attribué autrefois le Testament politique du cardinal Albéroni. L'Institut, consulté à cette occasion, n'eut pas de peine à détruire un bruit aussi mal fondé : M. Ginguené en fit sentir tout le ridicule , dans un rapport qui fut imprimé dans le temps. M. Daunou s'attacha , dans un autre rapport , à faire ressortir les beautés historiques et littéraires dont l'ouvrage étincelle ; M. Dupont de Nemours , moins sensible à ces beautés qu'à la sévérité des jugements que l'historien a portés sur les personnages avec qui il avait eu des relations en Pologne , reprocha à

Rulhière d'avoir exagéré le mal , et d'avoir dissimulé le bien que quelques-uns de ces personnages avaient fait , et particulièrement d'avoir méconnu les bonnes intentions du roi Stanislas-Auguste ; M. Lévesque prétendit que Rulhière n'avait pas suffisamment étudié l'histoire de Russie ; qu'il avait parlé des Russes en homme qui ne les connaissait pas ; que l'impératrice Catherine II ne méritait aucun des reproches qu'il lui faisait ; qu'il lui avait prêté des intentions qu'elle n'avait jamais eues ; M. de Rayneval essaya de prouver qu'il n'avait jamais connu la politique des différents cabinets de l'Europe à cette époque , ce qui l'avait fait tomber dans de graves erreurs ; et M. Delisle de Sales enfin alla jusqu'à soutenir que l'ouvrage était immoral , et ne méritait , sous aucun rapport , l'honneur que la commission lui avait fait de le désigner pour l'un des grands prix décennaux. M. Daunou , dans un second rapport , chercha à détruire les préventions défavorables que ces diverses observations pouvaient avoir fait naître contre l'ouvrage , et soutint qu'en désignant l'Histoire de l'anarchie de Pologne comme le meilleur ouvrage du genre , la commission n'avait fait que rendre hommage à la vérité. Le lecteur trouvera un extrait de ces diverses opinions imprimé en tête de la nouvelle édition de l'ouvrage , à la suite de cette notice.

On a reproché avec raison à Rulhière l'espèce d'affectation avec laquelle il estropie l'orthographe de la plupart des noms propres , ajoutant un *e* muet

aux noms russes qui finissent par un *n*, mettant un *i* et un *n* dans la pénultième syllabe des noms polonais où il faut un *y*; employant un *u* français à la place du double *u* des nations du nord, lequel, après l'*ou*, fait sentir un peu de *v*, et même quelquefois un *f* léger. On peut, quand on le sait, prononcer les noms exactement, ou à-peu-près comme ils se prononcent dans la langue de ceux qui les portent; mais il est indispensable de les écrire comme on les écrit dans la même langue, et cela entre dans la multitude des devoirs de l'historien.

Il y avait près de dix-sept ans que Rulhière préparait dans le silence du cabinet les éléments d'une réputation qui ne devait commencer pour lui que dix-sept ans après sa mort, quand il remplaça en 1787 l'abbé de Boismont à l'académie française; il avait alors cinquante-deux ans, et n'avait encore fait imprimer que son Épître sur les disputes. Son discours de réception fut remarqué, et méritait de l'être. L'orateur ne se borne pas à faire l'éloge de son prédécesseur, dont pourtant il parle convenablement, prenant dans sa vie et dans ses écrits tout le bien qu'on en peut dire; il distribue ensuite avec grâce huit à dix compliments personnels à autant d'académiciens; il loue Malesherbes, ministre vertueux d'un vertueux monarque, qui s'élèvera plus tard par son courage jusqu'aux royales infortunes de son maître, ajoutant dans ces jours de denil et de mort, au crime d'avoir été son ministre, le crime plus glorieux encore d'être son

ami à ses derniers instants , prodigue d'une vie qui ne pourra conserver celle de son roi , et laissant à ses vertus le soin de le désigner au fer des bourreaux ; Bailly , précipité des régions de l'astronomie dans les tempêtes politiques , et donnant à ses contemporains qui n'osent l'admirer , l'exemple d'une mort sans faste comme sans crainte ; Choiseul-Gouffier , qui trouvera loin de sa patrie d'autres malheurs ; Delille , dont la muse effrayée des menaces de l'orage , redira à la terre étrangère les plaintes de l'exil ; Laharpe , attendant la mort dans la nuit d'un obscur cachot , et qui ne devra de survivre aux assassins qu'aux excès même de leurs assassinats ; Saint-Lambert , qui ne parviendra à se soustraire aux recherches de la persécution qu'en demandant un asile à l'humble chaume du pasteur. Rulhière fait ensuite des remarques sur l'origine de l'académie , des observations philosophiques sur les révolutions de notre littérature depuis le milieu du dix-septième siècle , parle de ses travaux , et rattachant avec une flexibilité remarquable ces divers sujets au fond de son discours , il conduit insensiblement son auditoire à entendre sans satiété l'éloge du cardinal de Richelieu , auquel il ajoute celui de Louis XVI , sans omettre celui du Dauphin , son père , et qui est lui-même suivi d'une espèce d'adresse aux notables ; mais tout cela est amené avec tant d'art , exprimé si heureusement , dans des termes si choisis , et ces différents sujets semblent naître si naturellement les uns des autres , que nulle part on n'est arrêté

par l'artifice mal déguisé des transitions , tant est grande l'habileté de l'orateur.

De bonne heure accueilli par les philosophes et les hommes puissants qui pensaient comme eux , Rulhière conciliait sans peine , dans ses écrits , les devoirs d'homme de lettres avec ses obligations envers le gouvernement. Il entendit sans crainte , comme sans espoir , gronder les premières tempêtes de la révolution ; partisan des réformes partielles , devenues indispensables , il condamnait les hommes qui , au lieu de ces légères réparations , voulaient renverser de fond en comble l'édifice social ; il n'épousait , du reste , les opinions de personne ; sa vieille amitié pour M. de Breteuil n'affaiblissait point celle qu'il avait pour M. Necker.

Homme du monde autant qu'homme de lettres , il fréquentait fort assidûment plusieurs sociétés , vivait dans l'intimité du maréchal de Richelieu , qui lui racontait les anecdotes que Rulhière a revêtues des grâces piquantes de son style , dans la société de la comtesse d'Egmont , qui lui inspirait tant de jolis vers , dans celle de M. de Montesquieu , qui entretenait avec lui un commerce si aimable de lettres ; Mably trouvait dans son amitié des conseils utiles , et n'avait rien de caché pour lui ; Rousseau lui-même oublia plus d'une fois sa misanthropie pour se rappeler qu'il avait en Rulhière un ami indulgent pour les erreurs de son imagination. Rulhière , en effet , savait mieux que personne surprendre le secret de son cœur en désarmant sa méfiance.

C'était en remplissant les devoirs de l'amitié qu'il se plaisait à en goûter les charmes, différent en cela de Chamfort, qui s'était fait misanthrope pour s'affranchir de toutes les obligations sociales. Rulhière lui avait donné son amitié; mais las de ne recevoir en échange que les boutades d'un esprit chagrin et d'un cœur desséché par l'égoïsme, il retira de son commerce avec Chamfort un sentiment qui n'avait point trouvé de réciprocité. Chamfort, absolu dans ses vœux comme dans son égoïsme, voulait une révolution avec toutes ses conséquences; Rulhière ne demandait qu'une réforme. Cette différence dans la manière de voir rompit les derniers liens qui unissaient deux hommes faits pour s'estimer, alors même que l'amitié n'aurait jamais existé entre eux.

Quoique habitué à vivre dans un monde qui préfère trop souvent les déguisements de la vérité à la franche manifestation de la pensée, Rulhière s'exprimait sans détour sur les hommes comme sur les choses; et c'est sans doute cette franchise que quelques personnes ont prise pour de la méchanceté. A les entendre, Rulhière aurait été un homme haineux, distillant le fiel, poursuivant de ses épi-grammes ceux-là même qui croyaient avoir le plus de droits à son amitié, sacrifiant son meilleur ami au plaisir de dire un bon mot. Cette manière de se venger de la supériorité du talent aurait bien son mérite, si la vérité n'était pas là pour déposer contre elle. Les durables amitiés de Rulhière avec les hommes les plus illustres de son siècle le conso-

laient des petites haines de la suffisance et de l'orgueil. Celui qui, depuis trente ans, était l'ami de M. de Breteuil, de J.-J. Rousseau, de M. Neckér, méritait bien l'envie; il l'obtint. Elle n'était qu'un ridicule de plus dans ceux qui se croyaient obligés à être ses ennemis, cherchant dans les vices de son caractère un prétexte pour être dispensés de rendre justice aux belles qualités de son esprit. M. de Breteuil, pendant son ministère, l'avait plusieurs fois pressé de prendre un logement chez lui; Rulhière s'y refusa constamment, préférant son indépendance à une faveur qui aurait armé l'envie contre lui, et ne voulant porter ombrage à personne.

M. de Breteuil lui avait accordé la survivance du gouvernement de la Samaritaine, qui valait de 5 à 6000 livres, et la promesse du logement au Louvre qu'occupait la duchesse de Noailles qui était fort âgée. Il était lié avec presque tous les hommes de lettres de son temps, mais, plus particulièrement avec l'abbé de Mably et Chabanon; il était chargé de faire la liste des gens de lettres que M. de Breteuil invitait une fois par semaine à dîner. Il se lia plus étroitement avec l'abbé Delille au commencement de la révolution, ne cessa jamais d'être l'ami de M. de Choiseul-Gouffier, qu'il avait contribué, par le baron de Breteuil, à faire nommer à l'ambassade de Constantinople. Il possédait une très-jolie maison de campagne qu'il avait fait bâtir sur les bords de la Seine, au-dessus de Saint-Denis, et qu'il nommait son *ermitage*. M. de Breteuil venait quelque-

fois l'y visiter; Rulhière eut plus d'une fois l'honneur d'y recevoir aussi madame de Polignac, M. de Vaudreuil, etc. C'était là qu'il se plaisait à leur réciter, avec une grâce qui lui était particulière, quelques-uns de ces contes si piquants, que, dans ses moments de loisir, il composait au milieu des inspirations d'une nature enchanteresse. Voisin de madame d'Houdetot dont il cultivait la société, il y retrouvait Marmontel qui fut constamment son ami; l'abbé Morellet, qu'une raison éclairée déabusait de toute espèce de fanatisme politique et religieux; Saint-Lambert, resté fidèle aux idées qu'il s'était faites des choses, et pour qui la philosophie n'eut point d'illusions; Lacretelle, qui trouvait dans Voltaire un modèle qu'il devait un jour imiter avec succès quand il écrirait l'Histoire du dix-huitième siècle, et qui puisait dans la conversation des hommes qui accueillaient sa jeunesse avec intérêt, les matériaux de son ouvrage. S'enfonçant d'autres fois dans la vallée de Montmorency, il se plaisait à s'égarer sur les traces du philosophe de Genève, cherchant à s'expliquer les mystères de son caractère, se rappelant avec plaisir les relations qu'il avait entretenues avec lui; et, cédant tour-à-tour au besoin de l'aimer et de le plaindre, il arrivait à la petite maison que Saint-Lambert avait dans la vallée, déposait dans le cœur de son ami les sentiments dont le sien était rempli, et goûtait les douceurs si pures de cette amitié, que la haine et l'envie lui reprochaient si injustement de ne pas connaître.

Quelques personnes ont attribué à Rulhière les derniers chapitres des Observations de Mably sur l'histoire de France. L'amitié qui régnait entre ces deux hommes distingués rend ce fait probable, mais ne le prouve pas. Il est plus certain que Rulhière est l'auteur d'une brochure fort piquante, intitulée *Portrait du comte de Vergennes*. Chacun sait que ce ministre était l'ennemi déclaré de M. de Breteuil.

Si Rulhière, dans le portrait qu'il en fait, a laissé quelques-unes de ses belles qualités dans l'ombre pour mettre ses ridicules dans un plus grand jour, c'est moins la vérité qu'il a trahie que l'amitié qu'il a trop écoutée.

De l'Action de l'opinion sur les Gouvernements est un autre opusculé de Rulhière, plus digne de son talent et de son caractère. On y retrouve la marche noble et imposante, la gravité historique de l'auteur de l'Histoire de l'anarchie de Pologne. C'est l'ouvrage d'un homme qui avait lu l'histoire romaine en publiciste profond, qui ne s'arrête sur les faits qu'autant qu'il le faut pour rendre leurs conséquences plus palpables. Il voulait, en signalant les fautes que les citoyens de l'ancienne Rome avaient commises, prévenir celles que les Français de 1789 pourraient commettre.

Nous avons parlé des anecdotes sur le maréchal de Richelieu; nous avons dit que son discours de réception à l'Académie française est du petit nombre de ceux que l'on distingue, et qui méritent de survivre à leur date. Le petit poëme sur *les Disputes* est

resté dans la mémoire de tous les amis des bons vers; le poëme des *Jeux de mains* sera toujours lu avec plaisir; ses *Contes* dérident le front sévère du sage sans faire rougir la pudenc; il y a dans ses *Lettres* une finesse de pensées, une fleur d'expression qui n'ôte rien au naturel du genre; ses *Epîtres* sont pleines de grâces, et ses *Epigrammes* pleines de sel.

Il s'était occupé pendant plusieurs années à rassembler des matériaux pour servir à l'histoire de France, mais il abandonna ce travail lorsque la révolution éclata : il conçut alors le projet d'écrire l'histoire de nos troubles civils. Pour être plus assidu aux séances des Etats généraux, il logeait auprès du *Manège*; M. de Villemote, qui en était propriétaire, s'était réservé une loge dont il avait donné une clef à Rulhière. C'était principalement sur les événements qui s'étaient passés à Versailles dans les journées des 5 et 6 octobre qu'il avait réuni le plus de notes; il avait eu des renseignements de M. de la Châtre, qui n'avait pas quitté le roi pendant cette nuit fatale; il en avait en aussi de plusieurs des gardes du corps qui avaient été blessés en défendant l'entrée des appartements. Son frère, qui à l'époque du trop fameux 10 août, commandait la première division de la gendarmerie de Paris, avait été arrêté et conduit à la Force. A cette nouvelle, sa famille livra aux flammes tous les papiers qui pouvaient la compromettre, et de ce nombre furent probablement plusieurs manuscrits de l'auteur de l'Histoire de l'anarchie de Pologne.

Rulhière mourut presque subitement le 30 janvier 1791; il avait été la veille au salon des Échecs, où il se rendait fréquemment pour savoir des nouvelles. Pris de douleurs violentes pendant la nuit, à six heures du matin il n'était plus. Le chirurgien qui fit l'ouverture du corps, dit que Rulhière était mort d'un squirre. Quelques personnes malintentionnées voulurent faire croire qu'il avait été empoisonné, et ce bruit ne fut répandu que parce que Rulhière avait repoussé avec force la proposition que Mirabeau lui avait faite quelques jours auparavant d'écrire en faveur de la révolution.

Je ne connais pas de meilleure réponse à faire à ceux qui ont calomnié son caractère, que l'expression des regrets que laissa dans le cœur de ses amis la nouvelle de sa mort. Je ne crois pas pouvoir mieux terminer cette notice, consacrée à faire connaître sa vie et ses œuvres, qu'en rapportant ici la lettre que madame d'Houdetot écrivit à cette occasion à M. le chevalier de Rulhière, son neveu.

« Je suis pénétrée de douleur, monsieur, de la mort soudaine et cruelle de monsieur votre oncle. Ce n'est pas seulement un hommage à sa mémoire que je vous offre ici, c'est le sentiment bien sincère de mes regrets que j'ai besoin d'exprimer à quelqu'un qui lui appartenait et qui lui était cher. J'ai eu la triste consolation de le voir regretté de tout ce qui avait vécu ici dans sa société; la mienne perd en lui un de ses derniers agréments et des restes du siècle dans lequel j'ai vécu. Ce n'est que

quand j'aurai la consolation de vous voir que je pourrai vous bien exprimer tout ce que sa perte me cause de douleur et de regrets. Je vous crois toujours à Saint-Denis, où j'ai l'honneur de vous écrire au nom d'un autre ami de monsieur votre oncle (1) et au mien. Recevez, monsieur, l'assurance bien vraie des sentiments dont je suis pénétrée; permettez-moi de les offrir aussi à monsieur votre père, que je ne veux pas importuner. Je voudrais les offrir à tous ceux qui tiennent à la mémoire de M. de Rulhière, à qui je les dois et les rends si bien. »

A la mort de Rulhière, la commune de Paris fit enlever ses papiers, dont il est probable que la comédie du *Fâcheux* et celle du *Méfiant* faisaient partie. Ces deux pièces sont une perte pour le théâtre; l'auteur des *Disputes* était appelé à écrire la comédie.

P. R. AUGUIS.

(1) Saint-Lambert.

AVERTISSEMENT.

Nous avons dit que l'Histoire de l'anarchie de Pologne avait été désignée par le jury chargé d'indiquer les ouvrages qui lui semblaient mériter les prix décennaux fondés par le décret du 28 novembre 1809, comme réunissant au degré le plus éminent toutes les qualités voulues par le décret, pour obtenir le prix destiné à la meilleure composition historique. Nous avons dit aussi que l'opinion du jury trouva quelques contradicteurs dans le sein de l'Institut : M. Dupont de Nemours, qui avait été ministre de l'instruction publique en Pologne sous le règne du roi Stanislas-Auguste Poniatowski, qui avait été plus frappé des manières aimables, du ton affable et prévenant de ce prince, que de la faiblesse de son caractère; qui en avait reçu des complimens et des bienfaits, qui avait été admis à sa familiarité, et qui par conséquent s'était trouvé à même de connaître d'une manière certaine quelques détails de l'administration du roi de Pologne, sur lesquels Rulhière n'avait eu que des renseignements peu sûrs, les rapporta dans les observations qu'il fit dans l'une des séances particulières de la classe de littérature et d'histoire ancienne de l'Institut; et nous croyons faire d'autant plus de plaisir au lecteur en les reproduisant ici, qu'il pourra

comparer plus facilement les deux récits. Nous avons aussi trouvé dans les observations de M. Levesque quelques faits relatifs à l'impératrice Catherine II, qui, tendant à présenter sous un jour favorable la conduite de cette souveraine blâmée par Rulhière, nous ont semblé mériter d'être rapportés. Nous avons pensé que cette manière différente d'exposer les mêmes faits, tenait beaucoup à la position respective de chacun de ceux qui les racontaient. M. Dupont de Nemours, comme nous l'avons déjà fait observer, avait été attaché à l'un des princes Czartorinski, en qualité de gouverneur de ses enfants, avait été nommé, par le roi Stanislas-Auguste Poniatowski, ministre d'état et secrétaire du conseil suprême de l'administration nationale, chargé de la direction et des places de toute l'instruction publique, depuis les académies, les universités, les collèges, etc., jusqu'aux petites écoles. Le roi lui avait assigné un traitement considérable en cette qualité. Ce qu'il dit de l'administration et du caractère de ce prince peut donc être considéré comme un hommage de la reconnaissance. M. Levesque, de son côté, avait reçu les bienfaits de l'impératrice Catherine II; il avait vécu à sa cour. L'éclat d'un règne brillant avait pu le séduire; l'immense héritage de Pierre I^{er}, encore agrandi par l'ambition d'une femme; avait frappé son esprit d'admiration; il était resté sous l'empire des illusions; il avait écrit l'histoire du règne de cette princesse, avait loué ce que Rulhière

condamne. Qui des deux a tenu d'une main impartiale la balance de la justice? Nous laissons au lecteur le soin d'en décider. Nous dirons seulement que M. Levesque s'était institué juge et partie dans sa propre cause, puisqu'un de ses ouvrages, l'*Histoire critique de la république romaine*, avait été désigné par la classe de l'Institut dont il faisait partie, comme devant être mis au nombre des compositions historiques admises au concours, et faites pour disputer le prix. M. de Rayneval avait plus de raisons d'être impartial : il n'avait besoin pour porter un jugement moins sévère de la manière dont Rulhière avait raconté certains faits, et de l'esprit dans lequel tout l'ouvrage est composé, que de moins écouter des souvenirs personnels. Ancien membre très-distingué du corps diplomatique, M. de Rayneval avait joué un rôle actif dans l'affaire du premier démembrement de la Pologne. Son opinion devait être de quelque poids dans la discussion; mais s'il avait une connaissance plus étendue du sujet traité par Rulhière, on devait craindre qu'il ne cédât aux préventions toutes les fois que l'historien n'aurait pas des événements et des hommes la même opinion que lui. Quoi qu'il en soit, on trouve consignés dans ses observations quelques faits qui diffèrent plus ou moins dans les détails des mêmes faits racontés par Rulhière. Nous les avons placés après les observations de M. Levesque, laissant à ces différents historiens le soin de se rectifier les uns par les autres.

Quant aux deux rapports de M. Daunou , premier éditeur de l'Histoire de l'anarchie de Pologne , ils nous ont paru présenter un tableau si fidèle de cette histoire , que nous les donnons dans leur entier pour tout ce qui est relatif à l'ouvrage de Rulhière. C'est un habile écrivain qui en juge un autre ; et nous ne craignons pas de dire que son jugement sera confirmé par la postérité.

EXTRAIT

DE LA DISCUSSION

Qui s'éleva dans le sein de la Classe de Littérature et d'Histoire ancienne de l'Institut de France, au sujet de l'HISTOIRE DE L'ANARCHIE DE POLOGNE, qui avait été désignée pour avoir l'un des grands prix décennaux institués par le décret du 28 novembre 1809.

Séance du 24 août 1810.

Extrait du Discours de M. Daunou.

MESSIEURS,

Le décret du 28 novembre 1809 destine un grand prix de première classe à l'auteur de la « meilleure histoire, ou du meilleur morceau » d'histoire générale, soit ancienne, soit moderne. » C'est à l'*Histoire de l'anarchie de Pologne*, par Rulhière, que le jury propose d'adjuger ce prix; mais en même temps il désire que l'on distingue par des mentions honorables, 1° l'*Histoire des républiques italiennes du moyen âge*, par M. Sismondi; 2° l'*Histoire des événements du règne de Frédéric-Guillaume, roi de Prusse*, par M. de Ségur; 3° l'*Histoire de France pendant le dix-huitième siècle*, par M. Lacretelle le jeune...

S'il est un genre littéraire qui exige un peu moins qu'un autre le talent d'écrire, assurément ce n'est point l'histoire. Entre les compositions en prose, l'histoire est peut-être celle qui réclame le plus impérieusement tout l'art des grands écrivains. En un tel genre, l'ouvrage digne d'un prix décennal doit être, ce me semble, un ouvrage très-bien écrit : il importe au bon goût, à la langue française et au genre historique, qu'une récompense si solennelle ne semble pas désigner comme un livre classique celui dont les formes ne mériteraient pas d'être imitées.

Toutefois très-bien écrire n'est pas la seule condition qu'ait à remplir un historien ; et, avant d'examiner le style de l'ouvrage désigné par le jury comme digne du prix d'histoire, il faut en apprécier le fond.

Après avoir recueilli dans les anciennes annales des Polonais tout ce qui peut servir d'introduction au récit des troubles qui, de nos jours, ont amené le partage de leur république, Rulhière fixe à l'année 1717 le commencement de l'influence, ou, pour parler comme lui, du despotisme que la Russie a exercé sur la Pologne. Cette histoire néanmoins n'offre qu'un assez petit nombre de faits depuis 1717 jusqu'à l'avènement d'Auguste III au trône de Pologne en 1733 ; mais elle prend plus de consistance sous le règne de ce prince, et acquiert enfin de très-grands développements après que Catherine II s'est emparée en 1762 du trône de Russie.

L'auteur arrive à cette époque dès la fin de son quatrième livre , et les neuf autres ne correspondent qu'aux huit années suivantes. Sa narration devait s'étendre jusqu'à l'année 1772 , ou même jusqu'au traité de Kamardi en 1774 ; mais il est mort sans avoir mis en œuvre les matériaux qu'il avait rassemblés pour composer les deux ou trois derniers livres de son ouvrage.

La classe a déjà eu occasion de s'occuper de cette histoire , dont l'auteur avait été dénoncé comme le plagiaire de l'un des plus médiocres écrivains du dix-huitième siècle. Dans un rapport de M. Ginguéné , adopté par vous, MESSIEURS , le 10 juin 1808 , et qui a servi de réponses aux questions que le gouvernement vous avait adressées , Rulhière est pleinement vengé de cette étrange imputation qui n'a plus été reproduite , et dont le jury n'a pas daigné se souvenir ; je n'en parle ici que pour rappeler les qualifications honorables que vous donniez dans ce rapport , à l'*Histoire de l'anarchie de Pologne*. Elle y est représentée comme un bon ouvrage , comme un livre très-bien écrit.

Cependant on y a remarqué d'abord des interventions dans l'ordre chronologique des récits. L'auteur , pour ne pas interrompre le fil des événements d'un même genre , se met quelquefois dans la nécessité de revenir sur ses pas , et n'indique pas toujours à ses lecteurs l'époque précise à laquelle il les ramène. Quoique cette époque ne soit jamais antérieure que de quelques mois à celle qu'il vient

d'atteindre , il en résulte pourtant de légers embarras qu'il fallait prévenir par un plus grand nombre de dates positives , soit dans le texte , soit dans les notes marginales. Mais l'absence de ces indications est à reprocher à l'éditeur , bien plus qu'à l'auteur qui peut-être s'était promis de prendre ce soin au moment de la publication de l'ouvrage. Au surplus, le jury n'a pas non plus reproduit cette critique qui n'est pas d'une très-haute importance.

C'est de partialité que le jury accuse Rulhière, non pas pourtant de celle qui consisterait dans l'infidélité des récits ; au contraire , le jury déclare qu'en comparant cette histoire aux autres écrits historiques sur la même époque , on ne peut reprocher à Rulhière d'avoir altéré la vérité des faits. Mais cet historien porte sur les Russes , sur Catherine II , sur Poniatovski , sur les confédérés polonais , des jugements qui , sous sa plume , deviennent des peintures ; et c'est lorsqu'il peint ou qu'il juge ainsi , qu'on le trouve partial. Il est d'ailleurs si peu tenté d'arranger les faits qu'il raconte pour les opinions qu'il professe , qu'on lui a reproché des contradictions en recueillant dans son propre livre les détails historiques par lesquels ses opinions politiques semblaient pouvoir être combattues. En effet , toutes les circonstances qui pourraient induire à ne pas penser comme lui , on les apprendrait de lui-même.

Ainsi, quoiqu'il refuse le nom d'activité guerrière et même de courage proprement dit à l'im-

mobile intrépidité des Russes, il a soin de dire qu'ils ont vaincu Frédéric-le-Grand, et que jamais 300 Moscovites ne se sont détournés pour éviter 3000 Polonais. Ainsi encore, lorsqu'il juge avec rigueur certaines actions de la czarine, lorsqu'il la représente comme entraînée plus d'une fois par ses passions hors des limites de la justice et même de la prudence, il ne sait dissimuler ni les grandes qualités de Catherine II, ni l'éclat de son règne, ni l'habileté de son administration intérieure, ni sa clémence après les succès, ni sa fermeté dans les revers : *Une juste admiration*, ce sont les termes de l'historien, se mêle aux sentiments que lui inspire cette souveraine, comblée, dit-il, de tous les présents de la nature et de la fortune. Voilà pourquoi je ne saurais partager l'avis de ceux qui affirment que cette histoire, écrite sous la dictée de la haine, n'excite dans l'âme des lecteurs que des affections haineuses. J'y trouve l'expression non de la haine, mais d'une improbation sévère, trop sévère peut-être, et pourtant toujours paisible, toujours tempérée par des restrictions ou même par des hommages.

Je n'aperçois, d'ailleurs, entre ces éloges et cette censure d'une même personne, d'autre contradiction que celle que présente trop souvent la nature humaine modifiée par les habitudes de la société. Bien moins encore accuserais-je l'historien d'être en opposition avec lui-même, lorsqu'il nous peint les égarements d'un peuple pour lequel il veut, dit-on, nous intéresser. S'il nous eût représenté les Po-

lonais comme un peuple sage , gouverné par des lois sages , et toujours malheureux sans jamais mériter de l'être , ce tableau , si je ne me trompe , nous eût paru presque aussi froid qu'il eût été infidèle. C'est par leurs efforts inconsidérés et courageux pour conserver une indépendance que les vices de leurs institutions politiques allaient enfin leur ravir ; c'est par le mélange de leurs erreurs et de leurs résolutions généreuses , de leurs fautes et de leurs vertus , de leur bravoure et de leurs revers , que les Polonais nous intéressent si vivement ; et leurs égarements étaient , si j'ose le dire , trop précieux à leur habile historien , pour qu'il consentît à s'en interdire la peinture.

Cependant on l'accuse aussi d'inspirer une trop haute idée de certains personnages , de transformer en héros des hommes vulgaires , dont les mœurs privées avaient , dit-on , peu de dignité , ou qui même n'ont pas terminé fort honorablement leur carrière politique. Mais ici , la question est de savoir comment ils l'avaient commencée ; s'ils étaient , avant 1772 , tels que Rulhière les a dépeints ; si , par exemple , il nous a fait un récit fidèle de la diète de 1764 ; et si Malakouski , si Mokranouski se sont alors illustrés par des actions courageuses. Il suffit que l'historien ne puisse être démenti par aucun témoignage authentique ; il ne s'agit point de rechercher si , dans la suite , les héros ne se sont pas démentis eux-mêmes. Il n'écrit pas leur vie privée , ni même toute leur vie publique ; il raconte seulement celles de leurs actions qui appartiennent

à l'histoire de la Pologne non encore démembrée; et cet éclat même dont il les couvre par ses récits véridiques, accroîtrait le déshonneur qu'ils auraient encouru depuis : vouloir qu'on dissimule la gloire qu'ils avaient acquise, sous prétexte qu'ils n'ont pas su la conserver, c'est n'être point assez sévère. Ce serait aussi l'être beaucoup trop que d'exiger dans leurs habitudes purement privées, dans le cours ordinaire de leur vie domestique, toute la dignité et toute l'énergie qui ont caractérisé leurs actions, les plus solennelles. De grandes circonstances sont nécessaires au développement des vertus éminentes; et, pour se montrer magnanime, il faut enfin que l'occasion s'en présente.

Si je devais, MESSIEURS, discuter plus à fond les récits et les jugements de Rulhière, il me faudrait donc apprécier immédiatement les peuples et les personnages qu'il a bien ou mal caractérisés. Mais je ne pense pas que vous ayez l'intention de prononcer, sur des nations aujourd'hui nos alliées, et sur des souverains qui vivaient encore en 1796, des sentences si cathégoriques. En de telles matières, un historien, homme privé, use, à ses risques et périls, d'une liberté que les corps littéraires ont coutume de s'interdire. Rien donc ne saurait vous être plus indifférent à tous égards, qu'une discussion que je prétendrais ouvrir ici ou sur Stanislas-Auguste, dont les malheurs sollicitent toute l'indulgence dont il peut avoir besoin, ou sur Catherine II qu'il faut placer au nombre des grands souverains

du dix-huitième siècle, mais qui *a fait*, dit M. Levesque, *beaucoup de mal aux voisins de son empire, beaucoup de mal à ses sujets*, et sur laquelle *on prononcera des jugements contraires*, poursuit le même historien, *suivant que l'on considérera ses vertus ou ses vices, ses talents ou ses faiblesses, ses belles actions ou ses fautes*, pour ne pas dire ses crimes. De célèbres écrivains français du dernier siècle ont fort exalté cette princesse; ils ont même applaudi à ses entreprises sur la Pologne; ils la regardaient comme la protectrice de certains Polonais qu'on privait d'une partie de leurs droits en leur appliquant d'une manière exclusive la qualification de dissidents qui, jadis commune à tous les citoyens de cette république, n'avait exprimé que la diversité générale des croyances religieuses. Il est certain que Voltaire et d'autres philosophes ont manifesté, sur les troubles de la Pologne, des opinions qui ne sont pas celles de Rulhière : mais il faut dire aussi que, lorsqu'en 1772 et 1774 ils ont vu trois parties de ce royaume envahies par ses protecteurs, et dans la quatrième les dissidents exclus du conseil suprême de l'administration publique, ces philosophes n'ont pas célébré ce dénouement avec un enthousiasme égal à celui que les préparatifs leur avaient inspiré. Le cabinet de Versailles suivait, durant ces troubles, un système fort peu conforme aux idées des écrivains dont je viens de parler. Je n'ai pas non plus à prononcer entre ces deux systèmes; mais le jury pense que Rulhière,

en servant celui du gouvernement français, défendait la meilleure cause.

Cette cause, que le jury croit la meilleure, rien ne nous autorise à supposer que Rulhière l'ait regardée comme la plus mauvaise, et qu'il ait été, en la défendant, *l'organe d'une partialité qui n'était point la sienne*. Il n'existe aucun monument, aucun indice à l'appui d'une telle hypothèse. Qu'il se soit trompé, qu'il ait mal connu les intérêts de la Pologne et de l'Europe, d'autres historiens célèbres ont commis de pareilles erreurs; mais qu'il ait écrit durant vingt-deux ans ce qu'il ne pensait pas, qu'il ait consumé sa vie et condamné son talent à soutenir, contre ses propres opinions, un parti vaincu sans ressource, des intérêts politiques déjà modifiés ou remplacés par de plus nouveaux intérêts, une cause perdue et que d'autres querelles, d'autres événements auraient presque fait oublier avant qu'il pût achever de la défendre; j'ai peine à concevoir, dans un homme qui n'était dépourvu ni d'esprit ni de raison, une mauvaise foi si gratuite et si pleinement insensée.

Il n'est qu'une passion qui puisse commander tant de veilles et entretenir tant de persévérance; c'est l'ardent désir d'une grande gloire littéraire : laisser un ouvrage qui méritât le suffrage des hommes éclairés de tous les siècles, voilà quel fut, selon le jury, le but de Rulhière. Il s'empara d'un sujet sur lequel des circonstances particulières avaient dirigé ses premiers regards, et qui réunissait d'ail-

d.

leurs les plus heureux caractères, unité, variété ; mouvements, originalité dans les détails, vaste importance dans les résultats. Il y vit la matière d'une grande composition historique, et voulut faire ce que le jury croit qu'il a fait, l'un des meilleurs livres d'histoire qui existent dans notre langue. J'avoue que Rulhière, après avoir vérifié les relations avec une exactitude scrupuleuse, ne les a point transcrites avec la plus froide indifférence. Les événements avaient fait sur lui des impressions qui, retracées dans son livre, y jettent beaucoup de charmes, et peut-être aussi quelques prestiges. Par cela même que le talent suppose des sentiments très-vifs, il ne lui est pas donné d'éviter toujours les préventions ; et s'il ne fallait mettre au nombre des historiens recommandables que ceux qui ne laissent jamais voir à quelle nation, à quelle religion, à quelle cour, à quel parti politique, à quelle secte philosophique leurs habitudes les ont attachés, j'ignore après tout quels noms il serait permis de conserver dans cette liste. La circonspection avec laquelle il convient de lire les plus beaux livres d'histoire, n'est pas un motif de ne les point admirer.

« Ce qui fait le plus de peine, disent les censeurs de Rulhière, c'est qu'on sent qu'il dit souvent la vérité, et qu'on ne sait comment la dé mêler de l'erreur. » Où les vérités sont si difficiles à reconnaître, il faut que les erreurs ne soient pas très-déterminées. Cependant, pour discerner ici les

unes et les autres , ou plutôt pour désigner les articles qui méritent moins de confiance , peut-être , comme je l'ai dit , suffirait-il de séparer , des narrations proprement dites , les jugemens de l'historien. Il n'est point accusé d'altérer volontairement les faits qu'il raconte ; les inexactitudes qui lui sont vaguement reprochées seraient aussi rares que légères. On sait que , pour constater la vérité de chaque détail historique , il n'a négligé aucun genre de recherches et pour ainsi dire de perquisitions. On pourrait produire les monuments de son travail , de ses études , de ses doutes , de ses scrupules même , et en quelque sorte le registre des informations qu'il prenait , des vérifications qu'il se prescrivait , des témoignages qu'il comparait , et des longues épreuves qu'il faisait subir à tous les éléments de sa narration. Ici donc le mensonge n'est nulle part , l'erreur n'est pas dans les récits ; et si quelque témérité se rencontre dans les opinions , c'est un écueil que d'autres historiens illustres n'ont pas toujours évité.

Le vif intérêt que prend Rulhière à l'histoire qu'il écrit , doit être compté parmi les causes qui impriment à ses récits tant de mouvement , à son style tant de couleur , et souvent , dit le jury , tant d'éclat. Le jury ajoute que , toujours correct , le style de cet écrivain peut en général sembler *trop soigné* ; ce qui au fond serait ne l'être point assez : mais je dois avouer que j'y aperçois fort peu cet excès de soin , ou pour mieux dire que je n'y dé-

couvre pas cette empreinte du travail. J'y remarquerais plutôt un petit nombre de négligences ; par exemple , quelques mots répétés sans grâce comme sans nécessité , et par conséquent par inadvertance. Au reste , une diction pure , élégante , harmonieuse , est le moindre mérite de l'ouvrage de Rulhière ; son style animé , pittoresque et flexible , réunit tous les genres de beautés que permet , ou plutôt qu'exige l'histoire ; et , soit qu'il raconte , soit qu'il observe , soit qu'il décrive les événements , soit qu'il peigne les personnages , ou qu'il nous fasse entendre leurs discours , on reconnaît par-tout le disciple , et souvent l'émule des grands historiens de l'antiquité. Cette manière d'écrire l'histoire suppose un art si profond , et prescrit au talent de si longs travaux , qu'il n'est peut-être pas étonnant que Rulhière ait employé plus de vingt années à composer ainsi moins de quatre volumes. C'est avec cette lenteur laborieuse que se perfectionnent les belles productions littéraires , semblables aux grands ouvrages de la nature qui croissent et s'élèvent insensiblement.

Je conclus avec le jury que l'Histoire de l'anarchie de Pologne a , sur tous les autres ouvrages historiques publiés depuis 1798 , *une telle supériorité* , qu'on la doit présenter comme digne du prix décennal.

Les trois mentions honorables que le jury propose me paraissent aussi très-méritées ; mais , à mon avis , la première distinction de ce genre

était due à M. Levesque ; et si l'Histoire critique de la république romaine n'a point obtenu cette justice , sans doute il faut s'en prendre à l'influence de l'auteur lui-même , sur les délibérations d'un jury dont il était membre.

Je pense aussi que les distinctions du même genre sont dues aux deux volumes de l'*Histoire du Bas-Empire* , que M. Ameilhon a publiés en 1803 et 1807 , et aux Mémoires posthumes de Marmontel sur la régence du duc d'Orléans. Mais le jury n'ayant rien dit de ces ouvrages , le décret du 28 novembre 1809 vous dispense peut-être de les considérer comme admis au concours.

Je me bornerai donc à vous proposer, MESSIEURS , de présenter comme digne du prix l'*Histoire de l'anarchie de Pologne* , et comme dignes de mentions honorables les ouvrages de MM. Levesque, Sismondi , de Ségur et Lacretelle le jeune.

Extrait du Mémoire de M. Dupont de Nemours.

C'est avec douleur que je me vois forcé d'énoncer une autre opinion sur le livre que le jury a proposé de couronner ; et je me garderai bien de blâmer à ce sujet , ni l'habile éditeur , ni la satisfaction que les tableaux animés et rapides tracés par M. Rulhière ont causée à notre respectable jury.

Quand il s'agit d'une histoire sur laquelle on n'a aucun renseignement direct , on s'attache naturellement aux premiers qui nous sont donnés ; et s'ils le sont sous une forme agréable , ils font une im-

pression que toutes les véritables lumières qu'on peut acquérir ensuite ne détruisent jamais complètement.

Ce n'est qu'à l'avantage d'avoir été , dès 1771 , intimement lié avec le chancelier de Lithuanie , comte Chreptowicz , et peu après avec le prince Massalski , évêque de Vilna , premier sénateur de Lithuanie , d'avoir , dans l'autre parti , eu les plus grands rapports avec le comte Vielhorski , ministre des confédérés en France ; d'avoir depuis été au service de la république polonaise dans une fonction importante ; d'avoir été honoré d'une assez grande part à la confiance du roi Poniatowski ; d'avoir vécu à Varsovie avec tous les membres du gouvernement , d'y avoir obtenu la bienveillance protectrice du comte Zamoïski , ancien grand-chancelier de la couronne , qu'on appelait *l'homme vertueux de la république* , et celle du comte Ignace Potocki , si laborieux , si éclairé , dévoué jusqu'à la dernière extrémité à défendre sa patrie de la plume et de l'épée ; d'avoir été très-spécialement attaché au prince Adam Czartoryski ; d'être encore l'ami du brave général Kosciusko , et de son fidèle compagnon , le guerrier , le poète , le philosophe Niemsewicz ; et d'avoir profité des lumières d'un grand nombre d'autres Polonais très-recommandables , dont la nomenclature me menerait trop loin : ce n'est qu'à cette réunion de circonstances que je dois , d'avoir appris avec la plus grande certitude combien il faut s'abstenir de croire à M. Rulhière.

J'avais entendu trois fois la lecture de son premier volume. Il avait donné lieu entre nous à plusieurs contestations.... Je me crois rigoureusement obligé , au moins dans le sein de la classe , et pour coopérer à la mission qu'elle a reçue , de rendre justice le plus brièvement qu'il me sera possible à la mémoire du roi Stanislas-Auguste , à son patriotisme , aux lois utiles que ses oncles et lui ont voulu donner à la Pologne , et qui l'auraient sauvée....

C'est un inflexible ministère que celui de l'histoire , et il oblige d'observer que le jury lui-même s'est notablement écarté de la vérité historique , lorsqu'il a dit que M. de Rulhière , en servant en Pologne le système politique de la France , « *dé-* » *fendait la meilleure cause.* » La prévention nationale , dont le principe est toujours si respectable , et dont il faut pourtant se préserver , sur-tout lorsqu'il s'agit d'histoire , a cette fois égaré l'excellent jugement de nos collègues.

La meilleure cause n'excuserait pas *la partialité*; la meilleure cause peut être défendue par de mauvais moyens. Mais le livre de M. de Rulhière , tout entier , prouve que la France protégeait en Pologne l'*anarchie* , les abus des grandes charges , le *liberum veto* , la rupture arbitraire des diètes , l'impossibilité de faire des lois et d'arriver à une constitution juste et raisonnable.... Or , *la cause de l'anarchie contre les lois* , contre des lois très-nécessaires , n'était pas , ne pouvait pas être *la meilleure cause* en morale.

Et quand on pourrait séparer la politique éclairée de la morale , ce qui heureusement ne se peut point , il faudrait ajouter que la France alors ne défendait pas *la meilleure cause* , ou la plus utile *en politique*.

L'anarchie a seule amené le partage de la Pologne ; elle l'a seule rendu possible ; elle a seule empêché la Pologne d'être ou de redevenir une puissance. En fomentant et perpétuant l'anarchie , en la faisant protéger par l'Autriche , la France s'est donc rendue coupable du partage de la Pologne, qu'elle ne voulait cependant pas. Elle a augmenté la puissance de la Russie que , au contraire , elle voulait restreindre. Elle a mis en contact des souverains que l'Europe entière avait intérêt à tenir séparés par de vastes pays.

Pour empêcher une nation faible dont on est éloigné , d'être influencée ou même conquise par ses voisins quand ils sont très-puissants , il n'y a aucun autre moyen que de diminuer sa faiblesse et de lui rendre de la puissance. Car , dès qu'elle aura de la puissance , elle ne voudra plus être influencée , et sa volonté , à ce sujet , deviendra efficace.

On était trop heureux que la bienveillance de l'impératrice de Russie pour le roi de Pologne portât cette princesse à laisser établir en Pologne une constitution régulière , tenant de la république et de la monarchie , et même à y coopérer.

Les princes Czartorinski , particulièrement le prince Michel , et leur neveu le roi Poniatowski ,

avaient fait pour cela des projets qui paraissent encore fort bons et fort louables. Si on les eût laissé faire, leur république serait parvenue à faire respecter la majorité dans ses diètes, à se former des finances, à lever et entretenir une armée, à donner de l'instruction et du patriotisme à son peuple, à contracter des alliances, à perfectionner son agriculture, à étendre son commerce. Alors elle ne se serait plus laissée régir par une puissance étrangère. Elle aurait été pour l'Allemagne et sur-tout pour l'Autriche une *garde avancée* très-utile, soit contre les Russes, soit contre les Turcs. Elle aurait tenu la balance en faveur de celle de ces deux puissances du nord et de l'orient qui n'aurait voulu que se conserver contre celle qui aurait voulu s'agrandir. C'était l'intérêt, le très-grand intérêt de la France. En se bornant à cultiver avec les Polonais la bonne intelligence (et la ressemblance du caractère des deux nations y donnera toujours beaucoup de facilité), la France aurait acquis dans la Pologne, elle y aurait trouvé, comme elle trouvait dans la Suède, et à l'appui de la Suède qui en serait devenue bien plus respectable, un centre de mesures politiques et de force militaire, qu'elle aurait pu en tout temps opposer à ses ennemis germaniques ou lointains.

Pour préparer cet heureux résultat, il suffisait de l'attendre en ne mettant point obstacle aux très-sages plans des princes Czartoryski, et à la pro-

tection que leur donnait la Russie, qui, pour cette fois, dérogeait à sa politique habituelle. — La France, en prenant avec prudence et prévoyance ce parti paisible et raisonnable qui lui serait devenu si avantageux, n'aurait pas eu besoin de dépenser un écu, ni de faire tuer un homme. Elle n'avait qu'à exhorter les Polonais à demeurer unis, et à s'occuper de leur administration intérieure; elle n'avait qu'à se bien instruire de la situation du pays, et ne pas confondre des seigneurs avec une nation, ni une faiblesse avec une puissance.

Au lieu qu'en brouillant tout sans rien connaître, en caressant les passions anarchiques et irascibles de ces malheureux seigneurs, en faisant monter à cheval, sous les yeux d'une armée supérieure, quelques milliers de gentilshommes sans discipline, sans infanterie, sans artillerie, le gouvernement de Louis XV n'a fait que manifester que même avec son secours et celui des Turcs, aussi redoutables à leurs alliés qu'à leurs ennemis, les confédérations polonaises étaient sans aucun pouvoir. Il a enhardi les Russes, exposé les Turcs, tenté les Prussiens et les Autrichiens, détruit la nation qu'il désirait servir. Il n'a pas simplement embrassé *une mauvaise cause*, il a travaillé contre ses propres desseins, contre son propre intérêt. Il a eu des vues fausses et courtes; il a été *malhabile*.

L'auteur présente souvent, comme causes prin-

cipales d'un événement, d'autres événements qui en ont été la conséquence, même tardive. C'est le défaut capital de son plan; à l'en croire, ce serait l'influence de la Russie qui aurait produit l'anarchie de la Pologne. Mais tout au contraire, c'est l'anarchie de la Pologne, bien antérieure à la puissance de la Russie, qui a donné à celle-ci l'occasion et les moyens de déployer cette influence, et ensuite à ses autres voisins la tentation d'y prendre part.

Cherchant sans cesse à faire envisager son principal personnage, le roi Stanislas-Auguste Poniatowski sous un aspect défavorable, l'auteur le présente d'abord comme un *émissaire secret*, envoyé par les princes Czartoryski à Pétersbourg, et qui avoit eu besoin que l'ambassadeur d'Angleterre le leur désignât, l'*obtint d'eux* pour cette mission. Cet *émissaire secret* était leur neveu, élevé par eux pour le trône, d'après une opinion établie dans leur famille, qu'il en était digne, et qu'il y monterait.

Il y parvint en effet, et il faut convenir que ce fut par l'influence d'une puissance étrangère. Mais c'est aussi ce qu'avaient fait ses trois prédécesseurs Auguste II, Stanislas Leczinski et Auguste III. C'est de même ce qu'avaient fait tous ses prédécesseurs, depuis que sa nation était désorganisée. Puisqu'elle n'avait point de puissance intérieure, il fallait bien qu'elle reçût ses rois de la puissance d'autrui.

La puissance étrangère, qui appuya son cou-

ronnement, n'avait pas en cela été contraire au vœu national. Stanislas - Auguste Poniatowski était *Piaste* comme Stanislas Leczinski. Les Polonais voulaient pour roi un de leurs compatriotes. La maison de Saxe n'avait que très-peu de partisans. La France n'avait accordé au prince Xavier qu'une simple et inutile recommandation; les suffrages n'étaient partagés qu'entre le comte Poniatowski, son cousin-germain le prince Adam Czartoryski, et son beau-frère le grand général Branicki.

Quant à ce dernier, protecteur et patron du général Mokranowski, duquel l'*Histoire de l'anarchie de Pologne* fait son principal héros, on est singulièrement choqué de voir M. de Rulhière insinuer (tome I, page 295) que la liaison entre le protégé, qu'il donne comme si vertueux, et son généreux bienfaiteur, tenait à une petite intrigue domestique qui compromettrait trois personnes, dont deux au moins ont toujours été dignes du plus grand respect. Il a peur qu'on ne l'ait pas compris, et revient (page 190 du second volume) à la même imputation au sujet d'un danger couru par M. Mokranowski. Ces sortes d'anecdotes, toujours dénuées de preuves, et souvent fausses, quand elles ne conduisent à aucun événement et n'ont aucune suite politique, doivent être sévèrement bannies de l'histoire.

Quand le prince Radziwil et sa confédération ont recours à la protection des Russes, puis à celle des Turcs, plus dangereuse encore, parce que leurs

troupes , sans aucune discipline , commettent de bien plus grands ravages , *c'est* , dit l'auteur , *par amour de la liberté* , et pour *maintenir leurs anciennes lois*. Leur vénalité , leurs manœuvres , les tentatives que fit à Pétersbourg le comte Oginski , leur asservissement aux étrangers qu'ils implorent , lui paraissent toujours excusables. Il n'y voit que de bons motifs ; il ne parle de ceux qui tiennent cette conduite , que comme de citoyens pleins d'honneur , d'élévation et de vertu.

Mais si le roi Poniatowski , ou ses oncles , se servent du pouvoir de la Russie pour aider à l'établissement de lois beaucoup meilleures , indispensables même pour rendre à la république une constitution , il ne voit en eux que des *intrigants* et des *despotes*.

Si la majorité des Polonais demeure tranquille , et si les confédérations ne peuvent rassembler que de faibles troupes , c'est de la part de la noblesse une prudence nécessaire pour attendre des temps plus heureux avant de manifester son opinion. — Et si le roi *temporise* , *s'il attend* que les esprits soient calmés et ramenés par un véritable amour de la patrie aux seules lois qui puissent mettre la nation à portée de redevenir une puissance , et d'administrer ses affaires intérieures , M. de Rulhière accuse d'*irrésolution* et de *lâcheté* sa persévérance pour ces lois et ces institutions proposées par ses oncles , adoptées par sa raison et par son cœur.

La nature des lois et leurs dispositions font pourtant beaucoup en pareil cas.

M. de Rulhière est forcé de convenir que la loi de l'unanimité et la rupture des diètes par un seul suffrage, rendaient tout gouvernement impossible; et que l'usage de laisser le peu qu'on avait de finances à la disposition arbitraire des grands-trésoriers, et d'abandonner les troupes, d'ailleurs sans paie, à la fantaisie des grands généraux, avait les plus graves inconvénients. Mais c'est le maintien de ce désordre qu'il appelle *patriotisme* et *vertu*. Ce sont les efforts faits pour y remédier, qu'il nomme *bassesse* et *tyrannie*.

Quoiqu'il convienne (tome I^{er}, page 34) qu'en 1573, l'égalité parfaite des nobles polonais n'était point altérée, dans leurs droits de cité, par la différence des opinions religieuses, et que les catholiques eux-mêmes étant compris dans cette formule *inter nos de religione dissidentes*, il n'en blâme pas moins les *non-catholiques* d'avoir ensuite réclamé contre l'abolition des droits politiques dont ils avaient si long-temps joui, et qui étaient si conformes au droit naturel. Croire cependant qu'on peut être privé de son état, et perdre la part que l'on avait à la souveraineté pour des *opinions religieuses*, ce serait dire que les deux rois de Pologne, Auguste II et Auguste III, auraient dû être expulsés de leur électorat de Saxe, et que les ligueurs en France avaient raison de ne pas reconnaître Henri IV....

M. de Rulhière aurait voulu, qu'afin de main-

tenir l'injustice faite aux dissidents par des lois nouvelles et superstitieuses , et pour empêcher de remédier *aux abus* transformés en *privilèges des grandes charges* , comme aussi pour conserver à chacun le pouvoir de dissoudre les diètes , le roi Stanislas-Auguste se fût mis à la tête de la confédération de Barr et de toutes celles dont elle a été le noyau. Mais , d'une part , aucune des demandes de ces confédérations , excepté celle de la retraite des Russes , n'avait rien de plausible. Elles étaient évidemment déraisonnables : elles ne tendaient qu'à perpétuer l'anarchie. Et , d'un autre côté , le roi ne pouvait ignorer que le fanatisme invoqué contre les dissidents , et que le zèle pour l'intérêt des premières charges étaient des prétextes , n'avaient d'autre but que celui de soulever contre lui la grande et la petite noblesse , et colorer le dessein de lui arracher la couronne : on ne peut exiger qu'un roi consente avec plaisir à ces sortes de choses.

Stanislas-Auguste savait (comme M. de Rulhière qui le rapporte) que même avant son élection , l'évêque de Cracovie , Soltik , avait écrit : *Tenons-le pour élu , et ne songeons qu'à le détrôner*. Il savait , comme M. de Rulhière qui en parle (tome II , page 327 et tome III page 89) , que Zakrewski et Tressenberg , avec d'autres conjurés , avaient proposé de le massacrer en pleine diète , et de massacrer avec lui les vingt-huit sénateurs qui partageaient ses opinions. — Pouvait-il songer à se livrer à de tels furieux ?

Quelques confédérés , et notamment ceux qui demandèrent à Rousseau , à Mably , à Le Mercier de la Rivière , de leur faire des projets de constitution (1) , étaient des hommes fort estimables. La plupart des autres ne furent que des factieux sans principes et sans lumières. Plusieurs ne voyaient , dans les troubles de leur patrie , que le plaisir de satisfaire des haines privées , et l'avantage de lever , sabre à la main , des contributions sur les citoyens paisibles.

Stanislas-Auguste ne voulait point que les Russes gouvernassent son pays. M. de Rulhière est obligé de convenir qu'il leur a résisté plusieurs fois ; qu'il leur a refusé le concours de ce qu'il avait de troupes ; qu'il a demandé avec force leur retraite , lors même qu'ils étaient victorieux des Turcs (tome III , page 273) ; qu'il leur déclara sa résolution de perdre le trône et la vie plutôt que de consentir au rétablissement du *liberum veto*. « En effet (dit M. de » Rulhière , pour diminuer le mérite de cette » déclaration) , dans la constitution qu'il voulait » faire prévaloir , la pluralité des suffrages , établie » pour toujours , l'aurait rendu véritablement » souverain. » Sans doute il l'aurait été , ou , pour

(1) Une singularité de ces projets de constitution demandés par le comte Vielhorski* et d'autres Polonais à nos philosophes de France , est que celui de Jean-Jacques fut très-monarchique , et celui de Le Mercier de la Rivière très-républicain. Tous deux craignaient qu'on ne les accusât d'abonder dans le sens de leurs autres ouvrages.

mieux dire , sa nation aurait , conjointement avec lui , exercé leur souveraineté commune , quand les projets qu'il aurait soumis à la diète y auraient obtenu la majorité des suffrages. Mais la loi de l'*unanimité* détruisait également la souveraineté de la nation et celle du roi , pour toutes les opérations utiles et vaines par la majorité. Elle transportait la souveraineté nationale à un seul citoyen , non pour faire aucun bien , mais pour empêcher tout bien. C'est là ce que M. de Rulhière loue comme la *conservation des anciennes lois* , « ou de cette » paisible anarchie dans laquelle la Pologne , dit- » il , avait vécu heureuse pendant quarante années » (tome II , page 337) , et pour laquelle , selon » lui , tous les bons citoyens devaient combattre. »

Ces prétendus bons citoyens ont enlevé , de nuit , dans les rues de sa capitale , leur *roi* régnant depuis huit ans , reconnu de toute l'Europe , long-temps reconnu par eux-mêmes. Ils ont tiré vingt coups de feu sur sa voiture ; ils ont massacré le brave heiduque qui le défendit ; ils l'ont sabré lui-même , parce qu'il avait aussi tiré l'épée pour sa propre défense. Et lorsque , grièvement blessé d'un coup qui avait entamé le crâne assez profondément , pour que plusieurs années après on pût y loger le bout du doigt , il parvint cependant à se faire ramener par un de ses assassins , dont la consigne formelle était de le poignarder au premier effort que l'on pourrait tenter pour le retirer de leurs mains : ce changement de résolution du coupable ,

cet événement inattendu furent le fruit du sang-froid que Poniatowski avait conservé , et de sa noble éloquence : toute cette aventure n'est pas d'un homme sans courage.

M. de Rulhière essaie d'atténuer le crime , en disant que les conjurés ne voulaient pas tuer le roi. On peut croire qu'ils auraient mieux aimé l'em-mener vivant et comme ôtage ; mais il est certain que sa mort ne les inquiétait nullement : la preuve en est dans sa blessure et dans la consigne du dernier gardien qu'ils lui donnèrent.

M. de Rulhière prétend qu'ils ne tirèrent qu'*un coup de pistolet*, et seulement pour reconnaître , à la rapide lumière de ce coup , si c'était bien le roi qu'ils arrêtaient : singulière façon de s'éclairer. Mais les domestiques qui précédaient la voiture avaient des flambeaux ; et , quoiqu'ils eussent été séparés de leur maître et retenus en avant , ces flambeaux devaient encore rendre la flamme du pistolet inutile : d'ailleurs , les conjurés avaient suffisamment reconnu la voiture et le prince , avant de les attaquer.

M. de Rulhière dit aussi que le roi put se dégager assez pour frapper un *grand coup* à la porte de son oncle. — Les conjurés ne pouvaient se flatter de l'enlever qu'en l'investissant loin de cette porte ; et si l'on y eût frappé , leur entreprise aurait échoué ; car il y avait chez le prince Czartoryski un corps-de-garde de *quatre-vingts* hommes d'élite , très-dévoués aux oncles et au neveu , et les as-

saillants n'étaient que *vingt-huit*, dont *dix* se tenaient à distance moitié en tête, moitié en queue, pour barrer la rue.

L'Europe fut indignée de cet attentat, si contraire aux lois et aux mœurs de tous les pays. La cour de France, déjà mécontente de ce que les confédérés avaient, contre son intention, déclaré vacant le trône d'un roi qu'elle reconnaissait et ne combattait pas ouvertement, retira les secours qu'elle leur donnait en argent et en hommes, non formellement avoués, mais envoyés comme aventuriers.

La confédération, qui n'avait pas *quatre mille* Polonais sous les armes, et qui, après avoir porté les différents noms de Barr, de Cracovie, de Biala, d'Epéries, de Teschen, de Lithuanie et de Pologne, parvenue enfin à réunir quelques gentilshommes de toutes les provinces, avait pris celui de *générale* sans en devenir plus puissante, reconnut qu'elle ne l'était pas. Ses chefs n'osaient mettre le pied en Pologne. Ils se tenaient, les uns à *Varna* en Turquie, les autres à *Epéries*, chez les Hongrois. Les réquisitions arbitraires que leur cavalerie faisait dans les châteaux et les campagnes, et les contributions en argent qu'exigeaient de même ces guerriers indisciplinés, avaient rendu les confédérés odieux, et ne suffisaient pas à leur entretien. Les gouvernements français et saxon ne fournissant plus *la solde*, il fallut licencier les *soldats* et déclarer la confédération dissoute.

En parlant orgueilleusement au nom de la nation, et ne pouvant agir qu'avec faiblesse, elle avait trop prouvé que cette malheureuse nation, quoique douée d'un caractère héroïque, d'une éloquence entraînant, et de toutes les plus brillantes qualités de l'esprit, ne pouvait ni réformer ses lois, ni s'opposer à leur réforme, sans des secours étrangers, et que son territoire pouvait être envahi sans résistance.

Alors Frédéric, qui n'était roi que de la *Prusse ducale*, et qui, comme tous les princes de sa maison, sur-tout depuis qu'on les appelait *rois* et *rois de Prusse*, avait toujours dû voir avec peine la *Prusse royale* faire partie de la Pologne, entraîné par le mot et par la chose à réunir sous sa domination les *deux Prusses*, vit que le moment était très-favorable.

Il en avait assez imposé à ses ennemis dans la guerre de sept ans, pour qu'ils redoutassent une guerre nouvelle en faveur d'un peuple réduit à ne pouvoir s'aider lui-même. La France, qui encore avait été la plus active, n'avait que timidement et inefficacement assisté les confédérés; la Saxe s'était bornée à leur donner un peu, très-peu d'argent; et l'Autriche à laisser leur état-major dépenser une partie de cet argent dans ses villes, quoiqu'elle eût promis davantage. Frédéric jugea que la première de ces trois puissances, qui n'y avait point d'intérêt direct, ne serait pas plus hardie; que la seconde le serait beaucoup moins, et qu'on pourrait s'ac-

commoder avec la troisième. Il lui proposa, pour compensation de la puissance qu'il pourrait acquérir par la conquête de la *Prusse royale* à laquelle on s'opposerait en vain, trois belles provinces polonaises et les riches salines de *Vielicza*. Cette augmentation de territoire, obtenue sans coup férir, parut à la cour de Vienne préférable au danger d'avoir à combattre à-la-fois les Prussiens et les Russes, avec un faible espoir d'être tardivement secourue par ses alliés du midi de l'Europe, et peut être par les Turcs déjà bien battus, toujours très-mauvais alliés pour des Chrétiens et des Autrichiens.

La proposition de l'habile et fier roi de Prusse n'était pas entièrement nouvelle pour l'empereur Joseph, et concordait avec plusieurs de ses vues. Elle fut acceptée, malgré quelques scrupules de la pieuse Marie-Thérèse.

La Russie, qui, au partage de la Pologne, perdait la Pologne, pouvait être plus difficile à persuader; mais au fond, sa domination en Pologne n'était que d'*influence*, et ne lui valait en réalité que l'entretien de vingt-cinq mille hommes qu'encore fallait-il y laisser. La plus grande partie de la Lithuanie, de la Podolie, de la Volhinie et la complète acquisition de la Courlande, valaient mieux que cette influence qu'elle n'aurait pu conserver que par une guerre qui serait devenue le plus grand obstacle à ses projets contre la Turquie. L'impératrice Catherine dit donc à Frédéric et à Joseph :

Point de courroux, messieurs....., et le premier

partage de la Pologne fut résolu. Il embrassait environ le tiers du territoire.

Mais, dirait M. de Rulhière, « Stanislas-Auguste consentit à ce démembrement de son pays. » — Il n'y consentit qu'après avoir épuisé toutes les voies de la négociation. Il n'y consentit que de l'avis de sa diète, et parce que ni elle ni lui n'avaient aucun moyen d'empêcher une opération définitivement arrêtée entre ses trois puissants voisins. On doit lui pardonner d'avoir, dans cette triste circonstance, ménagé le sang de son peuple qui aurait été inutilement répandu. On doit le louer, non-seulement d'avoir alors conservé plus de la moitié de son royaume, mais sur-tout d'avoir habilement profité de ce malheur même pour donner à cette moitié qui lui restait de son pays et de ses sujets un commencement de constitution politique. Acheter au prix des provinces qu'on ne pouvait éviter de perdre, l'espoir et le pouvoir de fonder pour les autres un gouvernement, ce fut, certes, la pensée d'un homme d'état.

Le roi fit établir un *conseil permanent*, pour éclairer, disait-on, les opérations qui pourraient avoir lieu dans les intervalles d'une diète à l'autre. Ses ennemis crurent que ce serait une limite de plus à son autorité; mais c'était créer une autorité, et depuis long-temps les rois de Pologne n'en avaient sur aucune branche de l'administration, ni en présence, ni en l'absence de leurs diètes. D'ailleurs, les membres du conseil permanent de-

vaient changer au moins à chaque nouvelle diète. Sa magistrature royale était perpétuelle : il avait la nomination des places de sénateurs et de ministres, et celle des bénéfices ecclésiastiques et militaires ou starosties. Il prévit qu'il aurait, dans le conseil permanent, l'influence prépondérante; et il l'eut.

On permit au conseil permanent d'avoir les quatre commissions, du trésor, de la guerre, de la justice et de l'intérieur, imaginées par les princes *Czartoryski*, dès le couronnement de leur neveu.

Avec la *commission du trésor*, le roi et son conseil permanent retirèrent les finances des mains des grands trésoriers, qui, jusqu'alors, n'avaient jamais rendu de compte; et la république eut des finances.

Avec la *commission de la guerre*, ils retirèrent les deux armées, ou les deux simulacres d'armée, des mains des deux grands généraux; et la république eut une ébauche d'armée. Il eut, ou il adopta, pour augmenter et pour organiser cette armée, des vues savantes et profondes.

Le roi se fit autoriser, par la diète même qui s'était prêtée à l'abandon d'une partie de la Pologne, à négocier, d'après l'*avis du conseil permanent*, avec les puissances étrangères; et la république eut des relations politiques régulières, ce dont elle était privée depuis plus d'un siècle.

Il fit établir un conseil de l'instruction publique (*commissia edukacyjna*), et fit assigner aux dépenses de l'instruction, que ce conseil dirigerait, les

biens des jésuites qui venaient d'être supprimés. Leur revenu montait à environ *trois millions*. Il aurait pu, avec un peu d'adresse, en faire augmenter sa liste civile, et avec la plus grande facilité faire partager ces biens en bénéfices ecclésiastiques et en starosties, dont il aurait pu enrichir sa famille pour laquelle il n'a rien fait : bénéfices et starosties dont les membres de la diète auraient aussi été fort avides; ce qui, lors de chaque collation, lors de la première sur-tout, aurait beaucoup accru le nombre de ses créatures. Son génie et sa bonté en firent un usage plus noble; il les fit consacrer à répandre chez son peuple les sciences et les lumières, à instruire les Polonais sur leurs véritables intérêts, leurs véritables droits, leurs véritables devoirs.

Les premiers pas du conseil de l'instruction firent si imposants, ils indiquèrent de si hauts desseins pour relever la nation par des plans d'instruction civile et militaire si bien combinés, et si utilement étendus sur les paysans même, que les puissances étrangères qui commandaient encore la diète, se hâtèrent de chercher quelque moyen d'arrêter dans leur marche de tels projets d'*instruction*. Elles en trouvèrent un trop efficace. Ce fut de faire instituer, pour la régie des biens qu'on y avait destinés, une *commission administrative* (*commissia rosdawnitza*) indépendante du conseil de l'instruction. — On eut soin de la composer d'hommes que l'on crut les plus propres à profiter

de l'encouragement secret , et de la tolérance ouverte , d'en dévorer le revenu et de n'en laisser rien ou presque rien arriver aux établissements que le conseil et le roi avaient désiré que l'on formât; et ces hommes protégés remplirent largement leur mission. — Stanislas-Auguste aimait et cultivait les sciences, les lettres, les arts; il avait vu dans le conseil de l'instruction publique la régénération de son pays. Il fut vivement affligé, et jusqu'à répandre des larmes; mais il n'eut pas le pouvoir d'empêcher , ou de réparer ce malheur.

Entre trois grandes puissances usurpatrices dont il était entouré, il n'avait d'autre moyen de recouvrer l'indépendance de sa couronne, qu'une alliance avec l'une d'entre elles, qui pût l'aider à tenir tête aux deux autres. Et l'on doit remarquer qu'à cet égard le patriotisme l'emporta sur la reconnaissance; car il ne s'adressa pas pour cette alliance intime à la Russie. Il crut que l'amitié personnelle de l'impératrice Catherine empêcherait cette princesse de s'opposer à ce qu'il pourrait tenter pour améliorer le sort de la Pologne. Il se trompa; mais cette confiance fait honneur à la moralité de son caractère.

L'Autriche eût été suspecte à la Russie, quoique celle-ci eût donné son agrément , du moins extérieur, à la proposition indirecte, et qui ne réussit pas, du mariage du roi de Pologne avec une archiduchesse.

Poniatowski, dont la pensée perpétuelle était

l'indépendance de son pays et une constitution raisonnable pour sa nation, se retourna vers la Prusse que l'armée du grand Frédéric faisait regarder comme une puissance du premier ordre, et qui avait avec la Pologne plusieurs intérêts communs. Il en fut très-favorablement accueilli; il en reçut les promesses les plus positives et les plus sacrées. Il fit avec elle un traité d'alliance défensive.

Il se rapprocha en même temps de la maison de Saxe, en lui proposant de rendre la couronne de Pologne héréditaire en faveur des enfants de la princesse saxonne qui épouserait un Polonais désigné comme successeur du roi régnant. Il n'était pas même éloigné de céder, en ce cas, et si cela était absolument nécessaire, le trône à son neveu.

Il songea aussi à s'appuyer de la France, où il envoya, en qualité de ministre plénipotentiaire le comte *Orazewski*. Il voulait s'assurer que du moins elle ne s'opposerait point à ses projets, en troublant et agitant son pays comme elle l'avait fait au commencement de son règne. Ses communications furent bien reçues. Le roi *Louis XVI* et M. le comte de *Montmorin* lui donnèrent le conseil amical de s'entendre avec la Russie. Il le fit, et crut l'avoir fait utilement. La Russie n'était pas avec lui de meilleure foi que la Prusse.

Ce fut après ces préparatifs généreux et sensés que, d'accord avec tous les gens d'esprit et tous les meilleurs citoyens de la Pologne, il tenta d'établir, il crut avoir établi, il fit déclarer par sa diète une

constitution qui améliorait le sort des paysans et préparait pour la suite leur affranchissement graduel, qui donnait une existence honorable à la bourgeoisie, qui ne mécontentait pas la noblesse et qui devait l'enrichir. Les applaudissements furent unanimes et l'enthousiasme général. Il s'imaginait, et ce n'était pas sans quelque apparence de raison, avoir sauvé, avoir pour ainsi dire créé de nouveau sa patrie.

Il écrivit à un membre de cette académie, qui l'était alors de l'assemblée constituante : « Je suis » plus heureux que vous : j'ai commencé plus tard » et fini plus tôt une révolution et une constitution » qui n'ont pas coûté une goutte de sang, qui n'ont » pas fait verser une larme. »

Mais la France, elle-même déchirée, quoique n'ayant alors aucune animosité contre lui, et le regardant même avec bienveillance, ne pouvait l'aider ni de conseils, ni d'hommes, ni d'argent, ni d'aucune influence politique. La maison de Saxe n'osa pas accepter le trône qu'on offrait à sa fille aînée. Frédéric-Guillaume le trahit indignement. L'armée prussienne, qui devait venir à son secours, marcha contre lui. Le partage du reste de la Pologne fut décidé entre ses trois voisins.

Poniatowski, abandonné et désolé, ne se rendit pas tout de suite. Il forma une armée et même deux. Il en donna le commandement principal à son neveu, le prince Joseph. Cette armée trop faible, sur-tout en artillerie, et dans un pays de plaines

peu favorable à la guerre défensive , combattit les Russes trois fois plus nombreux. Elle fut contre eux une campagne qu'elle disputa vaillamment , qui fut honorable et malheureuse. Elle était si dénuée des approvisionnements nécessaires , qu'après avoir gagné la bataille de *Zielinca* , il ne lui restait par pièce de canon que douze coups à tirer.

Une honteuse confédération s'était formée à *Targowice* , sous la protection et avec l'argent de la Russie , contre la constitution nouvelle. C'étaient des *confédérés* polonais qui conduisaient les Russes à la conquête définitive de la Pologne. C'était leur roi , tant calomnié , qui défendait le pays de poste en poste.

Son armée , réduite à vingt-cinq mille hommes , forcée à se replier jusque sous les murs de Varsovie , ayant quatre-vingt mille Russes en tête , menacée de trente-six mille Prussiens en flanc , manquait d'armes , d'habits , de chevaux et de munitions. Le trésor était entièrement vide.

Il ne restait de ressource que les négociations. Il invoqua de la manière la plus touchante l'ancienne amitié de la czarine , et ne put obtenir un armistice , sauver cette armée du massacre , et Varsovie du pillage , qu'en se dévouant lui-même jusqu'à la douleur de signer l'acte de la confédération de *Targowice* , et de céder aux chefs de cette confédération le peu qui lui restait d'autorité. Il jugea que le seul devoir qu'il eût encore était de diminuer l'effusion du sang , même aux dépens de sa propre renommée.

Ce sont là les amers sacrifices. Il s'immolait pour son peuple, et son peuple crut un moment qu'il l'avait trahi.

Il voulait mourir. Il dit plusieurs fois : *Plût à Dieu que je pusse mourir seul !* Il écrivit à *Catherine* qu'il abdiquait; et le cabinet russe eut la cruauté de le forcer à garder le titre de *roi*, quoique prisonnier dans son château, jusqu'à ce que le partage fût consommé.

Du sein de sa captivité, il négociait encore avec quelques puissances étrangères et avec ses oppresseurs. Il parvint à faire révoquer, par la confédération de *Targowice*, l'ordre qu'elle avait donné de livrer aux Russes *Kaminiek*, la seule place forte qu'ait la Pologne, et à faire parvenir au gouverneur l'injonction de se défendre avant que celle d'ouvrir ses portes fût arrivée.

Il offrit plusieurs fois sa démission en faveur d'un prince russe, à la seule condition que la Pologne ne serait pas davantage démembrée, qu'elle continuerait de subsister en corps de nation et de former un état séparé, et sur-tout qu'on lui permettrait de se donner des lois, d'avoir une constitution régulière.

Toutes ces propositions rejetées, il espéra ramener la Russie en lui cédant encore quelques provinces par le traité de juillet 1792. Il fallut bientôt en faire autant avec la Prusse par celui de septembre de la même année. Ces cessions, acceptées par des traités qui semblaient devoir tout terminer et conserver le

centre de l'état , furent inutiles. Les hostilités recommencèrent. Les brillants efforts du valeureux Kosciusko ne purent surmonter la puissance et changer durablement la fortune.

Le barbare *Suwarow* prit d'assaut le faubourg nommé *Prague*, et ordonna de tout tuer , hommes, femmes et enfants , jusqu'à ce qu'il fût sorti du bain. Vingt mille innocents périrent.

Les habitants de Varsovie eurent encore recours à leur roi. Il sollicita pour eux une capitulation , et l'obtint.

Ce fut son dernier service.

Les Russes l'emmenèrent à *Grodno* ; et là ils exigèrent son abdication , qu'ils avaient refusée lorsque c'était lui qui l'offrait. Ils eurent la dureté de vouloir qu'elle eût pour date l'anniversaire de son couronnement.

L'anarchie de Pologne a eu deux victimes bien intéressantes : la plus grande est la Pologne elle-même, et la plus à plaindre est le roi *Poniatowski*.

Veut-on savoir ce que pensaient de lui des ennemis plus nobles que ceux qui l'attaquent après son détronement et sa mort ? Voici un extrait du testament de l'archevêque de Gnesne , *Podoski*, primat de Pologne , l'un de ses plus grands adversaires dans les premières intrigues qui se firent contre lui , et jusqu'en 1775 ; homme dont Rulhière vante beaucoup l'esprit, les talents , la capacité : « Lorsque je » comparaitrai devant l'Être suprême pour rendre » compte de mes actions comme premier sénateur

» et métropolitain de l'église de Pologne, j'attesterai que le roi, notre gracieux maître, ayant un cœur vraiment paternel, n'a jamais été disposé à consentir à rien de préjudiciable à la nation, ni aux droits des citoyens. J'ai appris à connaître les intentions de ce bon prince. Il a fait tout ce qu'il a pu pour améliorer la forme du gouvernement et pour le faire considérer. N'ayant pas voulu suivre ses conseils, nous avons commis des fautes. Dieu venille que la nation s'en aperçoive! Il faut ne nous plaindre que de notre insouciance invétérée, de notre discorde et de nos rivalités. Il faut ranimer notre zèle pour la patrie qui se trouve dans une situation critique, et chercher à l'en tirer au prix de nos biens. Il faut aimer le roi et avoir confiance en lui. » Ce testament a été fait à Francfort-sur-le-Mein, l'archevêque étant en route pour se rendre à Marseille où il espérait rétablir sa santé.

Veut-on savoir quels sentiments il inspirait aux habitants de Varsovie? Voici ce qu'ils ont osé faire imprimer chez Michel Groell, la veille même du jour où l'armée prussienne prit possession de leur ville : « Le cœur de tout honnête homme est navré, lorsqu'on pense que nous ne verrons plus dans nos murs ce père, ce bienfaiteur, cet unique ange tutélaire de cette résidence, ce roi bien-aimé, dont la mémoire doit être à jamais chérie. Lorsque la méchanceté, la calomnie, et la noire ingratitude s'efforcent de déchirer la réputation de

» ce prince vertueux, les bourgeois de Varsovie font
» franchement et courageusement cet aveu : *Nous*
» *avons été témoins oculaires de tout son règne ;*
» *aucun prince n'a jamais souhaité aussi sincère-*
» *ment que lui de rendre son peuple heureux ; mais,*
» *dans ses démarches politiques , aucun n'a ren-*
» *contré d'obstacles aussi insurmontables au sein*
» *de sa propre nation.* Voilà le témoignage que
» nous rendons à STANISLAS-AUGUSTE. »

Ces deux citations honorables sont tirées du *Coup-d'Œil rapide sur les causes réelles de la décadence de la Pologne*, par M. le général comte Komarzewski (page 250 et 265). On doit méditer son ouvrage.....

Ce qui demeurera constant , est que Stanislas-Auguste avait beaucoup d'esprit , de sensibilité , de grâces , d'éloquence et d'humanité ; qu'il y joignait de très-bons principes de gouvernement ; qu'il a fait pour son pays beaucoup d'opérations très-utiles et de la plus grande importance , dont la possibilité n'était pas même vraisemblable lorsqu'il monta sur le trône ; qu'il a très-sagement organisé ou plutôt créé le trésor , l'armée , les relations extérieures ; que l'institution du conseil de l'instruction publique , le désintéressement et les lumières qu'il y porta , devaient compter parmi les grands services rendus au genre humain ; que ce n'est point sa faute , si l'on est parvenu à en détruire l'efficacité ; que ce fut un crime des puissances qui dominaient la sienne ; que peu d'hommes ont eu une carrière plus

difficile; que très-peu eussent fait mieux, ni autant que lui en pareille position.....

Extrait des observations de M. Lévesque.

Les membres du jury attachés à la classe des sciences physiques et mathématiques, à celle de la langue et de la littérature françaises et à celle des arts, ont sur-tout considéré dans leur jugement sur les ouvrages d'histoire le talent des auteurs. Ce jugement est sain à quelques égards : l'histoire en elle-même est une narration de faits; mais c'est par le talent qu'elle devient une production de l'art, et c'est l'art que le souverain veut couronner.

Mais il n'en reste pas moins vrai que la narration des faits est son essence, que l'essence des faits est d'être vrais; car s'ils ne le sont pas, ils ne sont que des fables; que le talent de l'historien consiste à orner des faits conformes à la vérité, et que celui qui pare des faits controuvés n'est pas un historien, mais un auteur de fables. Il peut avoir beaucoup de talent, il a même au-dessus de l'historien celui de l'imagination; mais comme on ne peut pas changer l'essence des choses, il ne peut pas plus être historien, qu'un cercle ne peut être carré.

La classe d'histoire rend hommage au talent; mais quelque talent que puisse offrir un livre qui porte le titre d'histoire, elle n'en applaudira pas l'auteur si elle ne reconnaît pas qu'avant tout il s'est distingué par son respect pour la vérité. En vain il aura

f.

voulu imiter Thucydide dans les harangues, et Saluste dans les portraits; elle demandera si ces portraits sont ressemblants, et si ces harangues contiennent la substance des discours qui ont été en effet prononcés. Il y a même des censeurs qui rejettent les harangues et les portraits; ceux-ci, parce que le personnage doit se peindre lui-même par ses actions; celles-là parce qu'elles détournent de l'action l'attention du lecteur. Ces exclusions ne doivent pas être regardées comme des principes rigoureux.

La classe d'histoire a déjà été appelée à juger les ouvrages historiques qui ont paru depuis 1789. Son jugement est imprimé; il va devenir public. Voyons ce qu'elle a prononcé sur l'ouvrage de Rulhière, à qui le jury décerne le prix.....

L'ouvrage de Rulhière est jugé quand on sait comment il fut entrepris. Le duc de Choiseul voulut avec raison empêcher Catherine II d'augmenter son influence en Pologne, et ce fut par ses manœuvres que se forma la confédération de Barr. Il ne tarda pas à reconnaître qu'en attisant la haine d'une faction polonaise contre Catherine, il n'opposait à cette princesse que de faibles ennemis; mais il crut pouvoir l'écraser en la plaçant entre le feu des confédérés de Barr et celui de la Porte ottomane. Le comte de Vergennes, ambassadeur de France à la Porte, fut autorisé à répandre des millions pour déterminer le divan à des mesures hostiles, et il eut le bonheur de réussir sans faire aucune dépense.

A ces deux guerres contre la Russie, Choiseul voulut en joindre une de plume et il en chargea Rulhière. Il en fournit aussi les armes. Elles devaient être acérées et même fortement empoisonnées, car c'étaient les papiers de la confédération de Barr. Enfin il fit les frais de cette guerre, et Rulhière eut un traitement de deux mille écus pour bien servir les malignes volontés du ministre : c'est ce que savent et les personnes qui avaient alors des relations avec Rulhière, et la famille du duc de Choiseul (1).

Quand Rulhière écrivait, il regardait sans doute la Russie comme voisine de sa décadence. L'impératrice s'engageait, suivant lui, dans des embarras sans terme et sans issue. La vérité est que ce n'était point elle qui s'y engageait, et que c'était le duc de Choiseul qui l'y avait plongée. Si Rulhière avait terminé son ouvrage, il aurait été obligé d'en changer une grande partie; puisqu'au lieu des désastres dont il menaçait Catherine, cette princesse éleva son empire à une puissance plus que double de celle que Pierre I^{er} lui avait procurée. Elle fut entraînée, dit Rulhière, d'imprudence en imprudence, dans la guerre de Turquie; et c'est cette guerre dans laquelle elle fut entraînée, non par son imprudence, mais par le duc de Choiseul, qui lui a procuré, soit par le traité de paix, soit par les suites de ce traité, le libre commerce de la mer

(1) On verra dans le rapport de M. de Rayneval que ce fait est entièrement controuvé.

Noire, des ports sur cette mer, la possession de la Crimée, celle du Caucase, etc.

Rulhière veut absolument que les Russes soient lâches; ce n'est pas qu'il n'offre quelquefois de brillants tableaux de leur courage; mais il veut que leur valeur ne soit que la lâche soumission d'un esclave qui n'ose désobéir à son maître. Il avoue qu'ils ont été vainqueurs du grand Frédéric; mais il rejette les malheurs de ce prince sur son impatience qui ne lui laissait pas le temps de manœuvrer contre eux. Il assure que ce sont de pitoyables artilleurs, qui ne savent pointer ni leurs canons ni leurs mortiers; et il avoue que, dès le temps de l'impératrice Élisabeth, le grand-maitre de l'artillerie, comte Pierre Chouvalof, avait formé les troupes aux manœuvres les plus promptes et les plus hardies, et qu'elles avaient atteint, par leur discipline et par leur adresse, tout ce que les peuples les plus aguerris ont acquis en ce genre....

On sait que les ennemis de Catherine ont représenté comme tyrannique le gouvernement de cette souveraine, qui cependant s'est signalée par la douceur et la clémence; qu'ils ont représenté cette princesse galante comme une infâme prostituée; qu'ils ont profité d'un coup d'état peut-être nécessaire mais toujours odieux, pour en faire un monstre de cruauté. Rulhière était trop habile pour faire usage de cette arme; il savait trop que Catherine aurait pu être plus coupable encore que ne le voulaient ses ennemis, et n'en être pas moins une souveraine redoutable: il s'attache

sur-tout à la peindre comme une princesse imprudente, malhabile, incapable de concevoir, de combiner, de conduire de grandes entreprises. Il a été démenti par les événements, il l'est aujourd'hui par l'opinion de l'Europe entière, et par l'aveu même du grand homme qui l'a saluée du titre de Catherine-la-Grande.

Le maréchal Roumiantsof fut le héros des dernières campagnes des Russes contre la Porte ottomane (1) : il fallait bien que Rulhière le rendit ridicule : il le représente avare, négligé sur sa personne jusqu'à la malpropreté, et rusé courtisan, quoiqu'il négligeât même de fréquenter la cour. Si Rulhière avait conduit son ouvrage jusqu'à la fin des événements, il aurait été obligé de nous montrer ce même général renfermé sur les bords du Prouth, et dans la même position où s'était trouvé Pierre I^{er}. Mais il ne fit pas, comme ce prince, un traité honteux ; il osa combattre les Turcs, et fut vainqueur. Il les renferma l'année suivante à son tour, et leur dicta impérieusement le traité de paix de Kainardji, traité qui prépara tout ce que, dans la suite, ont offert de grand les destinées de la Russie.

On sait que ce fut Catherine qui porta sur le trône Stanislas-Auguste Poniatowski... Après avoir reconnu la mère de ce prince comme une femme d'un grand mérite, Rulhière veut nous persuader qu'elle écouta la prédiction d'un chirurgien qui se donnait pour astrologue, et qui lui annonça que

(1) Nous parlons de la guerre qui finit en 1774.

cet enfant, qui venait de naître, parviendrait un jour au trône; que, sur ce mot d'un charlatan, elle s'occupa de donner à son fils une éducation royale; que Stanislas, à qui personne, excepté Rulhière, n'a refusé de l'esprit et même un bon esprit, partagea la crédulité de sa mère; que sa principale étude en France fut d'imiter le port et le maintien de Louis XV, qui lui semblèrent convenables à la dignité royale; qu'en Russie, il fit part à Catherine, encore grande-duchesse, des hautes destinées qui lui étaient prédites, et que dès lors cette princesse, qui n'a jamais passé pour superstitieuse, présagea que ce serait elle qui le porterait au trône.

Ce fut, suivant Rulhière, un opprobre pour la Pologne de recevoir Poniatowski pour roi. Ignorait-il ou feignait-il d'ignorer la constitution de cette république monarchique? Il n'y avait sans doute pour la Pologne aucun opprobre à recevoir pour roi un gentilhomme de la nation, puisque, par les lois de l'état, tous les gentilshommes étaient égaux et avaient tous le droit de prétendre à la couronne. Il avance que la noblesse de Stanislas-Auguste ne remontait qu'à son aïeul; mais les lois de la Pologne, sévères sur ce point, ne lui auraient donc permis de s'élever à aucune dignité de la république, ni de se présenter aux diètes. Rulhière se réfute lui-même, quand il avoue que le père de Stanislas-Auguste avait vieilli dans les honneurs. Mais son aïeul, ajoute-t-il, avait été administrateur des domaines d'un prince Sapieha. Je l'ignore,

mais cette circonstance ne lui aurait ôté aucun des droits de la noblesse. Il arrivait souvent que des gentilshommes pauvres se mettaient au service des riches gentilshommes; ils leur rendaient les services pour lesquels ils s'étaient engagés, mais ils ne leur devaient rien en qualité de nobles, et refusaient de reconnaître en eux aucune supériorité.

Rulhière le représente comme un roi stupide sur le trône : la vérité est cependant que ce prince signala les commencements de son règne par des institutions utiles; qu'il voulut rappeler dans sa patrie les lettres et les arts, lui rendre une force militaire, l'arracher à la nullité, la soustraire au joug des étrangers, et que ce furent ces généreux desseins qui causèrent ses malheurs. Il peut être vrai qu'il eut de la faiblesse dans le caractère; mais pouvait-il déployer de la force, comprimé par une puissance supérieure, paré d'une couronne sans avoir des sujets, et entouré de factions dont aucune n'était la sienne?...

Pour favoriser les confédérés, Rulhière a négligé des documents qu'il devait connaître. Par exemple, ceux que donna Taulès, qui, envoyé en Pologne avec une somme considérable qu'il devait y distribuer, revint avec l'argent, après avoir écrit au ministre, en style allégorique, qu'il n'avait pas trouvé dans ce pays un seul cheval digne d'entrer dans les écuries du roi : ceux que donna Dumourier, qui lui succéda, et qui, après avoir distribué l'argent dont il était chargé, fut obligé de recon-

naître trop tard que la confédération n'avait aucun moyen militaire, et ne servait qu'à enrichir la Russie, au lieu de la réprimer : le mémoire du chevalier Thesby de Belcour, qui faisait connaître que les maréchaux vivaient entre eux dans la plus grande mésintelligence, dépensaient leur argent en chevaux inutiles, et manquaient d'artillerie et d'infanterie; que rien ne se faisait d'intelligence; qu'on aurait pris souvent les différents corps pour des ennemis prêts à se combattre; qu'enfin tous avaient de la valeur, et que tous manquaient d'instruction et de discipline.

On a dit que du moins il défendait la meilleure cause. C'est ce qu'on ne peut soutenir. L'une des parties (la France) voulait, comme il est prouvé par des pièces ministérielles, maintenir la funeste anarchie de la Pologne; l'autre (la Russie et la Prusse) voulait profiter de cette anarchie pour conserver sur ce pays la première influence : l'une et l'autre sont condamnées par la morale ; toutes deux sont absoutes par la politique.

Il y eut des excès commis par les Russes en Pologne, et même quelques-uns ont échappé à Rulhière ; il y en eut de non moins cruels, commis par les confédérés, et sur-tout par ceux de Barr.... Les Russes accusèrent les confédérés d'avoir formé contre Stanislas-Auguste le projet d'un assassinat : l'accusation n'était que trop bien fondée.

Pour le prouver, il suffirait de rapporter cette phrase du manifeste des confédérés : « Quant à

« Poniatowski, l'intrus, l'oppressur et le tyran ,
« si, pour se maintenir , il continue de former un
« parti , et de troubler la nation , nous ordonnons
« et conjurons tous et un chacun , par l'amour de
« la patrie et du bien général , de le poursuivre
« de toute manière , tant secrètement qu'onverte-
« ment , *sans avoir égard à sa vie* ni à celle de ses
« adhérents. »

Cette horrible phrase ne resta pas sans effet.

Le dessein d'assassiner le roi fut formé , et il fut secondé par Poulawski , maréchal de la confédération.

Quoique ce maréchal ait publié un manifeste pour se défendre d'avoir trempé dans cet horrible projet , sa connivence est prouvée par une lettre qu'il écrivit en janvier 1772 , environ deux mois après l'attentat. « J'avoue , écrivait-il , que Strawinski et Kozinski se sont rendus à Czen-Tochof , et m'ont demandé une somme de mille ducats , en m'offrant de me livrer le roi de Pologne mort ou vif. » (S'engager à livrer un homme mort ou vif, n'est-ce pas s'engager à lui donner la mort , si l'on trouve quelque obstacle à le livrer vivant ?) Poulawski continue : « Comme la réussite dépendait du secret , je ne pouvais m'expliquer avec eux sur une affaire aussi importante , avant qu'ils se fussent engagés par serment à garder fidèlement le secret. Ils se rendirent ensuite à la chapelle , et le prêtèrent suivant la formule que je leur prescrivis ; après quoi je leur

» donnai *sur le bon succès* cinquante ducats, avec
» une lettre pour le capitaine de cavalerie Lou-
» kawski qui devait secourir Strawinski dans cette
» commission. Le colonel Nowicki leur enseigna
» les moyens d'avoir accès au château et à d'autres
» palais dans la ville de Varsovie. »

L'entreprise fut mise à exécution. Au mois de novembre 1771, le roi, revenant un soir au château, fut assailli par trente conjurés, arraché de sa voiture, blessé à la tête, et eut sa pelisse percée de balles; un de ses houlans fut tué, il fut traîné hors de la ville. Deux vedettes russes ayant, pour un autre sujet, crié successivement *qui vive*, les conjurés se dispersèrent; il n'en resta que trois auprès du roi. L'un d'eux, tourmenté de remords, se débarrassa des deux autres, en les envoyant à la recherche de leurs compagnons, et sauva le prince....

On a loué les portraits de Rulhière, et il faut avouer qu'ils font de l'effet; mais trop souvent ils manquent de ressemblance. Quelquefois il saisit bien les traits, et il en ajoute d'autres qui les font grimacer. C'est ce qu'on remarque dans le portrait de Catherine. On ne conçoit pas qu'une même personne ait pu avoir ensemble les grandes, les belles, les aimables qualités qu'il lui accorde, et les vices odieux qu'il lui suppose.

On a loué justement le style de Rulhière; il est pur et harmonieux, mais l'harmonie n'en est pas assez variée. Il a du nombre, mais il n'interrompt

pas ce nombre par des phrases courtes et fortement frappées. On peut le comparer à ces eaux dont le murmure excite une sensation agréable, mais qui est toujours la même; il n'a jamais d'élan, d'impétuosité, de véhémence; en général, je le trouve doublement verbeux, en ce qu'il met trop de mots dans ses phrases, et trop de phrases partout....

Extrait du Discours de M. de l'Isle de Sales.

J'ai beaucoup connu Rulhière: je le voyais de temps en temps chez le conseiller d'état de Fourqueux et chez le baron de Breteuil. Un service assez important que je lui rendis, à l'époque où il entra à l'Académie française, nous lia encore plus. Il n'aimait, dit-on, personne, et sûrement je n'étais pas excepté: mais la reconnaissance n'était point étrangère à son cœur; et, sous ce point de vue, il s'ouvrit devant moi de tous ses petits secrets littéraires, les seuls dont sa méfiance pouvait me rendre dépositaire. Voici quelques anecdotes à cet égard, qui vous mettront sur la voie pour assigner un rang à l'*Anarchie de la Pologne*.

Rulhière n'est entré à l'Académie en 1787, que pour son joli poëme des *Disputes*, que Voltaire avait adopté, et sur la renommée de son opuscule de la *Conjuration de Russie*, livre d'une exécution achevée dans son petit genre, qu'il ne lisait qu'en manuscrit, et que M. l'abbé de Beausset,

évêque d'Alais, le même qui a fait la Vie de Fénelon, homme doué de la plus étonnante mémoire, retint tout entière, à ce que me dit Rulhière, d'après une seule lecture.

Rulhière avait trop d'esprit pour ne pas sentir qu'un poëme de deux cents vers et une conjuration aussi peu volumineuse que celle de Saint-Réal, formaient un trop mince bagage pour arriver à la postérité. A peine fut-il de l'Académie, qu'il jeta le plan de plusieurs grands ouvrages dignes, s'il avait eu le temps de les exécuter, de le mettre au premier rang de notre littérature. Il m'en a lu quelques fragments de choix dans les premiers jours de 1791.

Ces ouvrages étaient au nombre de trois. L'*Histoire complète de la Pologne*, depuis son origine jusqu'à son démembrement, l'*Histoire de la diète de Ratisbonne*, et les *Annales de la Révolution française* ; ce dernier ouvrage lui avait été commandé par le baron de Breteuil. J'ai cru longtemps, je dois l'avouer, qu'aucun de ces trois grands écrits n'avait existé en entier : l'inspection du manuscrit de l'*Anarchie* ne m'a détrompé que jusqu'à un certain point. Rulhière mourut subitement et dans la plus grande vigueur de son âge, le 30 janvier 1791, et tout me porte à croire que cette *Anarchie* n'était qu'un fragment, révisé avec soin, de sa grande *Histoire de Pologne*. Le titre même de l'ouvrage me semble une faute de goût : on ne fait point l'histoire d'une anarchie; le mot propre,

et il n'aurait point échappé à la sagacité de l'auteur s'il y avait réfléchi un moment, aurait été *Histoire du démembrement de la Pologne*. . . .

Rulhière n'a jamais eu qu'une politique de circonstances : d'ailleurs, il n'était point témoin oculaire. Il vous a été démontré dans l'excellent Mémoire de M. Dupont, qu'il avait reçu et fait valoir de fausses pièces, que d'autres avaient été dénaturées à notre cabinet des affaires étrangères; et s'il vous fallait un appui dans une cause que tous nos bons esprits semblent avoir jugée, je me présenterais en qualité d'auxiliaire. Et moi aussi, j'ai connu l'évêque de Wilna, une des meilleures têtes de la Pologne. J'ai été de plus très-lié avec le colonel de Saint-Leu, agent de cette république royale, qui s'était acquis un nom par ses connaissances politiques, avant d'aspirer à la malheureuse célébrité de son suicide. Je suis encore entouré de Polonais réfugiés.... Mais, encore une fois, j'en réfère au beau Mémoire lu à la dernière séance, où l'auteur a accumulé une foule de faits que j'ignorais, et a dit beaucoup mieux que je ne l'aurais fait moi-même, ceux dont mes anciennes relations politiques m'avaient fait dépositaire.

Cependant je me permettrai d'ajouter une considération au tableau tracé par M. Dupont... Comment Rulhière, qui parlait à la postérité, a-t-il gardé un silence perfide sur l'odieuse combinaison du premier démembrement de la Pologne? Est-ce que le cabinet de Pétersbourg était seul cou-

pable de cet attentat? Les cabinets de Vienne et de Berlin n'y avaient-ils pas participé? La cour de France elle-même, dont la simple attitude hostile aurait contenu toutes les puissances copartageantes, n'a-t-elle pas, par sa criminelle inertie, condamné un peuple magnanime, dont une foule de traités lui ordonnait de garantir l'indépendance, à disparaître de la face de l'Europe? Je trouve dans la belle *Histoire de la Diplomatie française* deux phrases qui feront connaître, mieux que nos observations, dans quel esprit dangereux ce livre de Rulhière est écrit.

La première est transcrite littéralement des dépêches officielles envoyées en 1769 par le cabinet de Versailles au marquis de Paulmy, ambassadeur de France en Pologne.

« L'anarchie convient aux intérêts de la France, » et toute la politique à l'égard de ce royaume doit » se réduire aujourd'hui à la maintenir. » *Histoire de la Diplomatie française*, tome 5, p. 262.

Lors du premier partage en 1772, le comte de Mercy, ambassadeur de Vienne à la cour de France, reprocha au duc d'Aignillon, successeur du duc de Choiseul, la déclaration faite par ce ministre à l'envoyé de Berlin, Sandoz, que *la cour de Versailles verrait avec indifférence tout ce qui se passerait en Pologne*. Même ouvrage, t. 6, p. 87.

Peut-être, au reste, qu'après l'éclat qu'a fait le rapport du jury, il serait de votre sagesse de ne pas

briser tout d'un coup son idole. J'entrevois un moyen plus doux d'arriver sans secousse au but qu'on vous propose. L'*Anarchie de Pologne* a été évidemment composée avant le 30 janvier 1791, époque de la mort de Rulhière, c'est-à-dire près de dix ans avant l'époque décennale : il me semble que, sans s'écarter de la lettre du décret, on pourrait mettre ce livre hors du concours. Mais je n'émets ici qu'un doute que je m'empresse de soumettre à vos lumières. . . .

Extrait des 'Réflexions de M. de Rayneval.

Je vais soumettre à la classe les observations que j'ai faites sur l'*Histoire de l'Anarchie de Pologne*, au moment même où cet ouvrage a paru. J'ai voulu, dès lors, analyser pour moi seul une production qui a pour objet un des événements les plus remarquables du dix-huitième siècle, et qui ne m'a été étranger à aucune de ses époques. Ainsi, mon opinion sur le fond de l'ouvrage est antérieure, non-seulement au rapport du jury, mais aussi au dernier décret concernant les prix décennaux : elle est donc parfaitement indépendante de toute espèce d'influence. . . .

Mon premier soin a été de chercher un plan où tout fût coordonné. J'ai cherché ensuite les grands acteurs qui devaient être sur la scène : enfin j'ai cherché le fil de la politique et de la conduite de ces mêmes acteurs.

Mais, je dois l'avouer, je n'ai découvert d'autre plan que celui de présenter l'impératrice de Russie sous les couleurs les plus tranchantes..... En revanche j'ai vu beaucoup d'acteurs secondaires artistiquement encadrés et enluminés, et dont les faits et gestes ne sont en quelque sorte que des épisodes. Tels sont les Pulawski, un Zarembka, un Kossakowski, etc. — Mokranowski est un des héros de Rulhière. — Sans contredit ce général montra un courage digne d'un vrai patriote à la diète, où les sabres formèrent une voûte au-dessus de sa tête pour la garantir. Mais, pour bien apprécier son patriotisme, son dévouement pour la cause de sa patrie, il eût fallu suivre sa conduite après 1768, époque véritable de la guerre civile; mais l'auteur n'aurait plus pu montrer qu'un homme dont la marche était fort équivoque : elle était du moins jugée telle, non-seulement à Versailles, mais aussi par les Polonais patriotes. Il avait des rapports secrets avec le ministère français; il était le confident du comte Branicki, grand-général de la couronne: on le soupçonnait d'intelligence avec Stanislas-Auguste.

Mais je crois devoir borner ici les détails sur les individus, parce qu'ils deviendraient trop volumineux..... Je vais donc passer à l'examen du corps même de l'ouvrage.

L'événement que M. de Rulhière a entrepris d'écrire, offre quatre époques principales bien caractérisées. La première commence à l'interrègne

qui suivit la mort d'Auguste III, jusqu'à l'élection et la reconnaissance de Stanislas-Auguste; la seconde s'étend depuis cette reconnaissance jusqu'à l'affaire des dissidents; la troisième comprend la guerre civile provoquée par les privilèges accordés à ceux-ci, jusqu'au premier partage; la quatrième enfin comprend les événements qui se sont succédés depuis ce partage jusqu'au troisième, qui fit disparaître le royaume de Pologne. — Telle aurait dû être, à ce qu'il me semble, la charpente de l'ouvrage de M. de Rulhière.

Ce premier fondement posé, l'auteur aurait dû exposer au grand jour les puissances qui jouaient les principaux rôles. Telles étaient, 1^o la Russie et Stanislas-Auguste; 2^o la Prusse; 3^o la France; 4^o la cour de Vienne; 5^o celle de Dresde; 6^o la Porte ottomane; 7^o les confédérés et leurs adhérents. . .

Je vais maintenant jeter un coup-d'œil sur la matière même des quatre époques que j'ai indiquées.

Première époque. — Après la mort d'Auguste III (octobre 1763), on se proposait, en France comme en Autriche, de porter à la couronne le fils aîné de ce prince, devenu électeur; et l'on était persuadé de l'assentiment de la Russie. Mais Christian mourut en décembre de la même année, ne laissant pour successeur qu'un prince de quatorze ans (c'est le roi de Saxe actuel); son âge empêcha de le présenter comme candidat, et on conseilla à son oncle, le prince Xavier, connu sous le nom de

comte de Lusace , de se mettre sur les rangs , mais on se borna à lui concilier les suffrages des partisans de la France , qui , réunis à ceux de la Saxe , formaient un parti considérable. Mais les Czartoryski, pour l'anéantir , avaient sollicité l'approche des troupes russes : elles vinrent occuper Varsovie , et c'est sous de tels auspices que se fit l'élection.

L'irrégularité , ou plutôt la violation de l'indépendance polonaise était manifeste : mais depuis long-temps la Pologne était exposée à des scènes aussi outrageantes ; depuis long-temps les élections se faisaient sous l'influence armée de la Russie. C'était là le fâcheux résultat de la très-vicieuse constitution de la Pologne. La nation , comme corps politique , a toujours été faible , désarmée , divisée , à la merci de ses voisins , et soutenue par leur rivalité. Ainsi Catherine II n'a fait que suivre une route tracée par ses prédécesseurs. — Et voilà ce qu'on peint comme le comble du *despotisme*. Je me borne à observer qu'un prince n'est despote qu'à l'égard de ses propres sujets. — Les Anglais exercèrent-ils un acte de despotisme en France , lorsqu'ils donnèrent des secours aux protestants.

Mais enfin l'élection , quoique radicalement nulle , non à cause de la personne de Poniatowski , qui était éligible , mais à cause de la violation des formes ; l'élection , dis-je , fut successivement reconnue par les Polonais et par les puissances étrangères : la France envoya le marquis de Conflans pour complimenter Stanislas-Auguste , et une

personne de confiance vers le comte Branicki , grand-général de la couronne , pour l'engager à la réconciliation : ce magnat était beau-frère du roi , et chef du parti saxon , auquel il avait joint le sien , qui était considérable. — Voilà le terme de la première époque.

Seconde époque. — Le calme , au moins apparent , dura jusque vers 1768. Les dissidents , savoir , les Grecs non unis , et sur-tout les protestants , ayant à leur tête un comte de Goltz , avaient ranimé toutes leurs intrigues ; et , assurés de la faveur du roi de Prusse , ils trouvèrent le moyen de faire appuyer leur cause au nom de la Russie. Ils obtinrent non-seulement une entière liberté de conscience , mais aussi la capacité de posséder des starosties et des dignités à l'égal des catholiques ; et ce qui était le plus important , ce fut la garantie de la Russie. — C'est là le point sur lequel M. de Rulhière aurait dû fixer toute sa capacité et toute l'attention du lecteur ; car c'est cet acte qui caractérisa l'intention de Catherine II de tenir la Pologne dans sa dépendance exclusive , à l'ombre d'un prétendu acte constitutionnel.

Troisième époque. — C'est cet asservissement qui fit enfin éclater le mécontentement d'une nation généreuse , qui jusque-là avait comprimé son ressentiment , et dissimulé la vive impression que lui faisait la position humiliante dans laquelle elle se trouvait. L'exaspération produisit d'abord la confédération de Barr , et successivement plusieurs

autres confédérations partielles et isolées, enfin la confédération générale de la couronne et du grand-duché de Lithuanie. — Cette confédération eut tous les caractères de la légalité, et fut organisée conformément à la constitution; et c'est à cette même époque que la France, qui jusque-là avait entretenu auprès des confédérés à Epériès des agents sans caractère public, savoir, MM. de Châteaufort et Dumourier, accrédita auprès du conseil général, établi à Teschen, en juillet 1771, le baron de Vioménil avec caractère public, et qu'elle admit de même le comte Vielhorski de la part de la confédération. En passant à Vienne, Vioménil reçut tous les honneurs dus au caractère dont il était revêtu.

Certes tous ces faits méritaient bien d'être développés, tant sous le point de vue de droit que sous celui de la politique. Cet examen eût été d'autant plus intéressant et même nécessaire, que c'était là la condition préliminaire mise à l'appui de la France et de la cour de Vienne. La seconde était la déclaration de la vacance du trône, autre question qui certainement méritait bien d'être développée, et qui offrait à notre historiographe une belle occasion de faire briller ses connaissances politiques. — La guerre de la part des Turcs entraînait aussi essentiellement dans les plans des deux cours; et elle eut lieu.

Quatrième époque. — Mais le partage inattendu de la Pologne déconcerta tous les calculs du cabinet

de Versailles , parce que la cour de Vienne , non-seulement changea de système , mais elle força aussi la généralité du conseil de la confédération de se retirer de Teschen. Les confédérés se réfugièrent à Braunau en Bavière , où ils expirèrent avec leur patrie.

La cour de Vienne avait tenu celle de Versailles dans la plus parfaite sécurité , tandis qu'elle négociait secrètement avec ses deux copartageants ; et le ministère français ne fut détrompé qu'au moment où tout était arrangé.

M. de Rulhière avait , à l'égard de cette quatrième époque , un champ bien vaste pour donner carrière à son génie politique comme aux connaissances qu'il avait sans doute acquises par l'étude du droit des gens et de la diplomatie. Mais il s'est dispensé de la parcourir. Ce n'était assurément pas par prudence , par ménagement pour le ministère français ; car celui-ci était compromis , et , comme de raison , excessivement blessé de la dissimulation du cabinet de Vienne. D'ailleurs, le duc d'Aiguillon, à peine arrivé au ministère , n'avait aucun motif de ménagement pour ses deux prédécesseurs , MM. de Choiseul et de Praslin , ses ennemis. D'un autre côté , il faut observer que c'est sous le ministère de M. de Vergennes que Rulhière a écrit ; et ce ministre n'avait aucun intérêt à pallier les fautes vraies ou supposées commises avant lui. M. de Choiseul l'avait fait rappeler de l'ambassade de Constantinople , et M. d'Aiguillon l'avait fait nommer à

celle de Suède, afin d'éloigner un rival qu'il regardait comme dangereux par rapport au ministère.

Pour me résumer, je dis que si M. de Rulhière eût composé son histoire d'après le plan que la nature même des événements lui traçait, il eût tracé la marche insidieuse de Frédéric II, depuis le commencement des troubles de la Pologne jusqu'à l'époque du partage, sa connivence avec la Russie, ses empiétements successifs dans la Grande-Pologne et la Prusse polonaise, sous le prétexte de la peste; ses tentatives réitérées pour s'emparer de vive force ou par surprise de la ville de Dantzick, dont ses troupes occupaient le territoire. Tous ces faits étaient les avant-coureurs du projet de partage conçu et proposé par Frédéric II.... Rulhière aurait vu que Catherine II dominait exclusivement en Pologne par son influence, et qu'elle allait la perdre par le partage. Il y a donc une grande inconséquence à lui attribuer la première idée du partage. La vérité est, qu'elle y adhéra avec répugnance, et que, pour convertir cette princesse, le roi de Prusse envoya à Saint-Pétersbourg son frère le prince Henri.

Je passe sous silence le portrait parasite du comte de Brühl, premier ministre d'Auguste III. Mais je ne puis m'empêcher de remarquer la harangue mise dans la bouche de Pulawski père. Ce Polonais n'était qu'un défenseur obscur dans une petite juridiction, et ne jouait qu'un rôle très-subalterne. Ses fils faisaient la petite guerre en aventuriers.

Mais je ne puis me dispenser de faire des remar-

ques au sujet de la longue introduction concernant l'empire russe , tandis que l'ouvrage n'a pour objet que la Pologne.... Il me semble que M. de Rulhière aurait dû se borner à présenter Catherine II placée sur la scène dont il avait entrepris de faire le tableau , tracer ses vues politiques autant qu'il les aurait connues , et caractériser la marche qu'elle suivait pour les remplir....

La vérité me fait un devoir de rectifier une erreur dont il a été impossible au jury de se préserver. Rulhière , dit-on , a été payé pour écrire dans un sens qui compromît l'impératrice de Russie ; or je demande vis-à-vis de qui il s'agissait de compromettre cette princesse? — L'ouvrage de Rulhière n'était aucunement destiné à être publié : il faut donc mettre à l'écart l'intention faussement attribuée au ministère. Je dois ajouter que M. de Rulhière avait, comme on dit, carte blanche. Il n'avait ni réviseur , ni censeur , ni même de critique à craindre ; il avait , en un mot , une liberté indéfinie d'exposer les faits tels qu'ils étaient sans aucun ménagement , aucune arrière-pensée , aucun genre de restriction : les seules conditions étaient l'exactitude et la vérité. Ainsi les fautes qu'il a commises , et que le jury lui reproche , sont exclusivement son ouvrage. Mais enfin quel ministre aurait chargé Rulhière de faire un manifeste contre la Russie? — M. de Choiseul avait quitté le ministère à la fin de 1770, par conséquent avant le partage ; l'intérim de M. de la Vrillière fut de courte durée. M. d'Aiguillon supprima

la pension de M. de Rulhière comme une charge inutile. M. de Vergennes, appelé au ministère en juillet 1774, exposa, dès son début, au roi la nécessité d'être dans la meilleure intelligence avec la Russie et la Prusse, afin d'amoindrir l'ambition naissante de l'empereur Joseph II; or, c'est M. de Vergennes qui fit rétablir la pension de M. de Rulhière, à la charge de travailler au dépôt; et c'est essentiellement sous son ministère qu'il rédigea son histoire. Certes ce ministre n'avait point l'ineptie de faire rédiger, et encore moins de publier un écrit qui eût renversé son système politique. — Mais ce qui détruit de fond en comble l'opinion sur la destination qu'on suppose à l'ouvrage de M. de Rulhière, c'est l'époque de sa publication : elle date de 1807. M. de Rulhière était mort dès 1791, et il travaillait en 1774 et années suivantes. Ainsi, on ne peut point lui faire de reproche à l'égard de la publication : mais je me rappelle qu'on lui en a fait sur la manie d'en lire des fragments dans des sociétés particulières.....

Réponse de M. Daunou aux observations de MM. Dupont (de Nemours), Levesque, de Lisle de Sales, et de Rayneval.

MESSIEURS,

Les observations qui vous ont été présentées, dans votre dernière séance, contre l'*Histoire de l'anarchie de Pologne*, m'ont paru tendre à prouver, 1^o que les récits ne sont pas vrais; 2^o que les jugements sur les personnes sont injustes; 3^o que les opinions sur les choses sont erronées. On a joint à ces trois reproches des réflexions critiques sur le style et même sur le caractère personnel de l'auteur. Je vais, en suivant cet ordre, essayer de répondre, le plus brièvement qu'il me sera possible, à ces diverses observations, du moins à celles que j'ai pu recueillir en les écoutant. Je serai forcé d'en négliger quelques-unes que je crains de n'avoir point assez bien comprises; mais qui, d'ailleurs, n'intéressent aucunement le fond de l'ouvrage, parce qu'elles se réduiraient à montrer que l'auteur a commis deux ou trois erreurs tout-à-fait étrangères à l'histoire des troubles de la Pologne.

On vous a dit que Rulhière ignorait à tel point l'histoire des Polonais, qu'il regardait leur gouvernement comme féodal; mais l'on est obligé de convenir que cette erreur n'est point dans son livre; elle y est même expressément réfutée, aux pages 10, 11, 12, 13 et 14 du premier volume. Qu'il l'ait soute-

nue autrefois dans des conversations particulières , que vous importe , quand vous n'avez à juger qu'un ouvrage imprimé ? Il s'ensuivrait seulement qu'il savait profiter des bons conseils , et même de ceux qu'il avait le tort de recevoir sans reconnaissance.

On ajoute qu'il n'a pas su que l'*Anarchie de Pologne* était antérieure au despotisme exercé sur ce royaume par la cour de Russie. Si l'on veut parler des institutions anarchiques , il est certain que ce vice remonte au*moins à l'établissement du *Liberrum veto* en 1669 ; et c'est aussi à cette époque que Rulhière fixe l'origine de ce qu'il appelle lui-même (page 42, tome I^{re}) une *anarchie singulière*. Mais s'il s'agit des accès , des progrès , des redoublements de cette fièvre politique , il est indubitable qu'ils ont été provoqués depuis 1717 , encore plus depuis 1733 , et avec une violence extrême depuis 1762 , par la tyrannie du cabinet de Pétersbourg.

Rulhière raconte qu'un aventurier italien , nommé Fornica , qui habitait la maison où naquit Poniatowski , prédit que cet enfant deviendrait roi. On fait deux observations sur ce récit ; il n'est pas croyable , il n'est pas digne de l'histoire. Contre la vérité du fait , je n'ai entendu alléguer que sa singularité ; il ne paraît pas qu'il ait été démenti par aucun témoignage public et authentique ; et comme il n'est point de nature à être constaté par des actes , j'oserai demander pourquoi Rulhière n'aurait pas dû recueillir les traditions qui en rapportaient toutes les circonstances. Le père de Poniatowski entrete-

nait chez lui l'alchimiste Fornica , qui était aussi astrologue : est-il impossible que le domestique complaisant d'un seigneur très-vain et très-crédule ait prédit que le fils d'un sénateur polonais serait un jour élu monarque ? Beaucoup de faits du même genre ont obtenu place dans toutes les histoires , sans être mieux attestés que celui-là ; et ils n'étaient pas indignes d'y figurer , parce qu'ils dévoilent les travers de l'esprit humain , et quelquefois aussi parce qu'ils contribuent à expliquer de grands événements.

Rulhière ne nie point la noblesse de Poniatowski , puisqu'il dit qu'elle n'était pas très-ancienne ; et , pour le contredire sur ce point , il faudrait , ce me semble , trouver au roi Stanislas-Auguste des ancêtres plus lointains et plus illustres. Il est ici parlé de son père qui fut page d'un Sapieha , et de son grand-père qui fut économe dans l'une des terres de cette maison. Si la généalogie remonte plus avant , il n'y a qu'à la produire. Je sais que , dans un Mémoire historique en faveur de Stanislas-Auguste , M. Komarzeuski déclare que la noblesse de ce prince était fort ancienne ; mais j'ignore pourquoi cette assertion , dénuée de toute preuve , et même de tout éclaircissement , aurait ici plus de poids que les détails donnés par Rulhière. Je sais encore que , dans un livre anonyme , publié en 1774 sur les troubles de la Pologne , il est dit que depuis six cents ans , la famille Poniatowski fut toujours maintenue dans un rang très-distingué ; mais je de-

manderai si l'exagération même d'une telle opinion, qui n'est d'ailleurs appuyée sur aucun témoignage, n'en affaiblit pas beaucoup l'autorité. Je dois pourtant dire que, dans l'*Orbis Polonus* de Simon Okolski, où sont rassemblées en 3 volumes *in-folio* des notices généalogiques sur toutes les familles polonaises, *antiqua sarmatarum gentilitia*, on découvre, tome III, page 135, trois lignes qui concernent les Poniatowski, et qui mentionnent d'abord un chanoine de ce nom, enterré à Gnesne en 1550, puis Adam et Mathias qui souscrivirent l'élection d'Uladislas en 1632. Le généalogiste Okolski n'en sait pas davantage sur l'antiquité de cette maison et sur le rang distingué dans lequel elle s'est, depuis six cents ans, maintenue. Il a soin de remarquer l'ancienneté, l'opulence, l'illustration de plusieurs autres familles: *Familia antiqua, bene possessionata, bello, litteris, meritis, judiciis clara*; mais aucune de ces épithètes n'alloue l'article des Poniatowski. J'ajouterai, pour prévenir une objection, que le premier tome de l'ouvrage, imprimé à Cracovie, en 1641, est dédié à ce même roi dont l'élection fut souscrite par Mathias et par Adam, et qu'à la tête de la dédicace, comme dans l'article Poniatowski, et dans le très-grand nombre d'articles où il s'agit de souscriptions pareilles, ce monarque est toujours appelé le quatrième de son nom. Ce n'est plus aujourd'hui notre manière de compter les Uladislas rois de Pologne; mais c'est bien certainement celle de Simon Okolski, et l'U-

dalistas dont il parle ici est sans nul doute du dix-septième siècle et non pas du treizième.

On a relevé, comme invraisemblable, une circonstance du récit de l'attentat du 3 novembre 1771. Comment supposer, dit-on, que le roi n'ait été reconnu qu'à la lumière d'un coup de pistolet, lorsque sa voiture était escortée et environnée de flambeaux? Mais le roi n'était point en ce moment près de sa voiture; il s'était enfoncé jusqu'à la porte du palais de son oncle Czartoryski, à deux cents pas du lieu où l'on avait arrêté son équipage. Cette distance est expressément marquée dans le récit que William Coxe a publié de cet événement; et où nous lisons d'ailleurs que la nuit était fort obscure, et que le roi espérait de s'échapper à la faveur des ténèbres. Je cite ici de préférence William Coxe (1), parce que, de tous ceux qui ont raconté cet attentat, c'est celui qui s'est le plus appliqué à rassembler toutes les circonstances qui le pouvaient aggraver. Il parle d'un coup de pistolet tiré, dit-il, si près du roi, que celui-ci en sentit le feu au visage, et une note de l'écrivain anglais (on peut être de son traducteur) ajoute que Varsovie n'était pas éclairée, et qu'une sentinelle avait pris des conjurés pour une patrouille russe. Mais ici la question importante est de savoir si l'intention des conspirateurs était d'assassiner Poniatowski ou seulement de l'enlever. Loin de chercher à surprendre, sur ce point, la bonne foi des lecteurs, l'*Histoire de*

(1) Voyage en Pologne, etc. trad. en franç., t. 1, pag. 24.

l'anarchie de Pologne leur apprend que Varsovie regarda l'entreprise comme un régicide; que le roi la déclara telle; qu'il fut félicité par Marie-Thérèse et par Frédéric d'avoir échappé aux poignards; que l'Europe en conçut la même idée; que des écrivains éclairés l'adoptèrent et la répandirent; qu'enfin les conjurés furent condamnés judiciairement comme assassins. Maintenant je demande si l'historien qui recueille si fidèlement tous les témoignages, toutes les autorités qui peuvent accréditer une opinion qu'il ne partage point, n'a pas le droit d'énoncer la sienne, et d'en indiquer les motifs. Ce n'est pas qu'il veuille excuser l'attentat; au contraire, il commence par représenter Strawinski comme un conspirateur qu'une imagination ardente, une dévotion sombre et un caractère impétueux disposaient à tous les genres de fanatisme. Mais que Strawinski, que ses complices eussent résolu de tuer le roi, il est au moins permis d'en douter, quand, pouvant le faire, ils ne l'ont pas fait; quand leur intérêt le plus sensible était de s'emparer de ce faible prince, comme les Russes avaient essayé d'enlever, et non pas sans doute d'assassiner le conseil général de la confédération; quand le libérateur du roi, Kosinski, s'est obstiné à nier le projet de régicide, et a forcé ainsi d'interrompre les premières poursuites judiciaires; quand enfin l'on n'est parvenu à condamner les conjurés comme assassins, qu'en refusant d'entendre les plaidoyers qui tendaient à prouver que

la conspiration n'avait pas eu pour but la mort du monarque. Qu'on dise qu'en prenant la résolution de l'enlever, et par conséquent de vaincre les obstacles que devait éprouver cet enlèvement, ils méditaient un crime qui pouvait les entraîner à un crime plus énorme, je ne sais point de réponse à une accusation ainsi conçue, et l'on peut employer en ce sens le mot de régicide, pourvu qu'on l'explique. C'est ainsi que l'auteur anonyme de 1774, que j'ai déjà cité, doit avoir entendu ce terme; car, tout en parlant de cet événement comme d'un assassinat, il dit néanmoins que *les scélérats auraient massacré le roi, si le chef qui les commandait n'eût persisté dans la résolution de le livrer vif à Pulawski. Vif*, dit-il ici, et non pas mort ou vif; et, si cette dernière expression se rencontre ailleurs, l'idée odieuse qu'elle représenterait ne serait point encore celle d'un assassinat pur et simple, immédiatement résolu. Un crime fut entrepris sans nul doute; mais l'histoire doit expliquer avec précision quel fut ce crime; et il me paraît difficile qu'après avoir recueilli toutes les circonstances qui ont précédé, accompagné, suivi l'événement du 3 novembre 1771, on le caractérise autrement qu'il ne l'est dans la narration rédigée ou plutôt projetée par Rulhière.

En effet, MESSIEURS, une note placée dans le tome IV avertit les lecteurs que tout ce qui suit a été extrait des esquisses de l'auteur et des matériaux qu'il avait rassemblés, mais que la rédaction ne lui en appartient pas; et cet avis ne fait

que renouveler l'un de ceux que l'on a placés à la tête du premier volume. Ce n'est donc pas Rulhière qui doit supporter les reproches que ce morceau peut mériter.

Aussi les observations critiques dont il a été l'objet m'ont-elles, à tous égards, beaucoup moins étonné que celles qui tendaient à représenter Rulhière lui-même comme mal informé de l'état déplorable des confédérés polonais. Voici comment il en parle, page 168 du tome III: «Ce qui restait
» des confédérés de Barr n'avait encore obtenu
» de l'empire ottoman qu'un asile.... L'éloignement
» de l'armée turque laissait ces premiers confédé-
» rés loin de leur patrie, dans un abandon total
» et dans une entière incertitude de ce qu'ils de-
» vaient espérer. Ceux qui avaient entrepris la guerre
» dans l'intérieur de la Pologne, se trouvèrent
» alors dans une situation plus désavantageuse en-
» core que dans la première campagne. Quelques-
» uns de leurs partis.... furent coupés de toutes parts
» et détruits. Dans les autres provinces, ces mal-
» heureux républicains, la plupart sans armes et
» tous sans munitions, sans aucun moyen de s'en
» pourvoir, sans aucun autre refuge que les bois,
» n'avaient d'autres secours, pour se soutenir et
» pour vivre, que les contributions levées de gré ou
» de force, etc... » Ces citations ne devaient vous fatiguer, MESSIEURS, je pourrais les prolonger durant un quart d'heure, et demander ce qu'on ajouterait à cette peinture de la détresse des confédérés.

Dumouriez, qu'on a nommé comme l'un des témoins que Rulhière refusait d'entendre, Dumouriez n'a écrit en ce temps aucune lettre, aucun mémoire dont Rulhière n'ait pris connaissance. De très-nombreux extraits des correspondances de cet agent se sont trouvés joints au principal manuscrit de l'*Histoire de l'anarchie de Pologne*.

Je ne reviendrai pas sur certaines critiques auxquelles, en ouvrant cette discussion, j'ai répondu d'avance, du moins autant qu'il est en mon pouvoir de le faire. Tel est le reproche d'avoir interverti quelquefois l'ordre chronologique des récits. J'ajouterai seulement que je conçois peu comment on soupçonne l'historien d'ignorer une chronologie si facile, lorsqu'il avertit lui-même des déplacements qu'il juge à propos d'y faire. Par exemple, il termine son douzième livre en disant : « Nous » serons obligés de remonter à des temps que nos » récits précédents ont dépassés. » D'ailleurs, parmi les notes qui servaient à son travail, il s'en trouve qui concernent particulièrement les dates.

A l'égard des noms propres russes dont il altère l'orthographe allemande, pour nous en représenter un peu mieux la prononciation, c'est une liberté que d'autres historiens ne se sont pas interdite, et dont nous avons assez peu le droit de nous plaindre, nous qui défigurons, en écrivant comme en parlant, un si grand nombre de noms propres grecs, latins et même italiens. Sur cette matière, il doit me suffire de rappeler les observations lumi-

neuses que M. Levesque a placées à la tête de son *Histoire de Russie*. Mais, il faut le dire, les changements orthographiques, bien ou mal entendus, que s'est permis Rulhière, sont au fond les altérations les plus réelles et les plus positives qu'on ait à lui reprocher ; et, s'il viole à chaque page la vérité historique, il faut que ce soit de cette manière.

Cependant on l'accuse d'avoir, au gré de ses caprices, et selon les mouvements de ses passions haineuses, appliqué successivement à un même portrait les noms de différents personnages. Une accusation si grave méritait, ce me semble, d'être prouvée par des exemples, par des témoignages, par des confrontations de manuscrits, ou du moins par les indices que l'on a coutume de rassembler et de produire, avant de déclarer qu'un homme est sans foi, sans honneur, sans probité. La seule réponse que je puisse faire ici, c'est que chacun des portraits dont il s'agit a une telle originalité, qu'il est bien difficile de le supposer destiné à plus d'une personne; mais la véritable question est toujours de savoir s'ils sont ressemblants, c'est-à-dire si les jugements de Rulhière sur les personnes ne sont pas injustes.

Je n'avais point osé ouvrir devant vous, Messieurs, une discussion sur les qualités personnelles des souverains bien ou mal jugés par Rulhière, et je m'étais presque borné, en un sujet si délicat, à citer quelques lignes de notre savant confrère M. Levesque. Heureusement je n'aurai ici presque

rien de plus à vous dire sur Catherine II. Rulhière n'a point méconnu les qualités éminentes de cette souveraine; et je vous prie d'observer que, loin de chercher à multiplier contre elles les accusations hasardées, il s'est abstenu, dans l'*Histoire de l'anarchie de Pologne*, de rappeler les bruits qui, lorsque Pierre III mourut, coururent à la honte de la czarine. M. Levesque avoue d'ailleurs que les circonstances ont forcé cette princesse à des actions condamnées par la morale, mais que la politique absout. Je crois, avec M. Dupont, que jamais ce qui est injuste n'est véritablement utile, et j'en conclus qu'il a été permis à Rulhière de juger un peu sévèrement ces actions que réprouvait l'équité.

Encore une fois, Rulhière ne dissimule point les victoires des armées russes, il ne les accuse pas de lâcheté; il leur refuse une activité dont il est possible en effet qu'elles n'aient pas donné beaucoup de preuves. Ce qu'il dit de l'inhabileté de leurs chefs, il le puise dans les documents qu'il avait recueillis. Par exemple, une lettre de M. de Saint-Priest à M. Guys, écrite de Constantinople, le 3 mai 1774, contient ces mots : « La réponse à » faire à la note de M. de Rulhière est facile. . . » L'honneur du succès des Turcs n'est dû qu'aux » fausses mesures des Russes. »

Les sentiments que M. Dupont paraît avoir voués à la mémoire du roi Stanislas-Auguste sont si honorables, qu'il m'est extrêmement pénible d'avoir à justifier ici ce que l'historien des troubles de

la Pologne a écrit sur le caractère de ce prince. Toutefois Rulhière représente Poniatowski comme un homme naturellement aimable, né pour les douceurs d'une société intime, ami des arts et des lumières, et pouvant par conséquent mériter beaucoup d'éloges, s'il n'eût régné; mais la faiblesse de son caractère a été reconnue par M. Levesque; et ce défaut, compatible dans l'homme privé avec d'estimables qualités, a de funestes effets sur un trône. Encore le faut-il excuser dans un roi héréditaire, quand cette imperfection, alliée à des vertus respectables et touchantes n'est que l'un des malheurs d'une inévitable destinée. Mais on peut, ce semble, exiger d'un roi électif, qui n'a pas été contraint à régner, qu'il s'en montre digne par l'énergie de son âme et par l'ascendant de son génie. Cependant Poniatowski, au sein des orages, aspire à la royauté; il l'obtient, non par l'effet naturel et libre des lois de son pays, mais par l'influence despotique d'un gouvernement étranger. Il ne parvient ni à concilier les esprits, ni à les soumettre; trompé autant que subjugué par la cour de Russie, il devient le ministre de la tyrannie qu'elle exerce sur la Pologne, et il expose d'autant plus sa propre faiblesse à tous les regards, qu'il se trouve placé entre les deux plus grands souverains de cette époque, Frédéric et Catherine. Je lis l'histoire de Stanislas-Auguste, non plus dans l'ouvrage de Rulhière, mais dans les autres livres composés sur le même sujet; et, malgré la diversité des jugemens qu'on y porte

sur les événements et sur Poniatowski lui-même, par-tout je reconnais en lui, non pas l'auteur, mais le principal instrument des désastres de sa patrie. Un trait sur-tout me frappe dans son caractère, c'est l'idée avantageuse qu'il a de lui-même, l'espoir qu'il ne cesse de fonder sur la pénétration de son esprit, sur l'étendue de ses lumières. Or, cette confiance en ses propres forces, qui, dans l'homme de génie, est une force de plus, affaiblit l'homme de mérite, le dégrade quelquefois, et l'entraîne toujours dans de tristes égarements. Je crois que Poniatowski avait un esprit cultivé, une âme douce et bienveillante; si l'on considère ses intentions, il ne méritait pas ses malheurs. Il reçut une couronne d'épines, ses premiers torts furent de la demander et de l'accepter; les conjonctures exigeaient un autre caractère que le sien, et toutes les couronnes sont d'épines pour les têtes incapables de les porter.

Rulhière, dit-on, a deux poids et deux mesures; ce qu'il loue dans la nation polonaise, il le blâme dans le monarque. Il est sûr que, lorsque les circonstances amènent Poniatowski à parler contre la Russie le même langage qu'il a tant désapprouvé quand les confédérés le parlaient avant lui, Rulhière fait remarquer cette contradiction. Mais ce que l'historien reproche au prince, ce n'est pas de tenir ce langage, c'est de ne l'avoir pas toujours tenu. On n'est point l'ennemi de Poniatowski, pour le juger avec cette sévérité; et tout ce que

nous pourrions remarquer sur de tels jugemens , c'est que l'écrivain et le monarque ont eu , sur la nature des événemens , sur les choses elles-mêmes , des systèmes fort opposés.

Je vais donc être forcé d'aborder enfin des questions que j'avais voulu éviter : il s'agit de se déterminer entre deux systèmes politiques.

Le système de la France était , selon MM. Dupont et Levesque , de maintenir l'anarchie en Pologne , ou , comme dit le jury , la forme anarchique du gouvernement de ce royaume. Cette seconde expression , quoiqu'elle semble se rapprocher de la première , est pourtant plus exacte. Le cabinet de Versailles prétendait maintenir l'indépendance des Polonais , et par conséquent leur gouvernement , quelque vicieux qu'il fût , tant qu'ils ne le réformeraient pas librement eux-mêmes : la France voulait sur-tout affaiblir l'ascendant que la Russie exerçait sur ses voisins.

Les vices des constitutions polonaises n'étaient pas contagieux ; en nuisant à ce royaume et à lui seul , ils le rendaient de jour en jour moins redoutable aux autres états de l'Europe. Quel droit avait donc la Russie d'imposer des lois aux Polonais ? Que voulait-elle , sinon agrandir son propre territoire , ou du moins sa propre puissance ? Quel résultat pouvait-on attendre de ses entreprises , sinon celui qu'elles ont eu en 1772 ? Et comment prouver que la France n'avait point intérêt à s'opposer à de pareilles entreprises ?

Il valait mieux, dit-on, seconder ou ne pas traverser les projets des princes Czartoryski ; ces seigneurs auraient rétabli en Pologne, sur de meilleures bases, un gouvernement indépendant. Mais en supposant même que leur plan fût très-sagement conçu, ce qu'il serait fort permis de contester, il suffisait que la Russie dût y concourir, pour qu'on n'en pût espérer aucun effet salutaire. La politique de la cour de Pétersbourg était d'encourager tous les projets de réforme, et de se ménager, en y prenant part, les moyens d'en recueillir pour elle seule tous les profits.

Dans l'état déplorable où la Pologne se voyait réduite en 1764, il ne restait, pour son salut, qu'une seule chance qui n'est point arrivée, et qu'il était difficile d'obtenir ou de rencontrer. C'eût été l'élection d'un roi, homme de génie, capable de secouer le joug des Russes et d'exercer un grand ascendant sur ses sujets. Hors de cette hypothèse, les malheurs étaient infaillibles, la France pouvait bien secourir les Polonais, elle ne pouvait plus les sauver ; et lorsqu'elle dirigeait ses efforts contre les entreprises du cabinet de Pétersbourg, elle faisait encore ce qu'il y avait à faire de plus utile pour elle-même et pour l'Europe, de plus juste et de moins pernicieux pour la Pologne.

Cependant rien n'était plus aisé que de présenter, sous un jour défavorable, le système du gouvernement français ; il n'y avait qu'à dire :

L'anarchie règne en Pologne, et la France

s'obstine à y perpétuer l'anarchie. Le *liberum veto* est l'institution la plus absurde qui fût jamais, et la France prétend maintenir le *liberum veto*. Les exclusions contre lesquelles les dissidents réclament, sont d'une injustice révoltante, et la France emploie son influence à soutenir ces exclusions.

Voilà ce qui fut dit en effet, et ce qu'on vient de répéter contre Rulhière.

Lui qui expose tous les vices de la constitution anarchique des Polonais, on l'en déclare le défenseur.

Lui qui appelle la loi de l'unanimité une *loi folle*, et qui n'omet rien, absolument rien de ce qui en démontre l'absurdité; lui qui reproche à la Russie, à la Prusse, d'avoir perfidement soutenu cette institution en 1763, on veut qu'il soit le partisan le plus zélé du *liberum veto*.

Enfin lui qui, en France, a défendu les droits des non-catholiques, on le représente comme un apôtre de l'intolérance et de la doctrine des ligueurs.

Il est bien vrai que si, en 1787, les protestants français avaient appelé à leur aide la Russie ou l'Angleterre, l'intervention de ces puissances aurait fort bien pu ne point accélérer du tout l'acte de justice qu'ils réclamaient : or tel était, comme personne ne peut l'ignorer, le tort des non-catholiques polonais.

Rulhière ne se déclare donc ni pour l'anarchie, ni pour le *liberum veto*, ni pour l'intolérance, mais contre le despotisme de la Russie. Voilà tout

son système, et il est permis de trouver ce système assez plausible, sur-tout depuis que les événements l'ont justifié.

Cependant M. Dupont soutient qu'après le démembrement de 1772, les Polonais ont obtenu une très-bonne constitution politique, dont leur roi se félicitait en 1789 ou 1790, en écrivant à un membre de l'assemblée constituante. S'il en est ainsi, nous ne saurions trop plaindre les trois parts de la Pologne, qui, envahies par les trois puissances protectrices, ont été frustrées d'un si précieux bienfait. Mais lorsqu'on envisage, durant les vingt années suivantes, les destinées de la quatrième partie de ce royaume, de cette partie si habilement constituée, on est bien tenté de croire qu'elle fut en effet la plus maltraitée, la plus malheureuse. Vingt années d'agonie ont précédé les convulsions horribles au milieu desquelles nous avons vu expirer, en 1794, une république qui, vers la fin du dix-septième siècle, avait sauvé l'empire autrichien.

La constitution donnée aux Polonais en 1773 excluait les dissidents du conseil suprême d'administration : elle réglait que la couronne continuerait d'être élective ; elle maintenait en plusieurs cas l'usage du *liberum veto*. Je m'abstiendrai de discuter ces trois dispositions ; je ne rappellerai point les autres, non plus que les modifications que ce code a successivement subies : j'écarterai, comme tout-à-fait étrangères à l'ouvrage de Ru-

lière, les observations relatives aux événements arrivés en Pologne en 1793 et 1794; mais je vous prierai, MESSIEURS, d'observer que les opinions de Rulhière sur le despotisme des Russes, ont été constamment les mêmes jusqu'en 1791, c'est-à-dire jusqu'à la mort de cet écrivain. Je n'examine pas si, en 1768, en 1771, il a espéré que les confédérés triompheraient, espoir qu'il est difficile d'attribuer à celui qui, comme vous l'avez vu, connaissait si bien leur détresse. Ce que je dois dire, c'est qu'il écrivait encore en 1780, en 1790 : la preuve en existe dans des notes sur son ouvrage, écrites de sa main et datées par lui d'années comprises entre ces deux termes. Il n'espérait plus sans doute, à de telles époques, le succès des confédérations polonaises; et cependant il écrivait dans le même système qu'en 1768 et 1771.

J'ai parlé des récits de Rulhière, de ses opinions sur les hommes et sur les choses; je dois répondre encore aux observations critiques qui ont eu pour objet son style, sa personne, et les caractères généraux de son ouvrage.

Son style avait été fort loué, non-seulement par le jury, mais par la classe de littérature française, qui, dans un discours adressé à Sa Majesté, désignait l'*Histoire de l'anarchie de Pologne* comme une belle production de l'art d'écrire, comme un ouvrage *supérieur*, où l'on reconnaissait *par-tout*, disait-elle, l'empreinte du talent perfectionné par le travail. La classe de littérature ancienné, en

adoptant un rapport de M. Ginguéné, a donné à cette histoire des éloges du même genre, sans y mêler aucune sorte de critique.

Cependant quelques-uns de nos confrères pensent « que le style de cet ouvrage n'est ni aussi
« clair, ni aussi correct, ni aussi élégant que dans
« les autres écrits du même auteur; qu'il n'a ja-
« mais d'élan, d'impétuosité, de véhémence; que
« Rulhière est doublement verbeux, en ce qu'il
« met trop de mots dans les phrases et trop de
« phrases *par-tout*; qu'il est harmonieux, mais
« que son harmonie n'est point variée; qu'il a du
« nombre, mais qu'il n'interrompt pas ce nombre
« par des phrases courtes et fortement frappées. »

J'ouvre un des volumes de l'*Anarchie de Pologne*, et j'y trouve çà et là beaucoup de phrases concises, dont voici quelques exemples :

« Cette lettre était simple et froide; Catherine y
« blessait, avec une profonde indifférence, le
« cœur d'un père. »

« Ses intentions étaient droites; ses vues étaient
« bornées. »

« Dans ce formidable appareil, ils prétendaient
« que la diète serait libre. »

« Il joignait à tous les vices la valeur la plus té-
« méraire. »

« Les confidences devenaient plus embarras-
« santes et les ligueurs plus difficiles. »

« Ses maximes continuaient de régner. »

« Ils se raillaient entre eux de leur avilissement
» mutuel. »

« On n'avait point de chefs pour se défendre, on
» cherchait des modèles pour se conduire. »

« Chacun vit avec joie ses propres sentiments de-
» venus publics. »

Je transcrirais peut-être un quart de l'ouvrage, si j'entreprenais d'en extraire toutes les phrases qui sont aussi courtes que celles que je viens de citer, et qui, comme elles, se détachent des autres, non-seulement par la ponctuation, mais par la texture même du discours. Il en est dont l'énergie n'est pleinement sensible qu'entre les périodes dont elles interrompent la suite. Quelques-unes aussi n'ont d'autre mérite que d'exprimer, avec une précision rapide, certains détails historiques peu susceptibles d'un plus riche ornement. Rulhière sait trop bien son art, pour ne pas laisser à ces détails leur simplicité naturelle, et pour affaiblir l'intérêt qu'ils ont, en s'efforçant de leur donner, par les formes du style, une importance et un éclat qu'ils ne peuvent avoir. Il dit donc, par exemple :

« Biren se logea sur cette même place, dans
» quelques maisons louées pour lui et pour sa fa-
» mille. »

« Il (Radziwil) possédait cinq millions de re-
» venus, plusieurs forteresses, et entretenait plus
» de six mille soldats. »

« On fut étonné de ce délai, beaucoup plus long
» qu'on ne l'avait demandé ; » etc.

Mais ce qu'il importe d'observer, c'est que, dans les phrases courtes comme dans les plus longues, l'auteur varie sans cesse le ton, le rythme, les constructions, les mouvements. Le jury en a fait la remarque, et cette louange, l'une des plus difficiles à mériter, n'est en effet accordée qu'à Rulhière seul entre les historiens mentionnés dans le rapport sur les prix décennaux : le jury la refuse même expressément aux trois autres ouvrages que ses conclusions rappellent et distinguent. Il y a des livres où la plupart des phrases ressemblent plus ou moins, si l'on me permet cette comparaison, à une suite de couplets sur le même air ; et ce n'est pas sans quelque effort qu'un écrivain se tient en garde contre ce défaut ; car l'esprit ne s'habitue que trop aisément à un même genre de procédés, le style aux mêmes formes, l'oreille aux mêmes nombres : mais lorsqu'en lisant Rulhière on peut se détacher assez de l'intérêt profond des choses pour n'observer que la structure du discours, on est par-tout frappé de la riche variété des nombres qui concourent à l'harmonie générale. Après cela, j'avouerai que son style est ordinairement périodique ; c'est-à-dire tel qu'il devait être pour représenter par l'enchaînement des expressions, la liaison des idées, pour rapprocher et développer les circonstances des grands événements, et pour conserver à l'histoire sa magnificence et sa dignité. L'auteur cependant craint l'emphase encore plus que la maigreur ; il évite la prolixité autant que la rudesse ou la mo-

notonie; et sa précision, souvent énergique, n'entraîne, ce me semble, aucune obscurité. Il obtient toujours l'attention, parce qu'il ne l'exige jamais; et de tous les ouvrages admis à concourir pour le prix d'histoire, c'est celui qui est le plus à la portée de tous les lecteurs, précisément parce que c'est celui qui a été composé avec l'art le plus profond.

D'une part, l'on dit que Rulhière écrit avec une *partialité véhémente*; de l'autre, on compte la véhémence parmi les caractères qui manquent à son style. Peut-être cette qualité n'est-elle point en effet la plus nécessaire au style d'un historien; ou du moins peut-être ne convient-elle qu'aux discours des personnages qu'il met en scène: or, dans ces occasions, le style de Rulhière s'élève, selon le jury, au ton de l'éloquence; et il me semble que lorsqu'on est éloquent, on a bien assez de véhémence. Quoi qu'il en soit, les harangues répandues dans l'*Histoire de l'anarchie de Pologne* ont été critiquées comme déplacées et ne convenant point du tout à nos mœurs modernes. Il y a, sans contredit, de très-grandes parties d'histoire moderne, qui n'admettraient point ce genre d'ornement; et quand les personnages n'ont prononcé aucun discours, quand ils n'ont pas eu même l'occasion d'en faire entendre, l'historien est pour le moins dispensé de nous haranguer en leur nom. Mais s'il trace le tableau d'une diète, d'une assemblée publique où les discours sont aussi des faits, quelquefois même les seuls faits, pourquoi devrait-il tou-

jours omettre cette partie quelquefois mémorable de l'histoire d'un peuple? Le sujet de Rulhière permettait ou même exigeait des harangues, et forçait ainsi l'auteur d'imiter de plus près les grands historiens de l'antiquité. Prétendre qu'un écrivain doit se borner, en pareil cas, à des citations purement textuelles, qu'en exprimant les pensées des personnages, et même en les traduisant dans une autre langue, il ne lui est jamais permis d'en embellir l'expression; que Thucydide, Salluste et Tacite sont infidèles, quand ils prêtent leur style et leur éloquence à Diodote, à Marins, à Galgacus, c'est ravir à l'histoire ses droits les plus légitimes, la dépouiller de ses charmes plus naturels, et la rabaisser au rang des gazettes ou des chroniques.

Une étude approfondie du style³ de Rulhière donnerait lieu à bien d'autres considérations; mais on avoue assez généralement que son ouvrage est bien écrit; on en convient même à tel point, qu'en même temps l'on représente qu'il s'agit ici d'un prix d'histoire et non de littérature. Assurément, il n'est pas question du prix à décerner à un traité sur l'art d'écrire, à un livre de critique, à un cours didactique de belles-lettres; mais si l'on prend le mot de littérature dans le sens étendu qu'il a quelquefois, je n'hésiterai point à dire qu'il s'agit de désigner un ouvrage qui puisse obtenir et conserver dans la littérature française un rang très-distingué. L'histoire est un genre de composition

littéraire , et dans la prose c'est le premier des genres , comme l'épopée dans la poésie.

Je m'arrêterai fort peu à l'examen du caractère personnel de Rulhière. Cet écrivain ne m'est connu que par ses ouvrages , et il me semble que nous n'avons à juger ici que son *Histoire de Pologne*. Selon les apparences , il ne manqua point d'ennemis ; ce fut sa faute peut-être : mais cette destinée , si commune aux gens de lettres , n'est le plus souvent qu'un malheur , amer fruit des rivalités littéraires, des dissentiments politiques et des préventions aveugles. Pour moi , je pense que le vrai talent suppose une très-grande bonté morale , et que les hommes les plus éclairés sont aussi les meilleurs hommes , quoi qu'ils puissent en dire eux-mêmes , quand ils parlent de leurs semblables.

Rulhière , a-t-on dit , fut chargé par le duc de Choiseul de faire à la Russie une guerre de plume : une pension paya ce travail , et l'auteur a bien gagné son argent.

La vérité est qu'en 1768 , Rulhière entreprit l'*Histoire des troubles de la Pologne* , et qu'en 1771 , quand M. de Choiseul n'était plus ministre , quand la France prenait de jour en jour moins de part aux affaires des Polonais , leur historien obtint , par le crédit de M. de Breteuil , une pension à titre d'homme de lettres. Il n'est donc aucunement prouvé que Rulhière ait été payé pour faire une guerre de plume ; et j'ajoute que s'il a reçu de l'argent pour un tel service , il a fort mal gagné ce salaire ,

puisqu'il n'a publié d'écrits contre la Russie, ni en 1768, ni en 1771, ni en aucun temps utile, ni à aucune époque de sa vie. Il n'y a pas d'apparence que le gouvernement le payât pour perfectionner à loisir une histoire qui paraîtrait en 1807, tant d'années après le dénouement de ces déplorables scènes. Qu'on l'accuse donc, s'il faut absolument lui trouver des torts, qu'on l'accuse tout au contraire, de n'avoir point rempli ses engagements; d'avoir fait, au lieu de plaidoyers politiques, un excellent livre; d'avoir travaillé, non pour les intérêts d'un moment, mais pour l'instruction des âges futurs; non pour soutenir une entreprise ministérielle, mais pour élever à sa propre gloire un monument plus durable que les projets, le crédit et la renommée de ses protecteurs.

Au surplus, M. de Rayneval a pleinement réfuté ce que l'on avait dit de la destination polémique de l'ouvrage, et du prétendu asservissement de l'auteur au système des ministres. Rulhière a écrit avec une indépendance parfaite, et l'on en trouverait, dans son livre même, d'assez fortes preuves. Le gouvernement lui laissait *carte blanche*, vous a dit M. de Rayneval; et si ces quatre volumes ne sont en effet qu'un libelle, du moins l'on s'est trompé en les appelant un libelle de circonstance.

Avant de répondre aux observations critiques qui concernent les caractères généraux de cette histoire, je ne puis m'empêcher de rappeler aussi en très-peu de mots les résultats des détails importants

dans lesquels M. de Rayneval est entré sur les troubles de la Pologne. Car il suit de ces détails que l'élection de Poniatowski n'a point été libre; que Rulhière lui-même n'a point assez caractérisé la domination tyrannique exercée par la Russie sur les Polonais; et qu'enfin le système de la cour de France, si librement défendu par Rulhière, était, comme l'a dit le jury, la meilleure cause.

Maintenant voici les reproches qui sont adressés à l'ouvrage considéré dans son ensemble :

Il n'est point authentique :

Achevé en 1791, il n'est point admissible au concours.

Le sujet en est trop récent.

La matière en est trop circonscrite.

Le plan sur-tout en est trop défectueux.

Il n'est point authentique, et cependant il en existe deux manuscrits entre les mains de M. de Rayneval, deux autres au ministère des relations extérieures, un cinquième aux archives de l'empire; et ce dernier, corrigé de la main de l'auteur, est accompagné d'un très-grand nombre d'esquisses, d'extraits, de notes et de matériaux. Un de ces manuscrits a été mis sous vos yeux, MESSIEURS; vos commissaires l'ont comparé à ceux que M. de Rayneval possède, et vous avez reconnu vous-mêmes que cette histoire est de Rulhière.

Ce n'est, vous dit-on, qu'un long fragment qui n'a ni commencement ni fin. Très-long fragment

sans doute, puisqu'il consiste en plus de 1400 pages, sans aucune interruption, sans la moindre lacune. Cent quatre-vingts autres pages s'y trouvent jointes, et en sont distinguées par des notes où le lecteur est averti qu'entre ces dernières pages il y en a 50 dont il n'existait qu'une copie informe, 60 dont l'authenticité n'est point douteuse, parce que l'auteur en a, de sa main, corrigé le manuscrit, et 70 enfin qui ne sont que des suppléments ou précis dont Rulhière n'est pas le rédacteur.

Il est donc trop vrai que l'ouvrage n'est point fini : mais il a si bien un commencement, qu'on a reproché à l'auteur de commencer de trop loin. Je répondrai dans quelques instants à cette critique, lorsque je parlerai du plan suivi par l'historien. Ici je n'ai plus rien à dire sur l'authenticité de l'ouvrage, sinon que jamais la municipalité de Paris ne s'est emparée des papiers de Rulhière. A la mort de cet écrivain, le 30 janvier 1791, des pièces qui lui avaient été confiées, et certaines parties du manuscrit de l'*Histoire de Pologne*, ont été redemandées; au nom du roi, par le ministre des affaires étrangères : circonstance qui ne doit être comptée que parmi celles qui concourent à montrer combien son livre est authentique.

Mais on prétend qu'un auteur qui a cessé d'écrire et de vivre en 1791, n'est point admissible à un concours qui n'est ouvert que de 1798 à 1808. La réponse à cette objection est dans le décret de Sa Majesté. Vous savez, MESSIEURS, qu'il s'agit de

l'époque où les ouvrages ont été , non composés , mais publiés.

On demande si le sujet de cette histoire n'est pas trop récent : il l'est moins que celui des *Mémoires* de M. de Ségur , qui ont été admis au concours , et que ni la loi ni le bon goût ne permettaient d'en exclure.

Il est de la nature de toutes les grandes agitations politiques d'inspirer à ceux qui en sont les témoins des affections diverses , toujours très-vives dans les hommes distingués par leurs talents ou par leur caractère. Au milieu de ces orages , la vérité n'a presque jamais assez d'éclat pour frapper tous les esprits justes , pour se dévoiler à tous les cœurs droits ; et il arrive toujours que les hommes les plus éclairés et les plus équitables se divisent entre deux causes , qui fort souvent ne sont complètement bonnes ni l'une ni l'autre. Les troubles de la Pologne n'ont pu manquer de produire cet effet , même en France ; et tandis que Rulhière s'attachait au système du cabinet de Versailles , d'autres hommes d'un mérite éminent étaient entraînés dans le parti contraire. Telle est la source des réclamations honorables qui s'élèvent aujourd'hui contre ce livre , et qui un jour contribueront avec lui à former une opinion plus impartiale. Aujourd'hui nous ne pouvons exiger d'un contemporain de ces révolutions d'autre impartialité que celle qui consiste dans l'exactitude matérielle des récits. S'il a observé les événements d'assez près pour les bien savoir,

et s'ils l'ont assez ému pour qu'il soit capable de les peindre, ils lui ont infailliblement suggéré des opinions, imprimé des directions incompatibles avec une parfaite neutralité. C'est ainsi que toutes les histoires contemporaines sont plus ou moins partiales, quoique nécessaires à l'instruction de la postérité, et dignes même de ses hommages, quand elles sont à-la-fois des relations véridiques et des chefs-d'œuvre de l'art d'écrire.

Un autre défaut du sujet de Rulhière, c'est, dit-on, de ne point embrasser un assez long espace de temps. Les noms de Thucydide, de César et de Saluste pourraient servir de réponse à cette critique. Certains lecteurs trouvent plus de charme dans une histoire dont la matière est circonscrite, parce que les objets et les personnages s'y développent d'une manière plus sensible. Quel que soit le vaste intérêt d'une histoire qui comprend plusieurs siècles, elle présente souvent des lointains que l'art de l'historien sait éclairer et embellir, mais qui pourtant supposent dans les lecteurs des yeux exercés. On voudrait aussi plus d'unité dans quelques-uns de ces grands corps d'histoire; et M. Sismondi remarque lui-même ce désavantage de la matière qu'il traite, « le défaut majeur de notre sujet, dit-il, le manque d'unité (1). »

Puisque j'ai nommé M. Sismondi, je saisisai cette occasion de rendre un nouvel hommage à l'*Histoire des Républiques italiennes*, histoire dont

(1) Tome III, pag. 256, édit. de P.

le fonds me paraît, à tous égards, excellent. Mais si j'en juge ainsi, c'est parce que je suis persuadé qu'on doit laisser à l'historien véridique dans ses récits une grande liberté d'opinions; car il ne faudrait pas croire que les jugements de M. Sismondi sur les personnes et sur les choses, fussent à l'abri de toute contradiction plausible (1). Par exemple, d'autres que lui se contenteraient de plaindre Arnauld de Brescia comme une victime: il l'appelle *un grand homme*. On pourrait se borner à dire que les Templiers ont été condamnés injustement: il dit en propres termes qu'ils étaient *l'honneur de la chrétienté* (2). Il est permis de ne pas tout admirer dans le règne magnifique d'Auguste: il déclare que ce règne a été *l'époque fatale de l'avisement de l'espèce humaine* (3). Qui empêcherait de trouver aussi quelque partialité ou quelque exagération dans ces pensées? Mais je reviens à l'ouvrage de Rulhière dont je n'ai plus à considérer que le plan.

Les deux premiers livres où sont recueillis les principaux résultats de l'ancienne histoire des Polonais et des Russes, ont été critiqués comme inutiles. On oppose à l'auteur l'exemple de Salluste, qui, pour écrire la Conjuration de Catilina, ne remonte pas, dit-on, à Romulus; l'exemple de Voltaire qui, dans le *Siècle de Louis XIV*, ne débute point par un tableau des origines de la monarchie

(1) Tome II, page 43.

(2) Tome IV, page 271.

(3) Tome I, Introd., page VIII.

française. Il est pourtant vrai que , dans l'*Histoire de la conjuration de Catilina*, on compterait, sur moins de cent pages, plus de dix pages de préliminaires, et que Salluste y remonte, non-seulement à Romulus, mais à Énée et au mélange des Troyens avec les Aborigènes. Il est à remarquer aussi que beaucoup de faits, bien antérieurs au règne de Louis-le-Grand, sont rappelés dans les deux premiers chapitres de l'ouvrage de Voltaire; que d'ailleurs cet écrivain composait presque en même temps son *Essai sur les mœurs des Nations*, et y conduisait l'histoire jusqu'à l'époque même où il la reprend au troisième chapitre du *Siècle de Louis XIV*; ce qui le dispensait de placer à la tête de ce siècle une introduction fort étendue. L'introduction de Rulhière a pour but d'exposer les causes des événements qu'il va raconter, et de rassembler méthodiquement des notions nécessaires qui auraient interrompu le fil de ses récits, s'il les eût éparses dans les diverses parties de cette histoire.

Je ne saurais non plus mettre au rang des hors-d'œuvre, ni même des épisodes, les morceaux qui concernent les cours de Versailles, de Vienne et de Berlin. Les relations de ces cours avec la Pologne; leur influence sur les affaires de cette république, entraînent l'auteur et le lecteur dans ces intéressants détails qui s'arrêtent bien avant le terme où ils deviendraient étrangers à la matière de l'ouvrage. Le portrait du prince de Kaunitz, c'est-à-dire de l'un des arbitres du sort des Polonais, n'est

ici ni une digression ni une *caricature* : il y a si peu de surcharge et si peu de malveillance, que l'auteur au contraire nous fait démêler à chaque instant le mérite caché sous un amas de ridicules. Mais j'avouerai que, dans les livres x et xi, et dans une partie du suivant, la guerre entre la Russie et les Turcs me paraît usurper trop d'espace. Ce défaut est d'autant plus réel, que l'extrême beauté de ces narrations épisodiques distrait plus fortement les lecteurs du sujet principal qui doit les occuper. Voilà, si je ne me trompe, la plus forte critique qu'ait à redouter le plan de l'ouvrage ; et les membres du jury se sont abstenus de faire ce reproche à l'auteur ; sans doute à cause du rare talent avec lequel il l'a mérité.

Excepté donc une exposition tout-à-fait nécessaire, un tableau de plusieurs cours européennes, qui tient étroitement au sujet, et une digression qui semblerait bien inutile et bien longue, si elle était un peu moins belle, le plan de l'ouvrage est essentiellement celui que M. de Rayneval a tracé, du moins jusqu'aux premiers mois de l'année 1771, terme où finissent les derniers morceaux écrits par Rulhière. Seulement cet écrivain ne divise point les faits en trois ou quatre époques, et j'ignore s'il faut l'en blâmer. Cette distribution synthétique n'est pas toujours sans inconvénient ; elle tend à établir, sur les caractères et sur les causes des événements, sur les rapports qu'ils ont entre eux, un système qui n'est souvent qu'une hypothèse de l'au-

teur; et l'on trouve bien plus d'exemples de ces classifications chez les historiens modernes, que chez les anciens que Rulhière avait pris pour modèles.

Quoi qu'il en soit, la première des époques dont a parlé M. de Rayneval se termine à-peu-près à l'élection (*radicalement nulle*, dit-il) du roi Stanislas-Auguste. Or, Rulhière a si complètement rassemblé tous les faits de cette première époque, que la seconde ne commence qu'avec le septième livre de l'ouvrage. Ce que je puis le moins concevoir, c'est qu'on lui ait reproché de n'avoir point *signalé* les princes Czartoryski. Dès le troisième livre, il fait l'histoire de cette maison, décrit les caractères de ces princes, développe leurs projets politiques. Les Czartoryski reparaissent deux fois dans le livre iv, deux ou trois fois dans le suivant, autant de fois dans le sixième; et si l'on voulait extraire tout ce qui les concerne, on transcrirait 50 pages, où l'historien met sur-tout dans le plus grand jour leur opposition à la maison de Saxe, et leur connivence avec la Russie.

La seconde époque s'étend, selon M. de Rayneval, depuis 1764 jusque vers 1768: c'est la matière des livres vii et viii de Rulhière. Il y expose les intrigues des dissidents, les concessions qu'ils obtinrent, les mouvements qu'ils excitèrent. C'est là qu'il trace le portrait de Podoski, et qu'à plusieurs reprises, il fait connaître le système et les manœuvres de ce primate, qu'on lui reproche encore, je ne sais pourquoi, de n'avoir pas mis en scène. Il n'ou-

blie pas davantage le grand-duché de Lithuanie, sur lequel il a déjà, dans les premiers livres, fixé nos regards, et dont il décrit la confédération dans le VIII^e.

M. de Rayneval caractérise la troisième époque par l'*éclat des mécontentements de la généreuse nation des Polonais*. Là se place la confédération de Barr, la confédération générale de la couronne et du grand-duché de Lithuanie, les secours donnés par la France aux confédérés, et la guerre entre les Turcs et la Russie. Voilà ce que M. de Rayneval veut qu'on raconte; et voilà, de point en point, ce qu'a raconté Rulhière dans le XI^e livre de son Histoire et dans les suivants. En parlant de la déclaration de la vacance du trône, M. de Rayneval dit que cette question méritait bien d'être développée, et qu'elle offrait à notre historiographe une belle occasion de faire briller ses connaissances politiques. Rulhière, qui ne songeait point à étaler tant de savoir, n'a point profité d'une telle occasion. Dix pages du livre XII^e rapportent ce qui s'est passé, quand les confédérés proclamèrent la déchéance de Poniatowski : elles exposent les motifs des partisans de cette résolution, et les motifs de ceux qui la trouvaient injuste ou imprudente. L'auteur s'abstient de dissenter lui-même, et il prend pour son compte si peu de part à cette controverse, qu'on ne sait trop quel est son avis. Au surplus, ces 10 pages du tome IV sont du nombre de celles dont on n'a point de copie authentique, et dont la rédaction n'appartient pas totalement à Rulhière.

« La quatrième époque, dit M. de Rayneval, celle
» du partage de la Pologne, ouvrait à l'historien
» un champ bien vaste pour donner carrière à son
» génie politique, comme aux connaissances qu'il
» avait acquises par l'étude du droit des gens et de la
» diplomatie. » Je doute fort que Rulhière, s'il eût
écrit l'histoire de cette dernière époque, eût cherché
à l'enrichir de toute cette érudition diplomatique;
il eût continué de raconter et de peindre. Quoi qu'il
en soit, à peine a-t-il entamé cette quatrième partie;
et le plus vif regret sans nul doute qu'excite la lec-
ture de son ouvrage, c'est qu'il ne l'ait point achevé.

« Il devait, dit-on, exposer au grand jour les
» puissances qui ont joué dans les troubles de la
» Pologne les principaux rôles, savoir : 1° la Rus-
» sie et Poniatowski (lesquels, selon M. de Ray-
» neval, ne font qu'un, et je prie d'observer ce
» point); 2° la Prusse; 3° la France; 4° la cour de
» Vienne; 5° la cour de Dresde; 6° la Porte otto-
» mane; 7° les confédérés et leurs adhérents. » Mais,
assurément, il n'est aucune de ces puissances que
l'historien n'ait pleinement fait connaître, du moins
en ce qui concerne la part qu'elles ont eue aux af-
faires des Polonais. S'il ne leur assigne point d'une
manière très-précise les rangs que leur distribue ici
M. de Rayneval, s'il mesure un peu différemment
les degrés de leur influence, il faut convenir, ce me
semble, que cette gradation n'est pas tellement
rigoureuse, si décidément nécessaire, qu'il ne soit
jamais permis de s'en écarter.

Dire que cette histoire ne présente que de *petits détails*, que *des faits isolés*, *épars*, *disséminés*, *incohérents*, des *aperçus superficiels*, des *intentions légèrement esquissées*, c'est juger avec bien de la rigueur un ouvrage qui a coûté vingt années de travail. On peut imaginer un autre plan, mais l'auteur a certainement aussi sa méthode, et la véritable question serait ici de savoir si les lecteurs éprouvent en effet la fatigue qui devrait résulter d'une si étrange incohérence.

Enfin, l'on prétend qu'il n'a point assez profité des renseignements nombreux qu'il avait recueillis, et l'on ajoute qu'il cherche à s'en excuser dans sa préface, en se plaignant de l'aridité des correspondances ministérielles. D'abord, il n'a point fait de préface, et ce n'est pas lui qui parle de ces correspondances dans les préliminaires du tome premier. Mais, au milieu de son histoire, il s'exprime en effet sur certaines dépêches diplomatiques avec quelque liberté; et l'on voit que, dans cette foule de notes, de particularités, et sur-tout de conjectures qui remplissaient tous ces écrits, il croyait avoir le droit de discerner les faits avérés et les détails véritablement mémorables.

L'histoire d'une révolution ne finirait point, s'il fallait qu'elle n'omît aucune des circonstances légères dont chaque témoin a pu être, vu sa position, plus particulièrement frappé. Rulhière aurait écrit vingt volumes, s'il avait employé tant de prétendus matériaux; mais il avait lu, examiné, annoté

cet amas de pièces, et ne s'était rien épargné de l'ennui qu'il n'a point fait partager au public.

Les réponses que je viens essayer de faire aux critiques dont l'*Histoire de l'Anarchie de Pologne* a été l'objet, pourraient se réduire à une seule observation générale : c'est que Rulhière a fort librement regardé comme la meilleure cause celle que défendait le gouvernement français au milieu des troubles de la Pologne ; que son histoire véridique et sincère, porte néanmoins l'empreinte de ce système ; qu'il est donc partial, autant que le serait un écrivain qui, en racontant les mêmes faits avec la même fidélité, aurait d'autres opinions à soutenir ; que ses jugements, comme ceux de tout historien contemporain, ne doivent être adoptés qu'avec circonspection ; mais que son livre est une excellente imitation des anciens chefs-d'œuvre du genre historique, et, dans ce même genre, l'un des plus dignes modèles que la littérature française ait encore offerts.

Je persiste à penser que l'*Histoire de l'Anarchie de Pologne* mérite le prix décennal d'histoire.

Extrait du second Mémoire de M. Dupont de Nemours.

Je ne suivrai point le rapporteur dans ses recherches sur la maison Poniatowski. — Elle est Polonaise. — Notre collègue Levesque a déjà fait la remarque très-judicieuse que les gentilshommes

polonais n'ont jamais varié dans leur hommage à l'anguste égalité de la souveraineté indivise qu'ils exerçaient sur leur pays. — Le père de Stanislas-Auguste avait été l'ami le plus intime de l'intrépide Charles XII ; et dans les malheurs de ce prince, il en avait été, pour ainsi dire, le protecteur : cela est noble. Devenu depuis *grand-trésorier de la couronne de Pologne*, revêtu, sur le département des finances, de cette autorité arbitraire et dispensée par le fait de rendre aucun compte, que nous avons reconnu comme un des plus grands malheurs de la république, sa famille, ses enfants demeurèrent pauvres : cela est très-noble. — Si ce que l'on appelle *sa naissance*, n'eût pas été au niveau de son caractère, les fiers Czartoryski ne lui auraient pas donné leur fille et leur sœur ; le roi Poniatowski n'aurait pas été leur neveu. Et si les sentiments de ce dernier eussent été au-dessous des vertus et des projets de ses deux familles, il n'aurait pas été le neveu de leur prédilection.

On prétend qu'il a été *faible*. — Il a eu des mœurs *faciles* ; il a peut-être eu dans sa vie privée des *faiblesses*. Il a beaucoup aimé les femmes, et il en a été beaucoup aimé. Heureux l'homme sensible qui a pu réfugier et prolonger l'amour dans le mariage ! Aussi dit-on que Stanislas-Auguste, quand il n'eut plus l'espoir d'obtenir une archiduchesse, épousa secrètement madame Grabowska. Ce ne sont là que des anecdotes, et ce ne sont pas des événements historiques. Si madame de Maintenon

n'eût pas gouverné, sa grande aventure n'entrerait que dans la *biographie*.

Mais ce qui est historique, c'est qu'en sa qualité de *roi*, et de *roi d'une république dans l'anarchie*, STANISLAS-AUGUSTE n'a été ni un *roi faible*, ni un *homme faible* : c'est qu'il a été au contraire le plus opiniâtrément persévérant des rois sans pouvoir et des hommes malheureux ; c'est que, depuis le premier jusqu'au dernier jour de son règne, il n'a eu qu'un but ; qu'il ne s'en est pas écarté une seule fois ; qu'il n'a pas cessé de travailler à l'atteindre ; et que ce but a toujours été le bonheur, la gloire, l'indépendance de sa nation, le rétablissement de la Pologne au rang des puissances, la prospérité de son pays...

J'établirai ce fait d'une manière incontestable.

J'établirai démonstrativement un autre fait d'une plus grande importance. C'est que, pour arriver à relever la Pologne, à lui rendre son indépendance, à lui donner un gouvernement sage, une constitution qui pût la conduire vers un état heureux, et pour lutter contre les obstacles qui s'y opposaient, qui eussent effrayé des âmes vulgaires, le roi Poniatowski et son oncle le prince Michel (auquel on ne doit pas enlever sa part de la gloire due à de si longs, si pénibles, hélas ! et si infructueux travaux dont la première idée lui appartenait) ; le roi et son oncle, dis-je, avaient choisi et saisi les seuls moyens qui pussent donner quelque espoir de

succès, et qu'ils avaient été plus éclairés que ne l'était, que ne pouvait l'être alors l'Europe entière.

Il en résultera que les particuliers et les puissances qui avec des intentions, peut-être également pures, comme on doit toujours le supposer, mais avec moins de lumières, ont combattu les efforts du roi Poniatowski; et, en voulant maintenir ce qu'ils appelaient les *anciennes lois*, le gouvernement de Pologne tel qu'il était, c'est-à-dire l'*anarchie*, ont rendu inévitable la destruction ou le partage de la Pologne, ne défendaient pas *la meilleure cause*....

J'indiquerai ce qui a pu et dû peut-être égarer, sur les affaires de Pologne; la politique de la France, et ce qui peut excuser le duc de Choiseul....

Depuis plus d'un siècle, la république de Pologne et son gouvernement n'existaient que de nom. Ils tenaient une place sur le globe; mais cette place était vide; ils n'étaient pas.

L'institution du *liberum veto* rendait la formation et l'exécution de toute loi impossible. Car, dès qu'une bonne loi était proposée, ou l'exécution d'une bonne loi réclamée, cette bonne loi choquant toujours l'intérêt de quelque mauvais citoyen, pour peu que celui-ci eût de puissance, de crédit ou d'argent, il trouvait toujours, dans la multitude des nonces, un autre mauvais citoyen, ou tout simple-

ment un enthousiaste, un fanatique, un imprudent qui rompait la diète.

Tout titulaire d'une grande charge était ainsi exempt de s'assujettir à aucune règle.

En nommant à ces charges, le roi constituait autant de puissances indépendantes de lui-même et de l'état. Et seul il était privé du pouvoir de faire sa volonté, sur-tout si elle tendait en quoi que ce fût au rétablissement de l'ordre, car alors tous les possesseurs de grandes charges se liguèrent contre lui.

Le premier remède à cet abus délirant du mot de *liberté*, si opposé en ce cas à la chose, avait été de sabrer les opposants : ce qui terminait l'opposition. Ils s'arrangèrent alors pour avoir quelques amis qui couvrissent leur retraite. — On venait aux diètes et même aux diétines, avec des sabres bien aiguisés, des pistolets dans les poches, des bonnets doublés de fer, des *abajoues* d'acier qu'on rabaissait au moment du tumulte. C'étaient particulièrement les Lithuaniens qui avaient introduit cet usage.

De ces *petites guerres civiles* dans les salles ou les camps d'assemblée, on était venu aux *confédérations* qui semblaient devoir être plus efficaces, c'est-à-dire à la *grande guerre civile* dans toute l'étendue du pays.

La diète générale et confédérée ne pouvait empêcher et n'empêchait point quelques déserteurs
k.

de se réunir ; de prendre comme elle le titre de *diète* et de *confédération* ; de déclamer contre elle ; de l'accuser de tyrannie ; d'opposer à ses lois d'autres lois ; et d'appuyer ces dernières d'une petite force nationale soutenue par la force plus énergique de quelque puissance étrangère. Il y en avait beaucoup d'exemples : un des plus remarquables avait été celui de la seconde élection du roi Stanislas Leczinski.

La diète générale, même confédérée, finissait toujours par obéir au simulacre de diète, qui avait pour elle l'armée de quelque prince voisin ; parce que la vaillante noblesse, qui formait la diète et la confédération à son appui, n'ayant ni discipline ni argent, ne pouvait faire tête à des troupes réglées.

Trop faibles vis-à-vis de l'étranger, et se réservant d'en implorer le secours, les magnats s'étourdissaient sur ce malheur, en levant des troupes qu'on appelait *de famille*. Les princes Radziwil ont entretenu jusqu'à huit mille hommes ; les princes Czartoryski en avaient quatre mille ; les princes Sapiéha et d'autres avaient aussi de petites armées. — De moins grands seigneurs étaient suivis d'une ou de deux compagnies ; et l'on voyait souvent un gentilhomme de douze cents livres de rentes, accompagné d'un autre gentilhomme qu'il soudoyait, et qui tirait le sabre pour lui.

Cet appareil guerrier était tout-à-fait inutile

pour la guerre, parce que, chacun épuisant sa fortune à grossir sa troupe, personne ne se trouvait assez riche pour la soutenir en campagne; et parce que ces diverses troupes n'ayant ni armes uniformes, ni instruction pareille, ni discipline semblable, ne pouvaient que très-peu s'entr'aider lorsqu'elles étaient dans la même confédération, et s'opposaient les unes aux autres dans les querelles, tant privées que publiques, suivant les passions des seigneurs à qui elles appartenaient.

Leur plus grand usage était d'influencer les diétines lors de la nomination des nonces, et sur-tout des juges, objet devenu très-important. Un étrange point d'honneur s'était introduit. Le croiriez-vous? Un juge, nommé par suite de la protection que lui avait donnée un magnat, était compromis dans sa réputation, passait pour un ingrat abominable, n'était plus reçu en bonne compagnie, s'il osait voter au tribunal contre son protecteur, et s'il ne lui faisait pas gagner tous ses procès.

Les troupes *de famille* avaient un autre emploi du même genre. Si un château était contesté, le plus fort s'en mettait en possession; il fallait alors un jugement pour le déposséder, le droit provisoire étant au possesseur, et le jugement ne se rendait presque jamais, ou si par extraordinaire il avait lieu, nulle force publique n'en assurait l'exécution.

Les armées nationales n'avaient, comme le reste, qu'un peu de parade extérieure.

Les deux grands généraux de Pologne et de Lithuanie tiraient des deux grands trésoriers ce qu'ils pouvaient d'argent, et le distribuaient à un certain nombre d'officiers favorisés dans une multitude de prétendus régiments; ils permettaient à d'autres d'en porter le titre et l'habit. Ces généraux nommaient seuls les officiers, tant en pied qu'honoraires. Le roi n'avait d'autorité que sur sa garde. Les plus grandes puissances ne donnaient pas tant de brevets, et ne montraient pas tant de différents uniformes. Mais ces officiers si multipliés n'avaient presque point d'hommes à commander; aucun cadre n'était rempli; le peu de soldats qu'on y pouvait compter, mal armés, mal vêtus, sans paye, étaient forcés de vivre à discrétion dans leurs cantonnements : on était obligé de les disperser au loin pour en diminuer le fardeau : rassembler rarement quelques bataillons, était une grande affaire.

Il n'existait dans un pays immense que deux forteresses, *Kaminiek* et *Zamosc* : une seule des deux était à la république ; heureusement que l'autre était la propriété d'un homme héroïquement vertueux.

Point de chemins, point de ponts; nul commerce intérieur, tant que la neige et la gelée ne suppléaient pas à des routes, en offrant la facilité de passer les rivières et les marais en traîneau.

Pas un établissement public de quelque utilité.

Tels avaient été les effets de ce que M. de *Ruthière* appelle *la paisible anarchie*, sous laquelle il dit que la *Pologne avait vécu heureuse*, et que *voulaient prolonger Mokranowski*, les *Pulawski*, les autres héros de son *Epopée*.

C'est de ce chaos informe, de cette faiblesse, de cette nullité qui s'étendaient à tout, que Stanislas-Auguste, nommé *roi*, ni plus ni moins régulièrement que ses prédécesseurs, voulut retirer son peuple et sa patrie. Il voulut racheter le vice de son élection, pas plus grand que celui des autres élections des rois de Pologne, par des services réels. Au lieu de fuir comme le bon et respectable *Stānislās Leczinski* n'avait pu éviter de le faire, ou de dormir comme les deux Augustes de Saxe, il se dit :
« J'ai de l'esprit, des talents, du courage ; ma figure est agréable et imposante ; je parle et j'écris
» bien ; j'ai des pensées raisonnables, et celles de
» mon oncle le sont beaucoup : mes états ont douze
» millions d'habitants, j'en ferai une puissance.
» On y est misérable ; on y deviendra heureux.
» On y est soumis aux étrangers, et on ne l'est
» pas aux lois : je ferai respecter celles-ci ; je rendrai ma nation indépendante des autres. » Tout homme qui a de la force en présume. — O mes amis ! nous échouons quelquefois dans le simple projet de faire un bon livre, très-souvent dans celui de faire une bonne tragédie ; et nous ne nous méprisons point, nous ne méritons pas qu'on nous mé-

prise pour cela. — Que sont nos livres et nos tragédies en comparaison de ce que Stanislas-Auguste entreprit? et les difficultés que nous avons à vaincre, en comparaison des obstacles dont il était entouré?

Montrons à présent qu'il ne se trompa point sur les moyens.

Pour devenir une puissance, il fallait avoir une armée. Pour que cette armée servît l'état, il fallait qu'elle fût aux ordres du gouvernement. Pour la former et l'entretenir, il fallait des finances. Pour avoir des finances publiques, il fallait qu'elles ne dépendissent pas de deux particuliers. Pour qu'elles pussent suffire aux besoins d'un état, dont l'armée était à créer, et qui n'avait dans les arsenaux ni canons, ni petites armes, il fallait encore que les finances fussent considérables. Pour les rendre telles et surmonter les répugnances qu'inspire l'impôt, il fallait que la volonté nationale de la diète ne pût être arrêtée par aucune moindre volonté. Pour que la diète et le gouvernement fussent préservés, autant qu'il serait possible, de tomber dans des erreurs préjudiciables à de si hauts projets, il fallait appeler les lumières. Il le fallait aussi pour rallier une nation composée d'éléments aussi hétérogènes que des seigneurs et des serfs. Il fallait de l'instruction pour apprendre aux seigneurs à être bons par calcul; car le calcul ne trompe pas, et il est nécessaire pour éclairer même le meilleur instinct. Il fallait apprendre aux serfs en quoi les sei-

gneurs qui fournissaient la terre et les capitaux du travail, leur étaient réellement utiles. Il fallait conduire les uns et les autres à des sentiments de bienveillance réciproque, au respect de leurs droits mutuels, aux conventions bienfaisantes, pour arriver un jour aux contrats libres. Il fallait ouvrir la porte à l'établissement de la culture à *champarts* et en donner l'exemple; elle est le seul passage naturel et sans danger de l'état de serfs de la glèbe à celui de métayer, qui amène enfin la bonne culture à fermages. Il fallait, en semant la reconnaissance dans les cœurs des paysans, y faire germer le patriotisme. On pouvait en tirer parti, même avant que le développement fût complet; mais l'ouvrage entier demandait quinze années. On ne peut changer les opinions et les mœurs de toute une nation, qu'en s'emparant de l'esprit des enfans de dix ans, et les menant à vingt-cinq. Le bonheur croissant par degrés aurait fait naître des vertus, aurait accru la masse du travail et celle des capitaux, la richesse, la population, la puissance des Polonais.

En attendant, et dès qu'on aurait pu compter sur une armée bien pourvue et bien disciplinée, l'indépendance de la nation aurait pu être assurée par la nation elle-même, et l'on aurait trouvé des alliances pour la garantir: plus tôt, cela était impossible. On n'a point d'alliés tant que l'on n'a rien à mettre pour eux dans la balance des intérêts qu'on veut rendre communs, tant qu'on ne peut pas leur

offrir quelque service à-peu-près égal à celui qu'on leur demande. — Jusqu'à ce qu'on ait atteint ce terme, si un peuple ou un prince appelle des étrangers contre des étrangers qui l'oppriment, il ne fait que changer de maîtres, ou se donner deux oppresseurs au lieu d'un. C'est ce qu'a toujours prouvé l'expérience, et ce que notre collègue Ameilhon a fait voir en parlant des Alains et des Catalans dans son *Histoire du Bas-Empire*.

Ç'aurait été d'après des observations de ce genre sur les positions données et sur les moyens d'en sortir, qu'un digne historien aurait pu mettre ses lecteurs à portée de juger les principes, le caractère, la conduite d'un roi de Pologne couronné en 1764. — L'histoire doit planer au-dessus du pays et des nations qu'elle veut peindre; en rechercher, en découvrir les intérêts, les embarras, les ressources; voir ce qu'auraient à faire la raison, la prudence, le zèle éclairé: qu'elle trace ensuite ce que ses personnages ont réellement fait, chacun d'eux se trouve dans le tableau à la place et sur le plan qui lui convient. Sans la vaine affectation des portraits, qu'il est si facile de flatter ou de travestir en caricatures, chacun a l'échelle de sa taille.....

Ces devoirs d'un roi de Pologne, si difficiles à remplir, Poniatowski s'en est occupé sans relâche en prince constamment laborieux, qu'aucun revers, qu'aucun malheur n'a rebuté. Ce n'est qu'en

lui ravissant le trône qu'on a pu lui faire abandonner la tâche qu'il avait désirée, qu'il avait acceptée avec le rang qui la lui imposait.

Dès la diète de son couronnement, il a mis la main à l'œuvre, en faisant établir les commissions du trésor, de la guerre et de la justice. Il avait alors l'appui de la Russie, et nous avons vu que, sans appui étranger, rien n'était faisable en Pologne.

On le lui enleva passagèrement. Nous avons vu que ce même appui passa au prince Radziwyl et à sa confédération de Lithuanie. Nous avons remarqué que M. de Rulhière ne les en blâme point; c'était contre le roi qu'ils agissaient, et en ce cas tout lui paraît bon.

Le primat Podoski et les autres factieux retardèrent aussi la marche des projets améliorateurs.

L'influence étrangère changea une seconde fois de parti : elle redevint favorable aux institutions utiles; et les confédérations qui s'y opposèrent amenèrent le premier partage.

Nous avons vu dans mon précédent mémoire comment Stanislas-Auguste, qui ne put empêcher ce partage, en profita pour se faire donner, 1^o le *Conseil permanent*, qui devint un moyen de reprendre des *relations extérieures*; 2^o la permission d'administrer les ministères par des commissions, par celles du trésor, de la guerre, de la justice et de l'intérieur; 3^o la liberté d'instituer le conseil de *l'instruction publique*.

On affaiblit celui-ci dans ses mains, mais on n'osa pas le détruire : l'école des cadets qui forma Kosciusko, et quelques collèges prospérèrent : les écoles primaires, qui auraient pu sauver la patrie, n'eurent pas lieu. Ce qu'on fit pour l'instruction fut utile, mais incomparablement moins que ne l'auraient été les projets que le conseil et le roi avaient résolu d'exécuter.

Les autres commissions eurent aussi d'heureux effets : celui sur-tout d'arrêter le désordre. Elles ne purent pas faire tout le bien que le roi désirait et avait conçu. Je crois que M. le rapporteur a eu tort de s'en prendre à leur fondateur et à elles, et de m'objecter que, malgré ces institutions auxquelles j'ai dû rendre hommage, la Pologne ne se releva pas *entièrement*. — Elle avait repris une existence politique; ce n'est point une petite chose. Elle pouvait déployer plus de force depuis que, réduite d'un tiers, elle avait acquis ces institutions, qu'elle n'en possédait lorsque, sans être encore entamée, elle était privée de gouvernement.

Mais cette force renaissante n'eut pas le temps d'être développée : les finances sur-tout, quoique n'étant plus arbitrairement dilapidées, étaient demeurées insuffisantes. — Tout peuple, et encore plus un peuple qui sort de l'anarchie, répugne à l'impôt dont il sent le poids, et n'en conçoit que faiblement la nécessité, les très-grands avantages. On

le croit pour la cour, même quand il n'est que pour l'état.

Le roi et la diète avaient espéré une grande augmentation de revenus publics, de l'espèce de perception qui semblait le moins sensible aux seigneurs et aux habitants, parce qu'elle était établie sur la frontière; de celle des douanes de la Vistule qui portait à Dantzick les grains, les bois, le goudron, les chanvres, les cuirs, le suif, la cire, le miel, quelques fourrures de la Pologne, et en rapportait les marchandises ouvrées que consommait le luxe des grands et de la noblesse. Cette douane en effet produisit beaucoup, tant qu'elle dura telle qu'elle avait été décrétée. Mais le roi de Prusse en fut jaloux, comme d'un moyen de puissance et d'indépendance, et aussi comme d'un revenu qu'il voulut s'approprier. Sous le prétexte de l'intérêt du commerce, il força la république de diminuer presque à rien le tarif qu'elle avait établi, et il augmenta dans la même proportion celui des nouveaux états prussiens que le commerce polonais avait à traverser. On continua de payer, ce fut pour lui.

Cependant, plus de régularité dans la collecte des revenus ordinaires; quelques vacances, au profit du trésor, dans la concession des starosties; plus de surveillance dans l'emploi de la dépense et dans la comptabilité, avaient fourni de quoi commencer à regarnir les arsenaux. Et la vente de la *nue propriété* des starosties, ordonnée par la même diète

qui proclama la constitution nouvelle, aurait donné une riche ressource, sur laquelle on avait déjà fondé l'espoir d'un emprunt considérable qui eût achevé de rendre la force défensive très-imposante.

Les deux armées avaient été extrêmement re-
treintes par le premier traité de partage. Le roi ,
parmi plusieurs autres projets militaires , suivit
celui de donner tous les ans des congés de vétéran-
ce à un assez grand nombre de soldats qu'on retrouve-
rait au besoin , et qu'on remplacerait par des élèves
formés pour cela ; de sorte qu'au premier coup de
tanibour, la faible armée sous les drapeaux , per-
mise par les traités , pourrait être recrutée et plus
que doublée.

Et lorsque , pour avoir fait , conjointement avec
sa nation , une constitution raisonnable, il se vit
forcé de secouer le joug plutôt qu'il ne le jugeait
prudent , se croyant néanmoins soutenu par les
trente-six mille hommes que le traité avec la Prusse
lui avait promis , son armée , déjà de *cinquante-six
mille* sur le papier , était de *quarante-cinq mille
hommes* bien effectifs. La république n'en avait pas
neuf mille quand il monta sur le trône.

Dans aucun temps il n'a perdu son plan général
de vue, et il n'a pas écrit une lettre , pas eu une
conférence politique qui ne s'y rapportât. Nul
homme n'a poussé plus loin la patience et la longa-
nimité.

Quelquefois , dans l'intention de leur épargner

des imprudences, il s'ouvrait sur ses vues ultérieures à des Polonais, même ses ennemis, pour lesquels il avait de l'estime. Et quand ensuite ils ne le voyaient pas se joindre à eux, ils l'accusaient de duplicité, ils criaient à la perfidie. C'était une peine de plus à dévorer. « Dans leur impétuosité, » disait-il, « ces » malheureux ne veulent pas comprendre qu'à cueil- » lir le fruit vert on perd la récolte. » Il regardait la nouvelle constitution, qui lui était si chère, comme trop hâtée au moins de deux ans. Mais l'exemple de la révolution française agitait les jeunes gens de sa noblesse, et pouvait s'étendre plus loin. Il crut devoir céder à leur empressement pour qu'il ne passât point, ou ne tournât pas à mal. Il espéra que la Prusse serait fidèle. Il se flatta que l'impératrice de Russie ne voudrait pas renverser ce qu'elle avait élevé; qu'elle le laisserait faire, qu'elle ne l'attaquerait point. Nous avons déjà remarqué que ce fut sa plus grande erreur, et qu'elle n'était pas honteuse. Il risqua le tout pour le tout, mais en regrettant profondément que ce fût avant d'avoir porté ses finances et son armée au degré de puissance qui lui paraissait nécessaire : l'événement prouva que ce regret n'était que trop bien fondé.

Son ambition n'était point du tout personnelle, et ne se bornait pas à sa vie. Il comptait sur l'*histoire*, qui pour la première fois commence à lui rendre justice : mais aussi c'est dans le sanctuaire de cette honorable classe.

Lorsque , pour assurer sa constitution , il voulait marier son neveu avec la princesse de Saxe , c'était très-sérieusement qu'il songeait à leur céder la couronne :

Et quand depuis , tout étant perdu , il fut réduit à demander pour successeur un prince russe , ce ne fut qu'à la condition expresse que les deux états ne seraient pas réunis , que la nation polonaise subsisterait indépendante , qu'on lui laisserait sa nouvelle constitution , qu'elle compterait encore parmi les puissances , c'est-à-dire qu'elle serait mieux que dans le temps où la Providence avait paru la lui confier.

Je ne puis douter de ses intentions et de leur enchaînement judicieux que son caractère aimable et brillant ne laissait que rarement soupçonner. Il parlait avec plus de confiance à un étranger , sur la morale duquel il comptait , qu'à la plupart des Polonais même de son parti , dont le zèle trop ardent pouvait compromettre un succès qui devait être le fruit d'une multitude de lentes précautions.

J'ai passé plusieurs nuits à ses côtés , non pas occupé des délices de sa cour qu'ornaient tant de dames si belles , mais à des travaux que leur objet , leur perspective , l'amour éclairé du bien qu'il y portait , rendaient pleins de charmes.

J'ai été témoin de ses joies quand il croyait avoir assuré une bonne opération , de ses vives douleurs quand il voyait ses espérances déçues.

Et depuis que j'ai eu quitté le service de son pays , rappelé en France pour celui du mien , j'ai pu en-

core connaître journellement la suite de ses desseins et de ses tentatives si souvent trompées, mais dont il ne désespérait jamais, que jamais il n'interrompait. — M. le comte de Vergennes m'avait permis de continuer une correspondance chiffrée avec ce prince, qui m'a toujours paru digne d'un profond attachement. J'avoue, comme le disait Voltaire du grand Frédéric, que *sa couronne ne m'en avait point dégoûté du tout* : mais, grâce à Dieu, pas plus depuis qu'il l'a eu perdue que lorsqu'il la portait avec tant de fatigues et de soucis.

Et j'ai vu l'animosité contre lui, aller jusqu'à dire qu'*il avait vendu à la Russie son royaume et sa nation*. — Qu'est-ce que l'on peut offrir à un roi pour son royaume ?

Les autres imputations qu'on lui fait ne sont pas plus raisonnables.

Il devait, dit-on, commencer par chasser les Russes. — Un homme d'état doit encore moins qu'un homme de guerre tenter ce qu'il est évident qu'il ne pourra point effectuer. La preuve que sa nation ne pouvait pas *chasser les Russes*, c'est qu'il était roi de Pologne, et que Stanislas Leczinski n'avait pas pu l'être.

Il devait, ajoute-t-on, se mettre contre eux à la tête de sa nation. C'est ce que l'on pouvait croire en France quand la science de l'économie politique commençait à peine à y poindre, et quand on ne savait pas ce que c'est qu'une nation, ce qui la

rend susceptible d'avoir *une tête*, et de remuer efficacement *des bras*. C'est ce qui excuse la politique de M. de Choiseul. On voyait un grand pays. Quoique n'ayant que le tiers de la population d'un pays de même étendue passablement gouverné ; il en avait deux fois plus que la Prusse. On lui donnait des titres respectables : c'était *une* RÉPUBLIQUE, et cette république avait *un* ROI. On voyait en Suède quelque chose qu'on croyait semblable ; et les Polonais étaient quatre fois plus nombreux que les Suédois. Mais les Suédois étaient des hommes libres, et les Polonais étaient des serfs. On n'évaluait pas cette différence, qui réduisait la puissance polonaise à ce que pouvaient les cent mille gentilshommes, seuls membres de la république. On avait vu ces gentilshommes délivrer Vienne et battre les Turcs encore moins disciplinés qu'eux. Cette idée de la *pospolite* et de cent mille hommes montant à cheval en un seul jour en imposait. Ils avaient été redoutables quand le reste de l'Europe n'ajoutait comme eux à la noblesse que des serfs ou un tiers état avili, quand l'art de la guerre n'était pas perfectionné, quand il se réduisait presque à dire à des braves *en avant*, et à leur donner un courageux exemple. On imaginait donc qu'un *roi de Pologne* n'avait qu'à se montrer pour opérer une levée en masse, et qu'il suffirait de lui donner de très-faibles secours. Si l'on eût cru qu'il en fallût de considérables, la France ne s'en serait pas mêlée, car elle

sortait d'une longue et malheureuse guerre, n'avait que peu de troupes disponibles, et ne pouvait donner que peu d'argent.

Mais *une noblesse* n'est plus *une nation*. Mais des hommes à cheval, et chacun sur un cheval de son choix, ou conforme à sa fortune, ne sont plus une armée. Mais une armée a besoin de beaucoup d'artillerie, et l'artillerie coûte fort cher. Mais, à une armée, il faut de l'infanterie. Mais on ne peut faire une bonne infanterie avec des serfs, si on ne les a pas levés, habillés, armés et exercés de longue main, et si, par la discipline, on n'est pas parvenu à leur donner quelque point d'honneur. Or, il faut les nourrir loin de leurs travaux pendant qu'on les dresse, ce qui coûte encore de très-grosses sommes, et le gouvernement de Pologne n'avait pas d'argent. Il faut à la Russie un territoire de deux mille lieues de long sur cinq cents de large, pour en tirer l'armée qui en fait une grande puissance. Pourquoi? parce que ses soldats sont des serfs. Et pourquoi encore? parce qu'un pays cultivé par des serfs ne donne qu'un faible revenu.

Si le roi de Pologne se fût mis à la tête de sa noblesse qu'on appelait mal-à-propos *sa nation*, elle aurait été conquise vingt ans plus tôt.

On lui procurait le secours des Turcs. Pour le bonheur de la Pologne, ils furent battus et dispersés avant d'arriver. Un pays que les Turcs protègent, s'ils y mettent le pied, est au

bout de quinze jours le pays le plus ravagé de l'univers.

L'Autriche, plus voisine de la Pologne que la France, et la connaissant mieux, savait que la Pologne était *nulle*, voyait avec plaisir combattre les Turcs et les Russes, et ne se hasardait point.

Si elle se fût hasardée et si elle eût pu en chasser les Russes, elle aurait pris leur place. Mais les Russes auraient résisté, la Pologne aurait été abîmée, Frédéric serait intervenu, et le partage aurait encore été fait.

Stanislas-Auguste a donc été sage et bon Polonais, et vertueux roi de son pays, en ne se mettant point à la tête de ses confédérations, pour faire la guerre à ses voisins, et en se servant de tout ce qu'il avait d'esprit et d'habileté, et de ses voisins même, pour tâcher de former, *de sa nation*, UNE PUISSANCE avant d'en vouloir user.

Mais, dit-on encore, pourquoi, lorsqu'enfin il lui a fallu faire la guerre aux Russes, n'a-t-il pas été commander lui-même son armée ?

S'il se crut plus utile aux négociations et à la direction du conseil de guerre qui devait fournir les approvisionnements; s'il pensa que son neveu, plus jeune que lui, et n'ayant point d'ennemis, inspirerait à l'armée une confiance plus générale; si, le destinant à lui succéder de son vivant, ou après sa mort, il voulut lui donner l'occasion de s'instruire, celle de s'attacher les officiers et les

soldats ; qui peut deviner , quant à ces différents motifs , et de plus blâmer un roi juge de ses actions , un oncle libre de sa tendresse ?

Je suis affligé que M. le rapporteur ait voulu défendre M. de Rulhière sur tous les points ; qu'il ait cru à la fable d'un unique coup de pistolet , tiré seulement pour en avoir la lumière , fable contre laquelle déposent une grave blessure , ainsi que des habits criblés de balles ; et encore à l'autre fable d'un homme arraché de sa voiture par dix-huit hommes bien montés , bien armés , menant pour lui un cheval de main , ayant une avant-garde et une arrière-garde pour barrer les secours ou la fuite , et qui cependant leur aurait échappé , qui aurait couru deux cents pas et n'aurait été reconnu , dans une nuit obscure , qu'à cette merveilleuse flamme d'un pistolet.

Je suis encore bien plus affligé qu'un aussi excellent homme que notre vice-président ait été entraîné , par la bienveillance que lui a inspirée son auteur , à tâcher de *pallier* le crime de Strawinski et de ses complices. Tout le monde sait , et Pulawski a écrit de sa main , que dans la chapelle , que devant l'image de Notre-Dame de Czentachow , confession faite , messe entendue , lui , Pulawski , leur avait fait prêter le serment d'amener Stanislas-Auguste Poniatowski , MORT ou VIF. — Ces deux mots ont une terrible latitude. Les cérémonies religieuses , qui précédèrent et accompagnèrent l'en-

gagement de les remplir, sont une horrible profanation. L'amitié est sacrée sans doute, elle a le droit d'être indulgente; mais je suis sûr que l'humanité, la raison, la philosophie de notre collègue, la désavouent dans cette occasion.

FIN DE LA DISCUSSION.

HISTOIRE

DE L'ANARCHIE

DE POLOGNE.

LIVRE PREMIER.

LES Russes et les Polonais sont des divisions de ce peuple nombreux qui, sous le nom commun d'Esclavon ou de Slave, s'est répandu, il y a douze siècles, dans tout l'orient de l'Europe, et dont la langue se parle depuis les montagnes de la Macédoine et les bords du golfe Adriatique, jusque dans les îles de la mer Glaciale. Ils furent connus pour la première fois, ou du moins ils le furent sous ce nom général, et commencèrent à se faire craindre, dans le temps que les Huns, les Alains, les Vandales et les autres Barbares septentrionaux inondèrent presque toutes les provinces romaines. Une partie des Slaves envahit quelques-unes de ces pro-

vinces. Une autre partie, et ce sont les Russes et les Polonais, demeura dans les vastes plaines qu'ils occupent encore, et qui n'ont jamais été comprises dans les limites de l'empire romain. On ne trouve dans ces contrées aucune ville ancienne : toute espèce de civilisation y paraît nouvelle, et cependant on n'y trouve aucun vestige de l'égalité primitive, et de ce que nous nommons la vie des premiers âges. L'esclavage de la glèbe y est établi de temps immémorial. Il semble qu'on n'y reconnaissait parmi les hommes aucune autre distinction que celle du maître et de l'esclave : l'un, toujours armé pour la défense du pays, et l'autre forcément attaché à la culture des terres. C'est, parmi toutes les nations qui descendent de ce même peuple, l'origine de la noblesse et de la servitude, et la base commune de toutes les constitutions différentes que le temps, les événements et la diversité des lieux y ont introduites.

Les Russes, qui virent fonder au milieu d'eux la ville de Kiovie par une colonie que les empereurs grecs envoyèrent sur le Boristhène, et qui, dans leurs anciennes incursions, infestèrent souvent les provinces grecques, et pénétrèrent jusque sous les murs de Constantinople, reçurent de cet empire leur religion, leur écriture, leurs vêtements, leurs bains. Ils ne connurent

de société policée que sous un maître absolu; et la succession au trône, conservée dans la même famille pendant plus de sept siècles, ne laissa aucun intervalle à la liberté. En recevant des Grecs dégénérés une civilisation peu différente de la barbarie, ils se rassemblèrent, il est vrai, à la manière de ceux-ci, dans de grandes villes, assez peuplées pour se défendre par leurs propres forces, mais sans constitution, sans lois, sans droits de cité, toujours soumises à des princes absolus. Toutes ces villes réunies sous une même dénomination dans le dixième siècle, formaient alors un état puissant, dont les relations s'étendirent en Europe, et qui s'allia, par des mariages, avec la Hongrie, l'Allemagne et la France. Mais elles furent partagées ensuite, comme un héritage, entre les nombreux descendants de la maison régnante; et, dans cette désunion, elles furent aisément subjuguées; les unes par les Polonais, qui les incorporèrent à leur république, et en adoptèrent les princes au rang de leurs concitoyens; les autres par les Tartares, qui les ont tenues dans un extrême abaissement pendant deux siècles. Ainsi les Russes ont cessé d'être au rang des nations, jusqu'au temps où le souverain de Moscou est parvenu à se rendre indépendant, et à soumettre d'abord toutes les villes voisines; ce

qui a donné naissance au nouvel empire de Russie.

Cependant, les Polonais, par leur communication avec les contrées occidentales de l'Europe, reçurent la religion romaine, notre écriture et nos arts. Ils conservèrent, ou, pour mieux dire, la noblesse polonaise conserva, en s'instruisant chez des peuples amis de la liberté, l'amour naturel de l'indépendance. En se formant en corps de nation, ils habitèrent toujours, à la manière des anciens Germains, dans de faibles bourgades; et, malgré la grande étendue de leurs provinces, ils ne bâtirent, avec le temps, qu'un très-petit nombre de villes. Dans leurs fréquentes assemblées, que leur dispersion habituelle rendit nécessaires à leur sûreté, ils établirent des lois qui laissèrent à chaque citoyen, c'est-à-dire, à chaque noble, toute son indépendance; et ils se formèrent des coutumes qui n'ont aucune ressemblance avec celles d'aucune autre nation. Tous leurs engagements civils n'ont que trop respecté la liberté naturelle; et les familles de leurs rois s'étant souvent éteintes, cette couronne est toujours demeurée élective.

Voilà comment sont devenus si différents deux peuples voisins, qui ont une même origine, et qui, malgré la diversité de leur pronon-

ciation, malgré celle de leur écriture, l'une grecque et l'autre latine, parlent évidemment la même langue.

L'amour effréné des nobles polonais pour la liberté, a introduit peu-à-peu les plus singuliers désordres dans leur gouvernement. L'opposition d'un seul suffisait autrefois pour balancer, dans chaque délibération, l'autorité de toute la république. Depuis plus de cent ans, cette opposition sur une seule affaire a suffi pour rompre les assemblées générales de la nation. Un si étrange abus de l'égalité a produit parmi eux la plus funeste anarchie. Les Russes, au contraire, gouvernés par une seule volonté souveraine, ont formé un vaste empire : une discipline formidable leur a donné une puissance au-dessus de leurs forces réelles ; et ils ont conçu une ambition encore plus vaste que leur empire et que leur puissance. Après avoir conquis tout le nord de l'Asie, et presque tout le nord de l'Europe, enfermés, pour ainsi dire, dans un espace immense, par des forêts impénétrables, des déserts arides, une mer inconnue, une autre mer glacée, la Pologne, unique barrière entre eux et le reste de l'Europe, était aussi l'unique passage par où leur domination pouvait encore s'étendre au loin. Les désordres de cette république leur ont donné facilement entrée dans

toutes ses affaires ; et les efforts de ces deux peuples, l'un pour imposer le joug, l'autre pour s'y dérober, sont le plus singulier spectacle que le monde ait offert depuis long-temps. D'un côté, le despotisme employant tous ses avantages, l'intrigue, le secret, la discipline, la réunion de toutes les forces, le concert de toutes les opérations ; mais se nuisant à lui-même par les vices qu'il traîne nécessairement après lui, une ambition sans mesure, un changement continu de vues et de systèmes, nulle connaissance des hommes, et, dans les esclaves qu'il emploie, nulle autre ressource que leur dévouement aveugle ; de l'autre côté, l'indiscipline des armées, ou plutôt l'impossibilité de former une armée, le désordre et le vide des finances, les haines des familles, les intérêts personnels dans tous leurs excès, une fatale désunion qui fait échouer les entreprises les mieux concertées, le manque absolu de tous les moyens ; mais des ressources presque inépuisables dans les vertus naturelles aux hommes, et que l'anarchie même exerce, l'horreur de la servitude, la force des armes, l'active industrie du plus grand nombre des citoyens, tel est le fond du tableau que je vais offrir aux lecteurs. Les Polonais trouvèrent enfin pour défenseur un autre empire qui, dans les derniers siècles, fut la

terreur de la chrétienté, mais qui paraît aujourd'hui sur son déclin, les Turcs que nous verrons forcés de prendre part à cette sanglante querelle. Ce nouvel incendie s'est étendu au loin. La Grèce a cru recouvrer sa liberté. Les terribles événements occasionés par cette grande diversion, ne changent rien cependant au premier état de la guerre, et ne servent qu'à déceler la faiblesse mutuelle des deux empires de Constantinople et de Moscou. Mais, pendant que la Russie, incapable de consommer son entreprise contre les Polonais, dévastait leur pays qu'elle tentait vainement de subjuguier; pendant que la Pologne, trop désunie pour achever sa délivrance, était encore bien loin de se croire réduite à la soumission, deux autres peuples voisins, dont les forces même séparées eussent encore surpassé celles des Russes, s'unissent avec eux par un traité qui jusque-là n'avait point eu d'exemple. Cent mille combattants environnent tout-à-coup cette faible république. Ils en envahissent de concert les plus belles provinces; et ces deux nouveaux oppresseurs, toujours ennemis malgré cette alliance momentanée, ménagent la Russie par une suite des craintes qu'ils s'inspirent mutuellement, laissent son autorité s'appesantir sur les restes infortunés de la Pologne.

L'agrandissement subit de ces trois états a changé nécessairement presque tous les rapports; une révolution s'est opérée dans la politique générale de l'Europe, et par-là ce démembrement d'une république si ancienne est devenu une des plus grandes époques de l'histoire de notre continent.

Mais ce sujet d'histoire, indépendamment de son extrême étendue, a encore ses difficultés particulières. Comment suivre le fil des événements au travers des mouvements orageux d'une anarchie? Comment peindre, sans confusion, une étonnante multitude de personnages, tous égaux par leur naissance, par leurs droits, par leurs prétentions, et presque tous diversement en action dans ces troubles? Ce qui m'enhardit, c'est que, dans ces abus de la liberté, presque tous les desseins sont connus, tous les caractères décidés; c'est que l'histoire peut, en quelque sorte, recueillir sur la place publique les plus secrètes pensées de ces infortunés républicains. En parlant de la cour de Russie, j'éprouverai une difficulté entièrement opposée; ce ne sont plus de grands mouvements populaires à décrire, mais des anecdotes à dévoiler. Comment pénétrer dans ces cabinets mystérieux, où, du sein des voluptés un despote présidait à la destinée de tant de peuples; où la politique et le

plaisir, cachés sous les mêmes voiles, au lieu de régner ensemble, sont presque toujours détruits l'un par l'autre ? Mais ces viles anecdotes, dignes seulement de nous intéresser en ce qu'elles ont influé sur les événements publics, au milieu d'une cour corrompue, ont toujours été avouées par la licence, ou pénétrées par l'intrigue.

De longs voyages entrepris à dessein de connaître par moi-même presque toutes les cours, les souverains et les ministres que j'aurai à peindre, mes liaisons personnelles avec les chefs des factions opposées, la communication des mémoires les plus sûrs, et des innombrables relations envoyées de tous les pays au ministère de France, m'autoriseront à parler avec certitude de la plupart des événements, des intrigues et des caractères.

Avant de commencer le récit de ces troubles, il est indispensable d'en développer les principes. Les événements récents auxquels une partie des Polonais imputent tous les malheurs de leur patrie, en ont été les occasions successives, mais n'en sont point les véritables causes. Tant de calamités ont des racines plus profondes, et qui s'étendent, pour ainsi dire, sous les derniers siècles; de sorte que, si la fatalité eût amené d'autres conjonctures, ces tristes se-

mences auraient aussi trouvé quelque autre manière d'éclore. Les projets exécutés de nos jours contre la Pologne, ont été proposés il y a plus de cent ans. J'ai retrouvé, dans les archives des affaires étrangères de France, cette anecdote importante, et jusqu'à présent ignorée. Il faut donc expliquer comment cette république, tombée dès ce temps-là dans une dissolution presque totale, et toujours menacée de sa ruine, a subsisté dans cet état jusqu'à nos jours, et même quelquefois avec gloire. Il est également indispensable d'entrer dans quelque détail sur cette constitution anarchique, soit dans le dessein de justifier à quelques égards l'attachement singulier du plus grand nombre de ces républicains pour leurs mauvaises lois, soit parce que nous verrons dans la suite cette constitution même servir de base à tous les changements que les factions diverses, ou quelquefois les plus sages citoyens ont faits ou tentés pour réformer leur gouvernement; enfin, par cette méthode, nous éviterons la nécessité de revenir fréquemment sur nos pas, pour donner des éclaircissements préliminaires, dont la multiplicité jetterait une nouvelle confusion dans le récit de ces désordres.

La Pologne est gouvernée souverainement par plus de cent mille gentilshommes, un roi

électif et un sénat perpétuel. Le concours de ces trois autorités forme la puissance législative. Cette multitude de gentilshommes s'assemble quelquefois à cheval dans une vaste plaine ; et tous les deux ans ils nomment des députés, pour représenter cette assemblée générale de la nation. L'unanimité des suffrages y fut toujours nécessaire pour prendre une résolution. Ils disent : « que leur république est » une, et que leur société ne peut être rompue. » Mais souvent on a vu, pour rétablir l'unanimité, massacrer les opposants.

Leur liberté n'a point eu de première époque ; ils étaient libres avant qu'aucune histoire les eût nommés. On trouve sur leurs frontières un ancien fossé qui marquait les limites de l'empire romain, seul monument qui soit resté de leurs ancêtres ; et il était reçu autrefois en Europe, chez toutes les nations qui n'avaient pas été subjuguées par les Romains, « qu'un » homme libre ne peut être ni taxé, ni gouverné que de son aveu. » Voilà sans doute le principe de la constitution polonaise.

C'est donc une erreur de confondre cette constitution, comme on le fait communément, avec le gouvernement féodal établi, dans l'occident de l'Europe, long-temps après la conquête des provinces romaines par les Barbares ; et il

importe de réfuter cette erreur, pour se former d'abord une idée nette de cette constitution singulière, et ensuite pour exposer dans le plus grand jour l'anarchie non moins singulière qu'elle a produite. Il est vrai que la nation polonaise est armée sur ses terres, et fortifiée dans ses châteaux, mais sans aucun droit de suzeraineté sur les terres voisines; sans aucun assujettissement d'hommages, de services, ou de redevances envers qui que ce soit; sans aucun autre devoir qu'envers la patrie. Un gentilhomme polonais, domestique d'un autre gentilhomme, se tiendrait offensé qu'on le crût son vassal: il n'est sujet que de la république. Tous sont égaux et se nomment frères: un seul est égal à tous. On sait que le gouvernement féodal s'établit autrefois dans une grande partie de l'Europe, lorsque les ducs, les marquis, les gouverneurs de provinces, et tous les possesseurs de bénéfices militaires parvinrent à assurer leurs titres, leurs emplois et leurs possessions à leurs familles. Les premiers érigèrent leurs gouvernements en principautés héréditaires, liées seulement à l'état par une subordination assez incertaine. Les autres se reconnurent vassaux de ceux-là; et tous, par leurs engagements mutuels, se garantirent réciproquement cette hérédité. Mais, en Pologne, les duchés sous le nom

de *palatinats*, les commandements de châteaux et de villes sous le nom de *castellanies*, les bénéfices militaires sous le nom de *starosties*, ou *terres des vieillards*, ont continué, depuis un temps immémorial jusqu'à nos jours, d'être donnés seulement à vie. Les tentatives de quelques gentilshommes, qui se crurent autrefois assez puissants pour assurer leurs dignités à leurs familles, contre les droits du corps entier de la noblesse, ont occasioné dans ce royaume beaucoup de troubles et de guerres; mais cette ambition fut enfin réprimée; la mort de tout possesseur d'un emploi ou d'un bénéfice en a toujours rendu la nomination au roi. Cette seule différence ne permet plus de confondre ces deux gouvernements.

Ceux mêmes des anciens Polonais qui habitaient sur les frontières d'Allemagne, et qui parvinrent, à l'exemple de leurs voisins, à laisser à leurs familles les domaines dont ils ne devaient avoir que la conservation et l'usufruit, tels que les ducs de Poméranie et de quelques autres districts, se séparèrent entièrement de la république; et, dans les temps postérieurs, lorsqu'elle a consenti à recevoir sous sa protection, à titre de fiefs, les duchés héréditaires de Courlande et de Prusse, c'est un usage étranger qui s'est introduit chez elle, uniquement

dans ces deux cas particuliers, et même sous la condition expresse que ces terres inféodées quitteraient, à l'extinction des deux maisons ducales, cette forme de gouvernement, et se soumettraient aux lois générales de la république.

Ce n'est donc point le gouvernement féodal qui subsiste en Pologne, mais un gouvernement plus ancien, celui des Francs, des Celtes, des Goths, de presque tous les peuples sortis des forêts du Nord et de la Germanie, celui qui a précédé la féodalité, et d'où elle a pris naissance parmi nous, et chez presque toutes les nations de l'Europe. Quelques indices rendent même très-vraisemblable que l'unanimité fut non moins nécessaire chez ces anciens peuples, qu'elle l'a toujours été parmi les Polonais; et, malgré les malheurs dont nous entreprenons le récit, il y a encore quelque plaisir à considérer par quel respect des coutumes antiques, par quel sentiment profond et durable de l'égalité primitive entre tous les citoyens, s'est maintenu, depuis plus de mille ans, ce gouvernement des premiers Européens, dans un pays où se sont introduites successivement une religion plus sainte, une civilisation plus perfectionnée, des mœurs plus polies et plus corrompues, et des relations plus éten-

dues et plus dangereuses avec les nations voisines.

Autrefois, les assemblées générales où cette multitude de gentilshommes se rend à cheval et vient exercer, dans un camp, sa puissance législative, étaient aussi rares qu'elles l'ont été de nos jours; et il faut soigneusement remarquer que les diètes par députés n'avaient point lieu. Ces diètes, composées en grande partie de simples représentants, chargés des pleins-pouvoirs de leurs provinces, et qui rentrent après leur mission dans la classe commune des citoyens, n'ont été connues que dans les états modernes; et cet usage, étranger au gouvernement de Pologne, ne s'y est introduit que depuis trois siècles. Avant cette époque, les Polonais avaient rarement des affaires publiques. On trouve fréquemment dans leur histoire, de ces temps heureux, où l'état, en paix avec tous ses voisins, jouissait également dans l'intérieur d'un calme profond. Cette noblesse, pleine de vertus guerrières, fut toujours amie de la paix. Les lois qu'elle s'est imposées ne lui permettent point les conquêtes. Elle ne peut ni être assemblée plus de trois semaines, ni être conduite à plus de trois lieues de la frontière. Ils se vantent de n'avoir jamais attaqué aucune nation : défendre leur liberté et les limites

de l'état, voilà l'idée qu'ils avaient de l'honneur.

Ainsi, malgré la loi fondamentale du consentement unanime, il y avait très-peu d'occasions où la nature des affaires, les rendant personnelles à chaque citoyen, exigeât que ce consentement fût formellement donné; et la noblesse, éparse dans ses châteaux, abandonnait sans inquiétude le soin des affaires privées, à un roi librement élu, et sans cesse surveillé par des ministres qu'il ne pouvait destituer, et par un sénat composé des évêques, des palatins et des castellans.

Il y a déjà plusieurs siècles qu'ils ont laissé prendre à leurs chefs le nom de roi. Son trône n'est point héréditaire. C'est un prix toujours offert à l'ambition et aux vertus, comme chez tous les anciens peuples dont nous avons parlé. Ce fut même, jusqu'à ces derniers temps, la seule place de l'état qui pouvait être donnée à un étranger. Autrefois le commandement des armées et l'administration de la justice faisaient partie de ses devoirs, ou, si l'on veut, de ses prérogatives. Il décidait tous les procès civils et criminels suivant des lois écrites. Il passait sans cesse d'une province à l'autre, pour y rendre des jugements au milieu de la noblesse. C'était aussi, chez les Germains et les Francs,

une des fonctions royales, avant que les grands possesseurs de fiefs exerçassent dans leurs terres cette administration de la justice. « Par ma foi, » disait Henri de Valois, ces Polonais n'ont fait de moi *qu'un juge*. » Par un mélange singulier de justice et de violence, la noblesse exécutait elle-même les sentences à main armée. Celui qui n'aurait su ni défendre son château contre un injuste agresseur, ni le reprendre s'il lui était ravi, n'aurait pas su, à ce qu'ils croyaient, défendre la patrie. Mais la plus étendue et la plus belle des prérogatives accordées au roi, était de conférer à sa volonté toutes les dignités, toutes les charges, et ce grand nombre de riches domaines qui doivent être, suivant l'expression polonaise, *le pain des bien méritants*. Aucun appointment n'étant assigné aux charges, personne n'étant payé pour servir la république, ces domaines étaient destinés pour être, au choix du roi, le prix des services rendus à la patrie; il en eut de tout temps la nomination, jamais la propriété. Par-là cependant les emplois et les récompenses étaient regardés comme des grâces de la cour. Le génie du roi dominait dans l'état; et sans autorité directe dans les affaires, ses vertus ou ses vices ont toujours influé sur la destinée de la république. D'un autre côté il se trouva toujours, et

même dans ces derniers temps, des hommes généreux, qui dédaignèrent ces bienfaits de la cour, quand on ne pouvait les obtenir par des moyens honorables; et d'ailleurs, les Polonais, courtisans assidus jusqu'à ce qu'ils eussent obtenu ces bienfaits, dès qu'ils en étaient en possession, ne se croyaient point engagés par la reconnaissance. C'était les grâces de la cour pour ceux qui y prétendaient; c'était les biens de la république pour ceux qui en avaient obtenu la jouissance.

Mais ce qui a sur-tout empêché que les rois ne profitassent de cette libre disposition de toutes les grâces, pour se composer un ministère et un sénat qui leur fussent dévoués; ce qui a opposé à leur ambition une barrière que jamais elle n'a pu franchir, c'est que dans tous les périls de l'état, la constitution a toujours permis de former une ligue générale, sous les liens d'un serment, et sous l'autorité d'un nouveau chef que la noblesse se choisit. Loin d'avoir adopté cette maxime des monarchies, *que la guerre civile est le plus grand des maux*, ils ont donné à leurs soulèvements même une forme légale. D'âge en âge tout Polonais disait à ses enfants : « Brûlez vos maisons, et errez dans » votre pays les armes à la main, plutôt que » de vous soumettre au pouvoir arbitraire. »

Le consentement unanime n'est plus nécessaire dans ces ligues. La pluralité des suffrages s'établit dans toutes leurs assemblées. Elles réunissent en elles seules l'autorité de toutes les magistratures. Les tribunaux cessent, parce que toutes les affaires des particuliers doivent être suspendues quand la patrie a besoin du secours de tous les citoyens. C'est pour cette république ce qu'était la dictature dans l'ancienne Rome ; pareilles encore à la dictature , en ce qu'elles ne subsistent que pour un temps limité. Un Polonais soumis à la pluralité des suffrages croit être soumis au despotisme , et même aussitôt que la confédération se dissout, tous les réglemens qu'elle a faits cessent avec elle. Il faut, pour devenir des lois, qu'ils reçoivent alors leur sanction d'une diète unanime, et la république reprend sa forme accoutumée.

Tel est dans sa première simplicité, le plus ancien gouvernement républicain qui soit aujourd'hui sur la terre, et nous y pouvons considérer, comme dans un miroir fidèle, le premier état de presque toutes les nations modernes. Les abus qui ont altéré chez les Polonais une constitution si simple, ne s'y sont introduits que sous le nom et sous la forme des anciennes coutumes. Mais, avant d'entrer dans ce nouvel examen, commençons par observer que les

vertus et même les vices qui se sont formés dans leurs mœurs par la perpétuité de ce gouvernement, ont également contribué à le maintenir. Non moins inconstants et légers dans toutes leurs autres passions, que fiers, ombrageux, inflexibles sur tout ce qui avait quelque rapport à l'intérêt de leur liberté; habitués de temps immémorial, par la nécessité du consentement unanime, à sacrifier facilement leurs opinions, leurs ressentiments, leur reconnaissance, à rompre leurs engagements; à se rétracter sans honte, on vit toujours parmi eux, au milieu des fureurs de parti, une facilité de conciliation inconcevable pour tout autre peuple; les querelles les plus tumultueuses se dissipent en menaces; tout est en armes, et tout s'apaise et se réconcilie. Un seul exemple fera connaître et leur noble fierté, et leur antique désintéressement. Quand les empereurs d'Allemagne prétendirent que ces grands noms d'empereur et de César, attribués à leur puissance, leur donnaient un droit de souveraineté sur tous les peuples voisins, ils entreprirent d'y soumettre les Polonais. L'armée allemande ayant été vaincue, l'empereur Henri V montrant un coffre rempli d'argent et d'or à l'ambassadeur qui était venu traiter avec lui des conditions de la paix, lui dit : *Voilà avec quoi*

je réussirai. Celui-ci portait quelques ornements d'or; il les ôta en silence, et, pour toute réponse, il les jeta dans le coffre que l'empereur tenait ouvert. Les historiens ajoutent que cet empereur, sans s'offenser de ce dédain, et sans admirer ce désintéressement, répondit seulement, en refermant le coffre : *Je vous remercie.* Heureuse cette république si, environnée de voisins qui pensent comme cet empereur, elle eût conservé de nos jours ce noble désintéressement qui eût encore assuré son indépendance!

Deux provinces composèrent long-temps toute la Pologne; mais par l'accession de presque tous, les peuples voisins à un gouvernement qui leur paraissait si heureux et si libre, cette république devint, dans l'espace de cent et quelques années, un des plus grands états de l'Europe. Nous ne rappellerons point ici comment la Russie Rouge, qui avait porté le nom de royaume, ensuite le grand-duché de Lithuanie, et enfin la province de Prusse, obtinrent successivement d'y être incorporés. Ces vastes pays, réunis sous un même gouvernement vers le milieu du quinzième siècle, ne formèrent plus qu'une même république; mais alors ces lois si antiques et si simples, qui avaient suffi jusque-là au bonheur de la no-

blesse polonaise, se trouvèrent trop favorables à l'indépendance, pour un corps de noblesse désormais si nombreux. Les affaires publiques se multiplièrent en proportion de la plus grande étendue de l'état; et d'abord il fallut, pour défendre la province de Prusse contre les chevaliers Teutons, ses anciens oppresseurs, entretenir des garnisons dans ses villes. Ce fut à ce sujet, et pour asseoir un subside général et uniforme, que, dans l'année 1467, le roi Casimir II convoqua pour la première fois des députés ou nonces de toutes les provinces.

Cette manière de recueillir les suffrages d'une nation par les seules voix de ses députés, s'était introduite presque généralement en Europe dans l'espace des deux siècles précédents. Elle n'avait point été connue des anciennes républiques, qui toutes étaient nées dans l'enceinte d'une seule ville, ou dans le territoire de quelques bourgades. Cet usage ne fut pas moins inconnu aux nations qui détruisirent l'Empire Romain. Chez la plupart de ces peuples, tout guerrier exerçait personnellement son droit de suffrage; et leur dispersion dans les vastes provinces qu'ils avaient conquises sur l'Empire Romain, ayant rendu leurs assemblées plus difficiles et plus rares, en abolit enfin la coutume. Quelques savants ont pensé que

l'usage des représentants s'introduisit pour la première fois sous le règne de Charlemagne, aux fameuses assemblées du champ de mai; mais quelles que fussent ces convocations nouvelles, le gouvernement féodal les fit bientôt oublier. Cinq siècles après ce règne, l'atavisme de la civilisation reparut en Europe; et à cette époque, des causes semblables ayant eu par-tout les mêmes influences, on vit, dans l'intervalle de quelques années, l'usage des représentants s'établir successivement dans presque tous les pays; chez les Anglais, en 1265; en Allemagne, vingt-sept ans plus tard; chez les Français, en 1303; en Ecosse, dans l'année 1306; en Espagne, vers 1350. Les Polonais l'adoptèrent dans cette année 1467; quoique seuls de ces nations ils n'eussent jamais perdu, et n'aient point abandonné, dans la suite, ni le droit, ni la coutume de convoquer, dans les occasions importantes, le corps entier de la noblesse, et avec cette autre différence, que l'affranchissement du peuple n'ayant point eu lieu parmi eux, il n'eut dans ces assemblées aucune voix, aucun représentant.

Depuis cette première convocation, la république se trouva constamment engagée dans une suite d'affaires qui, se succédant sans intervalles, rendirent indispensable le renouvel-

lement des subsides. De là, ces convocations s'établirent à des retours réglés et périodiques; et bientôt les députés, chargés des pleins-pouvoirs de la noblesse, reçurent d'elle le droit de la représenter dans toutes les opérations de la puissance législative. La nécessité du consentement unanime, regardée comme la loi fondamentale de l'état, fut maintenue dans ces assemblées nouvelles, par un respect déplacé et mal entendu pour cette loi, et contre le vœu des hommes les plus sages, malgré leurs remontrances, malgré leurs perpétuelles réclamations. Vainement ils en annoncèrent les funestes conséquences : l'esprit général l'emporta sur toutes leurs craintes; et l'unanimité fut jugée nécessaire dans une république où la liberté, assise aux pieds du trône, a toujours à se prémunir contre l'autorité, contre l'intrigue, contre l'espoir du crédit et de la faveur; où le roi, maître absolu de toutes les grâces, aurait pu trop facilement procurer à ses opinions personnelles, la pluralité des voix. Mais ce droit de s'opposer seul aux résolutions publiques, plus retenu, plus timide quand chacun n'était chargé que de son propre suffrage, acquit nécessairement une force plus grande, et s'exerça avec plus d'audace, quand il fut confié à quatre cents députés chargés des pleins-pou-

voirs de leurs provinces. Chacun d'eux se crut en droit de confondre les prérogatives de sa naissance avec l'autorité de sa mission; et de s'arroger personnellement, à ce double titre, tout le pouvoir que le peuple romain avait donné au petit nombre de ses tribuns, de s'opposer à toute loi nouvelle, par le seul mot *vetô*. Ces députés, à qui leur mission même donnait un caractère inviolable, ne se permirent jamais, il est vrai, dans leurs délibérations les plus tumultueuses, de rétablir entre eux l'unanimité, par le massacre des opposants. Ils ne se livrèrent point, dans la fureur de leurs querelles, à ces violences qui ensanglantent souvent les *diétines*, où toute la noblesse d'une province se rassemble confusément et sans choix, et les diètes générales, où toute la noblesse du royaume se rend à cheval et en armes. Mais nous oserons le dire, cette crainte d'être massacré, ces sabres toujours prêts à frapper l'imprudent ou l'audacieux qui eût refusé obstinément son suffrage, imposaient une retenue nécessaire à ce droit dangereux. Conserver cette loi du consentement unanime, née dans la férocité des premiers âges, et adoucir cette férocité, n'était-ce pas ôter à l'hydre de l'anarchie le seul frein qui l'avait rendue soumise et docile? Ajoutons encore que ces mêmes dé-

putés, revenus dans leurs provinces, étaient obligés de rendre, chacun dans son district, un compte exact et scrupuleux de leur mission; car cette grande question, toujours indécise et souvent agitée avec tant de violence dans la plupart des républiques modernes, de savoir si les représentants reçoivent un pouvoir souverain, ou s'ils doivent être subordonnés aux instructions qu'ils reçoivent, ne fut jamais une question parmi les Polonais. Chacun de leurs représentants fut toujours astreint à rendre, dans l'assemblée de sa province, le compte le plus rigoureux; et alors ils se trouvaient exposés au péril d'être massacrés, s'ils n'avaient pas obéi littéralement aux ordres qu'ils avaient reçus. Il fallait donc, par cette crainte même, porter toujours à la diète générale une opiniâtreté inflexible sur tous les points dont ils étaient chargés; et, tandis que par-tout ailleurs dans la république, on eût risqué sa vie en refusant de joindre son suffrage à celui du plus grand nombre, c'était au contraire en se désistant de son opposition dans ces assemblées nouvelles, qu'on se fût exposé au péril d'être massacré à son retour. Ainsi l'unanimité, toujours nécessaire dans ces diètes nouvelles, y devenait presque toujours impossible à obtenir.

C'est en effet par ce droit d'opposition, que ces députés, sans jamais faire aucune entreprise pour s'emparer seuls de la puissance législative, sans jamais essayer d'enlever ni au roi, ni au sénat, le droit qui leur fut accordé à l'un et à l'autre dans la législation, sont parvenus, dans l'espace de deux siècles, à suspendre, en Pologne, tout exercice du pouvoir souverain. Mais plusieurs causes ont accéléré ou retardé les progrès d'une si étrange anarchie.

Parmi un corps si nombreux de noblesse, qui avait pour principe l'égalité absolue, il se formait cependant, par un effet inévitable de la durée des sociétés, une inégalité réelle de fortune, de considération et de puissance. D'abord l'admission des anciennes maisons russes (autrefois souveraines, et la plupart encore maîtresses de leurs principautés) au rang de simples citoyens, porta la première atteinte à cette antique égalité. Ensuite, parmi les familles polonaises, le plus ou le moins de bonheur et d'économie, la faveur ou la disgrâce de la cour, perpétuée plus ou moins long-temps dans les mêmes familles, la réunion ou le partage des biens par les successions ou les mariages, établirent enfin une énorme disproportion dans les fortunes. Quelques maisons accumulèrent d'immenses richesses, entretenirent plusieurs milliers de sol-

dat, et ajoutèrent à la considération dont elles jouissaient, la pompe d'un nombreux cortège domestique et militaire. D'autres maisons moins heureuses, et quelques-unes par la seule vertu de leurs ancêtres, restèrent dans une médiocrité qui perdait chaque jour de son prix. Il y eut dès lors en Pologne, contre l'esprit même de ce gouvernement, une grande et une petite noblesse, si on peut se servir de cette expression en parlant d'un pays où elle serait encore désavouée. Les grands ne furent plus, comme autrefois, ceux qui, à force de services, ou par la faveur du roi, étaient parvenus aux premières dignités, mais ceux qui possédaient d'immenses propriétés héréditaires : en même temps que leur puissance les rendait fiers et indépendants, leur luxe les rendait insatiables de nouvelles grâces. Plus assidus, plus accueillis à la cour, ils devinrent suspects à la multitude. On craignit qu'ils ne favorisassent l'autorité royale et les projets contre la liberté. Il se forma, il est vrai, dans les mœurs polonaises, par une suite nécessaire des droits et des besoins mutuels, un genre de politesse qui leur est particulière, humble, mais affectueuse dans les petits ; grave, mais caressante dans les grands. Leur égalité, comme citoyens, se laisse encore entrevoir jusque dans les prosternations

asiatiques où ceux-là semblent toujours près de s'abaisser, et sur-tout dans l'affabilité que ceux-ci conservent au milieu du faste qui les environne. Mais il se forma en même temps une dissension sourde, une jalousie intestine. D'un côté, le sénat, composé le plus souvent de toutes les grandes maisons, et de l'autre côté l'ordre de la noblesse, furent divisés entre eux par de perpétuelles défiances. Le *veto*, ce droit indéfini de s'opposer seul aux délibérations publiques, devint d'autant plus cher à la multitude, qu'il rétablissait véritablement tous les citoyens dans une parfaite égalité, et qu'il suffit, en plus d'une occasion, pour déconcerter les menées les plus artificieuses et les factions les plus puissantes.

Toutefois dans le premier siècle où ces diètes nouvelles s'établirent, les Jagellons, rois de Pologne et grands-ducs de Lithuanie, régnaient encore sur ces deux états avec un pouvoir que leur nom, leurs grandes actions, leur mérite personnel, le mérite même d'avoir ajouté à la Pologne une si belle province, rendaient de jour en jour plus étendu. La grande considération, ou plutôt l'autorité réelle dont ils jouissaient, suspendit pendant plus d'un siècle les funestes effets du privilège nouveau que la noblesse venait de s'arroger, sous le prétexte appa-

rent de conserver ses anciennes prérogatives. Si cette maison, toujours plus respectée, ne fût pas venue à s'éteindre, il est vraisemblable que les Polonais eussent perdu, peu-à-peu, comme tous les autres peuples de l'Europe, le droit d'élire leurs souverains, ou du moins que les cérémonies de cette élection fussent seulement demeurées comme de vaines et antiques formalités. Mais enfin le dernier des Jagellons mourut, et la conjoncture où le trône devint vacant rendit cet événement plus important encore.

Dans tous les autres états de l'Europe, le pouvoir des souverains n'avait cessé de s'accroître. Les nations européennes, à peine délivrées de la tyrannie féodale, commençaient par-tout à craindre d'être tombées sous le joug d'un seul maître. Presque par-tout on cherchait, les armes à la main, à se former enfin des gouvernements réglés. Ces querelles terribles avaient été suscitées par les querelles de religion, et remplissaient l'Europe de guerres civiles, de séditions et de massacres. A cette époque, dans l'année 1573, les seuls Polonais, par la mort de leur roi et la vacance du trône, rentrèrent paisiblement dans tous leurs droits. Eux seuls, dans l'Europe entière, sans troubles, sans effusion de sang, et par de tranquilles dé-

libérations, réformèrent, à leur gré, le gouvernement. L'autorité royale reçut parmi eux des bornes d'autant plus étroites, que par-tout ailleurs elle les avait franchies. A cette même époque, la Hongrie et la Bohême s'étaient laissé ravir le droit d'élire leurs souverains; et les Suédois, délivrés d'une oppression étrangère, venaient d'assurer à la maison de leur libérateur une couronne jusque-là élective. Ainsi les Polonais furent désormais les seuls dans l'univers chez qui tout simple citoyen pût encore espérer de devenir roi. Ils attribuèrent à la sagesse de leur gouvernement ce qu'ils devaient en partie à cette faveur du sort. Il se forma, parmi eux, un nouveau sentiment d'orgueil, un nouvel esprit de défiance contre l'ambition de leur souverain. La nation, instruite par l'exemple de ses voisins, se trouva plus disposée à empiéter sur l'autorité de ses rois, qu'à laisser perdre la moindre de ses prérogatives. Bientôt, en effet, la disposition des armées et l'administration de la justice furent soustraites des prérogatives royales. Ce fut sous le règne d'Etienne Bathori, qu'une longue guerre empêchant ce prince de parcourir le royaume, la noblesse, lassée d'attendre inutilement dans les provinces, qu'il vint y présider à ses séances, se nomma elle-même des arbitres; et de là ont

pris naissance ces grands tribunaux souverains, qui changent tous les quinze mois par de nouvelles élections. Ce droit d'administrer la justice, que les possesseurs des grands fiefs avaient usurpé sur les prérogatives royales dans presque tout le reste de l'Europe, et que les rois, au temps dont nous parlons, commençaient par-tout à leur disputer et à leur ravir, le corps entier de la noblesse polonaise parvint alors à se l'arroger. Le gentilhomme pauvre et inconnu, nommé député à ces tribunaux, redevient, pour un temps, l'égal et même le supérieur des plus grands de l'état. Ce fut encore sous ce règne que les armées perpétuelles, établies dans les autres pays, obligèrent cette république à ne plus se fier, pour sa défense, ni aux seules convocations de la noblesse, toujours lente à se rassembler, ni à des levées faites dans les besoins pressants. On créa donc des armées perpétuelles, l'une pour la Pologne et l'autre pour la Lithuanie. Mais elles furent mises sous le commandement de deux généraux, que le roi, après les avoir choisis, ne pouvait destituer. On se garda bien d'assurer des fonds suffisants pour la solde de ces armées, et la noblesse se réserva le droit d'en assurer de nouveaux à chaque diète. Enfin les querelles de religion excitèrent dans l'état une suite de mouvements

dont il est nécessaire de donner ici quelque idée.

Les Polonais avaient d'abord adopté toutes ces lois d'infamie, d'exil, de peine de mort, par lesquelles l'église romaine prévient ou proscrit toute opinion nouvelle. Mais ni la sévérité de ces lois, ni le crédit des évêques, premiers sénateurs du royaume, n'avaient pu l'emporter sur la liberté naturelle; et ce pays que nous avons vu dévaster de nos jours, sous le prétexte de la religion, est le premier état en Europe qui ait donné l'exemple de la tolérance. Les mosquées s'y élevèrent entre les églises et les synagogues. La république n'eut point de sujets plus fidèles que les Tartares mahométans établis sous sa protection; et des juifs firent valoir toutes les terres de cette noblesse plus adonnée aux factions qu'à l'économie. La Pologne, à qui sa constitution ne permit jamais d'être conquérante, ne dut même qu'à cette tolérance son agrandissement et l'adjonction de tous les pays voisins. La Russie-Rouge n'en devint une province, que sous la condition expresse de conserver le christianisme qu'elle avait reçu de Constantinople. Léopol, capitale de cette province, a toujours été le siège de trois évêques, un grec, un arménien et un latin; et on ne s'informait jamais dans laquelle des trois cathé-

drales, tout homme qui consentait à vivre sujet et sans entrer en partage des fonctions de la souveraineté, allait recevoir la communion. La Lithuanie, encore païenne, quand elle reçut librement la civilisation et les lois des Polonais, ne tarda pas à se convertir au christianisme ; mais elle conserva long-temps une partie de ses anciennes superstitions, et on continua, dans chaque maison, d'y nourrir un serpent comme un génie tutélaire. Enfin, quand la réforme déchira tant d'états, la Pologne, sans proscrire l'ancienne religion, reçut dans son sein les deux sectes nouvelles, et par-là elle parvint à détruire deux ordres de chevalerie qui entretenaient jusque dans ses provinces une milice étrangère et souveraine. Les grands-maîtres de ces deux ordres, après avoir embrassé la religion réformée, se dépouillèrent de leurs croix et des bulles du pape, entre les mains d'un sénateur polonais.

Cependant, la tolérance ne consistait encore que dans les privilèges particuliers qui, en dérogeant aux anciennes lois, conservaient à chaque province sa propre religion. Mais en 1573, quand la Pologne donna une nouvelle sanction à son gouvernement, la tolérance fut érigée en loi générale et positive. Tous les gentilshommes s'avouant entre eux qu'ils pensaient

différemment au sujet de la religion, se comprenant tous, et même les catholiques, sous le nom commun de dissidents, *inter nos dissidentes de religione*; se promirent mutuellement, tant pour eux que pour leurs successeurs à perpétuité, de ne jamais faire la guerre pour la diversité de religion, et se jurèrent que la croyance ne mettrait jamais aucune distinction entre les droits de citoyens. Henri de Valois, célèbre par ses victoires sur les calvinistes de France, fut pourtant élu roi par cette même diète; mais les ambassadeurs qui vinrent lui présenter cette couronne, apportèrent en France la tolérance et la paix; et ce prince, teint du sang de ses concitoyens, vint jurer en Pologne, sur les autels de l'église romaine, de n'être plus persécuteur. Sous le règne suivant, un nouvel avantage fut dû à la même politique. Les Cosaques de l'Ukraine, noms qui signifient les pirates de la frontière, paysans échappés à l'esclavage des pays voisins, et d'abord réfugiés dans les rochers, au milieu des cataractes du Boristhène, avaient ensuite formé sur les deux rives de ce fleuve une nation nouvelle. Ils s'étaient enhardis à courir la mer Noire dans des troncs d'arbres creusés. Ils s'étaient enrichis par le pillage des côtes de l'Asie; et, s'accroissant toujours en nombre, ils avaient trouvé quelque protection

en Pologne, où d'abord on se servit d'eux pour réprimer les incursions des Tartares : ils ne tardèrent pas à mériter, par leur courage, d'être formés en milice réglée ; et on laissa ces pirates se croire de la religion grecque. Ces nouveaux sujets joignirent à l'excellente cavalerie composée de la noblesse polonaise, une infanterie non moins courageuse : réunion qui n'existait alors chez aucune autre nation de l'Europe.

Aussi, dans l'ancienne histoire de la république, ce temps est-il son plus bel âge. La liberté, parvenue à son plus haut période, si on peut parler ainsi d'une liberté qui n'est pas fondée sur de sages lois, allait décliner rapidement vers l'anarchie ; mais les abus naissants n'avaient encore donné aux ames que plus d'élévation et de force. Au milieu de l'Europe agitée, la république était florissante et tranquille, pleine de grands hommes d'état et de grands courages, pacifique à-la-fois et guerrière. Elle opposa une barrière insurmontable aux premières incursions des Moscovites, dont les armées, dès ce temps-là, avaient effrayé l'Europe.

Ce ne sont point les lois qui gouvernent les hommes : c'est l'esprit public ; et, dans l'espace de peu d'années, il changea entièrement parmi les Polonais. Les tentatives réitérées des papes

pour réunir les chrétiens du monde entier sous leur domination, ces projets d'accord entre toutes les sectes, travail de plusieurs siècles, et tenté dans tous les pays, eurent enfin quelques succès en Pologne. Six évêques de la religion grecque crurent qu'ils pouvaient, en conservant les anciennes cérémonies de leur église, rendre obéissance au pape. Un petit nombre de gentilshommes, qui suivaient encore le même rit, saisirent avec joie, pour se réunir à leurs concitoyens, un moyen que l'exemple de leurs évêques avait rendu légitime ; mais les curés, à qui cette religion ordonne d'unir le mariage au sacerdoce, ne voulurent point renoncer au plus doux des sacrements. Ils ne cédèrent point à l'exemple de leurs évêques, qui, toujours choisis dans le cloître, n'avaient point à faire un si grand sacrifice. Les paysans d'une grande partie de la Lithuanie et des anciennes provinces russes suivirent obstinément la doctrine de leurs pasteurs. Rome céda, il est vrai, sur ce point, et permit aux prêtres grecs le mariage ordonné par leur église. Mais les peuples belliqueux de l'Ukraine étaient déjà prêts à se soulever. On avait voulu que ces pirates reconnussent la puissance du pape ; et quand on leur eut apporté le calendrier Grégorien, voyant compter les jours d'une manière nouvelle, ils

crurent leur religion entièrement détruite. Des mécontentements politiques se joignaient à ce fanatisme. On cherchait vainement une forme de gouvernement qui pût maintenir une juste alliance entre une noblesse souveraine et des paysans libres. Les Cosaques, vaincus après le plus terrible soulèvement, se donnèrent aux Moscovites ; croyant trouver plus de sûreté chez une nation qui professait la même religion qu'eux : et, ce qui devint non moins funeste, les autres paysans des provinces limitrophes, également attachés à la religion grecque, s'enhardirent par l'exemple des Cosaques, par leurs exhortations, par les insinuations des Moscovites, à persévérer dans leur ancienne croyance, ouvertement protégée par une puissance voisine. Aujourd'hui encore ils y demeurent fidèles, et semblent toujours épier les occasions de se donner à cette puissance, ou du moins de prendre les armes en sa faveur.

Dans le même temps, les sectes luthériennes et calvinistes étaient devenues non moins odieuses ; et si nous examinons comment cette loi de la tolérance, récemment établie par la nation elle-même, se trouvait, en si peu d'années, totalement contraire à l'esprit général, nous avouerons que cette fatalité qui entre dans tous les événements humains, n'a peut-être jamais

mieux fait sentir son influence. Un si grand changement prit son origine dans un fait étranger à la religion.

Pendant les premières incursions des Moscovites, la province de Livonie, abandonnée par les chevaliers livoniens, qui désespérèrent de la défendre, s'était divisée pour le choix de ses nouveaux maîtres. Les chevaliers, s'attachant dans leur malheur à un gouvernement conforme à leurs principes, avaient demandé la protection de la noblesse polonaise, et cédé à la république tous leurs droits de souveraineté. Les villes avaient préféré la domination suédoise, qui favorisait également tous les ordres des citoyens; et cette province, après la retraite des Moscovites, demeurait ainsi partagée. La Pologne, toujours pacifique, crut prévenir la nécessité d'entreprendre une conquête, en choisissant pour roi un jeune prince suédois déjà destiné au trône de Suède, et qui promit, en faveur de son élection, de restituer à la république toutes les villes de Livonie. Une conduite si modérée devint la source des plus grands malheurs. Ce prince, attaché à la religion romaine, que les Suédois avaient pros crite, fut chassé de sa patrie. La gloire d'obtenir une couronne élective lui fit perdre une couronne héréditaire. Cét événement suscita

de longues guerres entre les deux nations. Ainsi cette république, qui ne se permet aucune ambition, et qui avait établi la tolérance comme une loi fondamentale, était forcée par la fortune de manquer à l'esprit de sa constitution, d'entreprendre une conquête, et de soutenir à-la-fois sur toutes ses frontières des guerres opiniâtres dont la religion était le principe. Elles durèrent pendant trois règnes, le trône étant successivement occupé par les descendants de ce même prince. Les calamités qui en furent les suites firent regarder avec moins de faveur les opinions religieuses, qu'on accusait de les avoir suscitées. Les rois, maîtres de toutes les graces, et dont aucune convention ne gênait le choix, les accordaient difficilement à des sectes qui leur étaient personnellement odieuses. D'ailleurs, en établissant, dans l'année 1573, la loi de la tolérance, on avait laissé subsister tous les anciens établissemens qui dérogeaient nécessairement à cette loi. Richesses, juridictions, dignités, les prêtres catholiques avaient tout conservé. Les réformés, au contraire, n'avaient rien stipulé en faveur de leur clergé; ils n'avaient placé dans le sénat aucun évêque luthérien; ainsi cette foule de jeunes gens que l'ambition ou l'avarice destine au sacerdoce, n'avait de vocation que pour le clergé

romain. Dans le même temps un ordre de religieux, voué par son institution aux seuls intérêts de l'église romaine, les jésuites s'étaient emparés par la faveur des grands de toute l'éducation de la jeune noblesse.

L'instruction se joignait donc à la cupidité ; et de toutes parts on abandonnait sans scrupule des sectes en disgrâce à la cour, et qui ne promettaient à leurs partisans les plus zélés, ni rangs, ni honneurs, ni crédit. Elles ne se conservaient que parmi la bourgeoisie des grandes villes de Prusse, et parmi quelques nobles plus attachés à leurs opinions qu'à leur fortune. La loi de la tolérance, toujours inscrite dans les conditions imposées au roi, était renouvelée à chaque règne, mais avec un tel changement dans l'opinion publique, que le nom de *dissidents* n'exprimait plus, comme autrefois, tous les ordres de l'état, pensant entre eux différemment sur la religion ; mais seulement ceux qui s'étaient séparés de l'église romaine. Le serment du roi, conçu dans les mêmes termes, n'avait plus le même sens, de conserver la paix *entre* les dissidents, mais *avec* les dissidents. Ce n'était plus qu'un nom de sectes tolérées ; et l'esprit général de la nation, dans toutes les provinces ; tendait perpétuellement à destituer les réformés de toutes les fonctions souveraines.

Une pareille dissension, dans une république si incapable de gouverner les citoyens, devait être le germe des plus cruelles calamités; et dès les premiers temps où ce levain de la superstition et du fanatisme commença de fermenter et de se mêler à tous les autres vices déjà introduits dans cette constitution, ils se compliquèrent les uns par les autres, et se rendirent mutuellement irremédiables. Ce fut donc alors, que du sein de ces assemblées nouvelles, composées de députés de toutes les provinces, sortit enfin cette anarchie singulière qui, sous le prétexte de rendre la constitution inébranlable, a détruit en Pologne tout le pouvoir souverain, sans laisser ni à aucun corps, ni à aucun citoyen, l'espérance de parvenir un jour à l'usurper. Le droit de s'opposer seul aux résolutions générales, toujours avoué, toujours reconnu, y fut long-temps sans exemple, et quelque temps encore sans abus. Les mœurs antiques servaient de contre-poids à cette dangereuse loi de l'unanimité. Mais aussitôt que les mœurs se perdent et que la vertu dégénère, tous les défauts d'un gouvernement paraissent au grand jour, parce que la corruption et l'intrigue savent bientôt les employer comme des moyens. Quand l'extinction de la maison régnante eut laissé monter sur le trône des rois moins considérés; quand

la simple noblesse devenue plus entreprenante, se fut rendue maîtresse des tribunaux, eut perdu toute considération pour l'autorité du sénat, eut conçu de perpétuelles défiances contre l'ambition des grands, et se fut livrée à toute l'animosité des sectes de religion ; quand les progrès de la mollesse et du luxe, dans l'Europe entière, eurent banni la simplicité des mœurs, et que l'avidité qui suit toujours le luxe eut introduit dans les diètes la vénalité des suffrages ; enfin, lorsque la correspondance des différents états de l'Europe, plus étendue de jour en jour, eut donné entrée aux factions étrangères, et forcé les Polonais d'admettre dans leur capitale des intrigants autorisés, alors le désordre de leurs diètes n'eut plus aucun frein. Ce droit de contradiction, que la noblesse n'aurait dû employer que pour la défense de ses privilèges, fut exercé sur les affaires publiques suivant l'intérêt personnel, la défiance ombrageuse, le caprice ou la trahison.

L'histoire aurait peine à suivre le progrès de ces désordres. Il fut d'autant plus rapide que jamais on n'avait pu faire admettre dans ces diètes une méthode constante pour délibérer et conclure. La violence des brigues renversa toute méthode qu'on essaya d'y établir. L'ancienne coutume de ne traiter les affaires des particu-

liers qu'un jour marqué de chaque semaine, ne résista pas long-temps à l'impatience de tous les intérêts personnels ; et ils se trouvèrent perpétuellement mêlés et confondus avec les véritables sujets des délibérations publiques. Des provinces entières eurent l'imprudence de sacrifier ainsi tout l'état à leurs intérêts privés ; et quelques diétines ordonnèrent à leurs députés de ne laisser proposer dans la diète générale aucune affaire, avant que les leurs ne fussent terminées. Plusieurs députés apportant de leurs différens palatinats une pareille instruction, le cours des affaires se trouva suspendu, et quelques diètes finirent avant d'avoir pu commencer.

Bientôt il devint facile à quiconque voulut s'opposer à des résolutions qu'il craignait, sans avoir ni le front, ni l'audace de s'exposer aux reproches, ou peut-être à la vengeance publique, d'employer de perfides manœuvres pour rendre les diètes inutiles. On se fit un art d'y exciter de vains tumultes, d'y proposer à dessein de fausses matières de délibérations capables de soulever tous les esprits ; ce qui s'appelait, suivant une expression proverbiale, *souffler dans la ruche, pour mettre les mouches en furie*. Cet art malheureux de se jouer du zèle de ses concitoyens, de faire perdre en folles

clameurs le temps fixé pour la durée de leurs assemblées, de faire en sorte que l'époque marquée pour leur séparation arrivât avant qu'il eût été possible de rien conclure, s'appelaient *traîner les diètes*. A ces pernicieuses manœuvres, on opposait toutes les ressources de la persuasion, de l'industrie, de l'opiniâtreté et du courage. La cour, forcée de conduire les affaires indépendamment des suffrages de la noblesse, proposait aux états des résolutions prises d'avance dans le conseil particulier du roi; et, pour amener les délibérations publiques aux mêmes résolutions, on ne séparait point la session, que les veilles, la faim, l'épuisement des forces n'eussent réduit tous les suffrages à l'unanimité. Sous le règne de Ladislas IV, le dernier jour de la diète s'étant passé avant qu'on eût rien conclu, le roi ne voulut pas séparer l'assemblée. Et cependant une ancienne loi, qui a pour objet de prévenir la trop longue durée de chaque séance, et de la proportionner à cette durée d'attention que peuvent soutenir les esprits d'une trempe commune, défendait de rien traiter aux lumières. On resta dans les ténèbres, chacun prenant son repos, assis à son rang, et il arriva ce que les romans les plus fabuleux n'oseraient imaginer; un sénat et une diète restèrent assemblés, cha-

cun endormi à sa place, présidé par un roi endormi sur son trône.

Les armées n'avaient point de solde assurée : chaque diète devait leur assigner de nouveaux fonds ; et souvent elles furent réduites à se confédérer pour obtenir par la force ce qui leur était dû ; elles vinrent plus d'une fois camper sous les murs de la ville où les états venaient de s'ouvrir, afin d'en imposer, par leur présence, à quiconque voudrait y exciter des troubles. D'autres fois, la noblesse en corps, n'osant plus se fier à ses députés, vint camper près de la ville où ils tenaient leurs séances ; ce qui s'appelait *tenir la diète sous le bouclier*. On crut remédier suffisamment aux désordres, et ramener le calme dans ces assemblées orageuses, en établissant que les cinq premières semaines de chaque diète seraient employées à délibérer, et la dernière semaine réservée à toutes les conclusions. Mais la source du mal étant toujours la même, il se manifesta bientôt par des symptômes encore plus mortels. Quelques députés eurent l'audace de refuser leur consentement à tout ce qui avait été décidé, si la diète ne consentait pas à ce qu'ils proposaient eux-mêmes ; et l'opposition sur une seule affaire entraîna l'impossibilité de prendre aucune conclusion ; il ne restait plus qu'un pas à faire

pour tout perdre, et il fut fait en 1652, sous le règne de Jean Casimir. Un noble polonais, nommé Sizinski, nom que ses contemporains ont maudit et dévoué d'âge en âge à la malédiction de la postérité, s'étant évadé de la diète à l'époque marquée pour les conclusions, et par son absence volontaire, ne laissant plus aucune espérance de voir l'unanimité rétablie, la diète jugea qu'elle avait perdu son activité par cette désertion d'un seul député. Elle se crut forcée de se dissoudre, et la république, en conservant l'apparence de son ancienne constitution, ne sentit point que ce nouveau malheur la plongeait dans une anarchie irremédiable; et que par un exemple si facile à imiter, le pouvoir souverain allait être véritablement détruit.

Telle est l'origine et la première époque de ces ruptures de diète, regardées, chaque fois qu'elles ont eu lieu, comme une calamité publique : funeste usage que des écrivains modernes ont pris pour l'exercice d'un droit incontestable, mais en effet le plus grand des abus où devait enfin parvenir cette dangereuse loi de l'unanimité. D'après ce premier exemple, la plus grande partie de la nation fit consister le plus beau droit de la liberté polonaise dans cette facilité de rompre la diète, soit par une

subite évasion, soit par le seul mot : *Nie pozwalam, je ne consens pas*. Ceux qui exercent cette fatale prérogative ont coutume de se dérober par la fuite ; et pour échapper aux ressentiments de leurs concitoyens, ils demeurent cachés des années entières. Leurs noms ne se prononcent plus qu'avec horreur ; la mémoire de leur action devient une flétrissure dans leur famille. D'autres, plus courageux, s'exposent avec intrépidité aux premiers mouvements d'une nation courroucée ; et quelquefois elle a respecté en eux un abus qu'elle blâme, et dont pourtant elle s'enorgueillit.

En vain, plusieurs provinces, sans jamais contester le droit, réclamèrent contre ses abus. En vain, les évêques menacèrent d'excommunier ceux qui en feraient usage. En vain, on représenta en pleine diète que c'était perdre la république, lui ôter le moyen de se gouverner et de pourvoir à sa défense ; plusieurs députés répondirent, « qu'ils aimaient mieux exposer » l'état aux invasions étrangères, que de souffrir la moindre atteinte à leur liberté. »

Le *liberum veto*, malgré toutes les réclamations, s'est donc maintenu dans toute sa puissance, toujours maudit et toujours respecté. Depuis ce temps, en effet, la constitution, dans sa ruine même, paraissait devenue inébran-

lable ; mais la république , presque toujours destituée d'une autorité législative et souveraine , se trouva dans une impuissance absolue de suivre les progrès que l'administration commençait à faire dans la plupart des autres pays. Tout ce qui exigeait des dépenses continues devint impraticable. Les armées , presque toujours sans paye , demeurèrent sans discipline et sans recrues. Il fallut renoncer aux tentatives qu'on avait faites pour créer une marine. Les châteaux et les villes , autrefois fortifiés avant l'invention de l'artillerie , n'eurent point d'autres remparts que leurs antiques murailles dégradées par le temps. Les arsenaux demeurèrent vides. Les grands établissemens qui annoncent la perfection des arts , et les soins toujours actifs du gouvernement , ne purent seulement pas être proposés ; et si , dans les siècles précédents , la Pologne avait marché d'un pas égal avec tous les autres états ; elle s'arrêta désormais au point où elle était parvenue ; ou plutôt elle rétrograda de plusieurs siècles. Elle n'eut plus d'autre force , d'autre défense que ses confédérations qui , jusqu'à ces derniers temps , et à l'aide de circonstances étrangères , ont toujours sauvé la république , au milieu du sang et du carnage. Les hommes que la loi ne réunit plus , attendent qu'un sentiment commun les réu-

nisse; mais comme les moyens de nouer ces confédérations sont toujours embarrassés et périlleux, comme ils craignent eux-mêmes ces cruelles extrémités, avant d'y avoir recours ils diffèrent, ils souffrent long-temps. On ne conçoit pas comment une patience presque servile peut se trouver jointe avec un amour si effréné de la liberté: de trop grands intérêts s'opposent toujours à la formation de ces redoutables ligues. Les rois, alarmés de voir naître une autorité au-dessus de la leur, les traversent de toute leur puissance, et préfèrent de laisser l'état en péril. Si les rois entreprennent de les former, alors c'est la nation qui s'alarme. La défiance contre l'ambition du prince devient plus pressante que la crainte des armes ennemies. Les dangers augmentent, les remèdes se diffèrent. Un ennemi vainqueur parcourt le royaume; tout est dispersé; rien n'est soumis. Il semble que ces résolutions extrêmes aient toujours besoin de l'indignation et du désespoir.

Ainsi se sont perpétués, depuis un temps immémorial jusque dans la politesse de notre âge, et chez une nation justement célèbre, la liberté, le gouvernement et les lois des barbares. Il n'est pas besoin d'ajouter que les mœurs générales de cette noblesse prévenaient seules les

calamités, les désastres, que chaque moment aurait pu enfanter sous un gouvernement devenu si vicieux ; toujours amie de la paix, et toujours prête à la guerre, également formée à tous les emplois des camps, à tous ceux de la vie civile, et au séjour habituel de ses campagnes, elle honorait des plus éclatantes distinctions les vertus militaires, et pratiquait les vertus domestiques dans la douce obscurité qui leur convient. Les dames polonaises vivaient alors dans leurs châteaux, loin de la cour et de ses brigues, loin des diètes et du crédit populaire ; il se passa encore plus d'un demi-siècle avant que leurs passions se mêlassent dans les intérêts publics.

Ce tableau, quelle que soit son étendue, serait encore incomplet, si nous passions sous silence une tentative qui fut faite pour réformer ce gouvernement. Elle acheva de repdre cette anarchie irremédiable ; mais il en résulta un moyen de rétablir quelquefois, et pour quelques moments, une autorité législative dans la république.

Ces ruptures de diètes, on le conçoit aisément, avaient porté au plus haut degré les animosités entre les grands et la simple noblesse. Tous ceux qui occupaient le ministère et les principales magistratures étaient forcés d'en

étendre arbitrairement le pouvoir; et toutefois, d'un jour à l'autre, le caprice d'une multitude pouvait les perdre, en leur demandant compte de ce même pouvoir que la loi de la nécessité les forçait d'étendre au-delà de toutes les lois. Ils voyaient, avec effroi, leur patrie sans défense, et ils étaient indignés des droits que s'était arrogés un ordre inférieur. Ils résolurent donc, d'un commun accord, de tenter cette difficile réforme. C'était au moment où le faible Casimir, après avoir éprouvé, pendant un long règne, toutes les tempêtes de cette anarchie naissante, était près d'abdiquer la couronne, pour chercher enfin le repos dans un cloître. Ils avaient dessein de se choisir un roi parmi les plus grands hommes qui fussent alors en Europe; et sous son autorité, qui serait soutenue, à ce qu'ils espéraient, par sa propre gloire, par leurs propres forces réunies, par le crédit de la France et de ses alliés, ils se promettaient de réduire la multitude à recevoir de nouvelles constitutions. Mais quand le trône fut vacant, par l'abdication de Casimir, cette multitude rassemblée dans le champ électoral, au nombre de plus de cent mille gentilshommes, se joua de toutes les intrigues qu'on avait tramées pour obtenir ses suffrages; et par des acclamations insensées, par un mouvement tu-

multueux et populaire, qui devint assez général, sans avoir eu d'origine certaine, elle plaça sur le trône un gentilhomme (1) obscur, inconnu, difforme, qui n'était revêtu d'aucune dignité, qui n'avait exercé aucun emploi, qui lui-même rejeta avec un saisissement d'effroi cet honneur inattendu. On se plaisait à insulter à tous les projets des grands, en les forçant de fléchir devant ce ridicule roi. Ceux-ci entraînés par ce flot populaire, y cédèrent pour un temps. Mais bientôt seize cents d'entre eux, ayant pour chefs le primat du royaume et le célèbre Sobieski, formèrent secrètement le plan d'une confédération pour détrôner le vain fantôme qu'on leur avait opposé, « et pour soustraire la république » à cette sotte tyrannie d'une noblesse plébéienne. » Ce fut leur expression dans une lettre à Louis XIV (2), par laquelle ils laissaient à son choix de leur donner pour roi, ou Turenne, ou Condé, ou un prince de Conti, encore enfant, dont Turenne serait le tuteur, prêts, s'il le fallait, disaient-ils, à confier à l'un des deux héros français un pouvoir absolu. Mais les voisins de la Pologne, dans le dessein d'y perpétuer l'anarchie, embrassèrent aussitôt

(1) Michel Visniovski, en juin 1669.

(2) Lettre de Sobieski à Louis XIV, du 14 juillet 1672, et suivantes, au dépôt des affaires étrangères.

la facile politique qu'ils ont constamment suivie depuis ce temps. Ils s'offrirent à la simple noblesse comme protecteurs de ses prétendues prérogatives. La maison d'Autriche, qui n'avait pas dédaigné de donner une de ses princesses pour épouse à ce roi inepte et contrefait, profita du crédit dont une jeune reine faisait jouir dans cette cour l'ambassadeur autrichien. Celui-ci anima la faction opposée aux grands. La noblesse, sous cet appui, se confédéra la première; elle ordonna qu'on ferait le procès aux grands; et, pour en détruire plus sûrement la puissance, et s'ouvrir à elle-même plus d'accès aux dignités, elle demanda que dorénavant elles ne fussent plus données à vie, et fussent conférées de nouveau tous les ans.

Du sein de ces désordres naquit un moyen inattendu de rétablir en Pologne une autorité souveraine. La république reçut, pour ainsi dire, des seules mains de la destinée, non un remède à des maux incurables, mais un palliatif qui ferma ses plaies pour un temps, et jusqu'à d'autres périodes plus dangereux, où elle a encore employé, dans une dissolution semblable, ce même palliatif; et c'est jusqu'aujourd'hui le seul moyen dont le patriotisme et la tyrannie se soient servis tour-à-tour.

La noblesse, confédérée la première, voulut,

avant de se séparer, laisser assez de force entre les mains du roi pour faire le procès aux grands, et pour les réduire, fût-ce par une guerre, à subir l'arrêt qui serait prononcé. Elle donna donc au roi le pouvoir de convoquer une diète extraordinaire; et afin d'en prévenir la rupture, afin d'empêcher qu'un seul partisan de la faction contraire ne pût d'un seul mot renverser tous leurs projets, il fut résolu d'avance que cette diète serait composée du conseil de la confédération, c'est-à-dire que les maréchaux et conseillers déjà élus par chaque province confédérée, prendraient le titre de députés ou nonces de leurs provinces, et qu'ils s'assembleraient suivant la manière des confédérations, en présence du sénat et du roi, et non suivant la manière des diètes, où les députés discutent les affaires entre eux. Il fut également décidé, par une suite de ce nouvel arrangement, que cette diète ne pourrait être rompue, que l'unanimité n'y serait point nécessaire, qu'aucune opposition, aucune protestation n'y serait admise. Ainsi, pour défendre cette même prérogative que la faction des grands voulait leur enlever, ils étaient réduits à en suspendre volontairement l'exercice: tant il était évident à leurs propres yeux, qu'elle devait toujours ôter au gouvernement son activité et sa force.

Mais ; dans le même temps, les armées et presque tous les sénateurs se confédérèrent pour la défense de Sobieski ; et, sous ce prétexte spécieux, ils se confédérèrent en effet pour maintenir tous les avantages attachés aux grandes dignités, et pour enlever à la simple noblesse ses droits prétendus. Sobieski, parvenait alors au comble de la gloire ; et pendant que le plus grand nombre de ses concitoyens, soulevés contre lui, proposaient de mettre sa tête à prix, il vengeait la Pologne des insultes qu'elle avait récemment reçues des Tartares ; il remportait sur les Turcs une victoire si décisive, que les historiens datent de cette époque la décadence de l'empire ottoman. Ce grand homme, après avoir repoussé loin des frontières les ennemis étrangers, revint aussitôt dans sa patrie pour en réformer le gouvernement. Il disposa ses troupes victorieuses, de manière à tenir en respect les autres voisins de la Pologne, intéressés à y perpétuer l'anarchie ; et dans cette situation, il attendit les réponses de Louis XIV. Mais cette faction des grands fut alors abandonnée de la France. Elle se sentit trop faible pour se soutenir par elle-même contre ce corps nombreux de la simple noblesse qu'ils méprisaient comme milice, mais qu'ils redoutaient comme souveraine ; et ils ne tardèrent pas à

prêter l'oreille aux propositions d'accommodement qu'ils reçurent de Varsovie.

Le traité de paix entre ces deux factions devint la base du gouvernement. Toutes deux, dans leurs craintes mutuelles, consentirent à tolérer les abus différents dont l'une et l'autre s'étaient plaintes. Ce traité conserva aux grands toute l'étendue de leurs dignités, tout le pouvoir que le désordre des diètes les forçait d'exercer arbitrairement; et, de son côté, la simple noblesse parvint à autoriser les prérogatives qui lui étaient si chères, par une constitution équivoque, où les nouveaux abus furent enveloppés sous le nom général des anciennes coutumes. Je ne puis me défendre de rappeler ici qu'à-peu-près vers ce temps, et dans une contrée voisine, les suffrages d'une nation assemblée érigeaient le despotisme en gouvernement légitime. Ainsi, dans ce siècle célèbre où toutes les nations de l'Europe sortirent enfin de la barbarie, deux peuples également anciens, et tous deux justement illustres, établirent chez eux, avec tout l'appareil des lois les plus saintes, et en vertu même de l'autorité nationale, l'un, ce furent les Danois en 1660, la souveraineté la plus illimitée; l'autre, ce furent les Polonais en 1673, l'anarchie la plus irremédiable. Mais observons sur-tout la forme que prit, chez les

Polonais, cette autorité nationale. Il fut convenu entre les commissaires des deux factions, que les articles du traité recevraient force de loi dans cette diète extraordinaire, dont tous les membres, choisis par la confédération de la simple noblesse, avaient reçu d'elle l'ordre de renoncer, pour cette fois, à leur droit d'opposition. En confondant l'autorité du congrès, celle de la confédération et celle de la diète, on conserva toute l'apparence des anciens usages; et on obtint, par une conciliation forcée, ce consentement unanime, seule puissance législative reconnue dans cette république. Ce bizarre mélange de violence et de subtilité est presque l'unique moyen qui jusqu'à présent ait pu être employé dans cette anarchie; nous le verrons renouveler dans les crises les plus dangereuses; et les Russes eux-mêmes ont essayé d'en faire usage, pour contraindre les Polonais à recevoir unanimement le joug qu'ils voulaient leur imposer.

Aussitôt que par la fréquente rupture de ses diètes la Pologne se fut mise hors d'état de pouvoir constamment à sa défense, une si riche conquête a toujours tenté l'ambition de ses voisins. Six ans étaient à peine écoulés depuis que ce fatal abus s'était introduit, et déjà la république paraissait détruite; son gouvernement semblait être dissous; toutes ses provinces

étaient envahies ; il ne restait plus en apparence, pour achever sa ruine, et pour éteindre le nom Polonais, qu'à s'accorder sur la part que chaque puissance voisine voudrait ou céder, ou conserver dans ce démembrement. Les Russes, toujours alliés des Cosaques, avaient alors suspendu leurs hostilités, par une trêve qui laissait toutes leurs conquêtes entre leurs mains. Le roi de Suède, après avoir vaincu, sous les murs même de Varsovie, les armées et une grande partie de la noblesse polonaise, dans une sanglante bataille disputée pendant trois jours, avait traversé en conquérant la Pologne entière, et, quoique ralenti dans le cours de ses prospérités, occupait encore de vastes provinces. Le duc de Prusse, plus connu sous le nom d'électeur de Brandebourg, vassal infidèle, tenait au sein de la république ses troupes tantôt auxiliaires, tantôt ennemies, et avait déjà obtenu son indépendance pour prix de ses perfides secours. Enfin les Autrichiens, effrayés des conquêtes rapides des Suédois, avaient pris les armes en faveur de la Pologne ; et ces dangereux défenseurs en occupaient l'ancienne capitale comme place de sûreté. Dans ces conjonctures, un ambassadeur de Suède ; le comte de Stippenbach, proposa, par de secrètes négociations, à ces trois dernières puissances, de

mettre fin à leurs querelles , de se partager le pays qui en était l'occasion et le théâtre , et de former une ligue pour se maintenir mutuellement dans leurs usurpations.. On ne donnait aux Russes aucune part à ce démembrement , et le roi de Suède se chargeait d'arracher seul de leurs mains les provinces qu'ils avaient conquises. Cette négociation , découverte par le ministère de France , remplit d'effroi la cour de Varsovie. Sans divulguer d'une manière positive ce fatal secret , elle se pressa d'annoncer aux Polonais que la licence de leur gouvernement les livrerait en proie à leurs voisins , aussitôt que ceux-ci parviendraient à s'accorder pour le partage d'une si riche dépouille. Ce discours de Casimir , cette prétendue prophétie dont toutes les paroles ont été rappelées de nos jours avec étonnement , et comme si une inspiration divine lui eût révélé un siècle d'avance les désastres qui devaient accabler la Pologne , n'était réellement dans la bouche de ce prince , que l'expression de ses terreurs présentes.

Plusieurs causes se réunirent alors pour détourner ce funeste événement. Les confédérations polonaises développèrent dans cet extrême péril une valeur indomptable , et ce désespoir généreux qui rend les vaincus si formidables aux vainqueurs. Les animosités récentes entre

la Suède et l'Autriche ne permirent pas à ces deux ennemis de se concilier. La prochaine vacance du trône de Casimir, donnant à quelques-uns de ses voisins l'espérance de posséder par une élection le royaume en entier, les empêcha de s'unir pour le partager. C'était le temps où s'établissait en Europe ce fameux système de l'équilibre, cette correspondance mutuelle des différents états, tous ambitieux, tous jaloux les uns des autres, et qui, pour leur propre sûreté, veillaient à ce qu'aucun d'eux ne s'agrandît. Cette sage politique, un sentiment d'honneur qui régnait encore dans les mœurs européennes, s'opposaient également à ces alliances, toujours infortunées, des plus puissants contre les plus faibles. Enfin la France, qui dominait en Europe, se pressa d'employer son crédit à terminer cette guerre ; et la paix fut conclue par sa médiation et sous sa garantie. Mais sur-tout cette pacification intérieure dont nous avons parlé, ayant mis fin aux dissensions qui avaient causé tant de maux aux Polonais, leur choix unanime plaça Sobieski sur le trône ; et, sous sa conduite, ils vinrent secourir l'Allemagne envahie par les Turcs, délivrer la ville de Vienne assiégée par une armée innombrable, et sauver une seconde fois l'Europe d'une nouvelle invasion des barbares.

Cette victoire trompa l'Europe entière sur la situation de cette république. Malheureusement elle entretint l'illusion des Polonais eux-mêmes, à qui leur gloire déguisa leur faiblesse, et persuada de plus en plus qu'ils n'avaient pas besoin d'une réforme. La république s'était ranimée par cette réconciliation entre ses citoyens. Mais bientôt les diètes furent rompues de nouveau. L'usage du *liberum veto* devint plus fréquent d'année en année. Ce seul mot la replongeait, comme par enchantement, dans un sommeil léthargique; et chaque fois qu'il était prononcé, elle retombait tout-à-coup, et pour un intervalle de deux années, sans mouvement et sans vie. On en vint même sous ce règne jusqu'à rompre les diètes dès leurs premières séances, et leur convocation n'était le plus souvent qu'une vaine formalité. Toutes les parties du gouvernement qui ont besoin d'une surveillance active, telles que le commandement des troupes et l'administration du trésor, confiées à des généraux et à des ministres indépendants de toute autre autorité que celle de la diète, s'exerçaient alors arbitrairement; aucune de ces magistratures ne pouvait cependant envahir une autorité souveraine. Jamais rien de semblable n'est arrivé chez aucun peuple. Le pouvoir législatif achevait de se détruire, et qui

que ce fût n'eûtseulement osé essayer de l'usurper. Le pouvoir exécutif était partagé en trop de mains , et s'il eût été possible que le roi, les généraux, les ministres et ce grand nombre de magistratures eussent pu s'accorder, et former un complot contre la république, aussitôt tout se fût soulevé; le droit qu'avait la nation de se confédérer, était un frein toujours présent contre de semblables usurpations.

Cette espèce d'immobilité générale faisait, dès ce temps-là, comparer la Pologne à un géant enchaîné. Dans une situation si étrange, cette belle victoire remportée sous les murs de Vienne, cette fameuse délivrance de l'Allemagne euvahie devint une source perpétuelle de malheurs. Non-seulement elle avait donné naissance à une guerre que cette république n'était plus en état de soutenir; mais elle donna occasion à une alliance qui ne tarda pas à devenir plus funeste que la guerre même.

Pendant que la république de Pologne, malgré la gloire qu'elle venait d'acquérir, était dans une décadence si rapide, les Mostovites, entièrement inconnus au reste de l'Europe, étaient dans un progrès toujours soutenu d'agrandissement et de puissance. Sobieski, alarmé des progrès de ce peuple nouveau, avait plus d'une fois exhorté ses concitoyens à suspendre tout

autre intérêt, toute autre guerre, et à tourner leurs armes contre un voisin que chaque jour rendait plus formidable ; mais il fallut au contraire, dans les périls et les embarras de cette guerre contre les Turcs, s'allier avec les Moscovites contre cet ennemi commun. La trêve qui suspendait les hostilités entre la Pologne et ce nouvel empire, fut alors changée en une paix perpétuelle. Le traité, signé à Moscou en 1686, céda aux Russes, à perpétuité, la plus grande partie de la province d'Ukraine, et les belles villes qu'arrose le Boristhène, dont ils s'étaient emparés pendant la rébellion des Cosaques. Les Russes, à qui on ne devait laisser aucune part dans le projet formé pour démembrer la Pologne, furent ainsi les seuls qui parvinrent à en conserver une partie. En vain la noblesse polonaise rejeta un traité si honteux, et voulut examiner cette affaire avec sévérité. La diète qui suivit, ayant été rompue, une année se perdit ; et quand, l'année suivante, une autre diète voulut en prendre connaissance, la mort avait enlevé les deux négociateurs aux informations qu'ils devaient subir. La république désavouant toujours ce traité, ne nomma aucun commissaire pour régler les anciennes limites ; et jusqu'à ces derniers temps, elles étaient demeurées indécises ; éternel sujet de division entre ces

deux peuples, qui a pour époque leur traité de paix perpétuelle.

Telle était la situation de la Pologne, quand Auguste II, électeur de Saxe, élu roi par une faction peu nombreuse, en fit appuyer les suffrages par une armée saxonne. Nous terminerons cette peinture générale de l'anarchie et des mœurs polonaises par un court exposé de cette élection d'Auguste et de sa politique, qui ont donné accès aux Russes dans toutes les affaires de ce royaume. Il avait eu pour concurrent ce même prince de Conti, que la faction des grands avait autrefois demandé pour roi; et si le primat qui présidait à l'élection, avait eu moins de respect pour les mauvaises lois de sa patrie; s'il eût consenti que plus de quatre-vingt mille gentilshommes, qui s'étaient formés en bataille dans le champ électoral, eussent proclamé le prince français, et forcé les suffrages de quelques centaines d'opposants, Conti eût remporté le dangereux avantage d'avoir cette nation à gouverner; mais, dans les temps de corruption et de vénalité, tous ceux qui ont reçu de la nature de grandes ames et un génie véritablement élevé, se trouvent trop éloignés de l'esprit public, et il leur est impossible de bien connaître les hommes avec qui ils ont à traiter. Tel fut le primat Rad-Zie-Jofski. Il se flattait encore

d'obtenir en faveur du prince français une élection unanime, et il différa au lendemain. Le parti du prince saxon s'accrut au contraire pendant la nuit par d'indignes manœuvres, et il fut assez nombreux dans la matinée suivante pour hasarder une double élection. Ce parti fut bientôt soutenu par la présence d'Auguste, par un couronnement précipité, par une armée de dix mille Saxons, et par des prodigalités sans bornes, tandis que le prince de Conti apportait dans toute sa conduite une extrême réserve, de perpétuels délais, une épargne conforme aux embarras de finance où son pays se trouvait alors, et la crainte de s'engager trop avant et de se trouver compromis. La nation, abandonnée de ce prince, céda avec quelque honneur; et depuis cette époque, elle a toujours reçu ses rois par la force des armes étrangères.

Cependant ce pouvait être un bonheur pour cette république que d'être enfin gouvernée par un roi, que l'ancienneté et la grandeur de sa maison, les richesses et les forces de ses états héréditaires, leur proximité, ses alliances personnelles avec un grand nombre de souverains, les alliances de sa politique avec un grand nombre d'états, auraient fait justement respecter des Polonais, et craindre de leurs voisins. Mais Auguste, élevé dans les préjugés

des souverains , crut qu'il lui serait facile de régner arbitrairement dans un pays en proie à tant de désordres. Il ne vit pas que dans ces désordres même s'étaient formés de grands courages , des ames hautes, qui aimaient mieux cette liberté et tous ses dangers , qu'une tranquille servitude ; que ses courtisans , pleins de souplesse et d'avidité , étaient prêts à devenir ses adversaires les plus intrépides ; qu'au milieu des bassesses de la cour , des discordes civiles , de la vénalité , ou plutôt de l'anéantissement des diètes , il y avait encore de l'audace , une sorte d'honneur soutenue par l'ostentation , et quelques grandes ames prêtes à s'enterrer sous les ruines de la république. Au lieu de sentir que la nation pouvait avoir de l'indifférence sur le choix de son roi , parce qu'elle se promettait de défendre contre lui tous ses privilèges , il conçut de cette facilité même avec laquelle il s'était acquis le royaume, l'espoir dangereux d'y rendre son autorité absolue. Il viola toutes les conditions qui lui avaient été prescrites , et pour conserver auprès de lui , sous le nom de troupes auxiliaires, l'armée saxonne, qu'il avait juré à son couronnement de renvoyer en Saxe , il chercha à engager la république dans une nouvelle guerre. Il réveilla les anciennes querelles au sujet de la Livonie-Sué-

doise, et s'allia avec Pierre-le-Grand, pour conquérir ensemble cette province.

L'empire de Russie ayant eu sur la destinée des Polonais une si fatale influence; l'histoire des czars et celle même de leur cour, étant devenue dans les derniers malheurs de cette république, une partie inséparable de son histoire, il m'a paru important de bien connaître le génie de cette cour et les mœurs de ce peuple. Après avoir étudié l'un et l'autre dans ses deux capitales, et soigneusement comparé ce qu'il fut autrefois, et ce qu'il est aujourd'hui, l'un sur d'excellentes relations d'anciens ambassadeurs, l'autre sur mes observations personnelles, j'ai trouvé tout ce qu'on dit communément à ce sujet, mêlé de beaucoup d'erreurs et de mensonges. Je vais donc maintenant exposer quel est le génie particulier qui distingue cette nation de toutes les autres, et quelles sont les véritables causes de son agrandissement.

LIVRE II.

PENDANT que la noblesse polonaise, pour conserver toute son indépendance, ôtait au gouvernement toute son autorité, la noblesse russe, aussi ancienne, ou pour mieux dire d'une même origine et d'une même nation, avait depuis long-temps abandonné à ses souverains l'autorité la plus illimitée et la plus absolue. Non-seulement elle avait perdu sa liberté, mais elle en avait perdu jusqu'au sentiment: le souvenir même en est totalement effacé de sa mémoire. Il est vraisemblable que les anciens monarques russes (c'est le nom qu'ils prirent eux-mêmes dans le dixième siècle) parvinrent à réduire en esclavage toute la noblesse de leur pays, en protégeant contre elle ses propres esclaves: et de nos jours encore, ces infortunés, qui appartiennent en propriété aux possesseurs des terres, regardent leur souverain comme une divinité protectrice, devant laquelle toutes les conditions se confondent, et dont la puissance remet à son gré tous les hommes de niveau.

On ignore communément l'existence de cette

ancienne monarchie ; et plus communément encore on croit que toute la nation russe était un peuple simplement barbare. Mais pour en avoir une idée juste, arrêtons un moment nos yeux sur la ville de Kiovie, sa première capitale. Les mœurs de cette ville étaient très-dissolues. La populace grecque, qui était venue fonder cette colonie, avait apporté l'extrême dépravation, à laquelle tous les Grecs étaient alors parvenus, leur superstition, leur perfidie, la vanité qu'ils avaient encore de se regarder comme la seule nation civilisée, leur vie molle et oisive que favorisa la fertilité de ces contrées, leur amour pour le luxe et pour tous les vains amusements, leur passion pour ces bains d'étuve, qui faisaient alors les délices de Rome et de la Grèce, et qui sont dégénérés dans ces climats septentrionaux, en une mollesse barbare. Les Russes, devenus maîtres de Kiow, conçurent une telle passion pour ces bains, qu'ils asservirent des peuples vaincus à leur apporter des ramées fraîches pour le service des étuves. Quoiqu'ils eussent adopté l'usage des anciens Grecs de tenir les femmes séparées de la société, les dames russes, célèbres par leur beauté, avantage qu'elles conservent depuis tant de générations, n'étaient pas moins célèbres par la facilité de leurs mœurs. En un mot, Kiow, dans ces

contrées sauvages, était habitée par une cour efféminée, par un peuple oisif; et le séjour que vint y faire une armée polonaise, passe chez les historiens pour avoir amolli cette armée et corrompu son roi (1). Kiow, suivant leur expression (2), était, au milieu des ces peuples barbares, ce qu'avait été la ville de Capoue dans l'ancienne Italie. Cette dissolution dans les mœurs publiques, fut la première civilisation que ce peuple reçut autrefois des Grecs déjà corrompus; et les traces n'en sont point encore effacées.

Mais enfin, cette première monarchie fut détruite. Un grand nombre de villes bâties par les Russes, dans le nord-est de l'Europe, devinrent autant de principautés séparées. C'est l'origine de cette multitude de princes qui se trouvent aujourd'hui parmi eux, et qui, depuis trois siècles, assujettis sous un nouvel empire, sont retombés à leur tour dans la servitude générale. Ces principautés conservèrent dans leur faiblesse tous les vices de la corruption joints à ceux de la barbarie. Leurs habitants continuèrent à se regarder comme la seule nation civilisée qu'il y eût au monde, et comme les possesseurs de la seule véritable religion. Un de ces petits souverains acquérait-il quelque

(1) Année 1020.

(2) Cromer, liv. 4.

puissance ? aussitôt il se croyait destiné à être par tout l'univers le vengeur et le protecteur de la religion grecque. Tel fut un prince d'Halicz et de Wadimir, provinces à qui on a redonné de nos jours le titre de royaume, qu'elles avaient acquis sous le gouvernement de ce prince, nommé Romanus. Il avait amassé un trésor en dépouillant et en faisant périr presque toute la noblesse de ses états. Il se plaisait à répéter un proverbe familier aux Russes : « Qu'il faut » tuer les abeilles pour manger tranquillement » le miel. » Ce fut dans cette principauté que se réfugia, en 1204, un des empereurs qui se disputaient le trône de Constantinople, quand cette ville fut prise par les Français. Romanus, fier d'avoir obtenu de cet empereur détrôné le titre de roi, partit de ses états suivi d'un peuple esclave et superstitieux, qui ne doutait ni de la puissance de son despote, ni des miracles que Dieu allait opérer en sa faveur. Il s'avança en Pologne, pillant et massacrant les habitants de tout sexe et de tout âge, *afin de venger, disait-il, la religion grecque opprimée à Constantinople, et d'éteindre par-tout les sciences latines et la religion romaine.* Mais ce barbare fut tué dans un combat contre les Polonais, et son armée détruite. Bientôt son royaume, sous le nom de la Russie-Rouge, et toutes les peuplades de

Russes en-deçà du Borysthène, tombèrent sous la domination polonaise. Ceux qui habitaient au-delà de ce fleuve demeurèrent seuls indépendants ; et c'est d'une de ces peuplades isolées, d'une bourgade long-temps obscure et inconnue, que s'est formé, depuis trois siècles, ce nouvel empire qui domine aujourd'hui sur tout le nord.

Mais avant que les Moscovites se fussent élevés à ce point de gloire et de puissance, leur situation singulière au milieu des immenses forêts du nord, avait eu sur leurs mœurs une influence qu'il est d'autant plus important de remarquer qu'elle subsiste encore de nos jours.

Ce peuple, si attaché à la religion grecque, avait pour voisin, à l'occident, un de ces ordres de chevalerie institués dans l'église romaine pour en étendre la foi par la guerre, l'ordre des chevaliers livoniens, ainsi appelés du nom de la province où ils régnaient en tyrans, après l'avoir conquise et convertie. Au-dessus d'eux, au nord, étaient de vastes contrées inconnues, habitées par des peuples païens ; et dans la première ferveur du christianisme, le nom de païen inspirait de l'horreur, et se prononçait comme une imprécation, ce qui subsiste encore en Russie ; au point que dans tous leurs mur-

mures contre l'étrangère qui règne aujourd'hui sur eux, ils l'appellent *Paganissa*. Vers l'orient, une de ces nuées de Tartares qui inondèrent le monde, fondit sur cette nation, la rendit tributaire; et parmi les hordes qui se fixèrent dans les pays voisins, les unes gardèrent leur ancienne religion qui est restée inconnue; les autres étant devenues mahométanes, adoptèrent le précepte de ne faire aucune paix avec ceux que les musulmans nomment infidèles. Ainsi, dans ce point du globe se trouvèrent alors rassemblées pour se combattre, toutes ces religions qui, en différents siècles, ont agité et soumis le monde; et, par un effet de cette position géographique, qui réunit autour de la Moscovie l'extrémité des plus grands états de notre continent, et qui favorise aujourd'hui la grande étendue de ses liaisons politiques, de ses entreprises militaires et de son commerce, tout ce qui existait dans ces temps-là, de superstition et de fanatisme, se trouvait réuni autour d'elle. Tous ces peuples se faisaient par incursions une guerre perpétuelle, enlevaient les femmes et les enfants pour en abuser, les convertir et les vendre, laissaient des déserts entre eux; et l'horreur qu'ils avaient les uns pour les autres étant principalement fondée sur la différence de leurs religions, était érigée en

précepte par leurs prêtres. De là vint chez les Moscovites cette haine pour tous leurs voisins. Sortir du pays, c'eût été renoncer à Dieu, et s'ils étaient obligés de communiquer avec les étrangers, autrement que par la guerre, c'était avec les précautions inventées pour se préserver des contagions.

Enfermés entre des déserts, sans aucune communication avec les peuples civilisés, ils se trouvèrent réduits, pour toute instruction, aux livres sacrés des Juifs, traduits en langue esclavonne, au Nouveau Testament, aux Actes des apôtres et aux homélies de saint Chrysostôme, les seuls écrits dont ils eussent l'idée. Ils ne connurent d'autre code que les institutions judaïques, si favorables au despotisme par la confusion du sacerdoce et de la souveraineté, si féroces par la haine qu'elles inspirent contre tout étranger. Ce fut là, et non dans la nature, qu'ils puisèrent tous leurs principes de société et de morale. Ces institutions, faites pour un peuple sans territoire, incertain de conquérir un domicile, au temps où il reçut cette législation, et uniquement destinées à conserver ce peuple, comme nous le voyons depuis tant de siècles, mêlé parmi d'autres nations sans se confondre avec elles, ne pouvaient convenir à des citoyens rassemblés dans leurs propres villes, et moins

encore à une nation conquérante. Néanmoins toutes les coutumes russes se ressentent de ces institutions. Mêmes cérémonies, mêmes purifications, mêmes usages civils, même infidélité dans le commerce, même opinion d'être le peuple élu de Dieu. Les Russes se glorifiant de cette ressemblance, bâtirent leur cathédrale sur le modèle du temple de Jérusalem. Dans toutes leurs capitales, la rivière la plus voisine du palais fut appelée le *Jourdain*, et les Juifs, étonnés de cette conformité singulière de mœurs et d'usages, n'ont point douté, aussitôt qu'ils l'ont connue, que la nation russe ne fût une de leurs tribus autrefois dispersées en Asie.

On conçoit combien, chez un tel peuple, il fut facile à l'autorité de s'appuyer sur la superstition, sur-tout quand ils eurent canonisé plusieurs de leurs souverains, et ensuite lorsqu'un de leurs princes, ayant établi sa cour sur la rivière Moscova, auprès d'un tombeau miraculeux, ils le crurent en ce lieu sous une protection particulière du ciel, et que cette opinion fut confirmée par une suite de prospérités qui réunirent à cette domination toutes les petites principautés russes. Czar et Dieu ne formaient dans leurs esprits qu'une même idée. Dieu et le czar avaient la propriété de tous leurs biens. Aux questions difficiles ils répondaient : « Il n'y

» a que Dieu et le czar qui le sachent. » Le czar savait ce que les amis se disaient dans leurs confidences, et ce qu'un homme pensait étant seul. Ils croyaient tenir de sa puissance la vie et la santé, la beauté de leurs femmes, et jusqu'à la vigueur de leurs chevaux. Les respects qu'ils lui rendaient étaient un véritable culte. *Le czar sur son trône*, dit un prêtre européen (1), qui séjourna quelque temps dans cette cour, *a non-seulement la majesté d'un roi, mais la majesté d'un pontife, et les hommages qu'on lui rend sont de vraies cérémonies religieuses*. Qu'une seule génération soit élevée dans cette croyance, l'ouvrage est consommé. C'est ensuite à l'autorité à maintenir ce chef-d'œuvre de la superstition, à regarder comme suspect tout homme qui veut s'instruire, toute règle de morale comme un principe séditieux. La volonté du maître devient la seule règle du bien et du mal. Ces hommes n'osant ni agir ni penser d'après eux-mêmes, ne s'engageront et ne parleront jamais qu'avec des réserves perfides. Voilà ce que devinrent les Russes. La volonté du czar fut leur unique loi, et son intérêt leur unique morale.

Ce qui est très-remarquable, et entièrement contraire à l'opinion commune, c'est que les

(1) Possevin.

prêtres n'avaient aucun pouvoir. La noblesse n'entrait jamais dans le clergé; c'étaient des esclaves qui achetaient de leurs maîtres la permission d'y entrer, ou des fils de prêtres qui embrassaient la profession de leurs pères. Les moines et les évêques, toujours choisis dans le cloître, n'ayant pas le droit de confesser, le crédit dangereux que donne la confession, était entre les mains des curés : ceux-ci, toujours choisis dans la lie du peuple, ne pouvant s'élever à des emplois plus considérables, n'avaient point de motifs pour en abuser; et leur religion ne donnant aucune règle pour les mœurs, mais consistant toute en pratiques superstitieuses, offrait moins d'occasions que la nôtre à ces usurpations d'autorité. Par là, chez un peuple que la superstition avait abruti, où les prêtres étaient si respectés, qu'à leur seule rencontre on demandait à genoux leur bénédiction; où l'on croyait gagner le ciel, si, en les trouvant ivres dans les rues, on les reportait dans leurs maisons, la religion avait cependant donné au souverain seul le pouvoir absolu qu'elle exerce sur les esprits.

La crainte du czar devint tellement chez les Russes une sorte de religion, qu'ils avaient transporté à son autorité ce principe du christianisme, « *que toutes nos peines sont des épreu-*

» *ves, et que Dieu châtie ceux qu'il aime.* » Ils regardaient comme un bienfait du czar d'être battus par ses ordres, [et comme une faveur signalée d'être battus de sa main, tant la superstition peut changer la nature ! Cette opinion s'établit chez eux au point qu'un esclave croyait être tombé dans la disgrâce de son maître s'il était long-temps sans en être battu ; et quand les étrangers furent appelés en Russie, les femmes russes qu'ils épousèrent, inquiètes de n'être point battues, les accusaient de froideur et d'indifférence.

« Nation d'esclaves, et qui ne paraît pas seulement avoir été assujettie, mais qui semble née pour l'esclavage ! » s'écrient les plus anciens voyageurs (1) étonnés de ce que les Russes n'avaient pas même l'idée d'un autre état. Si quelqu'un en mourant affranchissait ses esclaves, le seul usage qu'ils fissent d'eux-mêmes était de s'aller vendre. Qu'auraient-ils fait de la liberté ? Tous les grands étaient comme eux. Dans la langue russe le mot d'esclave, *slavec*, est synonyme de celui d'homme ; et cette espèce de servitude religieuse avait si bien effacé de leurs âmes toutes les idées de la liberté naturelle, qu'on ne trouve pas dans toute l'histoire de Russie une seule révolte d'esclaves : tandis

(1) Le baron d'Herbestein.

que par-tout ailleurs où la servitude domestique est établie, chez les anciens comme chez les modernes, on voit souvent l'état même en péril par ces sortes de soulèvements. Les hérétiques, car cette profonde ignorance des Russes ne les préserva pas des querelles de religion, les hérétiques, dans les plus violentes persécutions qu'ils éprouvèrent, ne se révoltèrent jamais contre l'autorité du prince. Ils fuyaient dans les déserts; ils se brûlaient vifs, après s'être rassemblés au nombre de plusieurs milliers, pour périr ensemble et volontairement de cet affreux genre de mort. En un mot, le fanatisme persécuté n'y connut pas la rébellion.

Dans les intervalles que les rigoureux hivers de ces climats obligeaient de laisser entre les incursions, leur amusement était un reste barbare des anciens jeux grecs, une espèce de lutte grossière où la jeune noblesse se battait à coups de poings. Ce n'était pas à vaincre qu'était la gloire; c'était à recevoir avec insensibilité les coups les plus rudes. Le degré d'endurcissement et de résignation où ce peuple était parvenu est très-remarquable. D'anciens voyageurs, en comparant les différents peuples, disent : « Qu'un Tartare renversé de cheval, » désarmé, couvert de blessures, continue de

» se battre avec toutes les armes de la rage ,
» et se défend encore en expirant ; qu'un Turc
» embrasse les genoux de son vainqueur , tâche
» d'émouvoir la pitié et de sauver sa vie par
» l'esclavage ; et que le Russe , entre les mains
» de son ennemi , se laisse égorger avec stu-
» pidité. »

Telles étaient les mœurs d'un peuple qui est parvenu à écraser presque tous ses voisins , et que l'état de ses guerres et l'étendue de ses conquêtes doivent mêler dans l'histoire de presque toute la terre , au moins pendant quelques années. Les premières causes de son agrandissement ne sont pas moins remarquables que ses mœurs.

Une ancienne ville russe, demeurée indépendante au milieu des bois et des déserts , s'était formée en république ; et les commerçants des villes anséatiques tiraient de cet endroit , comme d'un entrepôt , toutes les marchandises du Nord. Deux mille cabanes réunies pour y faire des échanges , paraissaient alors dans ces contrées une superbe ville ; et c'est un bruit encore répandu dans toutes ces forêts , que Novogorod la grande était aussi belle que Rome. Les Moscovites la surprirent , en massacrèrent les habitants , la réunirent à leur domination ; et les villes anséatiques , continuant de com-

mercier avec ses nouveaux maîtres, leur portèrent des armes à feu en échange des fourrures et des cuirs. Ils avaient auprès d'eux le nord de l'Asie, dont une partie était sauvage et l'autre presque désarmée. Dès qu'ils s'y montrèrent avec ces armes nouvelles, tout leur fut soumis. Ils avaient sur tous ces peuples l'avantage que le canon a sur la flèche. Cet avantage, acquis par l'industrie des Européens, donnait à ceux-ci dans le même temps des possessions lointaines, qui, peut-être, ont plus augmenté leur luxe que leur puissance. Mais par la position où se trouvaient les Moscovites, ayant auprès d'eux de grandes forêts où erraient des peuples sauvages, des plaines immenses que d'anciennes émigrations avaient laissées presque désertes, et de belles provinces occupées par des Tartares, ils les ont jointes à leur métropole. Dans toute cette partie de leur empire, on les nomme encore aujourd'hui *les enfants du feu* : et c'est ainsi que, sans aucune gloire et toujours inconnus au reste du monde, ils se formèrent, il y a près de trois siècles, une si vaste domination. Jusqu'à cette époque, les habitants du Nord avaient toujours profité de leur nombre et de leur force, pour abandonner leurs tristes contrées, et chercher des climats plus heureux. De l'Ecosse à la Chine, en faisant le tour du globe, on ren-

contre encore aujourd'hui les débris des anciens remparts que les habitants des climats tempérés opposaient autrefois aux inondations des barbares septentrionaux. Les Moscovites, qui s'étaient si aisément étendus dans toutes ces contrées, furent les premiers qui s'y renfermèrent. Ils opposèrent un retranchement de plus de cent lieues aux perpétuelles incursions des petits Tartares, autrefois leurs vainqueurs et leurs maîtres. Ils appelèrent à grands frais quelques ingénieurs italiens, qui vinrent élever au milieu de ces forêts plusieurs citadelles, suivant la méthode des fortifications pratiquées en ce temps-là ; et pour la première fois un grand empire parut fondé dans le Nord.

Le faste asiatique ne tarda pas à se mêler à leur antique rudesse. Ils adoptèrent l'habillement des Tartares. Le nom de czar, connu en Tartarie, fut alors donné à leurs souverains. Ils apprirent quelques arts de l'Asie, tels qu'une méthode de calculer par des grains enfilés, méthode en usage à la Chine, et suffisante pour un commerce borné, et, s'il est permis de descendre à ces détails, tels que le jeu des échecs, devenu l'éternel amusement de leur oisiveté. Il est remarquable que malgré l'ancienneté des Russes, on ne trouve rien chez eux qui vienne d'eux-mêmes. Leurs maisons étaient bâties sur

le modèle des plus anciennes et des plus simples maisons grecques. On les voit dans tous les temps ce qu'ils sont de nos jours, habitués à suivre les pensées des autres sans en former aucune : dès qu'ils imitent, tout leur devient facile ; ils semblent des prodiges de conception ou d'adresse ; mais le talent leur manque aussitôt qu'ils n'ont plus de maître ou de modèle, et l'image s'efface au moment où l'objet disparaît.

Leur ambition commença avec leur puissance ; et nous sommes dans l'erreur, lorsqu'éblouis de la gloire de Pierre I^{er}, nous regardons l'ambition de son peuple comme la suite et l'effet de son règne. La présomption, qui d'ordinaire accompagne les premiers succès, se joignit à l'idée excessive qu'ils avaient du pouvoir de leurs princes. *Ils se crurent*, disent les voyageurs de ce temps-là (1), *le plus savant et le plus puissant de tous les peuples*. Ivan, qui commença à régner en 1532, se crut encore, comme autrefois Romanus, choisi de Dieu pour porter la vraie religion dans tout l'univers ; et ce barbare se fit annoncer, à ses voisins en Europe, comme descendant d'un frère de l'empereur Auguste. Il se jeta sur la Livonie, et parvint à s'établir sur les bords de la mer Baltique.

(1) D'Herbestein, Possevin, etc.

Ce fut le commencement d'une guerre opiniâtre où l'Europe apprit avec étonnement le fanatisme de ces soldats esclaves. On vit dans les villes assiégées, réduites à la plus affreuse famine, les restes mourants de leurs garnisons craindre seulement que leur dernier soupir ne fût pas rendu sous l'obéissance du czar. On vit plusieurs Russes, après que leurs villes eurent été emportées de vive force, pouvant trouver chez des peuples libres des établissements heureux, les refuser, et, certains que le czar les ferait mourir dans les plus cruels supplices, s'empres- ser de se remettre en sa puissance : espèce d'hé- roïsme qu'on admire avec horreur, parce qu'il n'a pour principe que la plus vile des supersti- tions, et qu'on parvient enfin à mépriser, en considérant qu'où il existe, aucun talent ne peut se former, aucun génie ne peut s'élever, et qu'il peut même se trouver joint à la plus grande lâcheté personnelle.

Les villes anséatiques ne tardèrent pas à re- connaître la faute qu'elles avaient faite en armant ces barbares. « Si les Moscovites ont jamais une » flotte, disait-on, s'ils s'établissent d'une ma- » nière permanente sur les bords de la mer Bal- » tique, ils pourront, avec de nombreuses ar- » mées, pénétrer en Allemagne ; et comment » résister à ces armées de trois cent mille com-

» battants, que l'esclavage contient dans la plus
» exacte discipline ? » Telles furent, au rapport
des historiens (1), la prévoyance et les craintes
des hommes éclairés de ce temps-là. Ces villes,
dont l'union, la sagesse et la liberté donnaient
alors un si grand exemple au monde, sacrifiant
leur intérêt passager à la sûreté commune, firent
un accord entre elles pour empêcher que les
arts de la marine, de la guerre et de l'artillerie,
ne pénétrassent chez ces barbares. Elles s'inter-
dirent mutuellement tout commerce avec eux;
elles prononcèrent contre les infracteurs de ce
traité, la peine d'infamie, la dégradation de tout
privilège, et la saisie de tout ce qu'ils destine-
raient pour la Moscovie. Afin d'autoriser une
résolution qui dut paraître si étrange, elles ci-
tèrent les malheurs occasionés récemment à
la chrétienté, par une faute qui devait servir de
leçon. Elles remirent sous les yeux de tous les
peuples commerçants, que la cupidité des Gé-
nois ayant fourni aux Turcs des armes, des mu-
nitions et des vaisseaux, ceux-ci, qui réunissaient
alors comme les Russes, la force des barbares,
la discipline des esclaves et le courage des fa-
natiques, avaient traversé la mer, achevé la
ruine de l'empire grec, et fondé un nouvel
empire.

(1) M. de Thou.

L'avidité des particuliers trompa la vigilance des magistrats. Les petits marchands de Lubeck, voyant une fortune assurée dans cette espèce de contrebande, continuèrent de vendre aux Russes des armes et des munitions. Les Anglais, qui cherchaient par le nord un passage aux Indes orientales, découvrirent avec étonnement, sur les bords de la mer Glaciale, la nation moscovite ; et concevant aussitôt l'espérance de lier un commerce avantageux avec elle, commencèrent à fréquenter le port d'Archangel qu'ils avaient trouvé sur cette mer, et ils y apportèrent tous les ouvrages de l'industrie européenne. L'ambition des princes fut également imprudente, et les rendit bien moins prévoyants que ne l'avaient été de simples députés de petites républiques. La maison d'Autriche donna la première ce dangereux exemple ; et, pour subjuguier le royaume de Hongrie, désirant que les Polonais fussent occupés par d'autres guerres, elle se pressa de faire alliance avec les Moscovites. Elle ne négligea aucun moyen d'attirer ces barbares en Europe. Enfin le czar lui-même, et c'est ici une des plus grandes époques de l'empire russe, le czar, irrité de ce que cette ligue des villes commerçantes rendait presque inutile son établissement sur les bords de la mer Baltique, et sentant avec surprise

dans une guerre contre les Européens, toute l'infériorité de son peuple, résolut de faire taire la haine de ses sujets contre les étrangers, d'appeler ceux-ci dans son empire, et de borner seulement sa défiance à prendre les plus sévères précautions pour leur en défendre la sortie. Il ouvrit donc sur toutes ses frontières un refuge aux aventuriers obligés de quitter leur pays pour leurs dettes, pour leur misère, pour leurs crimes. La foule fut si grande, qu'il fallut bâtir à Moscou un faubourg pour eux ; et depuis ce temps, les Moscovites ont toujours appelé de toutes les parties de l'Europe une multitude de bannis, de déserteurs, de fugitifs : perpétuelle recrue pour cet empire, dans laquelle il trouva quelquefois des hommes singuliers dont le premier malheur fut d'avoir l'âme trop grande pour fléchir sous d'absurdes conventions sociales, et qui, condamnés et flétris par leurs concitoyens, ont servi leur nouvelle patrie avec autant de génie que d'audace. Ces étrangers furent long-temps dans l'oppression ; quelques-uns s'élevèrent peu-à-peu ; et doués de talents extraordinaires, ils ont conduit à de grandes entreprises cette nation ambitieuse, patiente et féroce. Mais à cette même époque commença aussi une division intestine, qui a causé presque tous les mouvements inté-

rieurs de cet empire, et qui subsiste depuis tant d'années entre les Russes obstinément attachés aux anciennes mœurs, et cette foule d'étrangers qui se renouvellent sans cesse, et qui vont chercher fortune dans ce pays, en y portant nos arts.

Cependant la guerre entreprise pour la Livonie durait encore. Un héros (Etienne Bathory) monta sur le trône de Pologne, et les Moscovites allaient être détruits. Déjà ils se voyaient près d'être repoussés au-delà des forêts, qui, du côté de l'Europe, leur avaient long-temps servi de limites. Dans cette conjoncture, ils déployèrent ce génie frauduleux et perfide, qui est devenu si dangereux pour leurs voisins. Le czar, malgré son attachement à la religion grecque, implora la médiation du pape, en lui promettant de soumettre la Moscovie au siège de Rome. Un jésuite, très-adroît négociateur, ayant pénétré, à cette occasion, dans l'intérieur de la Russie, annonça à son retour combien il y avait d'exagération dans ce qu'on avait publié des forces de cet empire. Il traversa avec étonnement d'immenses solitudes; il réfuta l'erreur qui faisait monter l'armée à trois cent mille combattants. Il reconnut le caractère de ce peuple esclave, plein d'artifices dans la mauvaise fortune et d'insolence dans la prospérité; n'esti-

mant jamais que ceux qu'il craint, s'exagérant également les succès et les revers; et qui, pour une incursion heureuse sur ses frontières, se croyant près de conquérir l'Europe, fut, par quelques défaites, découragé pour plus de cent années. La paix que les Moscovites obtinrent par une médiation alors si respectée, leur conserva un grand nombre de ces anciennes villes russes voisines du Borysthène, et ils s'établirent d'une manière fixe dans le voisinage de la Pologne et de l'Europe. Après avoir montré une ambition au-dessus de leurs forces, ils tombèrent, il est vrai, dans un long épuisement : ils ne cherchèrent plus désormais à prendre avantage sur leurs voisins que par la perfidie; et quoique depuis ce temps ils n'aient pas un moment cessé de s'accroître, on fut étonné, il y a un siècle, d'entendre parler des Moscovites, et nous les prenons de nos jours pour une puissance nouvelle.

Dans cet intervalle il se passa chez eux deux événements mémorables. L'ancienne monarchie russe avait autrefois reconnu la suprématie du patriarche de Constantinople; mais dans l'avilissement égal où ces deux nations étaient tombées, cette antique suprématie avait été mutuellement oubliée. Les Moscovites, long-temps pauvres et barbares, n'avaient rien qui excitât

ni l'avarice des prêtres grecs, ni l'ambition des prêtres romains. Aussitôt qu'ils eurent formé un empire, on vit accourir à Moscou un envoyé du pape, et un envoyé du patriarche grec. D'un côté, le prêtre grec trouva qu'ils s'étaient beaucoup éloignés de l'ancienne croyance ; ils le mirent en prison et l'y laissèrent mourir. De l'autre côté, le pape offrait au czar le titre de roi, s'il réalisait enfin sa promesse de soumettre ses états au saint-siège. Mais la paix était obtenue, et les marchands anglais publiaient à Moscou que le pape était l'Antechrist. Le czar laissa tomber sa frauduleuse négociation, et se fit roi lui-même. Il prit, en écrivant à chaque puissance, le titre qu'elle respectait le plus, mêlant dans cette conduite noble de basses supercheries, pour obtenir les titres qu'il s'arrogeait ; et il résolut en même temps d'affranchir ses états de toute dépendance ecclésiastique. Le patriarche de Constantinople, réduit à vivre d'aumônes, depuis qu'il était tombé sous le joug des Turcs, consentit à vendre son droit pour quelque argent. Il vint en Russie, dans l'année 1588, sacrer un patriarche. Il considéra, dit un voyageur (1), « que la nation moscovite, qui » venait d'arracher trois royaumes d'entre les » mains des Tartares (les royaumes de Casan,

(1) Le baron de Mayerberg.

» d'Astracan et de Sibérie), s'était acquis beau-
» coup de gloire, et qu'à l'avenir elle devien-
» dra dans l'Orient la protectrice, et peut-être
» la libératrice de la croyance des Grecs. »
Grand dessein, si ce prêtre l'eut en effet, et si
la fortune, en présentant depuis aux souverains
de Russie un si beau moyen d'ambition, n'a pas
été en cela plus loin que la puissance humaine.
Toutefois ce qui devient aujourd'hui si avanta-
geux au trône des czars, parce que ces deux
autorités ont été réunies, devint alors par leur
séparation infiniment dangereux. Jusqu'à ce
temps le clergé avait été trop avili pour pré-
tendre à aucun pouvoir. Le chef de la religion
s'en arrogea un formidable ; les grandes mai-
sons entrèrent dans le clergé ; c'était une révo-
lution dans l'état, et le despotisme des czars
commençait à sentir un contre-poids.

Peu de temps après s'éteignit cette ancienne
maison souveraine qui avait régné pendant plus
de sept siècles : c'eût été pour tout autre peuple
un événement favorable au retour de la liberté.
Mais nous verrons ici, par un seul exemple,
comment les mœurs des esclaves les ramènent
toujours vers l'esclavage. Une faction voulait
placer sur le trône un prince suédois. Ils s'avança-
jusqu'aux portes de Novogorod. Une poignée
de Russes vint au-devant de lui ; il demanda

où étaient les députés de la noblesse, ceux des villes : il s'attendait à une élection formelle : voilà l'esprit des peuples libres. Les Russes le pressaient d'entrer dans leur ville ; de s'annoncer comme empereur ; que tout suivrait de soi-même ; qu'il ne fallait ni ligue , ni plan , mais paraître : voilà l'esprit des peuples esclaves. Un pareil esprit produisit une longue suite d'usurpations, de soulèvements et d'étonnantes révolutions qui, dans l'histoire de ce période, ont fait passer cette nation si obéissante et si soumise pour le plus séditieux des peuples. Un homme parut sous le nom de l'ancienne maison des czars, et toute la Russie tomba à ses pieds. Élevé dans les pays étrangers, ses mœurs, différentes de celles des Russes, le firent bientôt accuser d'impostures, et il fut massacré avec la plupart des étrangers qui l'avaient favorisé. En un mot, les Russes devinrent séditieux, tant que la servitude et la superstition n'eurent pas consacré une nouvelle idole. Mais enfin, en 1613, ils donnèrent le sceptre à un jeune homme de quinze ans, de la maison Romanow, par le seul motif qu'il n'avait ni vengeance à poursuivre, ni liaisons dangereuses ; et c'est aux droits successifs de cette maison que règnent les souverains qui sont aujourd'hui sur le trône. Le mot de *liberté* fut prononcé à son élection ,

sans que personne en connût le sens ; et le serment qu'on lui fit faire sur l'évangile, ne contenait que des maximes de dévotion.

La tranquillité de ce règne répara tant de calamités ; et pour bien faire connaître l'état de cette nation, au moment où Pierre I^{er} monta sur le trône, nous ajouterons que, sous les trois premiers souverains de cette maison, quelques arts de l'Europe s'établirent avec lenteur. On fit venir un Allemand qui excellait dans l'art de la fonderie. On demanda à l'électeur de Saxe des ouvriers pour exploiter des mines. La ville de Tulla, renommée pour ses forges et pour la bonté des armes qu'on y fabrique, doit sa fondation à cette époque ; et l'artillerie, cette redoutable invention, qui est devenue l'unique force des peuples policés, se trouva entre les mains d'un peuple barbare.

Dans le même temps, le soulèvement des Cosaques de l'Ukraine, opprimés pour la religion grecque, soumit à la Russie cette belle province, lui donna pour sujets cette nombreuse milice animée contre la Pologne d'une implacable haine. Ils remirent entre les mains des Moscovites, Kiow, cette ancienne capitale de la première monarchie russe, et d'autres villes où la même religion se conservait encore, et perpétuait le souvenir de leur origine. Ceux-ci,

profitant habilement de l'anarchie où la république de Pologne commençait à tomber, saisissant pour l'attaquer les temps où elle était occupée par d'autres guerres, conservant ensuite leurs avantages par des trêves ménagées à propos, étendirent enfin leur domination sur la rive gauche du Borysthène. Tandis qu'ils s'avançaient ainsi en Europe, par les fautes de leurs voisins; aux extrémités de l'Asie, un peuple tartare ayant subjugué la Chine, laissa vides les contrées qui séparent ces deux empires, et leurs frontières devinrent communes. Les chasseurs russes avaient, à l'aide des armes à feu, parcouru sans résistance toutes ces contrées lointaines, lorsqu'enfin, dans l'année 1645, en arrivant sur les bords du fleuve Amour, ils aperçurent, avec surprise, des hommes armés comme eux, et la domination russe reconnut aussitôt des limites.

Déjà l'empire de Russie était un des plus vastes qu'il y ait eu dans le monde : il renfermait tout le nord de l'Asie et une grande partie du nord de l'Europe; et son existence n'était encore connue que de ses voisins. Pour maintenir sous le joug moscovite une immense étendue de pays conquis, garder des citadelles et des retranchements, on cessa d'employer cette nombreuse cavalerie composée de la noblesse

russe, et qui autrefois inondait tout-à-coup les contrées voisines; on se servit alors d'infanterie. Ce corps ne fut, dans les premiers temps, qu'un ramas des plus vils étrangers, exercés à faire usage des armes à feu, et que cette raison fit nommer *Strélits*, d'un mot esclavon qui signifie *Tireur*. Il s'augmenta peu-à-peu jusqu'au nombre de quarante mille hommes, choisis parmi les esclaves russes. La noblesse eut des gouvernements, des commandements de villes, prit du souverain des provinces à ferme; et d'esclaves fanatiques qu'ils étaient, ils devinrent de lâches courtisans. La gloire d'avoir une origine ancienne s'introduisit dans leurs familles, et la plupart s'en cherchaient une étrangère. Mais le czar s'étant fait apporter tous ces titres faux ou vrais, les fit brûler en sa présence, et détruisit ces archives de noblesse si contraires à un pareil gouvernement. Le premier titre russe, celui de knès, conservé dans les familles, qui, au démembrement de l'ancienne monarchie, avaient exercé dans leurs villes une autorité souveraine, fut prodigué à tout déserteur tartare, qui, suivi de deux esclaves, vint se faire baptiser. La Sibérie vit se former des villages entiers de ces princes, et ce titre fut plus avili de jour en jour. Toute cette noblesse devint oisive, vaine, lâche dans les périls, s'abandonna

à une mollesse grossière, joignit le faste à la pauvreté, et demeura fourbe et cruelle.

Cette lutte, où dans les jours solennels s'étaient exercés leurs ancêtres, ne fut plus que l'amusement du peuple ; et ce peuple, endurci par les anciennes mœurs, devint la force de l'empire et la garde du souverain ; soldats séditions contre les ministres qui leur déplaisaient, mais conservant, jusque dans leur rébellion, tout le respect antique pour la personne du czar. Ils le prouvèrent quand on voulut, au mépris d'un aîné languissant et imbécille, faire passer la couronne sur la tête de son frère qui fut depuis Pierre-le-Grand. Ils massacrèrent tous les auteurs de cette destitution. Ils voulurent qu'au moins les deux frères régnassent ensemble ; et après avoir rempli la cour de carnage, dès qu'ils eurent un souverain légitime, ils allèrent ensemble, et portant deux à deux des billots et des haches, lui présenter leurs têtes.

Tel fut l'état où Pierre trouva sa nation, déjà corrompue avant que d'avoir été policée, encore ambitieuse après avoir été oubliée, et dans un progrès toujours soutenu d'agrandissement et de puissance : vérités importantes et qui paraissent avoir échappé à tous les historiens. La fortune avait soumis à cette nation deux peu-

ples qui valaient mieux qu'elle, les Tartares, en Asie, vaincus par les armes à feu, et les Cosaques, en Europe, qui s'étaient joints à elle pour défendre leur religion. Ceux-là avaient au milieu de leur barbarie cette bonté naturelle aux hommes qui n'ont point été dépravés. Les autres, qui n'étaient d'abord qu'un mélange de toutes les nations rassemblées par la piraterie dans les îles du Borysthène, disciplinés ensuite par un roi de Pologne, s'étaient formés en corps de peuple, et après s'être soulevés contre les Polonais pour la défense de leur religion et de leurs privilèges, ils s'étaient illustrés par des prodiges de valeur, et se trouvaient alors dignes de recevoir des lois. Peut-être que Pierre-le-Grand, au lieu de détruire le nouvel esprit que la liberté et la gloire avaient fait naître chez les Cosaques, au lieu d'écraser les Tartares, de les dépouiller du reste de leurs privilèges, et de laisser les Russes, la seule nation, ou du moins la nation dominante, aurait dû chercher à réunir et à mêler ses sujets par des lois communes. Mais la manière dont il conçut le dessein de civiliser son empire, ne servit qu'à l'éloigner de cette idée.

Les derniers aventuriers étaient alors les seuls étrangers qui courussent en foule en Russie, pour y servir dans le mépris. Quelques-

uns de ces aventuriers devinrent ses favoris. Cet homme extraordinaire écouta leurs récits, et il eut honte de son peuple. Il voyagea inconnu chez les nations européennes, non pour étudier les hommes, et former ensuite un plan de législation convenable à ses sujets, mais pour apprendre tous les arts, et les rapporter dans son pays. Il revint environné de géomètres, de peintres, de pilotes; et devenu lui-même un bon constructeur de navires, il fit des ordonnances de marine, de commerce et de service militaire; mais il ne fit aucune loi sur les mœurs, sur la justice, sur les propriétés, sur les droits de l'humanité. Occupé de régénérer entièrement une nation nombreuse, il n'établit aucune règle sur l'éducation, et il força seulement une partie de la jeune noblesse russe à voyager en Europe. Son unique but était que son pays ressemblât à tous ceux qu'il avait vus. Il poussa cette manie au point d'y faire apporter des milliers de ces moineaux voraces, dont nous payons la destruction dans quelques-unes de nos provinces; et il voulut, malgré la rigueur du climat, en peupler les bois des environs de Pétersbourg. Ces petites, indignes d'un tel homme, n'empêchèrent pas, il est vrai, qu'il ne conçût son projet avec grandeur. Il profita, d'une manière admirable,

de tous les singuliers avantages de sa position géographique. Il creusa des ports, construisit des flottes, bâtit des villes, conquît des provinces. Il éleva son empire à un si haut degré de réputation et de puissance, que tous les souverains allaient désormais le solliciter de prendre part à leurs alliances et à leurs guerres. Une foule d'étrangers, remarquables par leur génie, furent employés dans toutes les parties de l'administration ; et les Russes s'opposant à tous ses desseins, il développa, pour les dompter, la force étonnante de son âme et de son caractère. Mais il ignora tous les moyens habiles dont les anciens législateurs se sont servis. La violence fut le seul qu'il employa ; il se fit le bourreau de ses sujets, pour les civiliser.

Il avait commencé par abolir le patriarcat, cette dignité nouvelle qui faisait ombre à son pouvoir ; et l'ayant réunie sans peine à son autorité, le clergé retomba aussitôt dans son néant. Il cassa toute cette milice russe devenue séditieuse ; et voulant établir dans son pays les mœurs étrangères, il n'y régna que sous la garde des étrangers, environné dans son palais de soldats allemands, sans cesse la hache à la main, ou le bâton levé pour châtier ses plus chers favoris. En leur nommant tous les pays successivement illustrés par les sciences : « *Notre*

» *tour est venu*, leur disait-il, *si vous voulez*
» *seconder mes desseins, et joindre l'étude à*
» *l'obéissance.* » Comme si, en quelque lieu du monde, les arts étaient nés de l'obéissance ! Comme si, dans les pays qu'il leur nommait, la liberté seule n'eût pas éclairé les esprits ! Avec des travaux incroyables, il faisait deux choses contradictoires. Son génie voulait élever son peuple, et sa rigueur l'écrasait. « *C'était*, suivant une expression du roi de Prusse (Frédéric second), *c'était de l'eau forte qui rongeaient du fer.* » Les Russes, fidèles à leurs anciennes mœurs, en se révoltant contre tant d'innovations, recevaient toujours avec respect l'ordre de mourir, et se rangeaient sur les échafauds avec la même docilité qu'ils auraient eue dans un exercice militaire. Le czar travaillait lui-même à dissiper cette antique servitude religieuse ; son autorité se changeait en un violent despotisme militaire ; et ce peuple gémissant sous la plus dure oppression, ne regrettait qu'un autre genre d'esclavage.

Ce n'était pas assez pour Pierre-le-Grand de civiliser sa nation, de lui enseigner tous les arts, d'y faire naître les agréments de la société, de chercher à faire passer par son empire le commerce de toute la terre. Tant de changements qui annonçaient en lui une vaste ambition, ser-

yaient encore à l'augmenter. Ils ne furent jamais à ses yeux que des moyens préparés pour reculer de toutes parts ses immenses frontières, et se mêler, avec un crédit dominant, dans les affaires de l'Asie et de l'Europe. Mais quand il commença à régner, la Pologne, à l'ombre des victoires encore récentes de Sobieski, respectée au milieu des désordres qui achevaient de la détruire, et la Suède, sous l'administration rigoureuse de Charles XI, continuant de dominer dans le nord, ne lui laissaient aucune espérance de s'agrandir vers nos climats. Tout passage de ce côté paraissait fermé à son ambition : elle cherchait à se frayer d'autres routes et menaçait d'autres contrées. Ceux qui, pendant sa minorité, avaient tenu les rênes de l'état, s'étaient engagés dans une ligue formidable qui attaquait de toutes parts l'empire ottoman. Pierre, aussitôt qu'il gouverna par lui-même, suivit cette même politique ; et profitant de conjonctures si heureuses, il étendit sa domination jusqu'au rivage de la mer Noire, conquit une ville et un port sur cette mer, y établit une navigation militaire et commerçante, qui pût enrichir les provinces méridionales de la Moscovie, servir peut-être à de plus grands desseins contre les Ottomans, et du moins favoriser, dans ces contrées asiatiques, la fondation

d'une nouvelle capitale qu'il voulait donner à son empire.

Mais au moment où cette ligue se sépara, et où les Turcs obtinrent la paix de tous leurs ennemis, de grands changements étaient arrivés vers les frontières occidentales de la Russie. L'extrême jeunesse de Charles XII, et l'usurpation du trône de Pologne par Auguste II, ouvrirent en quelque sorte aux événements le cours qu'ils ont suivi depuis ce temps-là. Le premier objet qui s'offrit aux regards de Pierre, fut cette côte de la mer Baltique, autrefois inutilement envahie par ses prédécesseurs. Dès lors il médita de rejoindre la Moscovie à l'Europe par une nouvelle ville sur cette mer. Mais il fallait arracher ces provinces des mains des Suédois, redoutés par leurs talents militaires ; et Pierre n'osant les attaquer seul avec ses Moscovites encore indisciplinés, promit de partager cette conquête avec Auguste II, qui cherchait à engager les Polonais dans une guerre, et qui lui proposa son secours pour cette entreprise. Ces deux princes ambitieux s'unirent, l'un dans le dessein de civiliser sa nation, l'autre avec le projet de subjuguer la sienne.

Ces événements célèbres ont rencontré un historien digne d'eux. Mais, dans ce grand tableau de la valeur brillante de Charles XII, des

immenses travaux de Pierre I^{er}, et des vicissitudes de la fortune d'Auguste, l'intérêt qu'inspirent des hommes si extraordinaires occupe toute notre attention, et le sort des peuples disparaît, pour ainsi dire, dans les ombres du tableau. Comment les Polonais, dont la république était véritablement détruite, ont-ils échappé à l'ambition de tous leurs voisins, maîtres de toutes les provinces polonaises ? Comment s'est conservée leur liberté anarchique sous un roi qu'ils reçurent une seconde fois malgré eux, et qui s'attacha de plus en plus au dessein de les opprimer ? Quel fut le degré d'influence que les Russes, à la faveur de cette guerre, acquirent enfin dans cette république ? Tous ces faits sont encore inconnus ; et non-seulement ce récit est nécessaire pour bien entendre la suite des événements que j'ai entrepris de raconter, mais on y trouvera plusieurs traits dont le souvenir mérite d'être conservé pour lui-même.

Dès que la Pologne n'était plus en état d'élire son roi par un choix libre, l'intérêt des états voisins était de placer sur ce trône un roi faible, qui n'eût point d'autre armée à ses ordres que ces anciennes armées de la république, sans discipline, sans paye et sans recrue. Ce devait être sur-tout la politique des Suédois, dont la

puissance, en Europe, n'était véritablement assurée que par l'abaissement de la Pologne. Mais au temps de la dernière élection, l'enfance de Charles XII ne lui avait pas permis de s'y emparer du rôle qui aurait convenu à ses intérêts, et de s'opposer à la violence qu'Auguste II, à la tête d'une armée saxonne, avait faite à la république. Aussitôt que Charles eut pris les armes, il traita donc Auguste comme un usurpateur; et secondé, par les Polonais mécontents, il le força d'abdiquer la couronne. Une suite de cette justice rigoureuse fut de destituer, avec la même rigueur, tous ceux qui tenaient d'Auguste leurs dignités et leur fortune. Les Polonais, livrés à la fureur des factions, et dans la joie de voir dépouiller leurs adversaires, ne sentirent pas combien cette imprudente sévérité pouvait devenir funeste; et, de son côté, Charles, qui méprisait les vices de ses ennemis, qui en tirait une raison de ne point redouter leurs forces, Charles, toujours persuadé que la vertu devait maîtriser la fortune, et faire seule le destin des empires, ne craignit point de former, par ses destitutions, un parti puissant en faveur du roi détrôné. Sa première intention avait été de placer sur le trône l'un des trois fils de Sobieski; mais ce projet échoua par la captivité des deux aînés, retenus prisonniers

par Auguste, et par la générosité du troisième, qui crut son honneur intéressé à ne point ravir une couronne à ses frères. Ce fut alors que Charles, à l'imitation d'Alexandre qu'il avait pris pour modèle, et qui renvoya comme roi à la ville de Nyse un simple citoyen qu'elle lui avait envoyé comme ambassadeur, ordonna à ces républicains de couronner le jeune Stanislas, qu'ils lui avaient député. Cet ordre, donné avec toute l'autorité qu'assure la victoire, indigna tous ceux qui, par un vrai zèle pour leur liberté, avaient concouru à détrôner Auguste. Ils ne fléchirent point sous le pouvoir du vainqueur. Telle fut sur-tout la conduite du primate, dont la vertueuse fermeté fut également peinte par les deux partis de couleurs odieuses. Un grand nombre de citoyens, plus attachés à leur devoir qu'à leur intérêt, demeurèrent neutres, parce que les lois n'étaient respectées dans aucun des deux camps; et ceux même qui voulurent prendre leur intérêt pour guide, ne discernèrent plus, dans la violence de ces tempêtes, la route qu'ils devaient suivre.

La Pologne, sans défense, sans aucune règle de conduite, sans aucune voie de salut qui dépendît d'elle-même, en proie dans toutes ses provinces aux contributions, aux enrôlements forcés, aux incendies, aux saccagements des

villes, abandonna dès lors à la rivalité de deux puissances étrangères le choix de son roi. Elle se flattait seulement, non sans raison, que ce prince, quel qu'il fût, ne recevrait pas de son allié assez de puissance pour opprimer la république. Une bataille gagnée mettait tout à la discrétion du vainqueur ; et, sous son pouvoir, le roi qu'il protégeait, demeurait odieux au plus grand nombre des citoyens, et le gouvernement conservait son agitation et sa faiblesse.

Aussi chacune des deux factions devint-elle funeste aux souverains étrangers, dont les armes la protégeaient, et qui avaient trop facilement espéré en recevoir à leur tour quelque appui. On sait comment la chute rapide du roi Auguste pensa entraîner la ruine du czar, et que Charles, dans sa fatale entreprise pour détruire l'empire de Russie, comptait pour une des causes de sa propre ruine, de n'avoir point reçu de Stanislas les secours qu'il s'en était promis.

Pendant la longue durée de ces troubles, de grands changements s'opérèrent dans le caractère général de la nation ; cette noble fierté des Polonais, cette généreuse confiance en eux-mêmes, qui les avait caractérisés jusque-là, dut nécessairement s'altérer et dégénérer. In-

certain du roi qu'ils allaient recevoir, résignés à reconnaître celui que leur donnerait la victoire, et ne cherchant, pour la plupart, qu'à libérer leurs terres de la rigueur des contributions imposées par la vengeance de l'un ou de l'autre parti, ils devinrent souples, réservés, artificieux. Jusque-là, on les avait accusés de légèreté; on commença à les accuser de perfidie. Les grands n'affectèrent plus d'avoir autour d'eux ces espèces d'armées dont ils faisaient autrefois leur cortège. Ils trouvèrent plus de sécurité à se montrer plus faibles. Ils se dérobaient ainsi plus aisément à la défiance ou au ressentiment de chacun des deux partis. Ceux qui suivirent fidèlement la fortune de l'un ou de l'autre roi, tour-à-tour abandonnés par leur prince, et ne combattant plus en corps d'armée, firent la guerre dans leur propre pays, d'une manière vagabonde, par des corps de cavalerie légère, cherchant à ruiner les armées ennemies, fatigant, par des courses continuelles, l'adversaire qui s'attachait à les poursuivre; et leur noblesse la plus exercée aux armes, ne connut plus que ce genre de combat.

Un état si faible, et dont le pays, dans toute son étendue, servait de théâtre à cette guerre terrible entre des ennemis si puissants, paraissait destiné à en devenir la proie; et, en effet;

il fut proposé de mettre fin à ces grandes querelles par le démembrement de la Pologne, et de concilier toutes les puissances belligérantes par le partage qu'elles feraient de ce royaume. Auguste était remonté sur le trône, malgré son serment de n'y plus prétendre. Il avait publié un long manifeste pour justifier ce parjure ; et un jour qu'il demandait à un gentilhomme polonais ce qu'il pensait de ce long volume : « Rien » n'est plus ridicule, lui répondit ce gentilhomme ; il fallait dire simplement : Attendu » que le roi de Suède a été battu à Pultava, je » suis remonté sur le trône. » C'était en un seul mot toute son histoire. Ce prince, toujours plus dépendant de son allié, et toujours plus suspect à ses sujets, eût lui-même concouru au partage, pourvu qu'on lui eût composé, de quelques restes de ce malheureux pays, un royaume absolu et héréditaire. Mais Charles était trop fier dans son infortune, et Pierre trop ambitieux dans sa prospérité, pour consentir l'un et l'autre à de pareils projets. Celui-là, sans autre ambition que la gloire, et tout près d'armer la Turquie, où, depuis sa défaite à Pultava, il avait cherché un asile, se promettait encore de rétablir en Pologne le roi qu'il avait couronné. L'autre dominait seul dans cette république, que ses forces environnaient de tous

côtés. Les Moscovites, par leurs nouvelles conquêtes, bordaient toutes les frontières de Pologne, du nord à l'orient, et leurs armées en inondaient toutes les provinces.

A cette époque tout changea dans le nord, et la destinée préparait, pour ainsi dire, une nouvelle chaîne d'événements. Les Suédois, repoussés dans leurs anciennes limites, occupant un pays vaste, mais pauvre, stérile, et qui a peu de communication avec le continent, n'étaient déjà plus les ennemis naturels de l'empire de Russie, puissance qui ne cherche dans les conquêtes qu'un passage à de nouvelles entreprises; et la guerre entre Pierre et Charles ne continuait que par une suite de leur implacable animosité. La Pologne, au contraire, qui séparait les Russes du reste de l'Europe, était une barrière que ceux-ci devaient s'efforcer d'abattre, sans laisser aucune autre puissance se saisir des moindres débris. Leur ambition était d'autant plus excitée, que l'anarchie de cette république leur offrait plus de moyens pour la subjuguier; mais cette situation de la Pologne devait aussi lui procurer de nouveaux défenseurs.

Les provinces polonaises, le plus à la bien-séance de la Russie, présentaient aux Russes un chemin si facile pour attaquer l'empire ot-

toman, que dès lors cet empire devait, par le soin de sa propre sûreté, veiller au salut de cette république. Toutefois, une si sage prévoyance n'entraînait pas dans les maximes ordinaires du divan. Une fierté barbare a presque toujours persuadé aux Turcs qu'ils se suffisent à eux-mêmes. Leurs principes religieux proscrivent en quelque sorte tout soin de l'avenir ; et si ces nouveaux défenseurs étaient dans ce temps-là encore redoutables par la grandeur de leur puissance, ils étaient aisés à égarer par tous les vices de leur politique. D'ailleurs, cet empire commençait à peine à respirer des longues calamités d'une guerre qui avait duré près d'un demi-siècle, dans laquelle la conquête d'une seule île lui avait coûté deux cent mille combattants ; où il avait éprouvé toutes les vicissitudes de la fortune, conquis et perdu de vastes provinces, vu ses camps et ses villes en proie à d'horribles séditions, plusieurs visirs massacrés, un sultan déposé ; où il avait perdu ses ministres les plus expérimentés, ses généraux les plus habiles, non-seulement par le fer des ennemis, mais par les sanglantes proscriptions qu'exerçaient tour-à-tour la rage des factieux et la défiance du gouvernement. C'était pendant ces désastres, que les Russes avaient conquis une ville sur le rivage de la mer Noire,

côté le plus faible de cette empire, et d'où il eût été facile de porter la guerre jusque dans son sein. Depuis la paix, Pierre n'avait cessé de se fortifier sur ce rivage; et à cette occasion, deux partis divisaient les conseils ottomans. L'un voulait prévenir l'agrandissement d'un empire voisin, où régnait la religion que professent tous les peuples subjugués par les Turcs. L'autre parti, uniquement occupé des douceurs du repos, craignait le retour de ces violentes agitations que la paix seule avait calmées. La contrariété de ces deux opinions, et la rivalité de ces deux partis, se mêlaient à toutes les intrigues du ministère et du sérail; elles avaient déjà occasionné, depuis la paix, la chute de plusieurs visirs, et la déposition d'un sultan. Le frère de cet empereur lui avait succédé; et sans avoir embrassé aucun système politique, uniquement livré au soin de venger la déposition de son frère, et de faire périr tous les séditionnaires qui avaient eu part à cette dernière révolution, il avait ainsi écrasé presque tout le parti qui avait voulu arrêter les entreprises des Russes, et recommencer la guerre. Se croyant alors affermi sur le trône, il avait cessé d'être cruel: il n'était plus qu'avare, indolent et voluptueux. Toutes les affaires étaient conduites au gré des favoris et des sultanes. Les différents

accès que les émissaires de Charles et ceux de Pierre surent à l'envi se ménager dans le sérail, influèrent tour-à-tour sur toutes les résolutions du divan. Enfin ceux-là ayant eu l'avantage, les ministres ottomans furent entraînés par ces intrigues à un parti que la plus saine politique aurait dû leur dicter. Les Turcs prirent les armes. On parvint à leur faire craindre que la Pologne ne devînt une province russe; et Pierre dans une campagne malheureuse, enfermé sur les bords du Pruth, par une armée ottomane, ne dut sa liberté et sa vie qu'à l'entier abandon de tous ses établissemens sur la mer Noire, à la restitution du port qu'il y avait conquis, et au serment de faire sortir aussitôt, et pour toujours, toutes ses troupes de Pologne. Il jura qu'en aucun temps les Russes ne s'ingéreraient dans les affaires de cette république; traité qui devint la base du droit public de ces contrées.

Cependant la Pologne n'offrait dans toute son étendue qu'un spectacle de dévastation et de ruines. Les plus belles provinces étaient remplies de terres incultes et de déserts. Les peuples de la campagne ne vivaient que d'écorces d'arbres. Auguste et les Saxons étaient les seuls étrangers qui restassent dans la république; et ce prince, délivré enfin d'un ennemi ter-

rible et d'un protecteur également à redouter, reprit aussitôt le projet d'asservir les Polonais. Rendre son autorité arbitraire, lui paraissait, ainsi qu'à ses ministres, le seul remède aux maux que la Pologne venait d'éprouver. Devenu le chef d'une confédération que son parti avait formée pour son rétablissement, ce titre lui servait de prétexte pour ne point convoquer de diète. L'armée saxonne, répartie dans les provinces, y subsistait de contributions imposées par les seuls ordres de la cour, et levées par des exécutions militaires. Le projet qu'on se proposait vaguement d'exécuter, quand on se croirait assez puissant pour donner une forme à cette tyrannie, était de convoquer la nation, et de la forcer à consentir à l'incorporation des troupes saxonnes dans les armées de la république. Ces troupes, éparses en petits détachements, éprouvaient la misère générale ; mais elles allaient de châteaux en châteaux arracher à la noblesse les restes de sa fortune ; et la cour, au milieu du luxe de la capitale, dédaignant les plaintes, les réclamations et les murmures, n'était occupée que de divertissements et de fêtes. Son faste et ses plaisirs insultaient aux calamités publiques. Les grands, plus ménagés que la simple noblesse, obtenaient facilement des exemptions, soit par la condescendance na-

turelle des généraux par des courtisans assidus et admis à tous les plaisirs du roi , soit par une politique artificieuse qui entretenait leur indifférence sur l'oppression de leur patrie , et qui les ménageait alors pour les opprimer plus sûrement un jour.

L'indignation de la simple noblesse éclata enfin par le massacre de quelques-uns de ces détachements saxons épars dans le royaume. Ce fut le signal d'une guerre ; qui commença de toutes parts entre les troupes du roi et la noblesse polonaise. Celle-ci, dans toutes les provinces, se confédéra avec fureur. Mais il fallut dix-huit mois pour rendre la confédération générale ; elle se forma au milieu d'une multitude innombrable de petits combats. La cavalerie saxonne , attaquée dans ses marches , dans ses quartiers , partout environnée d'ennemis et presque partout surprise , opposa vainement sa discipline et son courage à l'infatigable légèreté de la cavalerie polonaise. Elle fut bientôt presque entièrement ruinée et détruite. Les grands seigneurs polonais , dont la plupart avaient d'abord servi les desseins de la cour , qui ensuite étaient demeurés neutres entre la nation et le roi , furent enfin obligés de se réunir à la simple noblesse. Celui que la confédération élut pour chef , mérite d'être connu ; c'était un

simple gentilhomme , nommé Lédukoski. Depuis la guerre civile , et sous le double règne de Stanislas et d'Auguste , il n'avait embrassé le parti d'aucun de ces deux concurrents. Il avait également refusé leurs bienfaits ; et pendant ces longues et sanglantes divisions , habitant toujours sur ses terres , il n'avait accepté que les magistratures auxquelles l'avaient élevé les suffrages de ses compatriotes ; toujours élu , soit dans les tribunaux , soit dans les diétines , comme l'arbitre ou comme le conseil de sa province ; riche , et sans enfants , il avait d'avance disposé de tous ses biens en faveur de ses parents , des églises , et des pauvres. Mais aussitôt qu'il vit la république près de tomber sous le joug , l'amour de la liberté l'emportant sur l'amour de sa famille , sur la pitié pour les indigents , et , ce qui est plus rare , sur la dévotion même , il révoqua toutes ses donations , prit les armes , et employa sa fortune entière à l'entretien des troupes confédérées. Il s'opposa constamment à ceux qui , dans ces nouveaux troubles , portèrent le ressentiment jusqu'à vouloir une seconde fois ôter la couronne au roi Auguste , et toujours indifférent sur le choix d'un roi , il n'eut point d'autre objet que la liberté et la paix de sa patrie.

Auguste et ses ministres , à la première nou-

velle de ces soulèvements inopinés pour eux seuls, au lieu d'y reconnaître l'indignation générale et l'effet inévitable de l'oppression, n'y avaient cherché que des trames secrètes et les menées d'une cabale artificieuse. Lorsqu'ils s'aperçurent que ce mouvement allait devenir unanime, ils se figurèrent que l'occasion s'offrait d'elle-même de casser les restes de l'armée polonaise, et de subjuguér une nation séditieuse. Enfin, lorsqu'ils se furent engagés dans cette entreprise, Auguste, près d'être vaincu, et s'indignant de céder à ses sujets, résolut de recourir à la protection du czar. Il crut sa dignité moins blessée en se soumettant à un si dangereux protecteur, qu'en demeurant exposé tout le reste de son règne aux ressentiments d'une nation qui resterait libre, après qu'il avait si opiniâtrément tenté de l'assujettir.

De leur côté, les confédérés avaient à craindre que Pierre ne crût ces nouveaux mouvements suscités par les ennemis communs d'Auguste et de la Russie; et ils cherchèrent à prévenir le czar en leur faveur. Quel que fût leur zèle pour leur liberté, ils sentirent qu'ils ne pouvaient obtenir leur délivrance que par cette périlleuse médiation.

Ni le roi, ni la nation, dans leur défiance mutuelle, ne voulaient désarmer les premiers.

Ils appréhendaient réciproquement de se voir sans défense à la merci l'un de l'autre ; et la conciliation n'était possible que sous l'autorité d'une garantie que tous deux respecteraient également. Le traité de Pruth ne permettait pas à Pierre de tenir la balance à main armée ; et plus de soixante mille Turcs assemblés alors sur les frontières, le forçaient à ne pas oublier sa promesse. Mais les Turcs se trouvant à cette même époque engagés dans une guerre malheureuse contre la maison d'Autriche, et leurs fréquentes défaites les réduisant à retirer successivement toutes les troupes de cette armée, le czar s'enhardit à violer les conditions auxquelles il avait obtenu la paix ; et au moment où les revers des Turcs furent au comble, les Russes rentrèrent en Pologne.

La paix entre le roi et la nation fut conclue sous cette redoutable médiation, et la sortie des troupes saxonnes, promise sous la garantie du czar, fut aussitôt exécutée. Ainsi la Pologne, qui avait sauvé sa liberté, en 1673, de l'ambition des grands, ou plutôt qui avait conservé son anarchie malgré leurs efforts, parvint encore, après de si longues calamités, à la conserver malgré l'ambition de son roi, mais avec de funestes différences entre ces deux événements. En 1673, ce fut par une conciliation fa-

cile et volontaire entre ses citoyens ; au lieu qu'en 1717, ce fut en présence d'une armée étrangère et sous la médiation d'un ambassadeur tout puissant. La première fois elle était sortie de ses discordes civiles pour marcher à des victoires ; au lieu qu'épuisée et fatiguée en cette occasion , exposée à toutes les entreprises d'un voisin ambitieux , elle retomba dans une longue tranquillité , qui servit plus à énerver ses forces qu'à les réparer. Il fallut aussi pour ériger en lois tous les réglemens faits dans ce congrès, renouveler l'exemple qui avait été donné en 1673, composer la diète du conseil même de la confédération, convenir d'avance que le silence général tiendrait lieu de l'unanimité, et prévenir par ce moyen qu'une seule opposition ne rompît le traité et n'empêchât les constitutions qui devaient rétablir la liberté et la paix.

Ceux qui conduisirent cette négociation, parvinrent, malgré la présence de l'ambassadeur moscovite, à faire dans le congrès, entre les ministres du roi et les plénipotentiaires de la noblesse, quelques réglemens utiles pour la tranquillité passagère de leur patrie. Ils trompèrent d'autant plus aisément les mauvaises intentions de ce Moscovite, que l'utilité momentanée de ces réglemens échappait à un

esprit formé sous le despotisme : et cet ambassadeur, voyant ensuite un profond calme succéder à tant d'agitations, se plaignit d'avoir été surpris. Toutefois, parmi ces réglemens, auxquels la république dut le retour d'une longue tranquillité, il y en eut qui devaient dans la suite l'exposer aux plus extrêmes périls. Telle fut la réduction des deux armées polonaise et lithuanienne. Afin de prévenir les soulèvements perpétuels de ces armées qui, depuis la fréquente rupture des diètes, restaient si souvent sans paye, et pour diminuer en même temps l'autorité que les grands généraux étaient forcés d'exercer arbitrairement sur les troupes, on établit d'une manière fixe leur solde et leur composition. On détermina leur service, on leur assura des quartiers. Mais on ne put obtenir un changement si avantageux que par une réforme dangereuse; et les armées qui, sur l'ancien pied, toujours incomplet à la vérité, devaient être de quatre-vingt mille hommes, furent alors réduites à dix-huit mille. La noblesse, fière d'avoir sauvé sa liberté, se confia témérairement en ses forces pour défendre l'état. Imprudente nation! qui se laissa désarmer au moment où de nouveaux périls allaient sans cesse la menacer; qui se fia presque uniquement de sa défense à des convocations d'ar-

rière-bans, dans le temps où toutes les autres nations de l'Europe en avaient reconnu la faiblesse et abandonné l'usage. De leur côté, les partisans de la cour, en connivant à cette réduction, se flattèrent qu'au premier danger, la Pologne réclamerait le secours d'une armée saxonne, et que le roi parviendrait ainsi à réaliser tous les projets de son ambition. Ces grandes affaires étant terminées, et la Pologne enfin redevenue tranquille, Lédukoski, maréchal de la confédération et de la diète, suivi des principaux confédérés, se présenta devant le roi et lui dit : « Sire, nous paraissions devant » votre majesté sans baisser les yeux, parce » que nous n'avons rien à nous reprocher. » Puissiez-vous vivre de longues années, et régner désormais sur nous avec plus de bonté ! » Et il repartit aussitôt pour aller reprendre dans sa province la vie d'un simple citoyen.

Auguste, renonçant alors au dessein d'asservir cette nation par la force, ne chercha plus qu'à la corrompre et à la séduire. Généreux par caractère et par politique, il pardonna à tous ses ennemis. Ses troupes furent licenciées. Il s'abandonna à la mollesse et au luxe. Son plus beau régiment de dragons fut donné à un de ses plus dangereux voisins, à Frédéric-Guillaume, roi de Prusse, en échange

de douze grands vases de porcelaine. Sa cour était fastueuse et polie : son goût pour tous les plaisirs le rendait aussi célèbre que les vicissitudes de sa fortune. Les Polonais, dont les mœurs sont faciles, se livrèrent à tous les dangers de son exemple ; et si les premières années de ce règne avaient augmenté les désordres de l'état, celles qui suivirent y ajoutèrent bientôt le désordre des mœurs. Les dames polonaises avaient jusque-là vécu modestes et retirées ; et lorsque, dans le siècle passé, l'épouse de Casimir, élevée à la cour de France, en avait apporté les mœurs en Pologne, et avait employé au succès de ses vues l'habileté des femmes et le pouvoir de leur séduction, il est prouvé par les plus secrètes anecdotes de ce temps-là, que les plus habiles d'entre elles ne surent exercer ce redoutable pouvoir que sur le cœur de leurs maris. Elles en apprirent enfin toute l'étendue. Appelées à la cour par la magnificence de ses fêtes, elles se livrèrent à la faveur et à l'intrigue. Elles influèrent dans la nomination de tous les emplois ; et les rivales de celles-ci, déchues de l'espérance d'exercer à la cour un égal crédit, se firent gloire d'encourager dans les provinces les partisans de la liberté. La rupture des diètes paraissant toujours une précaution nécessaire contre l'ambi-

tion du roi, et les Polonais ne se réunissant point en corps de nation, ils adoptèrent chacun séparément une partie de ces progrès rapides que le luxe, la société et la facilité des mœurs faisaient chez les autres peuples; mais ils n'admirent aucun des progrès que faisait l'administration publique. Par-tout ailleurs les arts militaires se perfectionnaient, tous les peuples de l'Europe apprenaient à faire la guerre, comme l'ont faite les Grecs et les Romains. Les frontières de la plupart des états se hérissaient de forteresses. La perception et la régie des impôts étaient regardées comme une science profonde, et l'habileté dans le commerce devenait une source de puissance. Les seuls Polonais conservèrent tous les anciens usages; et de tant de changements introduits en Europe, la politesse et le luxe furent les seuls qui s'introduisirent parmi eux. Deux fois sauvés de l'ambition de leurs voisins, l'une par le traité d'Oliva, l'autre par le traité de Pruth, ils se croyaient en sûreté sous la double protection de la France et de la Turquie. Ils s'accoutumèrent à se reposer de leur défense sur la foi de ces traités, et plus encore sur la jalousie réciproque des grands états qui les environnent. Leur sécurité était entretenue par cette pernicieuse opinion, que leur liberté étant nécessaire

au système de l'équilibre de l'Europe , si on les attaquait d'un côté , on accourrait de toutes parts pour les défendre ; et l'ostentation polonaise tirait encore quelque vanité de ce que l'Europe entière veillait pour la sûreté de la république.

Aussitôt en effet que les Turcs se virent délivrés de la guerre malheureuse qu'ils avaient soutenue contre la maison d'Autriche , leurs armées revinrent rapidement dans les provinces voisines de la Russie ; ils recommencèrent à exiger du czar l'exécution du traité conclu sur les bords du Pruth. Pierre I^{er}, qui, depuis quatre ans , cherchait sans cesse de nouveaux prétextes pour laisser ses troupes en Pologne , les en retira à cette époque , et les porta en Asie , où il se livra à l'ambition de régner sur la mer Caspienne , et de conquérir les provinces du royaume de Perse qui environnent cette mer.

LIVRE III.

Si le trône de Russie eût été plus long-temps occupé par un de ces princes ambitieux, habiles à saisir toutes les occasions que la fortune leur présente, il est vraisemblable que le période fatal de la Pologne serait arrivé dès ce temps-là. Pierre, devenu tranquille possesseur de toutes les provinces situées au nord de ce royaume, et possédées autrefois par son rival, voulait en suivre l'exemple, renvoyer Auguste en Saxe, et réduire les Polonais à leur propre faiblesse. Il avait embrassé, dans les derniers mois de sa vie, cette politique qu'avait eue Charles XII, avec l'extrême différence que le caractère de ces deux princes devait nécessairement apporter dans un dessein semblable ; l'un se préparant à violer toute foi publique pour exécuter un projet où l'autre avait été conduit par sa vertu rigide et son inexorable justice ; mais un excès de débauche, ou plutôt une longue suite de pareils excès, causa au législateur des Russes une mort prématurée ; et il a fallu près de quarante années, et une suite des plus étranges conjonctures, pour ramener une seconde fois

cette même politique sur le trône de Russie. Il laissait à ses successeurs un empire immense, une puissance affermie, et tout ce qui pouvait les amollir et les corrompre. Dans une cour despotique, le prince donnant toujours son caractère au gouvernement, rien ne se suit, tout change d'un règne à l'autre. Souvent, sous un même règne, on peut compter autant d'administrations différentes qu'on voit de favoris et de ministres s'élever et disparaître. De singuliers spectacles vont donc s'offrir sous les yeux des lecteurs. D'un côté, la Pologne n'a plus ni les mœurs de son gouvernement, ni celles même qui eussent fait respecter son anarchie ; d'un autre côté, les Russes n'auront plus le génie de leur ambition. En continuant, il est vrai, de regarder cette république comme un pays qu'ils doivent subjuguier un jour ; c'est un but qu'ils se proposent vaguement, sans savoir quelle route pourra les y conduire. Des intrigues opposées feront exécuter successivement des desseins contradictoires. Les vicissitudes de leur gouvernement auront ainsi sur la destinée des Polonais, autant et même plus d'influence que sur la destinée de leur propre empire. Cette république, exposée à tous les désordres de son anarchie, ressentira encore toutes les agitations d'un despotisme étranger ; et les

grands événements que je dois raconter ne seraient pas entendus, si je ne mêlais souvent à leur récit le détail des révolutions, des intrigues et des mœurs de cette autre cour.

La fortune avait pris dans les derniers rangs, ou pour mieux dire, hors des rangs de la société, la souveraine et les ministres qui succédèrent à toute la puissance de Pierre-le-Grand. Catherine, née sans que sa mère ait jamais eu d'époux, mariée à un soldat livonien, servante d'un curé suédois, devenue concubine d'un général russe, ayant passé dans les bras de l'empereur à l'instant où il la vit pour la première fois, l'avait ensuite accompagné dans ses travaux, comme la plus chérie de ses maîtresses, avait été, après la naissance de deux enfants, déclarée sa légitime épouse; et son génie la fit monter sur un trône dont sa beauté l'avait fait approcher. Elle eut pour ministre ce même général dont elle avait été concubine, Menzikof qui, dans son enfance, servait de bouffon dans les cours du palais aux soldats de la garde, et qui ayant un jour amusé le czar qui le regardait par les fenêtres, fut appelé par ce prince, lui répondit avec une bouffonnerie spirituelle, fut fait page, devint favori, obtint le commandement des armées, resta plus d'une fois régent de l'empire pendant les voyages de son maître,

et acquit de si grands biens qu'il pouvait, disait-on, aller de Riga en Livonie jusqu'à Derben en Perse, en couchant toutes les nuits dans ses terres. Cette longue faveur était passée quand Pierre mourut ; mais cette mort ayant prévenu les derniers effets de sa disgrâce, et ses dignités lui restant encore, il en ressaisit aussitôt l'autorité. Il prit, comme premier feld-maréchal, le commandement des troupes : il fit environner la maison où les sénateurs s'étaient assemblés pour délibérer à qui ils donneraient la couronne ; et en sa qualité de premier sénateur, prenant place à leur tête, il les força de laisser le gouvernement entre les mains de Catherine. Son ambition s'augmentant alors avec son pouvoir, il employa les armées russes à envahir pour lui-même le duché de Courlande, souveraineté dépendante de la Pologne. Ainsi, sous ce nouveau règne, le seul intérêt d'un ministre favori engagea l'empire de Russie dans une entreprise particulière contre une province polonaise ; et son ambition personnelle restreignit au dessein de sa propre fortune ce qui avait été commencé pour de plus vastes projets.

Les duchés de Courlande et de Sémigale sont un reste de l'ancien domaine des chevaliers livoniens. Au temps des premières incursions des Moscovites, lorsque, pour la première fois, vers

le milieu du seizième siècle, ils s'étaient jetés sur la Livonie, cet ordre touchait à sa ruine. Il avait adopté la réformation, qui dans ce même temps séparait de la communion romaine un si grand nombre d'états. Les commanderies et le trône même étaient devenus des biens patrimoniaux et héréditaires. Un pareil changement ne s'était point fait sans de grandes dissensions ; et ce nouvel état se trouvant alors sans défense, le duc et la noblesse, à qui bientôt il ne resta plus de toutes leurs possessions que les provinces de Courlande et de Sémigale, implorèrent pour les conserver le secours des armes polonaises. Ces duchés devinrent un fief de la république, sous la condition expresse d'en devenir un jour une province, et d'être, quand la maison ducale s'éteindrait, partagés en palatinats pour être gouvernés de la même manière que les autres pays de la république. L'événement prévu dans ce traité d'assujettissement, était sur le point d'arriver. Le dernier duc, vieux, infirme, sans enfants, revenu à la religion catholique, et brouillé par cette raison avec la noblesse de son duché, s'était retiré dans une ville étrangère, et, tout entier à ses infirmités ou à ses pratiques de dévotion, fuyait également les soins du gouvernement et le mariage. Les Courlandais virent avec douleur approcher

le moment où leur patrie deviendrait une province de Pologne. Leur religion n'est point celle qui domine dans la république ; leur langue et leurs usages ne sont point ceux des Polonais. Originaires d'Allemagne, ils en ont conservé les anciennes mœurs. La coutume des duels subsiste parmi eux dans son antique liberté. Ils vivent dans une grande indépendance de leur souverain ; ils ne lui paient aucune sorte de tribut ; ce sont eux, au contraire, qui font valoir les terres ducales, anciennes commanderies qui doivent toujours leur être afferméées. La faiblesse de ce petit état ne lui permettant pas d'avoir une armée, ils servent dans les troupes étrangères ; mais cette espèce de conscription qu'on appelle maladie du pays, qui ne se guérit que par le plaisir de revoir tous les objets qu'on a vus dans son enfance, s'empare presque toujours d'eux ; et la plupart reviennent mourir dans leur patrie. Cette noblesse craignit d'être soumise à de nouvelles lois. Déjà, dans une diète assemblée à Varsovie en 1726, la seule qui depuis long-temps se fût heureusement terminée, les Polonais comptant sur la mort prochaine du vieux duc, avaient décidé le partage de cette principauté en palatinats. Ils avaient envoyé des commissaires à Mittau, capitale de la Courlande, pour régler la nou-

velle forme du gouvernement. Les Courlandais s'opposèrent à cette résolution. Ils décidèrent dans leur diète d'élire un nouveau duc, de donner d'avance la succession éventuelle ; et pour séparer les intérêts du roi de Pologne d'avec ceux de la république, ils offrirent unanimement leur couronne au comte Maurice de Saxe, son fils naturel. C'est ce même comte de Saxe, devenu ensuite si célèbre par ses talents militaires. Menzikof, premier ministre russe, soutint les Courlandais dans cette espèce de rébellion ; mais il voulut ce trône pour lui-même. Le jeune comte de Saxe ne manqua point à sa fortune ; réduit à se défendre contre deux puissances, dont l'une employait l'autorité des lois, le traitait de rebelle, et sous ce titre mettait sa tête à prix ; et dont l'autre, n'ayant que la force pour elle, fit envahir le pays par une armée, il osa soutenir une guerre. Il trouva des ressources dans son génie ; il se retira avec honneur quand il ne lui resta plus aucune autre ressource que la retraite, conservant ses droits, s'il en avait, et ayant commencé d'acquérir par cette entreprise illustre, quoique malheureuse, le nom qui le rend immortel.

Menzikof se croyait déjà souverain de ce duché, et pour achever de s'en emparer, n'attendait plus que la mort du vieux duc. Mais l'am-

bition de ce favori croissant toujours avec sa puissance, rencontra en Russie même son terme fatal.

La mort de Catherine avait laissé le trône de Russie à un enfant de onze ans, petit-fils de Pierre I^{er}. Menzikof, encore plus maître de l'état sous ce nouveau règne, allait marier sa fille au jeune empereur, et son fils à la sœur de ce prince. L'empire, par l'un et l'autre de ces mariages, paraissait également assuré à sa famille. Dans ces conjonctures, une légère indisposition, qui le retint quelques jours dans ses appartements, ouvrit à ses ennemis un accès facile auprès du jeune czar; et le caprice d'un enfant perdit ce vieux ministre. Ce n'est point ici le lieu de raconter comment il fut conduit hors de Pétersbourg, avec un cortège nombreux et magnifique, soit qu'on voulût par-là contenir le peuple dont il était adoré, soit que l'on crût devoir encore ce ménagement à un reste d'amitié du jeune empereur pour lui. Mais au sortir de la ville, cette pompe disparut. De tout ce cortège il ne lui resta que des gardes. Il fut, avec ses deux enfants, conduit dans une contrée déserte, où, jusqu'à sa mort, le travail de leurs mains servit à soulager leur commune misère.

Les princes Dolgorucki, auteurs de sa chute, succédèrent à son crédit, à ses projets sur la

Courlande et sur le trône même de Russie, vainement retenus par les prières et les sentiments de leur nombreuse famille. Car, en ce pays, les familles entières étant toujours enveloppées dans les disgrâces, chacun s'inquiète et tremble pour soi-même, en voyant un homme de son nom parvenir à la faveur. Une secrète épouvante s'y mêle toujours à la joie dans les plus heureux succès de l'ambition. Les infortunes dont ils étaient menacés, s'annoncèrent par la mort du jeune czar et celle de sa sœur, pendant les apprêts d'un double mariage avec les enfants de ces ministres favoris. Le trône demeura vacant. Il faut savoir que l'ordre de la succession ne se règle en Russie que par la volonté du dernier souverain ; cette volonté n'avait point été déclarée. Il faut savoir encore, pour bien entendre les mouvements intérieurs de cette cour, qui doivent se lier à tous les événements de cette histoire, que la maison impériale se trouvait réduite à quatre princesses. Deux étaient nées de Catherine et de Pierre, mais avant leur mariage, et l'aînée même était alors absente et mariée au duc de Holstein. Les deux autres étaient nièces de Pierre, et filles de son frère aîné ; elles étaient également absentes : sa politique cherchant des alliances au dehors, les avait aussi

mariées à de petits souverains étrangers ; la première au duc de Meckelbourg , prince avare et cruel , dont elle était séparée ; et la seconde , à un duc de Courlande , dont elle était veuve depuis assez long-temps. Des révolutions successives ont élevé tour-à-tour à l'empire ces quatre princesses ou leurs descendants.

Au moment de cette vacance du trône , les Dolgorucki , la plus ancienne maison russe , se voyant seuls à la tête des affaires et de la cour , voulurent délivrer à jamais leur patrie du joug odieux des favoris , qui montaient de l'esclavage au ministère , et du joug encore plus odieux des étrangers , qui venaient en foule de tous les pays instruire et subjuguier la nation russe. Ils rédigèrent les conditions auxquelles ils donneraient la couronne. Il ne s'agissait pas d'établir un gouvernement libre , mais de forcer le despotisme à revenir aux anciennes mœurs. Ils stipulèrent que le nouveau souverain ne pourrait disposer ni des grands emplois , ni des revenus de l'état , sans l'avis d'un conseil choisi parmi les anciens Russes. Après avoir long-temps balancé , ils remirent la succession dans la branche aînée , mais non dans l'ordre naturel. Ils envoyèrent offrir la couronne à la duchesse douairière de la Courlande , qui vivait dans ce duché avec un revenu médiocre , uni-

quement occupée de ses plaisirs , sans avoir jamais conçu ni l'espérance, ni l'ambition de régner. Anne signa aveuglément toutes les conditions qui lui furent présentées, et partit de Mittau suivie d'une foule de noblesse courlandaise que lui attachait sa nouvelle fortune. Ce fut ainsi que la destinée commença à mêler toutes les affaires de Courlande avec celles de Russie, et à soustraire presque entièrement ce fief à la république de Pologne.

Cette princesse, devenue impératrice à des conditions qui ne lui laissaient qu'un pouvoir limité, ne tarda pas à reprendre en main le pouvoir absolu. Les détails de cet événement sont étrangers au sujet que je traite; mais ils sont si extraordinaires, ils forment un contraste si marqué avec les mœurs polonaises, que j'ai cru faire plaisir au lecteur de les lui raconter comme je les ai appris moi-même sur les lieux et de témoins oculaires.

En arrivant à Moscou, Anne fut séparée de toute sa suite; les princes Dolgorucki la gardaient à vue. Jamais elle n'était un moment sans être observée par l'un d'eux. Mais la petite noblesse russe, que sa pauvreté met à l'abri des coups violents du despotisme, et qui, disait-elle, préférait un maître à cinquante tyrans; les étrangers qui voyaient la cour se fermer à leur

ambition ; cent mille esclaves qui peuplent cette capitale et qui s'affligeaient de voir la czarine perdre cette autorité arbitraire qui les console en tenant leurs maîtres dans un abaissement égal au leur ; tous enfin se réunirent dans le projet de se soulever contre le nouveau gouvernement. On fit parvenir à la czarine un billet , par lequel on lui demandait , pour unique démarche , de se montrer le lendemain à une heure marquée à une fenêtre du palais. Les Dolgorucki , vaguement informés qu'il y avait un complot , sans avoir encore pénétré ce qu'on méditait , doublèrent par-tout les gardes. Les conjurés , avertis de cette précaution , tremblèrent pour le succès de leur entreprise ; et prêts à tous les événements , embrassèrent leurs femmes et leurs enfants , en leur disant peut-être un éternel adieu ; malheureux qui couraient à la servitude avec le même courage que de vrais citoyens auraient eu pour en briser le joug ! Une multitude innombrable s'assembla sous les fenêtres du palais ; et la czarine s'y étant montrée , cette multitude l'accueillit avec de grandes acclamations. Les chefs de cette émeute , suivis d'une foule nombreuse , montèrent aussitôt à son appartement. Les Dolgorucki accoururent ; il était trop tard. Tout ce peuple réuni sous les

yeux de sa souveraine , ne pouvait plus être dispersé. On présenta à la czarine une requête , au nom de tout l'Empire , par laquelle on la suppliait de régner avec le même pouvoir qu'avaient eu ses ancêtres. Elle répondit qu'elle s'était engagée par un contrat déposé entre les mains du grand chancelier de l'Empire : celui-ci était présent et prévenu. On le somma de produire cet écrit ; et les conditions que l'impératrice avait signées pour tempérer le despotisme , furent déchirées de ses mains , aux acclamations de tout son peuple.

La faveur des Dolgorucki tomba dès - lors avec leur pouvoir. Quelques semaines après , ils furent tous arrêtés : ils languirent neuf ans , séparés dans différentes prisons ; et , après ce long intervalle , ils furent un même jour rassemblés sur un même échafaud , père , oncle , fils et neveux , pour y être roués vifs sous les yeux les uns des autres. On apprenait aux Russes , par cet exemple terrible , à subir patiemment le joug des étrangers. Cette foule d'hommes extraordinaires , ces jeunes aventuriers de toutes les nations , appelés autrefois par Pierre I^{er} , et employés dans toutes les parties de l'administration , maintenant vieillissant au milieu d'un peuple ignorant et inepte aux grandes affaires dans lesquelles il se trouvait

engagé, occupaient à-la-fois toutes les premières places de l'état ; et sous le règne d'une princesse formée elle-même aux mœurs étrangères, ils étaient devenus les vrais maîtres de l'empire. Tel fut Ostermann, qui présidait au conseil, et qui, dans sa politique, avait, disait-il, pour maxime, « De ne jamais faire le jour » même ce qu'il pouvait remettre au lendemain. » Tel fut Munich, dont l'activité convenait mieux à la guerre, et qui se vantait de n'avoir jamais remis au lendemain ce qu'il avait pu faire le jour même. Tel fut enfin ce grand nombre d'hommes célèbres, qui portèrent en Europe et en Asie la terreur du nom russe, et par qui ce règne devint le plus bel âge de cet empire.

Un jeune Courlandais les contenait sous un joug sévère, Biren, que nous verrons bientôt duc de Courlande, et ensuite, après avoir éprouvé les plus effroyables disgrâces, enlever encore ce duché aux princes de la maison de Saxe. La nouvelle impératrice l'avait amené à sa suite. Sa famille avait servi les ducs de Courlande dans les plus vils emplois. La faveur intime de cette princesse, hautement déclarée pendant qu'elle résidait à Mittau, n'avait pu le faire admettre parmi la noblesse de ce duché. On avait cité contre lui une note infamante,

inscrite dans le nobiliaire de Courlande , où il était dit que cette famille serait à jamais rejetée de l'ordre de la noblesse , pour avoir produit des titres faux. Mais en Russie la faveur seule lui donna le gouvernement de l'empire. C'était un esprit altier, une âme féroce, qui méditait froidement d'horribles cruautés, et prétendait s'en justifier par la nécessité, disait-il, de traiter ainsi le peuple russe. La fermeté de son caractère anima et mit en vigueur toutes les parties de l'administration. Les Russes, exposés aux plus cruels supplices, méprisés dans leur propre pays, éloignés de tous les grands emplois, n'étaient appelés à la cour que parmi les bouffons, pour y être perpétuellement avilis au milieu des fêtes indécentes et grotesques qui en étaient les seuls amusements.

Dans les deux premières années de ce règne, ces étrangers craignaient de quitter la cour. Ils se disputaient la suprême faveur auprès d'une princesse que la licence de ses mœurs exposait à toutes leurs prétentions; et leur rivalité les empêchant de s'éloigner, et s'accordant ainsi avec les véritables intérêts de l'empire, ils ne paraissaient occupés que de l'administration intérieure. Mais bientôt la faveur de Biren ne laissa plus d'espérance à ses rivaux, et chacun dut chercher sa fortune dans

l'éclat de ses services. Cet homme lui-même , qui n'avait pu parvenir à se faire admettre parmi la noblesse de Courlande , ne tarda pas à former le projet de s'en rendre le souverain. Telles étaient les dispositions de cette cour , quand la vacance du trône de Pologne offrit à cette foule d'ambitieux l'occasion qu'ils attendaient.

Les Polonais depuis quinze ans avaient vécu dans la paix , le luxe et la mollesse. La république avait craint une seule fois de nouvelles agitations. Une querelle dans une rue entre des enfants , avait donné naissance à ces mouvements dangereux ; et l'on reconnaîtra , par ce récit même , comment une cause si frivole a eu la plus grande influence sur toute la suite des événements. Les jésuites s'étaient établis dans la ville de Thorn , où domine le luthéranisme ; d'autant plus zélés qu'ils habitaient , suivant leur expression , dans un repaire d'hérétiques ; d'autant plus hardis qu'au milieu de cette bourgeoisie peu considérée en Pologne , ils en élevaient toute la jeune noblesse. Quelques-uns de leurs écoliers , après une procession publique , insultèrent des enfants luthériens. La bourgeoisie prit part à cette querelle , s'assembla en tumulte ; et repoussée avec outrage des portes du collège , elle s'irrita , força cette maison ,

pilla l'église, profana tous les objets du culte sacré, et traîna dans les ruisseaux une image de la Vierge. Toute la Pologne frémit de cette profanation. Une diète se tint dans ces conjonctures; elle ne fut point rompue. Le zèle religieux concilia tous les esprits; on nomma une commission pour informer de ce désordre et punir les coupables. Ce fut dans cette même diète que l'on décida, comme nous l'avons raconté, le partage de la Courlande en Palatinats. Ainsi la superstition publique, et l'intérêt personnel, puisqu'il s'agissait, dans l'affaire de Courlande, d'augmenter le nombre des emplois et des grâces, rétablirent enfin cette unanimité nécessaire à la tenue d'une diète, et qu'aucun autre intérêt relatif à la patrie n'avait pu ramener depuis si long-temps. La commission nommée contre la ville de Thorn, reçut toute l'étendue du pouvoir souverain. Les jésuites furent les accusateurs. La commission se laissa prévenir par leur zèle, par les risques qu'avait courus cette jeune noblesse au milieu de ces bourgeois séditionnels, et enfin par la haine que des gentilshommes souverains portent naturellement aux privilèges des grandes villes. On ne se borna pas à punir une sédition, on voulut *venger Dieu*. La ville de Thorn, occupée par des troupes polonaises, vit deux vieillards,

chefs de sa magistrature, sans autre crime que de n'avoir pas suffisamment réprimé le désordre, perdre leur tête sur l'échafaud, et plusieurs de ses citoyens expirer dans les bûchers. On éleva une colonne dans la place publique, afin de perpétuer la double mémoire du sacrilège et du supplice. Le culte luthérien fut dépouillé de tous les avantages que dans cette ville seule il avait usurpés sur les catholiques.

Les dissidents, trop peu nombreux pour s'opposer à cette cruelle exécution, se plaignirent à tous les souverains; ils espérèrent un moment d'être soutenus par des troupes étrangères; les Polonais le craignirent, et dans toutes les provinces on se tint prêt à prendre les armes. Auguste ne vit pas sans effroi cette nombreuse noblesse s'armer et se rassembler: ce prince, qui pour parvenir à soumettre la nation, avait cherché tous les moyens de la séduire, s'empressa de lui offrir pour défendre la religion catholique le secours de ses troupes saxonnes et luthériennes. Il en avait réformé la plus grande partie à la fin des derniers troubles; mais il profita des craintes actuelles pour faire en Allemagne de nombreuses levées, et se précautionner contre les événements. Il se croyait affranchi, par la mort de Pierre I^{er}, des engagements contractés sous cette redoutable ga-

rantie , et il attendait impatiemment une occasion de faire rentrer ses troupes en Pologne. Il ne fut pas même sans espérance que les Polonais ne se laissassent aveugler par leur fanatisme , jusqu'à recevoir volontairement un secours si dangereux. Mais alors aucune puissance n'avait intention de troubler cette république ; toutes se bornèrent à des recommandations en faveur des dissidents. Les Polonais, indignés de ce que leurs concitoyens eussent ainsi crié vengeance dans les cours étrangères, ne songeaient plus qu'à réprimer une licence qui pouvait devenir plus funeste ; ils voulaient prévenir par de nouvelles lois le danger d'un pareil exemple. Il s'agissait d'assurer l'indépendance de la république , en effrayant par la sévérité des défenses, quiconque serait tenté d'avoir recours à ces protections trop puissantes. Auguste de son côté vit avec douleur s'échapper l'occasion de faire rentrer ses Saxons en Pologne ; cette espérance avait fait renaître toute son ancienne ambition. On a découvert que dans son dépit, et afin de rendre nécessaire aux Polonais le secours de cette nouvelle armée , il sollicitait alors le kan des Tartares de faire une invasion sur les frontières. Il offrait aux puissances voisines, pour l'aider dans le dessein d'assujettir la république, et d'en rendre la couronne héréditaire dans sa maison,

la cession de quelques provinces. Sa mort arriva dans ces conjonctures. Il fallait que l'industrie des Saxons et la fécondité de leur sol, le pillage de la Pologne pendant la guerre, et la vente de tous les emplois de cette république pendant la paix, eussent été pour lui une source intarissable de richesses; car, après les dépenses incroyables de son règne, après les étranges vicissitudes de sa fortune et les prodigalités de son luxe; après avoir bâti à Dresde une nouvelle ville, élevé de superbes monuments, meublé ses palais de tous les chefs-d'œuvre des arts; et, qu'on nous permette de le dire, pour donner par un seul exemple une idée de tout le reste, après y avoir rassemblé, dans une immense galerie, pour quarante-quatre millions de porcelaine, il laissait à son fils douze millions dans son trésor, un crédit assuré par la liquidation de ses dettes, et une armée de trente-trois mille hommes d'excellentes troupes. Cette somme, ce crédit, cette armée, et un parti assez nombreux, eussent suffi pour décider dans la prochaine élection les suffrages de la noblesse polonaise. Mais d'autres conjonctures rendaient cette vacance du trône de Pologne un des plus grands événements qui pût survenir en Europe.

Stanislas Leczinski, ce polonais couronné par Charles XII, et qui ensuite proscrit dans son

pays, portait d'asile en asile le titre de roi de Pologne, par une inconcevable destinée avait, du sein de son infortune, fait sa fille reine de France. Peut-être eût-il été d'une saine politique, et du véritable intérêt de la France de laisser aux Polonais un roi qui eût des forces personnelles, et qui, dans leur anarchie, pût au moins les défendre. On ferma les yeux sur une si sage considération. Les Français se firent un point d'honneur de rendre au père de leur reine la couronne qu'il avait déjà portée; mais par une suite des brouilleries qui avaient éclaté entre la reine de France et le ministre qui gouvernait alors ce royaume, rien n'était prêt pour cet événement. La France n'avait aucune liaison en Pologne; elle avait depuis long-temps négligé et presque totalement abandonné les affaires du nord. Toutefois les sommes immenses qu'elle répandit dans cette république, les talents de ceux qui agirent en cette occasion, les prétextes honorables qu'ils firent valoir en excitant les Polonais à se ressaisir de leur indépendance, enfin l'opinion des secours qu'on devait attendre d'un royaume si puissant et de ses alliés, réunirent bientôt tous les suffrages. Les Polonais commencèrent par s'engager, dans toutes les provinces, sous la foi d'un serment unanime, à ne donner la couronne qu'à un de leurs con-

citoyens. Soixante mille s'assemblent dans le champ électoral ; ils rappellent sur le trône Stanislas, et, par une singularité digne de tout le reste de sa vie, pendant qu'une flotte encore éloignée, sur laquelle s'était embarqué, à la vue de tout un peuple, un homme dont tous les traits ressemblaient à ceux de ce prince, était attendue à Dantzick, comme si elle l'eût amené par mer, il se trouva présent et parut tout-à-coup au moment où il fut élu. Un seul Polonais s'avance alors au milieu du camp, et d'un mot suspend l'élection ; mais il se laisse fléchir aux prières générales. Son opposition rétractée ne sert que de témoignage, et, pour ainsi dire, de monument à la liberté qui règne dans cette élection. Soixante mille suffrages donnèrent donc une seconde fois la couronne à Stanislas, et les Polonais s'applaudissaient de voir enfin renaître parmi eux cette heureuse unanimité de leurs ancêtres, qui autrefois, disaient-ils, donnait à leurs lois une sanction si vénérable ; et à leurs actions de guerre un accord invincible.

Mais déjà trois armées environnaient les frontières, et menaçaient d'inonder les provinces, si l'on osait élire Stanislas. Le nouvel électeur de Saxe avait imploré le secours de la Russie ; et quoique la vraie politique de cet empire dût être de placer sur ce trône un prince sans force

et sans armée, dans cette cour comme dans celle de France, des intérêts particuliers l'emportèrent sur ceux de l'état.

Le nouvel électeur, qui fut bientôt connu sous le nom d'Auguste III, pour obtenir le trône de Pologne, promettait à Biren le trône de Courlande. Il offrait à tous ces ambitieux qui dirigeaient le gouvernement russe, l'espoir de disposer de toutes les grâces de son royaume. D'un autre côté, la maison d'Autriche possédait dans ce temps le duché de Silésie, qui borde tout l'occident de la Pologne; elle avait presque toujours pris part aux troubles de ce pays; elle avait, depuis deux cents ans, employé sa politique à y augmenter l'influence des Russes; et des intérêts momentanés engagèrent encore l'empereur autrichien dans le même concert, pour seconder le nouvel électeur de Saxe. Il n'y avait cependant pour cette invasion aucun prétexte légitime. Les puissances de l'Europe ayant toujours exercé entre elles le droit du plus fort dans toute l'étendue de sa barbarie, cherchent à couvrir leurs injustices et leurs violences de quelque apparence spécieuse; et à tous les commencements de guerre, on voit éclore des volumes de sophismes. Ceux qui furent alors imaginés, doivent d'autant moins être passés sous silence qu'ils ont eu

dans la suite les conséquences les plus fatales.

Les deux empires réunis s'annoncèrent comme garants du gouvernement et des lois de la république. Il faut, pour expliquer cette prétention, remonter aux siècles précédents, où la noblesse de Pologne et celle de Hongrie s'étaient mutuellement garanti leur liberté. Ces deux nations, quelquefois gouvernées par un même roi, et toujours soigneuses de cultiver entre elles le bon voisinage, s'étaient, par leurs traités, donné réciproquement le droit de réclamer les secours l'un de l'autre contre tout ennemi étranger ou domestique, qui aurait entrepris de renverser leurs lois. Les vicissitudes des temps avaient tout changé. Le sceptre de Hongrie était passé entre les mains des empereurs autrichiens. Les Polonais, distraits par leurs dissensions civiles et leurs longues guerres, n'avaient pu secourir les Hongrois opprimés ; en un mot, les anciens traités étaient tombés dans un mutuel oubli. Mais la maison d'Autriche voulut en inférer, dans l'occasion actuelle, ce prétendu droit de veiller en Pologne à l'exécution des lois, et d'exiger une nouvelle élection. Les Russes, recevant cet exemple de leurs alliés, voulurent aussi s'approprier une autorité semblable. Ils commencèrent à en chercher les fondements dans

ce traité de paix conclu en 1717, entre Auguste II et ses sujets, sous la médiation et sous la garantie de Pierre I^{er}; traité qui avait eu pour objet unique l'évacuation de la Pologne par les troupes saxonnes. La Russie prétendit en inférer ce droit nouveau de veiller sur toutes les affaires de la république. C'est une imitation absurde de l'autorité que la France et la Suède, après avoir rétabli la liberté de l'Allemagne, peuvent y exercer, comme garantes des traités de Westphalie; garantie légitime, et qui est d'accord avec tous les principes du droit public de l'Europe, parce que les différents états qui composent l'empire germanique, indépendants les uns des autres, peuvent faire la guerre ou la paix, et s'allier avec les puissances étrangères. Mais s'arroger une autorité pareille dans l'intérieur d'une république, c'est renverser le droit des nations: et ce système d'oppression ne peut avoir pour fondement que cette maxime des barbares: « *Malheur aux vaincus.* » Cette prétention tyrannique que la Russie devait soutenir de nos jours par tant de violences pour forcer les Polonais eux-mêmes d'y donner un consentement formel, naissait dans le même temps où ces républicains avaient résolu de prévenir toute ligue, toute liaison de leurs sujets avec les puissances étrangères. Des sentiments si op-

posés, dont le choc devait allumer un si vaste incendie, se produisaient alors pour la première fois dans ces deux états, comme si l'un eût senti sa force au moment où l'autre commençait à sentir sa faiblesse.

Soixante mille Russes, sous la conduite de ces étrangers qui cherchaient à signaler leurs noms en Europe, et à assurer leur fortune en Russie, s'avancèrent donc en Pologne. Ils dévastaient sur leur passage les terres de tout gentilhomme qui avait montré du zèle en faveur du nouveau roi. Au seul bruit de cette invasion, la guerre devint presque générale en Europe. Depuis long-temps tous les états de cette partie du monde ne se maintenaient en paix que par l'effort mutuel des négociateurs, et, pour ainsi dire, par un délai général de toutes les querelles. La première secousse devait causer un ébranlement universel. Mais les victoires que la France et ses alliés remportèrent dans d'autres contrées sur les alliés des Russes, ne furent d'aucun secours aux Polonais. Cette cour négociait pour susciter en leur faveur toutes les nations qui avaient pris les armes du temps de Charles XII. Mais avant que ses négociations, auprès du divan et dans la nouvelle république de Suède, eussent déterminé ces deux puissances à la guerre, toute cette noblesse polo-

naise, rassemblée par l'habileté des intrigues, demeura abandonnée à ses propres forces. Attaquée par les Russes et les Saxons, menacée par les Autrichiens, la crainte de l'incendie de ses villages la rappela dans ses châteaux; elle se dispersa dans ses vastes plaines. Les deux armées de la république, réformées sous le règne précédent, composaient à peine quinze mille hommes sans exercice et sans discipline. Elles arrêterent cependant les Russes au passage de la Vistule, assez de temps pour qu'ils ne pussent arriver au champ des élections, avant l'expiration du terme fixé par les lois. Ils parvinrent dans une forêt voisine de Varsovie, le jour même où ce terme expirait; et là une élection faite dans une auberge, sur une route, au milieu des bois, par un petit nombre de gentilshommes, dont quelques-uns y furent conduits enchaînés, devint le titre que le nouvel électeur de Saxe eut à faire valoir contre l'élection unanime de son concurrent. Stanislas, toujours infortuné sur le trône, quoique par-tout ailleurs, et pendant le cours d'une longue vie, il ait été un rare exemple de prospérités et de bonheur, se réfugia, suivi de tous les grands, dans la seule ville forte de ces contrées. Dantzick, plutôt protégée des Polonais que leur sujette, florissante par un commerce de plus de mille

vaisseaux, et jouissant d'un gouvernement particulier sous l'autorité de ses magistrats, s'est fortifiée elle-même pour conserver son indépendance. Le roi de France écrivit aux trois ordres de cette ville pour les engager à défendre Stanislas, en leur promettant un prompt et puissant secours. Le siège fut sanglant et opiniâtre. On montre encore dans les fortifications un lieu nommé depuis ce temps le cimetière des Russes. Huit mille de leurs soldats y périrent dans une seule attaque. Après cinq mois, un faible secours arriva enfin sur une escadre plus faible encore : et la plus héroïque valeur ne put le faire pénétrer dans toute la ville. Toutes les tentatives des Polonais, pour le même objet, n'avaient point réussi. Les confédérations qui s'étaient formées dans presque tous les districts, quelquefois heureuses dans les combats de leur cavalerie légère contre la pesante cavalerie saxonne qu'elles surprenaient dans ses cantonnements et dans ses marches, n'eurent jamais aucun succès contre l'infanterie russe. « Jamais dans cette guerre, dit une relation fidèle, trois cents Russes ne se détournèrent pour éviter trois mille Polonais. » Tant le choix des armes, la discipline et l'ensemble ont d'ascendant sur le courage même et sur le nombre ! Désormais toute espérance était per-

due ; mais avant la reddition de la ville, Stanislas eut le triste avantage d'échapper, sous les plus singuliers déguisements, aux périls dont il se trouva environné. Un grand nombre de Polonais lui restèrent fidèles. On supposa qu'ils étaient retenus par la foi de leur serment. L'empereur voulut obtenir du pape qu'il les déliât de ce serment unanime, d'exclure du trône tout étranger ; mais ils ne s'en crurent déliés que par l'abdication de Stanislas : elle fut une suite des traités de paix qui terminèrent cette guerre. La France y gagna de nouvelles provinces où Stanislas vint régner. Les Espagnols gardèrent un royaume qu'ils avaient conquis sur la maison d'Autriche ; et enfin la Russie plaça sur le trône de Pologne Auguste III qu'elle avait soutenu, regardant comme un assez grand avantage de faire régner sur cette république un roi odieux à la nation, et que la crainte où il serait toujours de ses sujets, maintiendrait dans la dépendance de ses protecteurs.

Toute la nation polonaise se réunit dans une diète de pacification, tenue en 1736. Ce peuple vaincu, mais fier dans sa soumission, fit une sorte de réclamation éternelle, en mettant à prix la tête de quiconque à l'avenir, dans un interrègne, appellerait des troupes étrangères ;

et cette même diète qui reconnut Auguste III pour roi, prononça, en sa présence, l'infamie et la peine de mort contre ceux qui, dans la suite, imiteraient son exemple. On exécuta dans cette diète tout ce qu'on méditait depuis plusieurs années contre les dissidents. Le petit nombre qui en restait encore parmi la noblesse, fut absolument exclus du gouvernement, et réduit à la condition de sujets. On leur accorda la sûreté de leurs biens, le droit de posséder tous les emplois militaires, et d'obtenir les grâces de la cour, qui n'emportent avec elles aucune magistrature, le droit de donner leurs voix dans les diétines, pour l'élection des députés, sans pouvoir être députés eux-mêmes. On leur ôta également toute activité dans les tribunaux et dans les commissions souveraines; et l'on décerna contre eux les peines de haute trahison, si, pour être rétablis dans leur premier état, ils imploreraient la protection des puissances étrangères. Ces nouvelles lois, devenues de nos jours l'occasion, ou plutôt le prétexte de tant de troubles, et dès ce temps-là contredites par un grand nombre de catholiques, passèrent toutefois avec une apparente unanimité. Aucun prince étranger ne réclama contre elles; et elles furent portées, en quelque sorte, sous la protection des armes russes.

Cependant les Turcs avaient laissé violer impunément le traité conclu, il y avait alors vingt-trois ans, sur les bords du Pruth, et qui aurait dû garantir la Pologne de l'invasion des Russes. Ce n'était plus ni le même visir, une disgrâce lui avait coûté la vie ; ni le même sultan, une révolution l'avait précipité du trône. Ils étaient remplacés par un empereur et par des ministres, moins dignes encore du gouvernement. Le chef des eunuques noirs était le maître de l'empire ; et sous une administration si méprisable, les insinuations de la France n'avaient pu exciter dans le sérail qu'une attention vaine, et de tardives inquiétudes. Mais ces hardis aventuriers, qui gouvernaient la Russie, saisirent le prétexte de ces inquiétudes même. Déjà, et dès le temps des séditions qui avaient agité Constantinople, et placé sur le trône le nouveau sultan, ils avaient résolu d'attaquer cet empire, de venger la Russie de l'affront qu'elle avait reçu au bord du Pruth, d'effacer ce traité honteux qui opposait à l'ambition des Russes une barrière que, dans d'autres conjonctures, elle aurait pu craindre de franchir. Ils n'avaient suspendu ce dessein que pour donner un roi à la Pologne. Ils le reprirent avec une nouvelle ardeur aussitôt que cette république fut pacifiée. Ces hommes, d'un génie si redoutable, sen-

tirent que , pour enchaîner la Pologne , pour ne pas laisser dans cette république une espérance d'appui , et par cette espérance un germe perpétuel de révolte , il était nécessaire d'humilier l'empire ottoman ; et que c'était peu d'avoir donné un roi aux Polonais , si on ne les séparait entièrement de leurs protecteurs. Pendant les premières hostilités , ils continuaient d'amuser le divan par de fausses négociations , et tout le plan de la guerre était déjà concerté avec les Autrichiens. La Russie profitant même de ses correspondances avec la Perse , avait engagé dans cette ligue l'heureux usurpateur Thamas-Koulikan.

Ce fut sur-tout pendant cette guerre que Munick , par une rigueur inflexible , acheva d'établir dans les armées russes la discipline qu'elles ont conservée. Les officiers généraux étaient , pour les moindres fautes , enchaînés à des canons , et traînés ainsi dans de longues marches. La plupart des soldats , par la crainte de s'avancer dans les déserts sablonneux qui séparent ces deux empires , feignaient des maladies pour ne pas sortir des frontières. Munick , qui vit par cette ruse ses troupes diminuer de moitié , fit publier dans son armée une défense d'être malade , sous peine d'être enterré vif ; et le lendemain , ayant fait enterrer trois soldats

sur le front du camp, les maladies cessèrent, et l'armée passa outre. Au siège d'Oczakoff, une bombe alluma dans la ville un incendie irremédiable. Munick commande aussitôt une attaque environnante. L'incendie s'étendant de plus en plus, et faisant sauter consécutivement trois magasins à poudre, ensevelit au loin sous les ruines une partie de la ville, et des bataillons entiers d'assiégeants. Les Russes refusant alors de monter à un assaut pour entrer dans cette ville embrasée, Munick fait pointer contre ce détachement une batterie de canons, et ces troupes, ainsi forcées à combattre, emportent cette malheureuse ville.

Toutefois les projets concertés entre les alliés ne s'exécutèrent point. Thamas, après avoir demandé aux Russes, sous prétexte d'attaquer l'ennemi commun, des ingénieurs et des officiers d'artillerie, employa ce secours à la conquête des Indes. Les Turcs, qui évitent de faire la guerre sur les frontières désertes de la Russie, mais qui se portent toujours avec ardeur en Hongrie, où l'espérance du butin les attire, attaquèrent avec toutes leurs forces les possessions autrichiennes, et obtinrent de grands avantages. L'armée russe, désolée par cent mille Tartares, n'eut dans la Crimée, qu'elle mit à feu et à sang, que d'inutiles succès. Tous ces anciens

généraux, formés sous Pierre-le-Grand, avaient repris le premier dessein de ce prince, d'étendre la domination moscovite jusqu'au rivage de la mer Noire, et de s'établir sur cette mer, tandis que les principales forces des Turcs seraient occupées de toutes parts. Mais moins la fortune seconda ce projet, plus elle donna de grandes occasions au génie de Munick. Il change tout le plan de la guerre. Il traverse sans obstacle une partie de la Pologne, pour attaquer de ce côté les frontières ottomanes. Ce fut lui qui, le premier, en Russie, conçut le dessein de faire soulever contre les musulmans toutes ces nations chrétiennes, conquises depuis trois siècles, et qui, depuis ce temps, toujours ennemies de leurs maîtres, s'informaient, avec une joie secrète, de tous les progrès des armes russes, et commençaient à en attendre leur délivrance. Étrange pouvoir de l'opinion, par lequel, trois siècles après l'extinction de l'empire grec, des barbares étrangers à cet empire, parviendront, peut-être, à le renouveler en Moscovie ; ainsi que, dans nos climats, trois siècles après l'extinction de l'empire romain, d'autres barbares ayant usurpé son nom dans la Germanie, en ont, en quelque sorte, renouvelé la puissance. Munick, appelé dans le conseil de Pétersbourg, où l'on voulait la paix, opina

pour continuer la guerre. Il exposa l'état intérieur de l'empire ottoman; « Que tous les Grecs » regardaient la czarine comme leur légitime » souveraine; que la disposition de ces peuples tenait à ce premier éclat de renommée » qu'avait maintenant la puissance russe; qu'il » fallait saisir ce premier moment de leur enthousiasme et de leur espérance, marcher à » Constantinople, et qu'une pareille disposition » dans les esprits ne se retrouverait peut-être » jamais. »

En effet, dès que Munick eut conduit son armée dans la Moldavie, ancienne province de l'empire grec, et dont les habitants conservent encore la même religion, ils le reçurent comme leur libérateur. Il se préparait à passer le Danube, et à porter la guerre dans le cœur même de l'empire ottoman. Les Turcs, malgré les grands avantages qu'ils obtinrent alors contre les Autrichiens, auraient difficilement résisté au soulèvement général des Grecs, appuyé par une armée jusque-là victorieuse, et conduite par un tel homme. Dans ce péril même, qui menaçait de si près la puissance ottomane, les événements de la guerre ne servaient que d'occasion et de prétexte aux intrigues du sérail. Tantôt les intentions pacifiques d'un grand-visir devenaient le motif apparent de sa disgrâce;

tantôt dans les victoires de son successeur contre les Autrichiens, on trouvait un motif pour l'exiler, comme trop opposé à la paix. Mais d'autres événements arrêtaient l'armée de Munnick, et empêchèrent l'exécution de ce grand dessein. Thamas, revenu de la conquête des Indes, menaçait alors les frontières turques; et le divan, effrayé, consentit avec précipitation à la paix que demandaient les Autrichiens vaincus; et dans le même temps, les Russes étaient rappelés dans le nord par les premiers mouvements d'une nouvelle guerre contre les Suédois. La France avait offert sa médiation entre la Russie et la Porte; son ambassadeur, uniquement occupé d'acquérir la gloire de pacifier ces deux empires, travaillait sans instructions de sa cour, sans aucun plan, sans aucun avis relatif à la situation des autres états; il pacifiait tout dans ces contrées, sans intéresser dans cette médiation les Suédois, qui, trop tard excités par les précédentes insinuations de la France, se préparaient à commencer cette nouvelle guerre. Il laissa anéantir le traité de Pruth, cet unique bouclier qui restait à la Pologne; et le nouveau traité signé à Belgrade, en 1739, déclara, dans son dernier article, « que toutes les conventions » antérieures n'auraient plus aucune force. » Ainsi les Polonais demeurèrent sans défenseur;

un calme dangereux fut rendu à ces contrées, tandis que les longues tempêtes excitées par l'élection d'un roi de Pologne, allaient encore porter leurs ravages dans d'autres climats; et le dessein de rétablir un jour l'empire grec subsista seulement dans la politique russe.

Le nouveau roi de Pologne, fidèle aux promesses qu'il avait faites à Biren, lui avait assuré le duché de Courlande, quoique ce duché ne fût pas encore vacant. Les Polonais, en cédant sur de plus grands intérêts, avaient consenti dans la diète de pacification à laisser porter cette atteinte aux conditions expresses du traité d'assujettissement de la Courlande. On avait statué qu'elle continuerait d'être gouvernée par un duc quand la maison ducale s'éteindrait; et en conséquence ils avaient donné au roi, dans cette même diète, le pouvoir éventuel de conférer ce fief à son choix : l'unique condition qu'ils eussent imposée d'avance à celui qui en recevrait l'investiture, était d'en acquitter toutes les anciennes dettes, et d'en dégager les domaines hypothéqués à des étrangers. Par-là, ils avaient dessein d'affranchir ce duché des prétentions que formait sur une partie de ses revenus l'impératrice de Russie, comme duchesse douairière. Mais cette condition même assura le trône à Biren, parce que cette princesse

annonça, au moment de la vacance, qu'elle n'abandonnerait ses droits qu'à lui seul. Les états du pays cédèrent à la nécessité de le demander pour duc : et le sénat de Pologne, convoqué à cette occasion, n'eut point d'autre conseil à donner au roi, que de s'accommoder au temps. Le diplôme fut donc expédié à Biren. Toutefois les soins de la faveur et du gouvernement ne lui permirent pas de quitter la cour de Russie. Il ne remplit aucune des formalités exigées par les lois de Courlande pour y prendre possession de la souveraineté. Malgré ces irrégularités, cet homme, dont la famille était diffamée en Courlande, et qui n'avait pu s'y faire inscrire parmi la noblesse, en fut reconnu souverain par cette noblesse même, et par toutes les puissances étrangères.

Mais l'impératrice Anne touchait alors à ses derniers moments ; et la même ambition qui avait perdu Menzikof, allait perdre le nouveau duc de Courlande. Anne, cédant aux insinuations de cet ambitieux, désigna pour successeur au trône de Russie, un enfant de quelques semaines. Elle écarta la duchesse de Mekelbourg, sa nièce, qu'elle avait appelée en Russie, qu'elle-même avait mariée ; et elle choisit pour empereur l'enfant qui venait de naître de ce mariage. Ivan, porté en naissant au faite des grandeurs,

reçut dans son berceau les serments de tout l'empire ; et Biren, comme régent, se fit prêter serment par les armées. Une seule nuit, préparée par dix-huit ans de haine , renversa ses vastes projets. Munick, son ennemi personnel, ayant su, pour arriver au palais, tromper la vigilance des gardes, le surprit dans son lit , et le fit enchaîner enveloppé dans une couverture ; toute cette famille fut mise aux fers. Son épouse, arrêtée comme lui dans son lit par des soldats, fut exposée aux plus méprisants outrages ; et la régence de l'empire fut remise à la mère de l'empereur.

Une sentence rendue par une commission qu'on nomma le sénat de Russie, déclara Biren criminel d'état, digne de mort, et lui faisant grâce de la vie, le priva de l'honneur, de ses biens et de sa liberté. Il fut, avec sa famille, transporté en Sibérie, dans une affreuse prison, dont Munick imagina le plan et traça lui-même le dessin pour y enfermer son ennemi. L'Europe, qui s'était tue pendant la faveur de cet homme, entendit avec surprise annoncer dans tous les papiers publics le néant de son origine ; et d'illustres familles qui cherchaient quelque parenté avec lui, oublièrent leurs recherches. La régence de Courlande n'employa plus son nom dans aucun acte, et le fit effacer des prières

publiques. La Russie, sous le prétexte de s'indemniser des sommes qu'elle l'accusa d'avoir fait porter en Courlande, fit mettre en séquestre toutes les terres duciales. De son côté, le roi de Pologne ordonna que ce duché, pendant la vacance, serait administré sous son propre nom, et la régence se soumit, sans aucune réclamation, à une administration si bizarre, où les honneurs étaient pour la Pologne, et les revenus pour la Russie.

Ce duché paraissant alors destiné au favori, quel qu'il fût, de la princesse qui régnait en Russie, la régente Anne en sollicitait déjà l'investiture pour le prince de Brunswick, son mari, quand une nouvelle révolution précipita dans les fers l'empereur Ivan, ses parents, tous ceux qui avaient attaché leur fortune à cette famille, et tous ces étrangers qui, depuis si long-temps, gouvernaient l'empire. La seconde fille de Pierre 1^{er}, Elisabeth, qui pendant une année entière avait tramé de grands complots, et médité une guerre pour monter sur le trône, fut forcée, par la crainte que ses trames ne fussent découvertes, de changer précipitamment cette conspiration en un coup de main. Elle se rendit la nuit au palais, sous l'escorte de soixante grenadiers, tous vieux soldats, choisis dans les régiments des gardes, et que la mé-

moire de Pierre-le-Grand attachait à sa fille. En entrant dans la chambre de l'empereur, elle courut au berceau et se saisit de cet enfant. Cette troupe de soldats féroces rangés autour d'elle, présentaient leurs baïonnettes, et, prêts à le massacrer, attendaient qu'elle le leur jetât. La nourrice, éperdue, et tombant prosternée aux pieds d'Elisabeth, présentait à terre un carreau au-dessous de ce malheureux enfant. Elisabeth, balancée entre la pitié et le soin de sa propre sûreté, fixa en silence ses regards sur lui, qui, dès un âge si tendre, accoutumé aux respects et à se voir baiser la main, la lui tendit avec un sourire. Elle fut attendrie; elle le caressa; et, le posant sur le carreau, elle dit à la nourrice d'en prendre soin. Cette même nuit, on arrêta la régente et le père de l'empereur. La première intention d'Elisabeth parut être de faire conduire toute cette famille hors du pays; mais après leur départ de Pétersbourg, ils furent retenus sur la frontière, ramenés dans l'intérieur de la Russie, et enfermés dans des prisons ignorées. Il fut défendu, sous peine de mort, de prononcer le nom de cet enfant, et de garder une seule pièce de monnaie frappée à son image.

On avait arrêté au même instant tous ceux qui avaient eu part au gouvernement, Oster-

mann, Munick, tous ces autres étrangers dont les grands talents avaient, en quelque sorte, fondé cet empire. Les soixante vieux grenadiers russes voyant l'autorité remise, par eux seuls, entre les mains d'une princesse toujours élevée en Russie, et qui ne connaissait point d'autres mœurs, lui demandèrent, pour unique récompense, d'ordonner dans tout l'empire le massacre des étrangers. Elle désarma leur férocité ; mais en leur jurant de faire mourir dans les supplices tous ceux qu'ils voudraient trouver coupables. Bientôt, en effet, Pétersbourg vit conduire sur l'échafaud, les uns pour y être écartelés, les autres pour y être roués vifs, cette foule d'hommes célèbres, auxquels cette ville devait sa fondation et son éclat. Tous y montrèrent la plus héroïque fermeté, et le dédain le plus outrageant pour la nation qu'ils avaient illustrée. Ils y reçurent grâce de la vie, pour être conduits dans d'effroyables exils : Ostermann, dans cette île déserte où Menzikof était mort ; Munick, dans cette triste maison construite sur ses propres dessins pour y enfermer Biren. Celui-ci, qu'Elisabeth ne haïssait pas, en sortit pour un exil plus doux ; et, on raconte que ces deux ennemis s'aperçurent, en traversant la chaussée étroite par où l'un sortait pour faire place à l'autre. Golofkine, le seul

Russe qui eût été employé avec éclat sous leur ministère, fut conduit à l'extrémité de l'Asie, au-delà du cercle polaire. Sa femme et lui furent enfermés dans la même chambre; et tant de calamités ayant bientôt causé la mort de cette femme, Golofkine appela l'officier qui le gardait, et lui montra ce cadavre; l'officier répondit « *que ses ordres portaient de ne rien laisser entrer ni sortir;* » et le corps de cette infortunée resta sous les yeux de son époux, jusqu'au retour d'un émissaire envoyé à deux mille lieues prendre les ordres de la cour. Le baron Mengden fut transporté encore plus près du pôle, avec son épouse et un enfant dans les bras de cette malheureuse mère. Cet enfant passa ses premières années, ne connaissant de l'univers entier que ses deux parents. Ils l'instruisirent avec soin dans presque tous les arts de l'Europe. Il leur survécut à tous deux, dans cette même prison, y resta long-temps seul, en sortit à l'âge de vingt ans; et l'auteur de cette Histoire l'a vu occupé à comparer tous les objets de la nature et de la société, également nouveaux pour lui, avec les notions justes et fidèles que ses parents lui en avaient transmises, et qui étaient profondément gravées dans sa mémoire. D'autres eurent d'aussi tristes destinées.

Jamais révolution ne fut plus générale ni plus prompte. Dans toutes les villes russes, les étrangers furent poursuivis, quelques-uns massacrés. Ceux qui servaient à l'armée ne durent la vie qu'à leur nombre, à leur réunion et à leur intrépidité. La plupart se pressèrent d'abandonner cet empire, et de passer chez des nations plus reconnaissantes : tels que Keït, Lascy, Lowendal, qui trouvèrent ailleurs les honneurs et la gloire ; Mansfeldt, aide-de-camp de Munick, et qui l'avait suivi dans toutes ses campagnes ; Euler, dont les travaux ajoutèrent une nouvelle célébrité à l'académie de Berlin. Quelques-uns, n'ayant pas, comme ceux-ci, un nom qui partout assurât leur fortune, obtinrent de servir la Russie dans ses ambassades, se précautionnèrent contre les confiscations, en plaçant leurs biens dans les banques étrangères, et résolurent, en employant leur génie et leurs talents au service de cette cour, de n'y retourner jamais. Il resta seulement en Russie ceux qui purent supporter le mépris. Les juifs furent de ce nombre ; mais on les soupçonna de faire passer en pays étrangers les biens de ceux qui avaient quitté l'empire ; et un édit impérial bannit à perpétuité toute leur race.

Comment des historiens n'ont-ils vu dans tout cet événement, que la révolution particu-

lière qui éleva Elisabeth sur le trône, et non une révolution générale? Les anciennes mœurs russes reprirent aussitôt leur cours. Par-tout l'ignorance et la barbarie reparurent avec la vanité. Un luxe sans bornes continua de régner dans un pays où manquèrent bientôt les arts nécessaires. Les vastes projets formés sous l'administration des étrangers, restaient encore dans la mémoire des Russes. Ils voulaient avoir une escadre à l'extrémité de l'Asie, afin d'y découvrir de nouvelles terres; et ils n'avaient plus un pilote à Pétersbourg. Ils se croyaient destinés à conquérir le monde: et, dénués des talents qui les avaient conduits, ils ne savaient plus assiéger une ville.

La tolérance des religions, suite nécessaire du gouvernement des étrangers, gens de tous pays et de toutes sectes, subsistait encore. On n'avait point révoqué les ordres absolus qui établissaient cette liberté. Mais l'ancienne superstition et le zèle d'en étendre la croyance reprirent bientôt toute leur force. Voler dans les rues des enfants étrangers pour en faire des esclaves, était une action religieuse, parce qu'en même temps on les convertissait à la religion russe. Elisabeth, par sa bonté même, laissait commettre une infinité de maux. Cette princesse, douce sans être clémente, avait fait

serment de ne punir personne de mort ; mais cette indulgence consistait uniquement dans une horreur superstitieuse de tout ce qui pouvait lui rappeler l'idée de la mort. C'était afin d'en écarter jusqu'à la moindre pensée, qu'elle n'osait en signer l'ordre pour un criminel. Pourvu que le sang ne fût point versé, les ordres les plus sévères, s'ils étaient demandés par un favori, ne coûtaient rien à la bonté de son cœur. Elle laissait exercer dans tout son empire une effroyable tyrannie. Les cachots étaient peuplés d'une multitude de malheureux. Un tribunal, nommé l'inquisition d'état, destiné de tout temps à porter l'effroi dans le sein des familles, à recevoir en secret les délations des esclaves contre leurs maîtres, et qui prononce ses horribles décrets avec le même mystère, n'avait jamais apporté à ses fonctions plus de vigilance et plus de rigueur. Les gouverneurs des provinces, se jouant avec une atroce subtilité du serment de leur souveraine, faisaient attacher des hommes en croix, et, sans leur ôter la vie, les faisaient ainsi abandonner au fil de l'eau sur les grandes rivières qui traversent ces déserts. Tout était en proie à leurs vexations et à leur pillage. Cependant Elisabeth était adorée ; et quoique, sous les derniers règnes, les étrangers eussent rendu le gouvernement entiè-

rement militaire, bientôt, sous le joug d'une princesse russe, superstitieuse à la manière du pays, et qui suivait en tout les anciennes mœurs, on vit reparaître cet ancien esclavage volontaire, cette espèce de religion qui avait le souverain pour objet de son culte. Un Russe ne pouvait concevoir que, dans les autres pays de l'Europe, nous fussions attachés à nos souverains ; puisque notre vie, protégée par les lois, ne dépend pas uniquement de leur volonté. « Moi, disait-il, chaque soir je bénis ma souveraine de ce que ma tête est encore sur mes épaules. » C'est dans ce temps qu'un écrivain russe, en racontant que des sauvages de l'Asie se donnaient la mort plutôt que de supporter la servitude, ajoutait que ces suicides se multiplièrent à un tel point, que la cour envoya, de Moscou, un édit exprès pour les défendre.

Pierre-le-Grand n'avait pris en main la puissance du patriarche, que pour la détruire ; mais, sous le règne d'Elisabeth, cette puissance, jointe à l'autorité impériale, la rendit encore plus sacrée. Le synode ou conseil des prêtres se fit gloire de considérer la czarine comme chef de la religion ; et le despotisme fut encore aggravé du pouvoir même qui autrefois l'avait balancé. Ainsi les Russes retournaient par la

pente invincible de leurs mœurs, à leur servitude religieuse ; et formés en même temps au despotisme militaire, ils étaient parvenus au plus bas degré d'esclavage qui ait jamais été chez les hommes.

Tous ceux qui, depuis un siècle, avaient eu part aux grandes affaires ou à la faveur, ayant tour-à-tour péri dans les supplices ou en exil, les esprits semblaient affaiblis par le souvenir de ces fameux exemples. On ne voyait s'élever nulle part ni ambition, ni talents. Les mères recommandaient à leurs enfants de s'arrêter aux premiers pas dans le chemin de la fortune ; et la plupart de ceux qui parvenaient aux honneurs, étaient choisis parmi les esclaves domestiques du palais. Un homme restait seul qui avait été employé sous le ministère des étrangers ; et sa longue expérience, malgré ses vices, reconnus de sa souveraine, le porta à la tête du gouvernement. C'était le russe Bestuchef, génie vigoureux, mais sans culture, sans morale, sans aucun soin de sa réputation. La cour le croyait audacieux, parce qu'il méprisait toute pudeur, et que jamais il n'employa l'intrigue où pouvait réussir l'impudence. Sa politique était de croire qu'on peut toujours faire à un autre homme la proposition d'un crime ; sa seule adresse dans ses conversations était de balbutier, afin d'avoir

le droit de revenir sur ses paroles, en soutenant qu'on ne l'avait pas bien entendu ; de paraître ne pas comprendre avec facilité la langue qu'on lui parlait, afin qu'on s'expliquât de tant de manières qu'on dit enfin plus qu'on ne voulait dire. Sa souveraine le redoutait ; et la disgrâce, avant de le frapper, le menaça vingt ans. Il détestait sa souveraine, et souvent il médita de la détrôner. Ce ministre, perdu de luxe, comme le furent tous les courtisans sous ce règne, trouvait une ressource perpétuelle à son désordre, en vendant l'alliance de sa cour aux puissances étrangères. Aussi soutenait-il dans le conseil « que l'état naturel de la Russie est » la guerre, que son administration intérieure, » son commerce, sa police, toute autre vue » doit être subordonnée à celle de régner au- » dehors par la terreur, et qu'elle ne serait » plus comptée parmi les puissances euro- » péennes, si elle n'avait pas cent mille hommes » sur ses frontières, toujours prêts à fondre » sur l'Europe. » Par cette politique ruineuse, il maintenait avec effort la considération des Russes en Europe, il faisait rechercher l'alliance de sa cour, et vendait cette alliance à son profit personnel.

La faveur de l'impératrice était tombée sur un de ses pages, le comte Ivan-Schouvalof,

jeune homme sans génie, modéré par crainte, qui borna son autorité à protéger faiblement les arts de luxe ; mais un de ses parents , Pierre Schouvalof, que , par allusion au nom de deux empereurs, on nommait quelquefois Pierre III, profitait de cette faveur pour s'élever à une puissance formidable, tenait en monopole le commerce maritime de l'empire , affermais à un profit immense la province de Sibérie, c'est-à-dire, presque tout le nord de notre continent; dépouillait, dans ce vaste gouvernement, tous ceux qui y possédaient quelques richesses, et égalait par son faste celui des souverains. Il était grand-maitre de l'artillerie, et prévoyant les troubles qui devaient suivre ce règne, il avait eu soin pour s'y assurer la principale influence, et balancer la force des régiments des gardes, d'augmenter les troupes de l'artillerie : il les tenait dans la capitale ; il les formait, par le secours de quelques subalternes étrangers, aux manœuvres les plus promptes et les plus hardies : elles avaient atteint par leur discipline et par leur adresse tout ce que les peuples les plus aguerris ont acquis dans ce genre. Leurs exercices, dans lesquels cet homme portait son faste accoutumé, et faisait tirer dans les jours solennels trente mille coups de canon, ressembloient à de grandes batailles. Ainsi, malgré les

intentions pacifiques d'Elisabeth, malgré la faiblesse de son caractère, quoiqu'il n'y eût dans son conseil aucun projet, l'ambition d'un de ses favoris, et le vil intérêt de son ministre, entretenaient dans cet empire les forces qu'il allait bientôt développer. Cette princesse elle-même, qui laissait ses finances en proie à toutes les malversations, et qui ruinait son état par le luxe, tourmentée d'une défiance inquiète et de la crainte des révolutions, amassait en secret un trésor particulier. Dans le même temps, tout ce peuple, obéissant à une impulsion donnée pendant plusieurs règnes, s'avancait de toutes parts au-delà de ses frontières. Ces longs retranchements, dont ils enfermaient leur empire depuis l'Europe jusque bien au-delà des possessions chinoises, étaient par-tout élevés sur des terrains envahis; c'était une vaste mer qui abandonnait son lit pour couvrir ses bords.

Pendant que la Russie, toujours ambitieuse, était ainsi gouvernée, au hasard, par un ministre vénal et par une femme timide, il semble que la Pologne aurait dû se ressaisir de son indépendance, et se dérober entièrement au joug dont elle était menacée. Mais la tranquille anarchie de cette république, sous le règne d'Auguste III, n'offre pas un spectacle moins extraordinaire que cette paisible et rigoureuse

servitude, dans laquelle les Russes s'applaudissaient d'être retombés.

Auguste III, sans avoir les grandes qualités de son père, avait montré la même générosité. Il avait, comme lui, prévenu par des bienfaits ses ennemis les plus opiniâtres. Il marchait en apparence sur les mêmes traces ; il laissait autour de son trône les arts que son père y avait rassemblés ; mais son goût pour le luxe n'avait rien qui lui fût personnel. C'était seulement par une habitude prise dans son éducation, qu'il se ruinait en magnificence sans l'aimer, en tableaux sans s'y connaître. Le faste de sa cour n'était animé par aucun esprit de galanterie ; et ce roi, d'une beauté majestueuse, gardait une inviolable fidélité à la reine, son épouse, la plus laide princesse de son siècle. Cette beauté même, qui, dans les traits de ce prince, frappait au premier coup-d'œil, s'éclipsait à la plus légère attention ; on lui trouvait, au moindre examen, je ne sais quoi d'épais ; sa physionomie muette et morne n'avait aucun caractère ; si ce n'est quelque fierté. Son esprit était si paresseux et si borné, que jamais il n'avait pu apprendre la langue de son royaume. Son unique passion fut pour la chasse ; et la reine ne le quittant jamais, l'y suivait dès le point du jour, dans une chaise ouverte, bravant avec lui toutes

les intempéries des saisons. Dans cette unique et perpétuelle occupation, il prétendait gouverner seul ses deux états de Saxe et de Pologne ; mais, en effet, tous les soins du gouvernement étaient abandonnés à un favori, assez adroit pour que ce monarque nonchalant, mais orgueilleux et jaloux de son autorité, crût toujours l'exercer par lui-même.

Le comte Brulh, chasseur infatigable, parce que c'était un moyen sûr de plaire à son maître ; convive agréable, adroit à tous les exercices, avait passé sa vie entière à la cour, et, devenu ministre, ne fut encore qu'un courtisan. Ce ne fut point un choix du roi qui porta Brulh à cette place, mais une faveur qui, s'accroissant de jour en jour, sans être fondée sur aucune estime, fit tomber peu à peu toutes les affaires entre ses mains. Jamais respects plus serviles ne furent rendus à aucun prince, que ceux qu'il rendait à son maître avec une perpétuelle assiduité ; toujours à sa suite dans les forêts, ou passant les matinées entières en sa présence, sans jamais dire un mot, tandis que ce prince désœuvré se promenait en fumant, et laissait tomber les yeux sur lui, sans le voir. « *Brulh, ai-je de l'argent ? — Oui, Sire,* » ce fut toujours sa réponse. Mais pour satisfaire chaque jour aux nouvelles fantaisies du prince, il chargea en

Saxe la banque de l'état de plus de billets qu'elle n'avait de fonds; et en Pologne, il mit à l'encan tous les emplois de la république. Il portait dans les grandes affaires de la politique générale de l'Europe, cet esprit d'intrigues sourdes, de mensonges et de doubles manœuvres qu'on prend si souvent dans les cours; rampant devant son maître, séduisant dans la société par sa grâce et par sa douceur, faible et perfide dans les affaires, et par-tout ailleurs le plus superbe des hommes. L'excès de son luxe en tous les genres paraîtrait exagéré dans un roman; et la vérité passe ici de bien loin toute vraisemblance.

Lucullus, l'étonnement des Romains après qu'ils eurent pillé la Grèce et l'Asie; Lucullus, qui prêta un jour aux entrepreneurs d'un spectacle cinq mille de ses habits, aurait paru au ministre saxon, dénué de tout et presque nu. Il prétendait que cette folle magnificence n'était pas en lui un goût personnel, et qu'il s'y asservissait uniquement pour flatter un faible de son maître. En effet, Auguste, attaché par indolence à une vie simple et privée, mettait de l'orgueil à être servi par un ministre fastueux. *Sans mes profusions*, disait Brulh, *il me laisserait manquer du nécessaire*. Et le plus vain, le plus superbe des hommes, n'était encore au milieu de

toute cette pompe, que le plus vil des flatteurs. On ignora long-temps qu'une secrète dévotion se mêlait dans l'âme de ce ministre à toutes les passions d'un courtisan ; mais un jour que deux étrangers pénétrèrent indiscretement dans ses appartements intérieurs, ils l'aperçurent, avec surprise, à genoux, le visage contre terre, devant une table illuminée, comme le sont les tombeaux dans les cérémonies funèbres. Brulh se relevant avec précipitation, leur dit « qu'a- » près avoir donné sa journée entière à son » maître temporel, il fallait bien donner quelques moments à l'éternité. » Tels sont les replis du cœur humain ; tels étaient les sentiments qu'il cachait avec soin, sous un désordre qui perdait deux états.

Le comte Brulh, d'abord ministre de Saxe, n'était rien en Pologne, où les étrangers sont exclus de tous les emplois ; mais aussitôt que par son crédit sur l'esprit du roi, il eut commencé à disposer seul de toutes les grâces, il se donna hardiment pour Polonais, et trouva moyen, dans un procès suscité à dessein, de faire reconnaître par un tribunal une fausse généalogie. Ce jugement devint un titre qui permit à la faveur de le combler personnellement de richesses et de dignités.

Le maître et le favori n'avaient point d'autre

système politique qu'une dépendance entière de la Russie. Ils saisissaient avec adresse toutes les occasions de capter la bienveillance de cette cour. Dès que l'impératrice avait souri à un jeune homme, ils en étaient soigneusement informés. Le cordon de Pologne était devenu, en quelque sorte, le premier degré des honneurs russes, et le premier indice d'un crédit naissant à Pétersbourg. De Varsovie on mandait fidèlement aux autres cours toutes les nouvelles de Russie ; c'était pour cet empire comme la capitale d'une province éloignée. Quelques Polonais s'affligeaient de ces bassesses ; mais comme faire sa fortune et celle de sa famille, était devenu, sous ce règne, l'occupation générale, la plupart allaient chercher la faveur à sa source. Ils voyageaient à la cour de Russie ; les viles intrigues des courtisans russes se conservaient à Varsovie en anecdotes, pour l'instruction de la jeune noblesse, et comme une science utile à l'ambition. Brulh s'applaudissait de sa politique ; il croyait, par l'adresse de ses négociations, s'être assuré de tout ce qui avait du crédit auprès de la czarine. Mais le grand-chancelier Bestuchef se servait de lui comme d'un espion subalterne, dans les affaires générales de l'Europe, et profitait de la déférence du ministre saxon pour vendre, en concurrence avec lui, les starosties

et les dignités polonaises ; et beaucoup de gens ont pensé que le premier ministre russe n'avait point d'autre vue sur ce royaume , que d'y entretenir son crédit pour cette vente même.

Dans une pareille situation, le joug ne paraissait pas s'appesantir ; mais il s'affermissait d'année en année ; et pour citer un exemple remarquable , le conseil des prêtres russes envoya un évêque de sa religion dans ces provinces polonaises , dont les paysans étaient Russes d'origine. Il y établit un nouveau siège épiscopal , qui ne reconnaissait point d'autre autorité que celle de la czarine , en opposition des anciens évêques grecs qui s'étaient soumis à l'autorité du pape. Ce ne fut alors , de la part des prêtres russes , qu'un zèle de prosélytisme , sans aucun dessein politique ; et en Pologne toutes les affaires étaient dans un tel abandon , il y avait dans tous les esprits tant de légèreté , tant de négligence , qu'une si dangereuse innovation ne fut pas même remarquée.

Le roi préférait le séjour de Dresde à celui de Varsovie , parce que les forêts de son électorat étaient plus agréables pour la chasse que les forêts de son royaume ; et parce qu'étant ennemi de toute représentation , il n'était point obligé de tenir une cour à Dresde , comme toutes les coutumes polonaises l'y contrai-

gnaient à Varsovie. C'était en Saxe qu'il entretenait, à grands frais, des troupes de danseurs français, et de chanteurs italiens, et qu'il se ruinait en folles prodigalités. Mais le ministère polonais ne pouvant avoir d'activité que par la présence du roi, la diète et le conseil du sénat ne pouvant s'assembler que sur une convocation du roi, ses longues absences laissaient la république dans une entière inaction. La loi qui oblige de convoquer une diète tous les deux ans le rappelait à cette époque; il désirait passionnément que ces assemblées eussent une heureuse issue, parce qu'il en eût regardé le succès comme une preuve de confiance que les Polonais lui eussent donnée. Mais après quelques sessions tumultueuses, il se trouvait toujours quelque nonce dont l'opposition obligeait la diète à se dissoudre; et le roi, accoutumé à ce malheur, paraissait aisément consolé, quand la saison était favorable pour retourner en Saxe. Pendant trente années que dura ce règne, la nation s'assembla toujours vainement; et presque toujours les prétextes les plus frivoles suffirent pour ces ruptures. Le roi de Prusse a raconté qu'un jour cherchant à faire rompre une diète, et ses partisans, en petit nombre, ne pouvant trouver un motif apparent qui cachât leur mauvaise intention, il feuilleta les

lois polonaises, et y découvrit l'ancienne défense de traiter aucune affaire aux lumières; il leur écrivit de chercher à prolonger quelque session jusqu'à l'entrée de la nuit, et de faire apporter des chandelles. Il fut obéi. Les chandelles furent apportées; grande rumeur dans l'assemblée; on crie à la violation des lois; « que l'ancien ordre des diètes est interverti; » que le pouvoir arbitraire tente tous les » moyens de s'établir; » et dans ce tumulte un nonce proteste contre la validité d'une diète où les lois sont violées ouvertement. Qu'on imagine le plus simple héritage quelques années sans maître et sans régie, tout y tomberait en ruines; et un des plus grands royaumes de l'Europe resta pendant trente années sans aucune sorte d'administration. Il n'existait aucun pouvoir légitime pour demander compte ni de la perception des impôts, ni de l'état des troupes. Les grands trésoriers s'enrichissaient du trésor public, tandis que l'état était pauvre et obéré. Les grands généraux étaient puissants, et la république sans défense. Les grands maréchaux étaient redoutés, sans que la police fût maintenue; et on reprochait aux chanceliers de signer arbitrairement des actes illégaux. Toutes les grandes affaires restaient indécises. Aucun ministre n'avait été envoyé aux puissances étran-

gères. Il y avait sur-tout un désordre dont les funestes conséquences attaquaient toutes les fortunes. Les hôtels des monnaies avaient été fermés en 1685, en attendant la première assemblée des états, afin qu'on pût, pendant cet intervalle, délibérer avec les grandes villes de Prusse sur le règlement qu'on projetait alors. Mais la rupture des diètes empêchant toujours ce règlement, les hôtels des monnaies restaient fermés. Les anciennes pièces, d'une valeur très-supérieure à celles qui avaient cours dans les pays étrangers, furent bientôt enlevées par les peuples voisins et par les juifs. La monnaie étrangère devenant plus nécessaire de jour en jour, avait un cours arbitraire; le commerce intérieur manquait de petite monnaie. La république ne pouvant même remédier à ce désordre, le roi se crut suffisamment autorisé par la nécessité évidente, à faire frapper en Saxe des pièces polonaises; et dans l'avidité de gagner sur cette entreprise, il donna aux princes voisins le dangereux exemple de les falsifier.

Au milieu d'une longue paix, la nation, plongée dans la mollesse, se faisait un devoir d'imiter le luxe de la cour; et ce luxe insensé déguisait, sous une apparente prospérité, le véritable état du royaume. Le peuple, c'est-à-dire, les esclaves, devenaient chaque jour plus malheureux,

parce que les possesseurs des terres s'efforçaient d'en accroître les revenus par le surcroît de travaux dont ils chargeaient ces infortunés. La plupart des gentilshommes, ruinés par une vaine ostentation de richesses, n'avaient plus ni armes, ni chevaux, et n'étaient plus, comme autrefois, toujours prêts à marcher pour la défense de la patrie. De là les revues de la noblesse n'avaient plus lieu; quiconque eût proposé de les rétablir se fût rendu inutilement suspect à la cour. On sentait donc à-la-fois tous les abus de ce gouvernement bizarre, où d'un côté la disposition des grâces, dépendant de la seule volonté du roi, laissait dominer cet esprit d'imitation qui tient à la basse flatterie des cours, tandis que les privilèges de la noblesse y maintenaient, d'un autre côté, tous les désordres de l'anarchie. Aucun danger présent n'avertissait la nation qu'elle était désarmée. On laissait tomber plusieurs autres établissemens qui entretenaient autrefois son esprit militaire; et cette noblesse, unique force de la république depuis la réduction des deux armées, ne pouvait offrir, aux premiers dangers qui la menaceraient, qu'un amas de gens courageux, il est vrai, mais sans armes, sans discipline, également incapables de commander et d'obéir.

La cour, dont l'ambition croissait par ces désordres même, employait quelquefois avec habileté tous ses avantages pour préparer le succès d'une diète qui eût augmenté le pouvoir du roi; mais un seul citoyen suffisait pour renverser les plus adroites mesures. Le *liberum veto*, ce défaut monstrueux qui perdait la république, empêchait l'effet de tous les autres vices de ce gouvernement. Plus d'une fois la cour renonçant, en apparence, à ses projets ambitieux, chercha à engager les Polonais dans des alliances personnelles avec les autres états. L'Europe était alors partagée en deux grandes confédérations, dont les forces égales, et les succès balancés dans les dernières guerres maintenaient une sorte d'équilibre entre toutes les puissances. Celle qui réunissait, dans une même alliance, les cours de Russie, de Vienne et d'Angleterre, protégeait la maison de Saxe, et renouvelait souvent la proposition de soudoyer une armée polonaise. Le roi favorisait cette proposition, dans l'espoir que toutes les forces de la Pologne se trouvant ainsi remises à la disposition de ses alliés, il acquerrait aisément pour lui-même l'autorité qu'il leur laisserait prendre. Mais ce nouveau dessein, sur le point d'être exécuté, se trouvait toujours rompu. Les autres puissances, soutenues par leur seule

réputation, conservaient encore la faveur secrète de la nation et quelques partisans déclarés; de sorte que ces deux grandes confédérations, l'une par ses intrigues, l'autre par l'opinion qu'on avait de ses forces, se balançaient aussi dans la république. L'équilibre même de l'Europe servait à maintenir le gouvernement polonais; et la Pologne, au lieu d'être subjuguée, au lieu d'être entraînée dans des alliances dangereuses, conservait par l'impossibilité même de prendre une résolution, la liberté, l'indépendance et la paix.

Ce qui peut à peine se comprendre, c'est que dans une pareille anarchie, elle paraissait heureuse et tranquille. La sûreté régnait dans les villes; les voyageurs pouvaient sans rien craindre traverser les forêts les plus solitaires et les routes les plus fréquentées. Jamais on n'entendait parler d'aucun crime; et rien peut-être ne fait plus honneur à la nature humaine, et ne confirmerait mieux l'opinion philosophique, que l'homme est naturellement bon. Toutes les haines de religion semblaient assoupies. On ne vit nulle part se produire aucun zèle fanatique. Plus d'injures, plus de ressentiments. La rupture perpétuelle des diètes ne laissant exister aucune autorité législative, mais seulement l'autorité des tribunaux chargés de faire exécuter

les lois, les dissidents n'avaient aucune occasion de réclamer, et se soumettaient avec tranquillité. Le comte Brulh, luthérien lui-même, accordait au petit nombre de dissidents qui restaient encore, plus de faveur que la loi ne leur en laissait. Cette république, à la veille des plus terribles calamités, se contenait dans une espèce de calme. Les grandes maisons tâchaient de s'emparer des tribunaux : elles s'efforçaient d'en faire élire tous les députés parmi les gens de leur faction, afin d'y exercer leur faveur ou leur haine. Mais le choc des différents partis les maintenait tous au même niveau, et la justice recevait sa balance des mains de la liberté. Quoique la jeunesse menât une vie licencieuse, quoique les femmes jouassent des rôles importants dans ces perpétuelles intrigues, la nation élevée dans des principes de piété, avait en général de bonnes mœurs. La cour, qui, sous le dernier règne, s'était ouvertement livrée à tous les plaisirs, était devenue plus décente et plus réservée sous la reine actuelle, qui ne parlait jamais à une femme d'une vertu suspecte ; le frein des lois n'étant presque plus sensible en Pologne, les mœurs publiques suffisaient à maintenir par-tout l'apparence de l'ordre.

Aussi la plupart des Polonais regardaient-ils cette anarchie, comme le plus beau système de

gouvernement qui ait jamais été établi sur la terre. Ils n'attribuaient le blâme général des autres nations qu'à l'avilissement des esprits, produit dans l'Europe presque entière par l'autorité oppressive des gouvernements modernes. Un très-petit nombre de citoyens sentait, il est vrai, qu'une situation si bizarre ne pouvait durer long-temps; qu'il n'y a point de véritable prospérité pour des hommes sans défense; et qu'au premier moment, la république tomberait dans une horrible confusion. Mais dans ce nombre même, quelques-uns, retenus par la crainte d'occasioner ce funeste ébranlement, s'ils tentaient une réforme, réprimaient leur zèle, ne voulaient hasarder aucune tentative, et abandonnaient leur sort et celui de leur patrie au temps et à la fortune. Les autres, plus zélés, et convaincus de la nécessité pressante de prévenir des désastres autrement inévitables, ne se dissimulaient pas que pour réussir dans cette grande et difficile entreprise, ils avaient besoin d'une extrême circonspection; que la seule idée d'un changement serait regardée comme un crime par la plus grande partie de la nation, et que les puissances-voisines saisiraient, pour accélérer la perte de la république, l'occasion même des réformes qu'ils voudraient y tenter. Ces réformes ne pouvaient

donc s'opérer que par une révolution imprévue, par une confédération générale que d'habiles gens parviendraient à former sous d'autres prétextes ; qui entraînerait tous les esprits, avant qu'ils soupçonnassent où l'on aurait dessein de les conduire ; qui emploierait à changer le gouvernement l'autorité qu'elle aurait reçue à d'autres titres ; et que les puissances amies de la Pologne soutiendraient assez fortement pour en imposer aux puissances ennemies. C'était le but où tendaient en secret deux factions accréditées dans la république, mais divisées malheureusement entre elles d'intérêt et d'opinion, et qui méditaient pour réformer le gouvernement, deux projets entièrement contraires.

Une de ces factions, mécontente de la cour, et qui cherchait à en traverser tous les dessein, eut long-temps pour chef la maison Potocki, maison puissante et nombreuse, qui n'avait jamais rendu au roi Auguste III un hommage volontaire. Elle se soutenait avec éclat sous son règne par la seule faveur de la nation, et par l'autorité des grandes charges dont elle était revêtue. Un comte Potocki était primat du royaume, un autre en était grand général. Ils reconnaissaient la nécessité absolue d'abolir cette folle loi de l'unanimité ; mais ils trouvaient dans une réforme si nécessaire un inconvénient

plus dangereux peut-être que tous les désordres actuels. Etablir dans les diètes la pluralité des suffrages, c'eût été, dans la constitution présente, ouvrir un chemin au despotisme, parce que le roi disposant de toutes les grâces, et les Polonais étant toujours susceptibles, toujours avides d'en obtenir de nouvelles, il aurait toujours en main un moyen infaillible de gagner le plus grand nombre. Cette maison, regardant la liberté comme le premier des biens, et l'obligation de la conserver dans sa patrie comme le premier des devoirs, voulait, en abrogeant la loi de l'unanimité, former une autre barrière contre l'autorité royale, par de nouvelles lois sur la distribution des grâces. Ils se proposaient d'établir un conseil permanent et souverain, auquel serait confié la nomination de tous les emplois; seul changement que la nation, à ce qu'ils croyaient, pût jamais agréer, parce que cet établissement nouveau flatterait l'ambition des grands, que leur crédit entraînerait le suffrage de leurs clients, et que ceux-ci espéreraient assurer leur propre fortune, en assurant celle de leurs protecteurs. Une première tentative, faite en 1752, avait échoué. Ils avaient cru, à cette époque, pouvoir saisir une occasion favorable que leur offraient en apparence les révolutions arrivées récemment en Russie, et qui, en oc-

cupant cette cour de ses propres embarras, auraient pu la distraire de ce qui se passerait en Pologne. Mais ces révolutions, fatales aux souverains seuls et au ministère, n'avaient point troublé l'empire russe. La tentative de ces zélés citoyens n'avait eu aucune suite, et leurs mesures ayant été si secrètes qu'elles n'avaient causé dans la république aucune commotion violente, ils attendaient du temps quelque autre occasion plus réelle. Ils remettaient du moins leurs nouvelles tentatives à l'interrègne, époque toujours marquée pour les réformes à faire dans les lois, et que les accidents où la santé du roi paraissait exposée, faisaient chaque jour envisager comme prochaine.

Une famille non moins puissante, et alors plus accréditée à la cour, méditait plus secrètement encore un dessein entièrement opposé. Les princes Czartorinski, que l'ancienne grandeur de leur maison portait à s'élever au-dessus de l'égalité républicaine, accusant en toute rencontre les vices de leurs concitoyens, ne les croyant plus dignes de se gouverner eux-mêmes, avaient conçu le projet de changer le gouvernement en une véritable monarchie ; ils se persuadaient qu'un conseil permanent pour la distribution des grâces, ne serait qu'une occasion perpétuelle de factions ; que si la nation eût

été vertueuse, il eût été inutile d'y faire des réformes; que les vices même qui rendaient des réformes nécessaires, devaient en déterminer la nature; enfin, que la Pologne était trop étendue, ses mœurs trop dégénérées, ses voisins trop puissants, pour qu'elle restât avec sécurité sous un gouvernement républicain. Abolir l'unanimité, augmenter les prérogatives royales, rendre la couronne héréditaire, restreindre l'autorité des premiers emplois, augmenter celle des tribunaux, abaisser la puissance des grandes maisons, c'était le projet des princes Czartorinski. Ils en suivaient l'exécution avec d'autant plus d'artifice, qu'ils avaient conçu l'espérance de former cette monarchie pour eux-mêmes; qu'un pareil changement devait être en horreur à une nation si éperdument éprise de sa liberté, et qu'ils osaient se flatter d'employer, pour l'y contraindre, le concours même de la Russie, sans que cette cour ignorante et vénale soupçonnât l'usage qu'ils feraient des forces qu'elle leur confierait. Une telle entreprise ne pouvait être conduite par des mains plus hardies et plus adroites.

La maison Czartorinski est une branche de celle des Jagellons, qui, possédant autrefois le grand duché de Lithuanie, montèrent sur le trône de Pologne, et le possédèrent pendant

deux siècles, par des élections toujours libres, en reconnaissance de ce qu'ils avaient uni ces deux états. La branche des Czartorinski, quoique souvent illustrée par les premières dignités de la république, avait peu de biens héréditaires, et resta long-temps dans une médiocrité de fortune qui ne lui permettait dans son ambition aucun système suivi. Mais, au commencement de ce siècle, une femme aimable lui donna plus d'éclat qu'une foule d'hommes habiles n'avaient fait par leur politique ; elle joignait l'esprit le plus cultivé aux grâces naturelles, et le désir de plaire lui servait à cacher la plus haute ambition. Dans ses premières années, elle avait suivi, en France, son père, le grand chancelier Morstin ; elle y avait été élevée dans un temps où cette cour était si florissante par les succès de Louis XIV, les talents de ses ministres, l'esprit de ses courtisans et les prodiges de tous les arts qui immortalisent son règne. Cette femme, dont les manières étaient séduisantes et les mœurs faciles, ayant épousé un prince Czartorinski, porta dans sa maison à Varsovie le ton des plus agréables sociétés françaises ; sa politesse devint le charme et le modèle de cette cour. Elle fut la première qui, abandonnant cette sage réserve que les dames polonaises avaient eue jusque-là dans leurs

mœurs, et prenant pour exemple les dames françaises, se mêla comme celles-ci, par la galanterie, la séduction et l'intrigue, dans tous les mouvements de la cour et dans les plus grandes affaires de l'état. Elle rassemblait chez elle les ministres les plus graves, et les courtisans les plus spirituels. Dans cette société, et sous les yeux de cette femme ambitieuse, se formèrent trois enfants également célèbres. L'un, que son génie destinait aux affaires, y fut instruit par le vieux Flemming, ministre éprouvé par toutes les vicissitudes de la fortune d'Auguste II. L'autre, simple capitaine au service d'Autriche, n'ayant pour lui que la grandeur de sa naissance, sa jeunesse et une sorte de faveur publique, osa prétendre à la plus riche héritière de Pologne; c'était une jeune veuve que d'illustres rivaux se disputaient. On se souvient encore en Pologne, que le plus jaloux d'entre eux, abusant de sa richesse pour humilier Czartorinski, se faisait escorter chez leur maîtresse commune, par une foule de valets, vêtus chaque jour comme le prince l'était ce jour même. Celui-ci, dans un duel, ôta l'honneur à cet homme superbe, et lui laissa la vie. Ses qualités personnelles l'emportèrent sur le faste de ses rivaux, et le concours de beaucoup d'amis lui facilita les occasions qui mirent enfin cette jeune veuve

dans la nécessité de l'épouser. Ce mariage ayant donné à cette famille l'éclat des richesses, le seul qui lui manquât, dès lors elle ne vit plus rien au-dessus de son ambition.

Le troisième enfant était une fille d'un caractère altier et d'une imagination romanesque ; elle avait pris dans un pareil caractère une passion vive pour un homme qui devait son élévation à des talents extraordinaires. C'était le comte Poniatouski, d'une noblesse nouvelle, mais à qui la nature avait prodigué tous les autres avantages. Son père, bâtard d'un comte Sapiéha, n'avait ~~eu~~ pour toute fortune que l'emploi d'économe dans une terre de cette maison. Celui dont nous parlons annonçant dès l'enfance le caractère et le génie le plus heureux, avait reçu, par les bienfaits des Sapiéha, une éducation distinguée. Il avait suivi, comme page, dans les pays étrangers, un seigneur de cette famille. A son retour, Charles XII étant déjà entré en Pologne, et les Sapiéha ayant embrassé le parti de ce roi, ils le lui envoyèrent pour traiter de leurs affaires. Dans cette négociation il plut à Charles XII, et avec l'agrément de ses premiers maîtres, il s'attacha à leur protecteur. Ce fut lui qui, après la défaite de Pul-tava, conduisit en Turquie la fuite de ce prince. Ce fut lui qui souleva cet empire contre les

Russes , et fut ainsi le premier auteur du traité qui défendait pour jamais aux Russes toute entrée en Pologne ; bien éloigné de prévoir que leurs armées dussent un jour envahir la république pour placer son fils sur le trône. A la mort de Charles XII, Poniatouski, sans asile, vint avec une généreuse confiance se présenter au roi Auguste II, et lui dit : « J'étais trop jeune » pour faire choix d'un parti quand le roi de » Suède vous faisant la guerre me demanda au » seigneur à qui j'étais attaché ; depuis ce temps » ma fortune fut de lui plaire , mon devoir de » le servir ; aujourd'hui que sa mort me rend » à moi-même , je ne reconnais plus d'autre » maître que votre majesté. » Le roi le pressant entre ses bras, lui répondit : « C'est un grand » bonheur d'être servi par un homme tel que » vous ; » et depuis ce moment, il le combla constamment de bienfaits.

Les princes Czartorinski désapprouvèrent hautement le mariage de leur sœur avec cet homme ; mais il parvint, par la souplesse de son esprit, à se réconcilier avec eux ; et leur réunion ne tarda pas à former une faction puissante , et qui devint bientôt redoutable à toute la république. Dans une nation inconstante et divisée, ils suivirent toujours le même système , et demeurèrent toujours unis. Leur mère, dans une

vieillesse avancée, présidait à tous leurs desseins. Un jour marqué de chaque semaine, ils se rassemblaient chez elle, pour concerter sous ses yeux toutes leurs entreprises; elle avait commencé leur fortune : elle jouissait de son ouvrage. Les Russes n'avaient point eu d'abord d'ennemis plus opiniâtres; et quand Stanislas revint disputer la couronne au nouvel électeur de Saxe, Poniatowski, autrefois son capitaine des gardes, et désormais assez considérable dans son pays pour être un chef de parti, reprit encore les mêmes engagements et le même zèle. Les princes Czartorinski employèrent leurs talents à le seconder, soit qu'ils voulussent assurer l'indépendance de leur patrie contre l'opposition des Russes, soit qu'ils eussent déjà le projet d'aplanir pour eux-mêmes le chemin du trône, en l'ouvrant au seul Polonais qui paraissait alors pouvoir y monter. Stanislas, dans sa bonne et sa mauvaise fortune, n'eut point de sujets et d'amis plus fidèles; mais après les traités de paix, leur ressentiment contre la France, qui les avait abandonnés, se changea en une violente haine. Ils envoyèrent acheter la bienveillance de la cour de Russie; ce fut de sa faveur qu'ils attendirent désormais tout leur crédit; et dès lors ils conçurent ce dessein hardi et dangereux que nous avons commencé de dé-

velopper. Ils crurent que la Pologne n'avait plus d'autre voie de salut que de tromper la défiance de cette cour ombrageuse, par une soumission apparente à tous ses caprices, d'éluder par un asservissement volontaire la pesanteur de son joug, de prévenir ainsi les efforts qu'elle pourrait faire pour étendre et affermir son autorité. La vénalité, l'ignorance et l'ineptie du ministère russe leur persuadèrent qu'ils pourraient aisément l'engager dans des démarches utiles à la Pologne, et dont ces barbares ne pénétreraient pas l'objet. Tel fut le but secret de toutes leurs démarches; et bientôt leur habileté leur donna la faveur intime du roi qu'ils avaient combattu; mais en paraissant s'attacher au système politique que suivait la maison de Saxe, ils formaient des liaisons particulières dans les cours de Russie, d'Angleterre et d'Autriche; Poniatowski, leur conseil, vieillissait dans les honneurs et la tranquillité; pendant que les deux Czartorinski étaient devenus les véritables maîtres de la cour.

Jamais la nature ne donna à deux frères des talents plus opposés, et en même temps plus utiles à soutenir diversement la même faction. Ils jouissaient d'une considération égale, quoique différente; et si vous demandiez quel était l'aîné, le chef de la famille, on hésitait à vous

répondre. L'un, le prince Auguste Czartorinski, palatin de la Russie polonaise, après avoir épousé cette riche veuve dont nous avons parlé, conservait, dans une fortune immense et dans le faste d'un souverain, une sévère économie, une conduite mesurée, et, dans toutes ses démarches, cette gravité qui inspire si aisément de la confiance au peuple. Il veillait lui-même sur tous les administrateurs de ses biens; mais cette économie vigilante qui multipliait ses richesses, n'empêchait pas qu'elles ne fussent ouvertes aux besoins de ses amis et de ses clients; et dans le même temps, de perpétuels emprunts liaient toutes les fortunes de la Pologne à la sienne, et mettaient entre ses mains de grandes sommes, toujours prêtes à l'exécution de ses desseins. Il passait sans cesse d'une province à l'autre, ayant dans chacune de vastes domaines où, pendant son séjour, la noblesse se rassemblait de toutes parts; protecteur puissant et sûr, attirant la multitude par sa représentation, son crédit et ses bienfaits; jouissant de la plus haute réputation de sagesse, de probité et d'honneur, et par-là conciliant à toutes ses entreprises la faveur publique qui doit suivre cette réputation. S'il faut en croire ceux qui ont le mieux connu cette république, il avait entièrement à ses ordres la qua-

trième partie de la noblesse polonaise. Depuis long-temps tout ce parti le destinait au trône ; mais son âge étant aussi avancé que celui du roi , et ne lui laissant qu'une bien faible espérance de succéder à ce prince , l'ambition , cette première passion de sa jeunesse , s'amortissait peu-à-peu dans son cœur. Les mœurs générales devenant chaque jour plus molles , lui permettaient alors de s'abandonner sans honte à cette espèce de nonchalance , qui succède communément à l'activité d'une grande ambition long-temps inutile. On commençait même à lui reprocher , dans la manière de proposer les plus sages conseils , une sorte d'indifférence et de dédain , qui l'empêchait de les soutenir avec force ; et toujours appelé à la couronne par les vœux de ce grand nombre de partisans , il semblait s'être persuadé que son élévation devait être plutôt leur ouvrage que le sien propre. Son frère , le prince Michel Czar-torinski , formé dès ses premières années par un vieux ministre d'état , et devenu grand-chaucelier de Lithuanie , avait une grande connaissance des hommes , des affaires et des gouvernements ; génie ardent et opiniâtre , versé dans toutes les intrigues républicaines , propre à tous les manèges des diètes , à rassembler des partis dans toutes les diétines des provinces , il

connaissait plus de cent mille gentilshommes par leurs noms, par leurs caractères, par leurs liaisons; il n'y en avait point à qui il ne pût parler, soit de leurs affaires personnelles, soit des événements de leurs vies. Il démêlait d'un coup-d'œil dans chaque homme l'intérêt capable de le faire agir; mais son caractère rendait quelquefois dangereux pour lui-même, et nuisible à ses desseins, ce talent nécessaire dans un chef de parti, parce que cette facilité à pénétrer les hommes lui donnait une grande malignité dans ses discours, et qu'il se laissait dominer par son goût pour l'ironie, même quand il cherchait à plaire. Il possédait à fond toutes les lois, toutes les formes; habile à les interpréter à son avantage, et plus souvent encore à trouver moyen de les éluder; inquiet et remuant, voulant tout faire dans la république, et tout donner à la cour, prenant plaisir à soutenir les plus violents efforts des factions contraires, et pouvant même, s'il le fallait, soutenir le fardeau de la haine publique. C'était lui sur-tout qui méditait le grand et singulier projet de faire servir à réformer le gouvernement de sa patrie, les vices de ses concitoyens et l'ambition même des Russes. Il s'était proposé pour modèle ces ministres célèbres, qui, en exerçant despotiquement le pouvoir d'un roi faible, ont

mis leur nation sous le joug, ont écrasé leurs propres ennemis, ont étouffé par la violence toutes les divisions, et rétabli dans l'état un ordre apparent. Cette sorte de gloire était celle où il prétendait, plus flatté d'exercer une autorité sans bornes, d'établir une véritable monarchie, et de remédier, pendant son ministère, à l'anarchie de son pays, que de faire monter sur le trône son frère, son gendre ou son neveu ; et peut-être avait-il commencé par s'engager de bonne foi dans les plans que ses ennemis lui ont attribués, pour assurer à perpétuité la couronne de Pologne à la maison de Saxe.

Ces deux princes parvinrent aisément à gouverner le comte de Brulh, toujours détourné des véritables soins du ministère par le soin perpétuel de conserver la faveur. C'était par leur connivence qu'il avait fait admettre dans un tribunal cette fausse généalogie, qui lui donnait une origine polonaise. Aussi les grands emplois furent-ils prodigués à leurs amis ; et, jetant de loin les profondes racines de leur puissance, ils remplirent les armées de leurs créatures ; les régiments et les compagnies furent commandés par leurs parents, leurs alliés, leurs clients ; et le prince palatin de Russie lui-même était colonel du régiment des gardes que son

service retient toujours dans la capitale. Mais aussitôt que leur fortune fut parvenue à ce degré d'élévation, le comte Brulh se livra secrètement contre eux à cette jalousie de faveur, la plus dangereuse et la plus commune passion des cours. Des sujets d'aigreur et d'animosité ne tardèrent pas à se mêler à tout ce que son ineptie avait de rebutant pour un génie entreprenant et habile, tel que le grand-chancelier de Lithuanie : celui-ci aurait voulu profiter de son ascendant sur l'esprit du comte Brulh pour former un plan d'administration, un système invariable qui pût enfin remédier aux maux d'une si longue anarchie. Mais à cette proposition si souvent renouvelée, Brulh ne répondit jamais que par de froides railleries sur les politiques à système, sur la vieille pédanterie de se former un plan, soutenant qu'il fallait obéir à la fortune, saisir les occasions, et « qu'en » vivant, disait-il, au jour la journée, les » affaires se font toutes seules. » De son côté, le grand-chancelier, en qui une dureté méprisante, et une malignité ironique rendaient odieuses les plus grandes qualités, offensa plus d'une fois le ministre saxon, toujours flatteur et dissimulé. On ajoute que le comte Brulh, soit qu'il regardât ces princes comme les plus fidèles sujets de son maître, soit au contraire

qu'il eût pénétré toute l'étendue de leur ambition, voulut unir leur famille à la sienne par un double mariage; mais eux qui, malgré sa faveur et ses dignités, ne voyaient en lui que leur créature, regardèrent cette proposition comme celle d'un homme qui se méconnaissait: et ce refus lui parut un outrage. D'autres racontent autrement cette anecdote; mais tous conviennent qu'un mariage proposé et refusé laissa dans le cœur de Brulh un implacable ressentiment. Toutefois ce faible ministre, secrètement indigné contre eux, leur abandonnait encore tout le soin des affaires. Il attendait, avant de leur en ôter la conduite, et de leur marquer son ressentiment, les occasions de les perdre dans l'esprit du roi. Il sentait la nécessité d'employer des soins, du temps et de l'adresse à détruire peu-à-peu tout ce qu'il lui avait inspiré de favorable pour eux. Un des plus sûrs appuis de leur élévation était ainsi tout près de s'écrouler, qu'elle paraissait encore s'affermir et s'accroître. Le public n'avait point pénétré cette dissension intérieure. Ces haines demeuraient cachées. Les princes Czar-torinski, toujours unis, en apparence, aux intérêts de la cour, étaient parvenus, par l'étendue de leurs alliances et par le choix qu'ils y avaient apporté, à réunir à leurs propres intérêts plu-

sieurs maisons riches et puissantes; la mort de leurs anciens rivaux avait fait passer les deux importantes dignités de primat et de grand-général, entre des mains dont ils se croyaient assurés; et la faction qui leur avait toujours été opposée, n'ayant plus aucun chef accrédité, on ne distinguait plus en Pologne qu'un seul parti qui, sous la direction de ces deux princes, semblait être celui de la cour.

Seize ans s'étaient déjà écoulés depuis qu'Auguste régnait sans concurrent; et la Pologne, malgré ces sourdes intrigues, avait joui constamment de la plus profonde tranquillité, lorsque, dans l'année 1752, l'Angleterre et la France prévoyant une guerre générale en Europe, et incertaines de leurs alliances, cherchèrent à susciter, chacune en leur faveur, un parti dans cette république. Le dessein des Anglais était de soudoyer cent mille Russes, et d'obtenir qu'ils traversassent le territoire de Pologne pour venir se mêler dans les guerres du midi. Ils se proposaient même de réunir, s'il était possible, la Russie, la Saxe, la Pologne et la maison d'Autriche dans une même alliance avec eux. L'ambassadeur qu'ils envoyèrent à Varsovie était un homme d'une imagination forte, mais sujette à s'égarer; qui séduisait d'abord par l'étendue et la vivacité de son esprit, mais

qui révoltait bientôt par ses indiscretions, ses écarts, l'infamie de ses débauches, son abandon de tous les principes de décence et d'honnêteté, et par la violence de sa mélancolie. Renommé encore aujourd'hui à Londres, pour avoir tenté d'y établir, sous la forme d'un nouveau culte, le pur déisme, il a fini ses jours dans un entier égarement et une folie reconnue. Il devait sa fortune à une société qui s'était formée en Angleterre, d'hommes pleins d'agréments, de connaissances et d'esprit, mais les plus corrompus qu'il y ait jamais eu dans le monde, se faisant gloire de leur dépravation et de leur licence effrénée, et regardant le mépris déclaré de toutes les bienséances comme une partie de leur liberté. Ils avaient initié dans leurs plus secrets plaisirs un jeune prince anglais : l'un d'eux, par le crédit de ce jeune prince, était parvenu, pour un moment, au ministère; et le chevalier Williams, un des membres les plus diffamés de cette cotterie, avait été nommé par ses compagnons de débauche, ambassadeur d'Angleterre en Pologne. Cet homme, élevé dans la haine et le mépris des cours, quoique partisan de la monarchie par engagement et par système, se plaisait à encourager, par-tout où il séjournait, les mécontentements et les factions. Il dédaignait les routes suivies par ses prédécesseurs.

Son passage dans trois pays y fut marqué par un changement de mesures du ministère anglais, l'étonnante sagacité de son esprit ayant reconnu d'un coup-d'œil les moyens d'y former un parti plus actif que celui que leur ministère avait accoutumé d'y soutenir. A peine fut-il arrivé en Pologne, qu'il dédaigna l'orgueilleuse nonchalance du roi, et la timide ineptie du ministre. Il reprocha au comte Brulh d'avoir si longtemps gouverné deux états, sans avoir rien fait d'avantageux aux intérêts de ses alliés ; et concevant le dessein d'engager les Anglais à abandonner, dans ce pays, une cour faible pour protéger une faction puissante, il se lia avec les princes Czartorinski. Il flatta leur ambition, il encouragea leur audace. Admis dans la confiance de la révolution qu'ils méditaient, elle plut à cet homme entreprenant ; il leur promit de la faire appuyer par la Russie et par l'Angleterre. La diète allait s'assembler à Grodno, au mois d'octobre de cette année 1752. Les princes Czartorinski résolurent d'y commencer l'exécution de leurs projets, d'entraîner la Pologne dans une alliance intime avec l'Angleterre, la Russie et l'Autriche ; de former sous ce prétexte, et avec de si redoutables appuis, cette confédération générale qui eût remis entre leurs mains toutes les autorités et toutes

les forces de la république. Maîtres encore de toutes les grâces de la cour qu'ils sentaient devoir bientôt leur échapper, assurés de la protection des seules puissances étrangères qui eussent alors du crédit en Pologne, ils crurent qu'ils devaient se presser d'exécuter tout ce qu'ils méditaient pour le rétablissement de leur patrie et pour la fortune de leur famille ; deux intérêts que leur ambition ne leur permettait plus de séparer.

Dans ces conjonctures arriva le comte de Broglie ; ambassadeur de France , avec le dessein de relever l'ancienne barrière que la Pologne pouvait opposer autrefois aux entreprises de la Russie, de faire en sorte qu'elle refusât constamment son consentement au passage des Russes, de lui rendre assez de considération, assez de force, pour que ceux-ci n'osassent pas traverser son territoire malgré elle ; en un mot, avec le projet d'être véritablement le restaurateur de cette république. On ne peut trop s'étonner que, dans l'opposition constante des vues de la France et de l'Angleterre, celle-ci, qui se vante, avec raison, de son gouvernement et de sa liberté, ait favorisé constamment dans tous les pays les progrès de la puissance royale ; et que la France, au contraire, gouvernée par une autorité absolue, ait presque toujours sou-

tenu dans toute l'Europe les factions républicaines. Quelles que soient les causes d'une si étrange contrariété, le comte de Broglie était sur-tout animé à ce grand dessein par un autre projet que nous aurons occasion d'exposer dans la suite, et dont le roi de France lui-même n'était que le confident.

Les talents et le caractère personnel de cet ambassadeur n'étaient pas encore bien connus. La guerre avait occupé sa jeunesse. Formé à des mœurs austères dans le sein d'une famille ambitieuse, qui sortait de la plus ancienne noblesse d'une ville libre d'Italie, et qui, fixée en France depuis un siècle, y devait sa plus grande illustration à des services militaires et politiques; élevé dans les camps, sous les yeux d'un père vigilant et sévère, que la religion attachait à tous les principes d'une probité rigoureuse; instruit dans l'art de l'intrigue par un de ses oncles, un vieil abbé, qui suivait très-habilement à la cour les intérêts de sa famille, tandis que ses frères et ses neveux en assuraient la gloire par l'éclat de leurs actions, le comte de Broglie ne tarda pas à développer un esprit actif, appliqué, laborieux, également propre à tous les soins de la guerre et aux négociations les plus mystérieuses et les plus étendues, mais un esprit inquiet, remuant et altier, ne sachant

ni fléchir, ni se détourner, quels que fussent les obstacles. Il se montra dès lors ce qu'il fut toujours dans la suite, ami et protecteur ardent et fidèle, ennemi implacable, opiniâtre, livré sans relâche et sans trêve à la fureur de ses animosités; passionné pour la gloire du nom français, ne connaissant ni le luxe, ni la mollesse, ni les délassements de l'esprit; pratiquant toutes les vertus domestiques, moins comme un bon frère, un mari tendre, un parent zélé, que comme un factieux, et faisant de sa famille même un parti dans l'état; capable du plus profond secret dans ses longues et impénétrables intrigues, mais sans dissimulation dans la société; se laissant emporter par ses ressentiments et ses haines; soit qu'il dût uniquement l'espèce d'assurance et d'audace, qui paraissait dans toutes ses actions à la certitude des appuis sûrs et cachés qu'il avait à sa cour; soit plutôt qu'une telle certitude ne servit qu'à renforcer son caractère; mais enfin, dans ce rôle singulier où il fut conduit par les conjonctures, affectant et devant affecter la rectitude d'un censeur; portant la sévérité de ses principes jusqu'à l'exigence la plus rigoureuse dans les moindres devoirs, jusqu'à la pédanterie dans les affaires; portant la justice même jusqu'à cet excès où elle cesse d'être juste; ne pardonnant rien à

ceux qui ne lui étaient pas dévoués, plus indulgent et plus facile pour ceux qui lui consacraient leurs talents; ne s'étant jamais trompé dans le choix des hommes qui secondèrent ses desseins, quoique les événements l'aient presque toujours trompé dans ses vues; inspirant au petit nombre de ceux qui l'approchaient un attachement qui allait jusqu'au fanatisme; et pour indiquer, dès à présent, ce que les événements nous forceront successivement à développer, oubliant quelquefois, par la violence de ses haines, par l'aigreur que lui causaient les contrariétés, et sur-tout par les desseins d'une ambition profonde et réfléchie, ce grand amour du bien de l'état, cette probité rigide qu'il exigeait dans ses adversaires, et que lui-même suivait constamment dans le cours ordinaire de sa vie.

Il n'eut pas, comme le chevalier Williams, l'avantage de trouver, en arrivant en Pologne, un parti déjà formé. Il avait seulement la certitude que le vœu national serait en faveur de tout ce qu'il voudrait proposer. Mais les plus vertueux citoyens, tranquilles dans cette douce et paisible anarchie, s'abandonnaient à cette crainte des remèdes, qui les fait différer de jour en jour quand on n'a pas le sentiment actuel du mal. Ils hésitaient à mettre au hasard

l'espérance de leur fortune et le repos du reste de leur vie, sur la foi de promesses auxquelles la France avait déjà si souvent manqué. Ils n'avaient point oublié que trois fois depuis un siècle, elle avait rassemblé chez eux des factions puissantes, avec d'autant plus de facilité, que les intérêts des deux royaumes ont toujours été réciproques ; mais qu'après les avoir formées avec chaleur, elle les avait chaque fois abandonnées avec légèreté. Elle avait laissé dans l'infortune la plupart de ceux qui s'étaient livrés à la séduction de ces prétendus projets pour le salut de la république. Ceux même qu'elle avait dédommagés par de secrètes pensions, des pertes qu'ils avaient souffertes dans le dernier interrègne, étaient, par leur extrême vieillesse, éloignés des affaires. Depuis cette époque elle avait négligé d'acquérir de nouveaux partisans ; et ses ennemis, au contraire, ayant dominé en Pologne, avaient écarté de tous les emplois quiconque avait montré encore quelque attachement pour cette cour. En un mot, le comte de Broglie était seul. Il espérait du moins, avant d'avoir pu vaincre de si justes préventions, suspendre tous les projets de ses adversaires, et rendre nulle la diète qui s'assemblait à Grodno. Mais on lui enleva une ressource qui semblait devenue si facile : cette diète fut rompue par

une manœuvre très-habile des princes Czartorinski. Le nonce qu'ils eurent soin de choisir pour la dissoudre, publia un manifeste audacieux, où le roi était personnellement accusé de violer toutes les conditions auxquelles il régnait; et aussitôt les Czartorinski, sous le prétexte de réparer cet outrage, de présenter au roi une apologie de son règne, signée par la plus grande partie de la noblesse, et où elle s'engagerait à défendre ce prince contre toutes les factions, tentèrent d'obtenir ces signatures, et de former par ces engagements la confédération qu'ils méditaient. Le nouveau grand-général du royaume, le comte Branicki, s'était laissé séduire par le spécieux prétexte de réparer l'injure que le roi avait reçue; son nom suffisait pour assurer l'exécution de ce dessein.

Malgré l'anarchie générale et les intrigues particulières, l'homme le plus considéré en Pologne, était encore celui qui tenait son autorité et sa puissance des lois, l'homme sans faction, et qui, par sa place, avait l'heureux avantage de soutenir la république. Le comte Branicki, grand-général du royaume, conservait, dans une vieillesse avancée, la vigueur du corps et la fermeté de l'âme. Cette place, à qui toute l'autorité militaire est confiée, était,

ainsi que celle du grand-général de Lithuanie, regardée par les Polonais comme la plus forte barrière élevée contre l'autorité royale. Mais les provinces qui composent le royaume proprement dit, étant plus étendues que celles du grand-duché, et leur armée de douze mille hommes d'infanterie et de deux cents compagnies nobles, étant aussi plus nombreuse, il en résultait nécessairement une considération plus grande pour son général. Les qualités personnelles du comte Branicki ajoutaient encore à cette considération ; la droiture et la fermeté faisaient la base de son caractère ; pendant une longue vie, un sentiment juste de l'honneur le conduisit dans toutes ses démarches ; il avait passé ses premières années en France, et servi dans les mousquetaires ; lorsque ces compagnies, composées de toute la fleur de la jeune noblesse française, acquéraient un nom immortel dans les combats, et revenaient ensuite porter dans leur conduite à la ville beaucoup de licence, de bravoure et de grâces. A son retour en Pologne, il devint un des chefs de cette confédération dont le courage et la constance avaient forcé le roi, Auguste II, à renvoyer ses armées saxonnes, et à respecter les conditions prescrites à sa puissance. Il se fit connaître par un goût vif pour le luxe et les

plaisirs. Mais une certaine dignité, qui accompagnait toutes ses actions, le rendit toujours recommandable dans la république. Tous les favoris qui se succédèrent à cette cour, pendant deux règnes, avaient contribué à son élévation, croyant que son goût pour les voluptés le tiendrait toujours éloigné des affaires. Les princes Czartorinski avaient recherché son alliance, parce qu'elle ajoutait un nouveau lustre à leur crédit; et quoiqu'il entretint publiquement un sérail, ils lui avaient donné en mariage une de leurs nièces, fille de Poniatowski, dans l'espérance qu'une femme jeune et bien faite gouvernerait ce vieillard voluptueux, et qu'eux-mêmes conserveraient toujours leur ascendant sur l'esprit de cette jeune femme. Il était le dernier de son nom; et, dans cette grande vieillesse, il n'avait point d'autre famille que la foule des bons citoyens réunis autour de lui. La position de ses terres, au centre du royaume, était favorable à cette affluence de noblesse. Son palais de Bialistok était le plus beau monument que ces contrées eussent vu élever. Un faste asiatique s'y joignait au goût de l'Europe; une nombreuse garde de janissaires entretenue par la république, et un détachement de l'armée annonçaient sa puissance et sa dignité. C'était dans ce château de Bialistok qu'on veil-

lait aux intérêts de la patrie, et que, suivant l'ancien usage sarmate, au milieu des festins et des fêtes, tous les discours de cette noblesse entretenaient parmi elle l'amour du bien public, le souvenir des grandes actions des anciens Polonais, et la crainte généreuse de tomber sous le joug des nations voisines. Ce fut aussi dans sa maison, à Grodno, qu'on se rendit en foule pour signer l'insidieux engagement que les Czartorinski voulaient faire prendre à toute la noblesse. Le choix du lieu écartait tout soupçon du piège; l'enthousiasme qu'on inspirait à la multitude, par le prétexte de venger le roi, grièvement insulté, mettait dans cette démarche la précipitation nécessaire pour aveugler tous les esprits. Cent trente sénateurs, et Branicki lui-même, avaient déjà signé. Un Polonais, nommé Mokranouski, lequel s'était autrefois distingué au service de France, et depuis attaché au grand-général, entend parler de cet événement, comme s'il était sur le point d'être consommé. On lui raconte qu'un acte de confédération, déjà signé par tous les sénateurs, va bientôt l'être par toute la noblesse. Rien ne l'arrête, ni la disgrâce de la cour, qui allait se croire offensée, ni celle du grand-général, de qui seul il attendait sa fortune, ni le ressentiment des Russes, qui déjà publiaient que leur

souverain tenait une armée sur ses frontières pour soutenir cette entreprise, ni enfin la multitude, occupée à signer cet engagement. Il se fait jour au travers de cette multitude; il prend en main cet acte, déjà consacré par tant de signatures; il jure qu'on ne le lui arrachera qu'avec la vie; et se dérobant du milieu de cette foule, il court au lieu où était le grand-général, il lui expose toutes les conséquences de ce complot, tous les dangers de la protection de la Russie; « combien cette protection devait rendre cet engagement suspect; que la France offrait aux Polonais une protection plus sûre; qu'il convenait à son nom et à sa dignité d'être, sous ce nouvel appui, le libérateur de la Pologne; que s'il avait l'ambition de disposer un jour de la couronne, de la donner à son choix, ou peut-être de la recevoir lui-même de la reconnaissance publique, ce ne serait ni par la faveur des Russes, ni par celle des Anglais, qui soutiendraient ou la maison de Saxe, ou la maison de Czartorinski; et qu'ainsi une politique personnelle devait se joindre aux véritables intérêts de sa patrie. » En parlant ainsi, il lui remet entre les mains cet acte de confédération déchiré en morceaux; le grand-général l'écoute avec surprise, l'embrasse avec transport; et cette généreuse action

fut entre eux le commencement d'une éternelle amitié.

L'assemblée de Grodno se dispersa sans aucun succès ; et bientôt le grand-général devint chef du nouveau parti que l'ambassadeur de France travaillait à former. Le comte de Broglie n'osait compter sur la fermeté de ce vieillard, que le goût des plaisirs avait depuis si longtemps uniquement occupé ; il prit soin de l'environner d'hommes habiles, qui ne lui laissassent que les avantages du rôle qu'il avait entrepris, et lui en épargnassent les inquiétudes et les fatigues. Mais ce qui doit étonner dans un vieillard voluptueux, il soutint par lui-même, et dans de cruelles conjonctures, toute la grandeur de ce nouveau caractère.

Une affaire particulière survint alors, liée par elle-même à de grands intérêts, et qui donna occasion aux deux ambassadeurs de développer à l'envi toute l'étendue de leurs desseins opposés. Il s'agissait de la principauté et des autres terres de l'ancienne maison d'Ostrog, éteinte depuis un siècle et demi. De riches domaines très-étendus et très-peuplés, un revenu annuel qui passait un million, et une forteresse sur les frontières de l'Ukraine, composaient ce bel héritage. Il avait été substitué dans une ligne féminine, sous la condition expresse d'entrete-

nir six cents hommes de cavalerie, uniquement destinés à servir contre les Turcs ; et dans le cas où les degrés de parenté stipulés dans l'acte viendraient à manquer, il devait, sous la même condition, devenir une commanderie de l'ordre de Malte, et être possédé par un chevalier polonais. Les degrés de substitution manquaient depuis long-temps ; mais les diètes anciennes, à qui cette affaire avait été soumise, en avaient suspendu la décision, et laissé la jouissance de ces biens à l'héritier naturel. Cette autre branche étant encore éteinte, et la rupture perpétuelle des diètes ne permettant pas à la nation assemblée de rien statuer à ce sujet, le roi et le sénat adjugèrent provisoirement l'administration et l'usufruit de ces biens à l'un de ceux qui paraissaient avoir plus de droits pour en hériter. Celui-ci (c'était un prince de la maison Sangusko) les avait légués à son fils, sans y être autorisé par aucune loi. Ce nouveau possesseur, ruiné, malgré l'immensité de sa fortune, par ses folles profusions, ne pouvant plus suffire ni au soutien de son luxe, ni au paiement de ses dettes, et n'ayant point d'enfants, se fit une ressource par la vente de sa succession éventuelle. La maison Czartorinski eut la plus grande part à l'achat et au partage arbitraire de cette future succession. Mais le

nouveau parti, dont le comte de Broglie était l'âme, profita d'une occasion si favorable pour soulever la nation contre eux. Les lois en effet étaient ouvertement violées par cette bizarre acquisition; et plus cette maison accumulait de richesses, et s'attachait à augmenter ses possessions et ses domaines, plus il fut aisé d'animer contre elle des républicains inquiets : son avidité avertissait de se garantir de son ambition. Les héritiers naturels, parmi lesquels le comte de Broglie, pour se rendre plus maître de cette affaire, eut l'adresse de se présenter au nom du vieux roi Stanislas et de la reine de France, réclamèrent contre ce partage inique. Le grand-général, à qui cette place impose le devoir de soutenir, quand il le faut, les lois à main armée, envoya des troupes, sous le commandement du brave Mokranouski, s'emparer de la forteresse qui était le chef-lieu de cet héritage, et qui, par sa position non loin des frontières russes, pouvait servir à de plus grands desseins. Chacun des deux partis prit les armes, et, soutenu par les subsides que prodiguaient à l'envi l'Angleterre et la France, fit des levées de troupes, et se tint prêt à la guerre. La cour hésita quelque temps entre les deux partis; mais la faveur dont les Czartorinski paraissaient jouir encore, ne put l'emporter sur le cri géné-

ral, et Brulh saisit enfin l'occasion qu'il attendait pour achever de les perdre dans l'esprit de son maître. Le roi se joignant à ceux qui avaient entrepris de traverser leurs projets, nomma parmi ceux-ci de nouveaux administrateurs, pour régir la succession d'Ostrog ; et aussitôt les revenus de cette grande succession furent employés à des levées de troupes. La cour de Russie, également vendue aux princes Czartorinski et à la maison de Saxe, fut aisément déterminée par l'argent de l'Angleterre ; et quand elle vit le roi, à l'instigation de l'ambassadeur de France, abandonner une famille qu'elle protégeait, elle s'indigna, elle crut pouvoir dissiper dans sa naissance le parti qui se formait ; et renouvelant, par une déclaration altière, sa prétention d'être garante des lois de Pologne, elle accusa le roi de les avoir violées dans cette nomination de nouveaux administrateurs ; elle annonça que toute sa puissance serait employée pour maintenir les Czartorinski dans leurs droits. Déjà l'on parlait de tous côtés de la prochaine invasion d'une armée russe en Pologne, et les Anglais s'efforçaient de l'y attirer, pour l'approcher des pays où eux-mêmes se préparaient à porter la guerre. Les Czartorinski, ainsi soutenus, tenaient déjà le langage audacieux qu'ont accoutumé de tenir tous les

Polonais mécontents ; et leur ressentiment contre le roi leur permettant désormais de ne plus dissimuler leur ambition, ils semblaient résolus à tenter une révolution, et à déclarer le trône vacant.

La maison de Saxe, séparée de ces princes, ses uniques conseils depuis seize ans, et menacée par les Russes, ses uniques protecteurs depuis plus de cinquante ans qu'elle régnait en Pologne, se jeta, pour ainsi dire, entre les bras de l'ambassadeur de France. Une foule d'hommes courageux et de citoyens remarquables par leurs talents, s'étaient réunis aux projets de cet ambassadeur ; tous les emplois, toutes les grâces furent, à sa recommandation, donnés à de vrais républicains ; et dès lors presque toute la noblesse se rallia sous son autorité. Les bruits qu'on affectait de répandre sur la prochaine invasion d'une armée russe, accéléraient le concert de tous ceux qui redoutaient l'oppression. Le grand-général Branicki, personnellement menacé du ravage de ses terres, répondit « qu'il préférerait sa ruine à la » honte et au malheur de manquer à son devoir, » et qu'une paix obtenue en cédant aux menaces, deviendrait plus funeste qu'une guerre déclarée. » En trois années de séjour en Pologne, le comte de Broglie était ainsi parvenu

à rassembler un parti nombreux et à forcer la cour d'adhérer à ses vues. Il avait étendu ses correspondances dans tous les états voisins; et d'autres intérêts secondant alors son entreprise, déjà les Suédois faisaient avancer leurs troupes en Finlande : le kan des Tartares rassemblait toutes ses hordes; les Turcs sortaient de leur profond assoupissement, et leur réveil annonçait la guerre. Frédéric, ce redoutable voisin des Polonais, qui n'avait pas encore atteint toute sa gloire, contribuait à susciter contre les Russes cette formidable ligue, et lui-même en attendait sa sûreté. La Russie, sous une administration inepte et incertaine, ne savait plus à quelles mesures recourir. Ses ministres, après avoir perdu à Varsovie leur considération personnelle, craignaient d'y compromettre une seconde fois le nom de leur souverain. Ils voyaient avec surprise échapper de leurs mains une autorité qu'ils avaient jusque-là exercée sans concurrence; et, contenus par cette ligue générale, ils refusaient tout secours à l'ambition et à la vengeance des Czartorinski. Le comte de Broglie avait retrouvé dans quelque refuge inconnu, sur un rivage de la mer Noire, de vieux compagnons de Mazeppa, cet ancien et malheureux chef des révoltés de l'Ukraine; et par eux il avait noué de secrètes correspondances

avec les mécontents de la nation cosaque. Il n'était pas même sans espérance de renouveler, s'il le fallait, contre la maison d'Autriche, les soulèvements des Hongrois. Enfin, dans les premiers mois de 1756, au moment où les hostilités entre l'Angleterre et la France, commencées d'abord en Amérique, portées ensuite sur les mers qui baignent cette partie du monde, étaient sur le point d'embraser l'Europe entière, le comte de Broglie était maître de former en Pologne cette confédération, qui, soutenue par les subsides de la France, pourvue par ces mêmes subsides d'armes et de munitions, et protégée par tant de nations voisines, eût soustrait entièrement la Pologne au joug de la Russie, eût aisément soumis un petit nombre de Polonais réfractaires, et eût rendu à cette république des lois, un gouvernement et des forces. Mais la France suspendit tous les secours qu'elle avait promis, et renversa toutes les mesures de son ambassadeur.

Une révolution dans la politique générale de l'Europe, fut la cause de ce fatal abandon. Le moment qui vit éclater cette guerre, vit se dissoudre toutes les anciennes alliances, non par des changements réels que le laps du temps et la vicissitude des choses humaines eussent produits dans les intérêts des états, mais uni-

quement par une suite de futiles intrigues entre des femmes et des favoris, par de sourdes manœuvres que dirigeaient de perfides ministres, par des défiances semées avec artifice, et des mécontentements injustes ou frivoles entre les souverains. On était sûr que l'embrasement allait se communiquer avec rapidité. Toutes les nations se préparaient à la guerre. Aucune ne connaissait plus ses alliés. Dans cette incertitude universelle, la conduite du roi de Prusse, dont les Autrichiens méditaient la ruine, décida en un instant toute la face des affaires. Son alliance imprévue avec les Anglais, et l'invasion non moins imprévue de la Saxe, dont il fit le boulevard de ses propres états, ne laissèrent plus aux autres puissances ni le temps de négocier, ni la liberté de choisir. La France eut l'Autriche pour alliée; elle cessa de regarder les Russes comme ennemis; et par cette complication d'événements, la guerre était à peine commencée, et déjà tout le poids de ses calamités était tombé sur les états héréditaires du roi de Pologne. L'administration du comte de Brühl avait sur-tout contribué à cette malheureuse destinée. Brühl, après avoir ruiné en Saxe les finances de son maître, n'avait point eu d'autre ressource, pour conserver le luxe de la cour, que de réformer la moitié de l'armée. La Saxe

était sans défense, et au seul bruit d'une invasion, Auguste se vit forcé à fuir de sa capitale. Nous aurons achevé la peinture de cette cour, si nous ajoutons qu'en fuyant on prit soin de sauver les tableaux et les porcelaines; et qu'on oublia les archives de l'électorat, qui, par cette négligence, tombèrent entre les mains du vainqueur. Aussitôt qu'Auguste fugitif eut pris son royaume pour asile, les deux factions rivales montrèrent un égal ressentiment des outrages faits à leur roi, et lui proposèrent, à l'envi l'une de l'autre, cent mille Polonais pour la délivrance de la Saxe. Chacune d'elles voulait se saisir la première de ce prétexte honorable, pour confédérer la république; chacune d'elles se pressa de solliciter celle des deux cours jusqu'alors ennemies, d'où elle attendait sa destinée; et bientôt, alarmées de l'irrésolution qu'elles trouvèrent également dans ces deux cours, elles envoyèrent à la hâte leurs plus habiles négociateurs, l'une à Versailles, l'autre à Pétersbourg. Ces émissaires y représentaient, avec la même force, les dangers auxquels la Pologne allait se voir exposée, si elle restait seule désarmée au milieu de l'Europe en armes. Mais Brulh tremblait que la nation ne se rassemblât sous l'autorité de l'un ou de l'autre parti. Il regardait l'anarchie actuelle comme le plus bel ouvrage de

sa politique. Il l'entretenait par le facile talent d'aigrir les haines et d'augmenter les divisions. Il se promettait que tôt ou tard elle ferait tomber entre les mains de son maître le pouvoir absolu. Dans la crainte que les deux cours ne se conciliassent pour favoriser l'un ou l'autre parti, il prenait soin d'y décrier également tous les Polonais. Il faisait valoir contre eux cette longue suite de dissensions, accrues par lui-même, et qu'il travaillait à rendre irrémédiables. Toutes ses négociations tendirent à faire également rejeter leurs offres. Il ne sollicitait, pour la délivrance de la Saxe, que le secours d'une armée russe. Le passage de cent mille Moscovites au travers de la Pologne désarmée, leur long séjour dans un pays que son imprudente politique cherchait à laisser sans défense, la guerre que le roi de Prusse pouvait y porter, soit à leur rencontre, soit à leur poursuite, rien n'effraya la prévoyance de ce ministre. Le seul péril qu'il parût redouter, c'était de voir les Polonais en armes; les zélés citoyens étaient à ses yeux les plus dangereux ennemis.

Cependant Elisabeth refusait constamment de prendre part à la guerre; elle savait que le repos était nécessaire à ses états dépeuplés; sa douceur, sa timidité, ses scrupules lui tenaient

lieu d'une sage politique. Elle frémissait en songeant que d'une seule signature elle pouvait faire couler des flots de sang humain ; chaque fois que ces tristes délibérations étaient agitées dans son conseil, elle n'en sortait que pour aller gémir au fond de son oratoire. Il fallut , pour vaincre sa longue résistance, employer tous ces artifices si connus dans les cours , combattre une faiblesse par une autre faiblesse , lui persuader que sa beauté, et même toute sa personne avaient été le sujet des railleries outrageantes du roi de Prusse , et opposer ainsi une vanité de femme à sa douceur naturelle et à ses terreurs superstitieuses. Son ministre Bestuchef, vendu aux Anglais, lui avait inspiré, pour l'engager peu-à-peu dans cette guerre , le dessein d'affermir la paix ; lui faisait croire que la seule présence de ses troupes sur les frontières, sans rien coûter à son empire , puisqu'elles seraient payées par des subsides étrangers, suffirait pour contenir le roi de Prusse , et que ce moyen sûr, disait-il, de prévenir les hostilités, satisferait son amour pour la paix, et tout ensemble ses justes ressentiments contre ce prince. Les Russes s'étaient donc avancés en Livonie. Mais l'Angleterre ayant tout-à-coup changé d'alliés , l'armée russe, ainsi rassemblée, se trouvait, par cet événement inattendu, frustrée de subsides ; et la

czarine se croyait jouée. Il restait une difficulté à vaincre ; c'était de faire passer aux Russes les mêmes subsides que la France avait offerts aux Polonais. Mais un nouveau ministre conduisait les affaires de ce royaume. Il devait au changement subit de toutes les alliances, son élévation rapide, et peut-être encore l'espérance d'une plus haute fortune. Il apportait dans les liaisons que sa cour prenait avec l'Autriche, et par l'Autriche avec la Russie, cet empressement, cette facilité de condescendance et cette générosité inconsidérée qui de tout temps ont caractérisé la nation française. On prétend que le comte de Brulh s'était emparé d'un premier rôle dans cette nouvelle intrigue, et que jamais on n'employa plus d'esprit et d'adresse qu'il en mit dans ces déplorables manœuvres. Quoi qu'il en soit, Elisabeth, gouvernée à-la-fois par ses amants, ses ministres et son confesseur, se laissa, malgré elle, entraîner à leurs volontés. Elle pleura en signant les premiers ordres adressés à ses généraux. Mais par ces ordres même, cent mille Russes, destinés à combattre les Prussiens, s'avancèrent en Pologne pour en traverser les plus belles provinces, sans en avoir fait aucune réquisition à la république ; sorte d'outrage que ressentaient vivement tous les bons citoyens, et dont ils prévoyaient les conséquences terribles.

LIVRE IV.

UNE tranquillité apparente succéda en Pologne à ce violent orage. Le parti rassemblé par l'ambassadeur de France, et qui avait le dessein généreux de briser le joug de la Russie, abandonné du ministère français, et, pour ainsi dire, livré aux Russes, se dispersa et parut anéanti. Les zélés citoyens qui avaient formé cette ligue, attendaient en silence, pour se rassembler de nouveau, des temps plus favorables, ou si la destinée le voulait ainsi, des temps plus fâcheux et des dangers plus pressants. Deux factions, celle des princes Czartorinski, et celle de la maison de Saxe, continuèrent d'agiter sourdement la république, sans que leurs funestes divisions fissent appréhender de prochaines tempêtes. Ces princes implacables dans leur ressentiment contre la cour, trop affermis par l'usage qu'ils avaient fait de leur longue faveur, pour être renversés par la disgrâce, essayaient vainement de se donner pour un parti républicain. La cour inquiète de leur mécontentement, et dans ses inquiétudes même, toujours

imprudemment conduite par le ministre favori, recommençait à vendre tous les emplois ou à les accorder à de vils mercenaires, et croyait ainsi s'attacher de nouveaux partisans. Mais l'une et l'autre de ces deux factions ne cherchait véritablement à dominer en Pologne qu'à sous la protection de la Russie ; Pétersbourg était le siège de leurs intrigues ; tous leurs efforts tendaient à s'enlever mutuellement cette protection. L'une s'attachait de plus en plus à la souveraine actuelle ; et l'autre concevait déjà l'espérance de s'attirer toute la faveur des jeunes héritiers de cet empire.

En effet, l'impératrice Elisabeth, après avoir rendu son ancienne bienveillance à la maison de Saxe, ne mettait plus aucune mesure à ses nouvelles bontés. Elle ne s'en tint pas à envoyer cent mille Russes pour venger en Allemagne le roi de Pologne ; elle consentit à lever le séquestre de la Courlande, et à céder ce duché à un jeune prince saxon. Cet événement eut des suites si importantes, que nous devons le raconter avec quelque détail.

Près de vingt ans étaient déjà passés depuis la chute et l'exil de Biren, et le trône de Courlande était toujours demeuré vacant. On ne savait plus si ce petit état devait être compté parmi les provinces de Russie, ou parmi les provinces

de Pologne. Une régence sans aucun chef exerçait l'autorité ducale ; les revenus du souverain , perçus arbitrairement par la Russie , sous le nom des prétendus créances qu'elle exerçait contre Biren , étaient toujours détournés au profit des ministres russes , et leur avidité leur tenant lieu de politique , ils avaient soin de perpétuer pour eux-mêmes cette bizarre usurpation. Tous les actes étaient cependant expédiés sous l'autorité du roi de Pologne comme seigneur suzerain ; et Biren , ayant , par faveur , obtenu pour prison une ville de Sibérie , y était réuni avec sa famille , exilé , flétri , dépouillé , sans qu'on voulût achever de lui faire grâce sur les instances réitérées du roi de Pologne , ni de le dépousséder sur les demandes de quelques ambitieux. Privé , la plupart du temps , de la modique pension que la Russie lui avait accordée pour son entretien , il faisait , à force d'intrigues , parvenir de secrètes plaintes jusqu'au roi ; et ce prince se ressouvénant qu'il lui devait le trône , parvenait de la même manière à lui faire tenir de secrètes aumônes. Plus d'une fois , Auguste avait été sollicité par les amis de sa maison , d'accorder ce duché à l'un de ses fils. On lui représentait « qu'il en avait le pouvoir , puisqu'une diète » le lui avait confié ; que Biren n'en avait » reçu l'investiture que sous la condition d'en

» affranchir les domaines de toute prétention
» étrangère ; que ce règne d'un moment en avait
» au contraire fait passer tous les revenus entre
» les mains des étrangers ; que cet aventurier
» trop célèbre , abhorré des Russes , méprisé
» des Courlandais , tyran des deux pays , n'avait
» reçu de ses prétendus sujets ni serments ni
» hommage ; que son nom était diffamé , sa fa-
» mille proscrite ; et que la fortune s'étant plu
» à détruire elle-même l'ouvrage de son ca-
» price , le soutenir contre elle , n'était ni un
» devoir ni une vertu ». Mais Auguste aurait
craint de compromettre son pouvoir , s'il eût
donné un fief dont les Russes possédaient tous
les revenus , et dont ils étaient véritablement les
maîtres.

Les princes de la maison de Saxe profitant
de la compassion que la ruine d'une maison
souveraine inspire toujours dans les pays sou-
mis à une autorité semblable , cherchaient alors
à former des établissements dans les différentes
cours alliées , en France , en Autriche , en Russie.
Le prince Charles , troisième fils du roi de Po-
logne , d'une figure agréable et d'un esprit com-
plaisant et souple , avait captivé plus particu-
lièrement la faveur du roi son père ; et par une
suite de cette prédilection , il fut destiné à ser-
vir dans les armées russes , et à cultiver la

bienvveillance de cette cour , d'où le roi attendait plus de protection. Sur la route de Varsovie à Pétersbourg , il s'arrêta quelque temps à Mittau , capitale de Courlande , et prit soin de s'y faire aimer. Bientôt il parvint à plaire à l'impératrice Elisabeth : il acheta le suffrage de la plus grande partie du ministère russe ; et à peine eut-il séjourné quelques semaines à Pétersbourg , que l'impératrice annonça , par une déclaration publique , que ni Biren ni ses enfants ne seraient jamais rappelés d'exil , et sur la foi de cette promesse , elle demanda au roi de Pologne d'accorder à ce jeune prince le duché de Courlande.

Mais au temps où le prince Charles parut à la cour de Russie , et sut y acquérir tant de faveur , il s'y trouva environné des plus dangereux écueils. La situation de cette cour était alors singulièrement remarquable. L'inévitable destinée de tous les ministres russes était près de fondre sur la tête du vieux chancelier Bestuchef. Son crédit , soutenu pendant dix-sept années , malgré la haine personnelle de l'impératrice , touchait enfin à son terme. Le cours ordinaire des affaires était déjà sorti de ses mains , par l'effet du nouveau système d'alliance tramé à son insu. Ce vieux ministre se voyant ainsi joué , exécutait en silence des résolutions qu'il

désapprouvait, méditait des desseins violents pour prévenir sa ruine, et toujours prêt à trahir sa souveraine, se liait de plus en plus aux intérêts et aux intrigues des jeunes héritiers de l'empire, absolument opposés aux alliances et aux vues du gouvernement actuel.

Le jeune grand-duc de Russie, sans figure, sans esprit, sans courage, et dont cependant l'imagination s'était enivrée d'une folle passion pour l'héroïsme, avait pris des liaisons secrètes avec le roi de Prusse. Il voyait avec chagrin le prince de Saxe solliciter avec succès des secours contre ce roi; et toujours plein de forfanterie, et d'une sorte de manie militaire, il marquait publiquement son dédain pour les manières plus douces auxquelles la popularité républicaine et le soin de plaire dans une cour polie, avaient accoutumé ce jeune prince. Une passion différente donnait à la grande-duchesse, son épouse, des sentiments presque semblables. Elle avait pris des liaisons tout-à-la-fois intimes et publiques avec un jeune Polonais, émissaire secret des princes Czartorinski, et neveu de ces princes. Cette famille, alarmée du peu d'appui qu'elle trouvait à la cour d'Elisabeth, et de la faveur éclatante dont y jouissait alors la maison de Saxe, avait saisi une occasion singulière d'y entretenir cet agent. Une aventure galante don-

nait à cette mission un succès qui passait leurs espérances ; et pendant que l'imprudente politique de la maison de Saxe augmentait en Pologne l'influence des Russes, ses adversaires avaient déjà la certitude que cette influence servirait un jour à leur propre élévation.

C'est ici le lieu de faire connaître particulièrement cet agent devenu trop célèbre, et que nous verrons bientôt élevé au rang le plus distingué parmi les hommes. Le jeune comte Poniatowski, cet émissaire secret, était livré plus secrètement encore à la plus vaste ambition personnelle. Il nourrissait depuis son enfance des desseins bien opposés à ceux de ses deux oncles. Sa mère, sœur des princes Czar-torinski, lui avait inspiré pour lui-même toute l'ambition qu'elle tenait d'eux. Épouse d'un soldat de fortune, qui, après avoir ébranlé le trône de deux de ses rois, était devenu, par leur faveur même, premier sénateur du royaume, elle ne doutait pas que ses enfants ne fussent également destinés aux plus illustres entreprises ; et vivant au milieu des désordres de sa patrie, elle leur avait inspiré dès l'enfance le projet d'en être un jour les restaurateurs et les maîtres. Stanislas-Auguste, dont nous parlons, était le quatrième de sept enfants nés de ce mariage. L'éducation des trois premiers, dont

deux sont morts avant l'élévation de leur frère, avait d'abord été laissée au hasard. Mais à la naissance de celui-ci, une singulière conjoncture changea les dispositions de ses parents, et fit tout-à-coup cesser leur négligence. Il y avait parmi les domestiques de cette maison, un aventurier italien, nommé Fornica, moitié astrologue, moitié alchimiste, et qu'on y entretenait à titre de chirurgien. Il était chéri du vieux sénateur, dont l'esprit romanesque fut toujours épris de ces chimères, et qui croyait tout possible, parce que lui-même avait éprouvé les fortunes les plus extraordinaires. Cet italien s'était trouvé présent au moment de la naissance de Stanislas-Auguste ; soit par un hasard qui approcherait du merveilleux, soit qu'il eût seulement dessein de flatter cette maison, dont il connaissait les idées ambitieuses, il annonça que l'enfant qui venait de naître serait roi. Le secret de cette prédiction, soigneusement gardé entre un petit nombre de personnes, servit à régler leur conduite. On commença par lui donner ce double nom de Stanislas-Auguste, comme s'il était également né sous les auspices des deux rois ennemis que son père avait servis tour-à-tour. La comtesse Poniatouski se reprochant d'avoir donné trop peu de soins à l'éducation de ses enfants, qu'elle s'habitua à regarder

d'avance comme une famille royale, s'en occupa dès lors tout entière. Elle s'appliqua sur-tout à former celui-ci pour le trône, l'accoutumant au travail, le faisant venir chez elle dès le point du jour, afin qu'il étudiât sous ses yeux. Elle rapportait uniquement à ce présage toute l'éducation qu'elle lui donnait. S'il apprenait à dessiner, elle fixait son attention, tantôt sur une tête de César, tantôt sur une tête d'Auguste, en lui expliquant par quels extraordinaires talents l'un avait subjugué sa patrie, et comment l'autre avait établi une monarchie florissante, après avoir asservi en tyran une république en désordre. Dans le dessein de proportionner l'esprit, le caractère et les forces de tous ses enfants à la grandeur et à la difficulté des conjonctures qu'elle prévoyait pour eux, elle leur fit jurer de fuir jusqu'à trente ans les femmes, les plaisirs de la table et tous ces frivoles ou dangereux amusements qu'on nomme jeux de société ou de hasard. Mais la nature n'avait formé le jeune comte Poniatouski que pour être un homme aimable. Aucune magnanimité, aucune force ne s'annonçait dans son caractère. Accoutumé, dès qu'il fut capable d'un secret, à taire soigneusement cette haute espérance sur laquelle on voulait qu'il dirigeât toute sa vie, mais qui l'eût rendu odieux et

ridicule aux yeux de ses oncles et de leurs enfants, il en avait pris, au milieu de sa famille, une perpétuelle habitude de réserve et de tromperie. Quelques idées de grandeur et de générosité, cultivées en lui par une femme romanesque, ne tenaient point à cette franchise d'esprit et de caractère, qui fait seule les âmes élevées et généreuses. Quoiqu'on fût parvenu à le rendre sérieux, dissimulé et patient, ses moindres émotions se produisaient par des larmes, et ne lui laissaient presque jamais le sang-froid nécessaire dans les grandes affaires. Son cœur, sensible jusqu'à l'excès dans tous ses attachements, semblait plutôt l'entraîner aux plaisirs de la vie privée et aux douceurs d'une société intime, qu'au tumulte des factions. Sa plus chère occupation était d'apprendre par cœur les vers les plus licencieux des poètes français. Le goût de la frivolité et de tous les arts qui plaisent dans la société des femmes, dominait, malgré lui, dans les romans où s'égarait son imagination. Il n'étudiait ni la guerre ni le gouvernement; et cet homme, qui se croyait né pour le trône et pour être un jour le restaurateur de son pays, ne songeait qu'à devenir un protecteur de tous les arts de luxe, et sur-tout à cultiver en ce genre de petits talents auxquels il attachait les plus hautes prétentions. Sa figure,

qui, presque seule, lui a valu cette couronne à laquelle se fixaient toutes ses pensées, était véritablement très-belle, quoique la faiblesse de sa vue, jointe au caractère même de sa physionomie, laissât toujours dans ses regards quelque chose de dur, de louche et de sinistre. Ses yeux étaient grands et noirs; ses cheveux noirs et épais; ses traits avaient de l'éclat et de la régularité; sa taille, sans être grande et même sans élégance et sans grâce, n'était pas sans noblesse, et marquait de la force. Il avait dans son air, dans ses manières, dans sa démarche, une sorte d'apprêt théâtral, et dans tous ses discours une tournure affectée, singulière et romanesque, qui, dans ses premières années, faisait attendre de lui des choses hors du cours ordinaire de la nature, mais qui s'est démentie dans les principales actions de sa vie, parce qu'elle tenait moins à la vraie tournure de son imagination et au fond de son caractère, qu'à la bizarrerie de son éducation. Il parlait avec facilité en public, plus en bel esprit qu'en orateur, et plutôt disert qu'éloquent, capable de converser agréablement dans un cercle, de haranguer dans une académie, mais non d'entraîner une multitude ou de déterminer un sénat; et ceux même qui l'ont observé de plus près, ont remarqué qu'il avait, dans ses conversations, cette adresse des

gens médiocres qui cherchent à cacher les bornes de leur esprit, l'adresse d'entretenir habilement chaque personne sur le sujet qu'elle entend le moins. Il parlait de vers et de littérature aux Polonais uniquement occupés de leurs diètes et de leurs tribunaux. En France, au contraire, où l'on s'occupait alors uniquement de plaisirs et de bel esprit, il parlait sans cesse de législation et de gouvernement ; et à Londres, où commençait à régner dans les mœurs publiques la plus excessive licence, tous ses entretiens roulaient sur les principes de la plus saine morale.

Le chevalier Williams, dont nous avons raconté les liaisons avec les princes Czartorinski, cet Anglais, également connu dans ce temps-là par son génie entreprenant et par le scandale de ses mœurs, avait pris pour lui une amitié qui ressemblait à une passion vive. Cet homme voyant avec douleur le parti auquel il s'était donné en Pologne, destitué du secours des Russes, mais, dans ce revers même, s'attachant de plus en plus à exécuter la révolution qu'il avait entreprise, fit un voyage en Angleterre pour obtenir d'être nommé ambassadeur en Russie. Ce fut à cette occasion qu'il se chargea de conduire Poniatowski dans les pays étrangers. Le début de ce jeune Polonais n'annonçait

pas qu'il devrait un jour sa fortune, et le trône même, à ses voyages. Resté seul à Paris une partie du temps que son conducteur devait passer en Angleterre, la méchanceté de son esprit lui fit fermer les maisons qu'il désirait le plus de fréquenter. Une galanterie fautive, étudiée, de perpétuelles déclarations d'amour, successivement répétées à toutes les femmes auxquelles il parlait, et qu'un jour trente femmes rassemblées dans une maison de campagne se racontèrent mutuellement, l'exposèrent à d'extrêmes ridicules. Le dérangement que son luxe mit dans sa médiocre fortune, le livra aux poursuites de ses créanciers d'une manière avilissante; et ceux qui prenaient intérêt à lui, le firent partir précipitamment d'une ville où sa conduite ne lui permettait plus de rester avec considération. Ce qui, dans ce voyage, l'avait surtout frappé, ce qu'il étudiait avec le plus de soin, c'était le port et les airs de tête du roi de France, Louis XV, qui véritablement avaient beaucoup de grandeur et de majesté. Il s'attacha dès lors à les imiter avec une affectation qui fut remarquée à cette cour, où tout ridicule est si promptement saisi, et où l'on était bien loin de soupçonner l'intention que ce jeune voyageur portait secrètement dans cette étrange étude. Il rejoignit aussitôt Williams en Angleterre;

et celui-ci, nommé ambassadeur à la cour de Russie, traversa la Pologne pour s'y rendre; et obtint aisément des princes Czartorinski, lesquels sentaient la nécessité d'entretenir un émissaire à Pétersbourg, que leur choix tombât sur le jeune Poniatouski. Il le conduisit à cette cour comme secrétaire d'ambassade; et ayant bientôt reconnu, au travers de toutes les intrigues, la route que devait suivre un jeune ambitieux doué d'une belle figure, il se chargea de lui en aplanir les premiers pas. La vanité russe eût peine à laisser un étranger, annoncé comme un simple secrétaire, se mêler, avec égalité, parmi les courtisans, et se produire dans toutes les assemblées de la cour. Williams employa plus d'une fois la double autorité que lui donnaient et son audace personnelle et le caractère dont il était revêtu, pour faire asseoir ce jeune homme à la table de l'impératrice. Il employa de semblables moyens pour le faire parvenir jusque dans les cabinets intérieurs de la grande-duchesse; on sait même que sur les sollicitations hardies de cet ambassadeur, elle osa, dans l'obscurité d'une longue nuit d'hiver, se dérober du palais, et se rendre seule, et à pied, dans la maison du consul d'Angleterre. Poniatouski s'y trouva seul: il était alors dans sa vingttième année; et l'on ne peut douter qu'il

n'ait oublié, à cette époque, une partie des serments que sa mère avait exigés de lui. Ajoutons encore, car dans une fortune si extraordinaire tout intéresse, ajoutons qu'avec un esprit faux et étroit, mais singulièrement cultivé, il avait cette sensibilité ardente et cet enthousiasme capables d'égarer un esprit plus vaste et une raison plus saine, mais qui sont des moyens presque sûrs de plaire aux femmes. Sa mémoire était tout récemment ornée des traits les plus piquants d'un poëme agréable et licencieux, dont il avait trouvé, en France, des copies manuscrites, ouvrage fort répandu aujourd'hui, mais qu'alors l'impression n'avait pas encore fait connaître dans les pays étrangers. Ses entretiens en acquirent plus de charmes pour une jeune princesse étrangère en Russie, d'une imagination vive, dont l'esprit fut aisément séduit par le premier esprit cultivé qu'elle eût vu à cette cour, et déjà enhardie par quelques liaisons secrètes où les mêmes agréments ne s'étaient pas encore rencontrés. Quelques-uns prétendent qu'une superstition de femme entra aussi dans la passion de la grande-duchesse. Ne doutant pas, sur la confiance de Poniatouski, que ce jeune Polonais ne devînt roi, et se promettant dès lors que la destinée se servirait d'elle pour cette élévation, elle en accepta le présage de

sa propre grandeur : elle s'attacha fortement à un projet qui parut l'assurer elle-même de son élévation future ; et ce fut ainsi que la prédiction contribua en grande partie à l'événement.

Le comte Poniatouski, dans le renversement des anciennes alliances, n'avait pu rester auprès d'un ambassadeur d'Angleterre. Il avait fait un voyage en Pologne pour solliciter d'être renvoyé en Russie comme ministre du roi son maître. On s'était de toutes parts opposé à cette demande. On avait représenté au comte Brühl « que rien ne serait plus imprudent, plus insensé, que d'envoyer en Russie, comme ministre du roi, un émissaire de la maison Czartorinski ; que le bonheur d'avoir plu à l'héritière de cet empire, développant dans ce jeune homme un esprit naturellement romanesque, son ambition ne verrait plus aucune borne ; en un mot, que, d'une manière ou d'une autre, cette complaisance coûterait un jour le trône à la maison de Saxe ». Cette prédiction fut faite par le comte de Broglie, qui, après avoir éloigné de la cour les princes Czartorinski, s'attachait constamment à empêcher leur crédit de renaître. Mais l'espérance de conduire une intrigue séduisit le ministre saxon ; et Poniatouski en obtint aisément le

titre qu'il était venu solliciter. Avant son départ de Varsovie, il eut quelques obstacles à vaincre dans sa famille, et sa mère elle-même à combattre. Elle ne cessait de lui représenter « que ce n'était pas par un commerce de galanterie, mais par de grandes qualités et de » grandes vertus qu'il devait mériter l'élévation » qui lui était prédite; que cette passion ne » pourrait servir qu'à l'égarer, et peut-être » l'engager un jour à sacrifier l'honneur de sa » couronne, son royaume et sa patrie à sa maîtresse. » Il ferma l'oreille à des remontrances si sages, quoique mêlées d'une si folle superstition; et il ne tarda pas à retourner en Russie, chargé toujours en secret des intérêts de la maison Czartorinski, en apparence des intérêts de la maison de Saxe, et uniquement occupé de sa propre grandeur. Bientôt, dans un souper à la campagne avec quelques Polonais, la grande-duchesse leur annonça qu'un jour elle leur donnerait son amant pour roi. Ces Polonais étaient de jeunes gens de figure charmante, et que cet avantage avait fait choisir par le roi de Pologne pour composer un cortège au prince Charles. Ils avaient mieux aimé se joindre à cette nouvelle intrigue, et seconder la fortune de leur égal, que de suivre les intérêts de leur prince. Ils ne traversaient les desseins du comte Ponia-

touski qu'en tâchant, mais en vain, de se rendre plus agréables que lui à la grande-duchesse; et nous la verrons par la suite attacher quelque temps leur fortune à celle de Poniatowski, et contribuer à son élévation par leur activité et leur courage. Mais alors ils regardèrent ce propos comme un délire d'amour, comme l'ivresse d'une jeune femme dans un souper de plaisir, et n'y firent aucune attention sérieuse. Nous tenons d'eux-mêmes ces dernières anecdotes.

Cependant Poniatowski employait trop ouvertement son ministère à soutenir des intérêts contraires à ceux du roi son maître; ses liaisons non interrompues avec l'ambassadeur d'Angleterre, le rendaient justement suspect aux nouveaux alliés de la cour de Russie. La témérité de ses démarches, et ses imprudences dans quelques rendez-vous nocturnes, avaient donné trop d'éclat et de publicité à l'extrême patience du grand-duc. Enfin les deux amants avaient pour confident le grand-chancelier Bestuchef, qui avait servi toutes les passions de la jeune princesse; et qui, dans ce temps, cherchait à l'entraîner dans ses desseins de vengeance et dans un projet de révolution. Tous ceux qui étaient opposés à la faction anglaise et prussienne, crurent nécessaire à la sûreté générale de la cour de Russie, à la sûreté d'Elisà-

beth et de ses nouvelles alliances, de dissoudre cette espèce de ligue, en achevant la ruine de Bestuchef, et en renvoyant Poniatouski dans sa patrie. On était alors dans l'automne de 1757 : et le comte Brulh, décidé par l'impression du moment, allié plus ou moins fidèle suivant les différentes marches des armées, voyant, vers le milieu de cette saison, les troupes françaises parvenues sur les frontières de la Saxe, et la délivrance de cet électorat dépendre de leurs armes, accorda à la demande de cette cour le rappel du comte Poniatouski. Mais son audience de congé fut rejetée loin, parce que l'impératrice sur le déclin de son âge, ne se montrant jamais en public qu'après une longue et pénible toilette, en différait de jour en jour les embarras et les fatigues ; et pendant ces délais, l'armée française ayant été vaincue à Rosback, et ayant fui loin de la Saxe, les deux ambassadeurs de France à Varsovie et à Pétersbourg n'eurent plus droit de presser le départ de Poniatouski. Son audience de congé était demandée, mais la connivence du premier ministre Bestuchef le laissait dans cette situation incertaine.

La passion des deux amants devint d'autant plus vive, qu'elle était ainsi perpétuellement traversée, et que, pendant plusieurs

mois, ils eurent chaque jour, en se séparant, la crainte de s'être vus peut-être pour la dernière fois.

Mais déjà Bestuchef, leur confident et leur unique soutien, sentait toutes les approches de la disgrâce. Sa souveraine, quoique toujours indécise, ne lui montrait plus qu'un visage glacé. Les courtisans évitaient avec soin sa rencontre. Il résolut de s'enfermer pour laisser passer cette tempête. Il voulut imiter un de ses prédécesseurs, qui, abandonnant toutes les affaires à ses rivaux, contrefit le malade un an entier pour leur donner l'espérance prochaine de sa mort, laisser leur crédit s'épuiser, et attendre les vicissitudes de la cour. Mais les deux ambassadeurs réunis redoublèrent d'efforts pour lui enlever cette dernière ressource ; et enfin trois ordres consécutifs le forcèrent à se rendre au conseil. Il disait à ses confidents : « Vous le voyez, dès qu'une affaire importante » survient, ils sont obligés d'en revenir à moi. » Mais à peine fut-il entré dans la salle du conseil, on lui demanda ses cordons et son épée. Il pâlit, et dit : « Que la volonté de l'impératrice soit » faite. » Il eut d'abord son hôtel pour prison, et choisit pour asile une cave, dont, pendant sa fortune, il avait fait un lieu de plaisir, et dont tous les tonneaux étaient liés de cerceaux

d'argent. Il n'en sortit que pour être conduit en exil dans ses terres.

Poniatouski, par cette disgrâce, perdit son seul appui; et peu de temps après, le prince Charles de Saxe ne put se refuser aux instances qu'il reçut de toutes parts, et aux prières même du grand-duc, d'écrire au roi son père, pour l'engager à rappeler une seconde fois Poniatouski. Le comte Brulh, tour-à-tour complaisant pour tous les partis, obéissant toujours aux craintes présentes, l'ayant aussitôt rappelé, fit ainsi, par ses alternatives de condescendance, tout le mal qui pouvait être fait, et s'exposa aux justes ressentiments de tous ceux à qui successivement il avait eu dessein de plaire.

Les deux amants, séparés dans le premier feu de leur passion, donnèrent l'un et l'autre le plus grand éclat à leur douleur. Poniatouski se jeta tout en pleurs aux genoux du prince de Saxe, et la grande-duchesse aux pieds de l'impératrice; mais leurs instances tardives ne furent point écoutées. Poniatouski rapporta à son père une lettre de la grande-duchesse qui contenait ces mots : « Charles XII a distingué votre mérite; » je saurai distinguer celui de votre fils et l'élever, peut-être au-dessus de Charles XII lui-même. » Le vieux comte Poniatouski enferma cette lettre dans une espèce de scapulaire, et

tout le reste de sa vie il la porta ainsi sur sa poitrine. La grande-duchesse, déjà livrée à d'implacables ressentiments contre la France et l'Autriche, et contre leurs ambassadeurs, n'ignorait pas la part que le prince Charles avait prise à ce nouveau rappel. Elle le menaçait de l'en faire repentir. La violence et la hauteur qu'elle mit dans cet entretien, le força de lui répondre avec une égale fierté. On voyait, à leur vivacité mutuelle, que l'un se flattait de rester toujours indépendant, et l'autre d'exercer bientôt un pouvoir sans bornes. Cette cour était alors comme l'intérieur d'un théâtre où la fortune préparait en secret tous les ressorts qui devaient exécuter bientôt ses jeux les plus bizarres.

Cependant la déclaration d'Elisabeth sur la perpétuité de l'exil de Biren, et sa recommandation en faveur du prince Charles, avaient été remises solennellement au roi de Pologne, au moment où la diète s'assemblait. Cette diète ayant été rompue, comme toutes les précédentes, le roi convoqua aussitôt à Varsovie une assemblée du sénat. Les princes Czartorinski craignaient cet établissement de la maison de Saxe en Courlande; ils appréhendaient que ce trône ne lui servît un jour de degré pour monter une troisième fois sur celui de Pologne.

Assurés d'être protégés en Russie par l'héritière de cet empire, ils n'ignoraient pas qu'elle n'avait encore dans le gouvernement aucun crédit; mais les événements que la santé chancelante d'Elisabeth faisait prévoir, entretenaient leurs espérances, et forçaient déjà leurs ennemis à de grands ménagements pour eux. D'ailleurs, pour s'opposer à tous les projets de la cour, il leur suffisait de leur propre puissance, de la constance inflexible de leur caractère, de la liberté des opinions dans ces grandes assemblées, où le prétexte du bien public leur offrait toujours une occasion favorable de se livrer à leurs animosités, et de confondre leurs chagrins avec les intérêts et les plaintes de la nation. Dans cette assemblée du sénat, le prince Michel Czartorinski, grand-chancelier de Lithuanie, soutint « que la Courlande était un fief non pas » seulement du trône, mais de la république; » que jamais, en aucun cas important, les rois » de Pologne n'avaient transigé au sujet de ce » duché sans le concours d'une diète; que tels » étaient les serments du roi en montant au » trône, les conditions même auxquelles il ré- » gnait; que si, dans le désordre de ces temps » malheureux, ces assemblées se séparaient » chaque fois sans parvenir à prendre aucune » résolution, c'était une calamité générale à

» laquelle un fief dépendant de la république
» n'était pas moins soumis que les autres pro-
» vinces ; qu'à la vérité , en 1736, une diète avait
» donné au roi le pouvoir de conférer ce fief ,
» mais non le pouvoir de le conférer dans toutes
» les vacances, encore moins le pouvoir d'en
» destituer à son gré le nouveau possesseur ; et
» de ravir à ses enfants le droit de lui succéder ;
» que le duc Biren et sa famille ne pouvaient
» perdre de pareils droits, sans avoir subi toute
» la rigueur d'un procès criminel, et d'un ju-
» gement légal ; que la déclaration d'une puis-
» sance étrangère n'équivalait point à cette pro-
» cédure juridique ; qu'il voulait bien croire mé-
» ritées les disgrâces que cette famille éprou-
» vait en Russie ; mais que d'examiner si à de
» tels malheurs se mêlait quelque crime de félo-
» nie envers la république ; c'était un droit ré-
» servé à la république elle-même ; que la Rus-
» sie , en annonçant comme éternelle la pros-
» cription de ce duc et de sa postérité , se fon-
» dait sur des raisons d'état ; sorte de jurispru-
» dence heureusement inconnue dans les pays
» libres , et toujours variable dans les pays
» même où l'autorité n'a besoin que de ce mot
» pour motiver ses rigueurs ; que les années ,
» les événements, les changements de règne
» amèneraient en Russie d'autres raisons d'état ;

» que cette cour demeurerait toujours maîtresse
» de faire revivre à son gré les droits d'une fa-
» mille qui continuerait d'habiter en Russie ;
» enfin qu'on ne saurait trop admirer l'impru-
» dence des ministres qui s'engageaient, non
» pas avec audace, mais avec légèreté, dans
» une affaire si dangereuse. » Trois sénateurs
de cette famille, et deux de ses partisans, se
joignirent à l'opinion du grand-chancelier de
Lithuanie. Tous les autres sénateurs, au nom-
bre de cent vingt-huit, opinèrent « que la cons-
» titution de 1736 ayant laissé au roi le libre
» choix d'un nouveau duc de Courlande, et de-
» puis cette époque toutes les assemblées de la
» nation ayant été rompues, le roi avait toujours
» cette constitution pour règle. » Il accorda
donc au prince Charles les diplômes et l'investi-
ture de ce duché ; mais soit légèreté, soit
fausse prudence et dessein d'intéresser la Rus-
sie elle-même à soutenir cette nouvelle investi-
ture, il reconnut dans ses écrits les droits du
duc Biren et de sa famille comme légitimes,
et donna pour fondement aux droits du duc
Charles, la seule déclaration de l'impératrice
que la personne et la famille de Biren ne seraient
jamais relâchées.

Le nouveau duc de Courlande se flatta bientôt
d'avoir acquis un grand parti dans la républi-

que, par une démarche qui n'était pas elle-même sans imprudence. Aussitôt qu'il eut obtenu cette couronne, il se pressa d'en faire secrètement hommage à une jeune polonaise qu'il choisit pour épouse, Françoise de Corvine Krasinska, dont la beauté justifiait cette passion, et dont la vertu mérita cette alliance. Il crut que la souveraineté le rendait, en quelque sorte, indépendant du pouvoir paternel, et ne demanda point le consentement du roi, son père, pour un mariage que la fierté de la maison de Saxe eût regardé comme inégal. Cette union toujours ignorée du roi fut d'ailleurs consacrée par toutes les formalités qui pouvaient la rendre indissoluble. Toute la nation en fut instruite, quoique la nouvelle épouse conservât son propre nom, et continuât de vivre chez ses parents; et il est remarquable, que malgré les haines publiques qui animaient un grand nombre de Polonais contre la cour, ils n'imaginèrent jamais de troubler par cette odieuse délation la paix de la famille royale et la faveur constante que le roi marquait à son fils. Plusieurs maisons alliées par ce mariage au nouveau duc de Courlande, s'attachèrent à ses intérêts, et leur influence lui donna un si grand nombre de partisans, qu'il eut pouvoir désormais élever ses vues jusqu'à l'espérance de succéder au roi son père.

Pendant ce temps, une armée de cent mille Russes séjournait dans les provinces polonaises; et Brulh les regardant comme les vengeurs de son maître, ne pouvant plus acheter la faveur de cette cour que par un dévouement aveugle, se prêtait à toutes leurs vexations. Enhardis par cette connivence, ils demandèrent qu'on leur livrât la ville de Dantzick, la seule ville forte de ces contrées, afin d'avoir, disaient-ils, une retraite assurée si la fortune voulait qu'ils éprouvassent des malheurs. La cour s'inquiéta enfin de cette demande, et tandis qu'elle employait publiquement son crédit pour résoudre les magistrats de cette ville à recevoir une garnison russe, elle les faisait secrètement exhorter à s'y refuser. Mais toute la Pologne ignorait ces insinuations secrètes; et l'opinion que la république était trahie par la cour s'établissait de plus en plus dans tous les esprits, et y jetait à-la-fois l'indignation et le découragement. L'armée russe vint, avec ses canons de siège, camper sur les glaces de Dantzick. Les magistrats, pour réponse, firent mettre leurs canons en batterie, choisirent un brave Suédois pour commander leur garnison, enrégimentèrent leur bourgeoisie, remplirent leurs magasins, et sans aucun espoir de secours, ils attendirent les événements.

De simples bourgeois d'une ville commerçante, donnaient ainsi à un premier ministre l'exemple d'une noble fermeté.

Elbing, Thorn et d'autres villes, qui ne pouvaient s'opposer, par la force, à cette espèce d'invasion, furent livrées aux Russes pour y établir des magasins, et en faire des places d'armes. Cette armée, sans argent, sans crédit, et dépourvue de tout, se trouvait forcée à vivre de brigandage : et d'ailleurs, par quelle discipline contenir toutes ces nations du nord de l'Asie, ne connaissant d'autre guerre que la dévastation, ne recevant d'autre solde que le pillage, les uns habitués à mener en main deux chevaux destinés à emporter le butin, les autres nus comme les sauvages, et en ayant les mœurs et la férocité ?

Dans les premiers plans de cette guerre, les Russes n'étaient entrés en Pologne que pour traverser rapidement ce royaume ; mais ils trouvaient dans la terreur qu'inspirait le roi de Prusse, un prétexte d'y perpétuer leur séjour. Ils eurent cependant la gloire de vaincre les armées prussiennes, mais sans accélérer ni la fin de la guerre, ni la délivrance de la Saxe. Ils durent cette gloire à la nécessité où était ce prince de marcher à eux aussitôt qu'ils approchaient de ses frontières, de les attaquer à

des époques fixes, quelle que fut sa position et la leur, n'ayant jamais assez de temps pour manœuvrer contre eux, parce qu'il était obligé de revenir aussitôt avec toutes ses forces contre l'armée autrichienne. Il lui suffisait de leur livrer promptement, et quelque part où il les rencontrât, une sanglante bataille, qui les rendit, fussent-ils victorieux, inutiles à leurs alliés, pour le reste de la campagne. Leur ignorance lui présentant toujours quelque moyen facile de les enfermer de toutes parts, tantôt en les renversant sur leurs équipages, tantôt par de rapides manœuvres, que l'aspect du terrain lui inspirait, il les attaquait avec fureur, ordonnait à ses troupes de ne faire aucun quartier, aucun prisonnier, et s'attachait opiniâtrément à l'espoir de massacrer leur armée entière. Mais une triste expérience lui faisait dire, « qu'ils sont plus durs à tuer que difficiles à vaincre. » Un étranger qui servait parmi eux, les voyant ainsi enfermés au commencement d'une de ces batailles, demanda à leur général où serait la retraite si on était battu. Là, répondit le Russe, en montrant la terre. Presque toujours le carnage était égal. L'armée russe vaincue, forcée de retranchements en retranchements, sans être jamais dispersée, reprenait les armes pendant qu'on la massacrait, et à son tour elle mas-

sacrait ses vainqueurs. Le roi de Prusse, après avoir perdu une partie de l'armée qu'il conduisait à cette horrible boucherie, les laissait hors d'état de marcher en avant. Il revenait avec ses débris rejoindre ses autres détachements. Il poursuivait alors, sans distraction, ses savantes campagnes, contre un ennemi également digne de son courage, et plus digne de son habileté; et les Russes revenaient toujours passer l'hiver, partie en Pologne et partie dans son royaume de Prusse, que l'éloignement de cette contrée ne lui avait pas permis de défendre contre eux. C'est ainsi que se perpétuait, depuis six ans, leur séjour dans les provinces de la république.

Deux commissions, successivement établies par l'impératrice, pour écouter les plaintes des Polonais, et accorder les indemnités qui étaient dues, ne furent qu'illusoires; soit que la fourberie des généraux russes éludât l'équité de leur souveraine, soit plutôt que le manque total d'argent rendît cette équité toujours vaine; mais la cour de Russie, par les dédommagements qu'elle reconnaissait devoir, et qu'elle ne cessait de promettre, acquérait sur le plus grand nombre des Polonais, le singulier avantage d'avoir une partie de leur fortune entre ses mains. Enfin ces républicains ne voyant plus

de terme à leurs maux, parvinrent à se concerter ; ils envoyèrent de secrets émissaires au roi de Prusse, quoiqu'il parût alors tout près de sa ruine. Ils en envoyèrent aussi au kan des Tartares. Ils promirent, si ces deux princes s'engageaient à les soutenir, de surprendre les troupes russes dans les cantonnements qu'elles occupaient en Pologne, et de dissiper toute cette armée.

Le comte Brulh entrevit ces mouvements d'impatience, ces tentatives de ralliement, et sans se donner aucuns soins pour les prévenir, sans même chercher à pénétrer ce dont il s'agissait, il s'en rendit, en Russie, le délateur, et saisit avec empressement cette occasion d'y dénoncer la noblesse polonaise ; mais avant d'exposer quels étaient ses desseins, il ne sera pas inutile de dire quelle était alors sa situation.

Toutes ses possessions, en Saxe, avaient été dévastées. Ses riches domaines, ses maisons de plaisance, son palais de Dresde, n'existaient plus. Le roi de Prusse avait porté la fureur jusqu'à faire détruire tout ce que la guerre en avait épargné, tout brûler, tout ravager, tout démolir. Une atroce perfidie du comte Brulh avait attiré sur lui cette tempête. Il avait fait voler la nuit, avec de fausses clefs, les chiffres,

les instructions, les correspondances du ministre prussien à Varsovie; et il avait fait part à toutes les cours de ce que la plus noire malignité lui avait suggéré, comme s'il l'eût trouvé dans ces correspondances. Devenu par-là l'objet des vengeances personnelles du roi de Prusse, mais devenu par ses pertes même plus cher à son maître, ce dernier l'en avait dédommagé en Pologne, par une profusion de nouveaux bienfaits. Il lui avait donné tout l'apanage de la reine, qui, ayant eu vainement le courage de rester à Dresde, y était morte au milieu des outrages et des calamités. Cette mort ne laissant plus auprès du roi de libre accès qu'à Brulh seul, son crédit ne redoutait plus aucune concurrence. La plupart des Polonais, indignés de ce que sa fortune et sa faveur ne cessaient ainsi de s'accroître dans les malheurs de son gouvernement, et le voyant accumuler sur sa tête tant de richesses et de dignités, se rappelèrent que Brulh, étranger dans leur république, n'y jouissait de ces grâces excessives que sur la foi d'une généalogie suspecte. Les réclamations s'élevèrent de toutes parts; mais la rupture des diètes les avait rendues vaines. Leur indignation et leur jalousie, qui s'étaient produites avec liberté, mais avec impuissance, et qu'il croyait pouvoir impunément braver, n'avaient servi

qu'à l'aigrir et à développer en lui un orgueil qui, jusque-là, ne s'était pas montré dans son caractère. Ce n'était plus ce ministre qu'on avait vu si souple, si insinuant, si flatteur, et dont on ne craignait que la douceur perfide; c'était un favori altier, dont les dédains outrageants inspiraient un désir presque général de son humiliation et de sa chute, sans que ses plus cruels ennemis pussent désormais en imaginer les moyens. Les événements de la guerre ajoutaient encore à l'ivresse de sa présomption. Le roi de Prusse paraissait presque détruit. Six années de cette guerre avaient formé contre lui des généraux dignes de le combattre. Toutes les provinces qu'il défendait, étaient ouvertes, et Brulh croyant voir la paix s'approcher, voulait profiter du séjour de l'armée russe en Pologne, pour faire décider la succession au trône en faveur de la maison de Saxe. Il donna donc à dessein de grandes inquiétudes à Pétersbourg, afin que la Russie envoyât au centre du royaume un corps d'armée qu'il voulait y avoir à sa disposition. De son côté, le grand avantage que la Russie voulait retirer de cette guerre, était de régler, avec cette république, les limites toujours indécises depuis leur traité de paix perpétuelle. Une demande si modérée en apparence, cachait la prétention d'envahir, par le

concours de toutes les puissances alliées, une grande province à l'orient de la Pologne; et le roi eût facilité cette usurpation pour prix d'une élection anticipée en faveur de l'un de ses fils. Brulh commença, pour cette élection, quelques trames parmi les seigneurs polonais, dans le même temps qu'il accusait à la cour de Russie la noblesse de plusieurs palatinats d'être prête à se confédérer. Cette cour fit des déclarations menaçantes, et envoya aussitôt dans ces provinces douze mille hommes, avec ordre au général d'agir en tout de concert avec la cour de Varsovie.

Ainsi, par l'espérance d'une paix prochaine, et par le succès de cette nouvelle intrigue, Brulh voyait tous les revers de son maître tourner en avantages. Les malheurs passés n'auraient prouvé que la faiblesse naturelle des deux états qu'il gouvernait. La restitution de la Courlande, celle de la Saxe, la succession au trône de Pologne, également due à une alliance étrangère, auraient prouvé la sagesse de sa politique. Les succès trompeurs de son administration en auraient couvert les fautes réelles. Son nom serait peut-être demeuré célèbre, et la suite inévitable de tant de fautes n'aurait troublé que les règnes suivants.

Mais toutes ces prospérités, toutes ces es-

pérances n'étaient fondées que sur la bonté personnelle d'Elisabeth. La mort de cette princesse déconcerta, en un moment, toutes ces frivoles mesures, et renversa une si vaine politique.

Pierre III, né en Holstein, d'une sœur d'Elisabeth, et souverain de ce duché, monta sur le trône de Russie. Le règne de ce prince en démençe commença par quelques actions où il entraît de la grandeur et de la justice. Il rappela de Sibérie tous ces illustres exilés qui avaient fait autrefois la gloire de cet empire ; et ceux dont le tempérament robuste avait résisté aux rigueurs d'une captivité si longue, reparurent à cette cour ; tristes objets de curiosité pour une génération nouvelle, qui ne connaissait d'eux que leur gloire et leurs malheurs. Ces vieillards, au sortir de leur prison, demandèrent à quitter cet empire, mais la méfiance naturelle à ce gouvernement contre tous ceux qui ont connu son état intérieur, leur refusa cette liberté. Il leur fallut attendre, dans une fortune médiocre, dans l'abandon et dans l'oubli, le dernier terme de leur vieillesse. Birén revint parmi cette foule ; et sa présence, qui rappelait d'horribles souvenirs, fit aussitôt prévoir de nouvelles calamités.

Pierre III, à peine monté sur le trône, res-

titua au roi de Prusse, sans aucune condition, toutes les conquêtes faites par les armes russes. « Il faut, disait-il, que chacun se console de ce » qu'il a souffert, rentre dans son bien et se » tienne tranquille. » La cour de Pologne, qui voyait s'évanouir par cette restitution toute espérance de dédommagement pour l'invasion et la ruine de ses états héréditaires, qui perdait tout le fruit des intrigues commencées pour assurer à l'un de ses princes la succession au trône, à qui le retour de Biren annonçait les malheurs que le duc Charles allait éprouver en Courlande, n'osait cependant montrer ni ses regrets ni ses inquiétudes. Elle craignait que l'empereur ne s'en tint offensé ; et dans le temps où on recevait, chaque jour, de si affligeantes nouvelles, on saisit l'occasion d'une fête annuelle pour donner, dans le palais du roi, des divertissements plus éclatants que de coutume.

On prêtait une oreille avide à tous les bruits publics, à toutes les sourdes rumeurs qui arrivaient de Russie, afin de chercher quelque règle dans la conduite qu'il fallait tenir, de prévoir où devait tourner le vent de la faveur, de suivre aussitôt cette route, et de former d'utiles liaisons dans ce nouveau gouvernement. On apprit d'abord que l'impératrice, maltraitée

de son mari, évitée de tous les courtisans, vivait dans de perpétuelles alarmes ; et du moins on cessa d'appréhender tous ce que ses liaisons précédentes auraient fait redouter de son crédit. Bientôt on découvrit par quelles intrigues les grâces étaient obtenues , à quel taux était la fidélité de chaque courtisan ; on sut qu'un confident de l'empereur , après avoir trahi Bestuchef au moment de sa chute , et s'être vendu alors aux nouveaux favoris , se vendait aux Anglais sous le règne présent , et on forma le dessein d'acheter aussi ce ministre mercenaire. Dans le mépris que l'empereur marquait pour les Polonais , on conçut l'espérance qu'en lui sacrifiant la nation , on l'engagerait à protéger la cour ; et on résolut d'offrir aux puissances belligérantes de faciliter la réconciliation de leurs intérêts , en les aidant à prendre tous les dédommagements de la guerre sur la Pologne.

Une négociation de cette nature ne parut pas devoir être confiée à un simple résident qu'on entretenait alors à Pétersbourg ; on résolut d'y envoyer des ministres plus accrédités , et , pour ainsi dire , une ambassade solennelle. On fit partir deux fils du comte Brulh , sous prétexte de complimenter le nouvel empereur au nom du roi : démarche d'autant plus humiliante , que Pierre III , dans son mépris pour la cour de

Varsovie , n'avait point suivi pour elle seule l'usage établi en Europe , et n'y avait point envoyé notifier son avènement au trône. Ils emportèrent secrètement un plein pouvoir pour tout offrir , pour tout signer. Mais l'empereur les reçut avec dédain ; et les courtisans ayant suivi l'exemple du souverain , au lieu de l'accueil empressé que toute cette cour leur avait fait sous le dernier règne , ils ne rencontrèrent par-tout que froideurs et rebuts. Toutes les maisons où ils espéraient retrouver des amis , et renouer les trames de leurs anciennes intrigues , furent fermées pour eux. Les offres dont ils étaient secrètement chargés , leur attirèrent publiquement de nouveaux dédains ; ils attendirent vainement une réponse ; et le seul fruit de cette mission si éclatante et si humble , fut d'apprendre à la maison de Saxe que cette longue faveur dont elle avait joui à Pétersbourg , était passée sans espoir de retour.

Les états de Courlande étaient alors assemblés. Dans les gouvernements libres , les mécontents ayant toujours droit de se plaindre , même quand la nation est heureuse et tranquille , tous les maux de l'état sont connus , et toutes les craintes exagérées ; bien différents en cela des pays soumis à une autorité souveraine , où la flatterie exagère toujours le peu de bien qui s'y

fait, et où, même quand la nation souffre et se détruit, l'état est toujours peint comme florissant. Cette diète de Courlande, inquiète et mécontente, faisait au duc Charles, son souverain, plusieurs demandes qu'il craignait d'accorder : son refus animait cette assemblée contre lui. Dans ces conjonctures, un résident russe, que la feue impératrice avait accrédité par honneur auprès de ce prince, fut chargé de notifier aux états seulement, et sans faire aucune mention du prince, l'avènement du nouvel empereur, et leur insinua de l'envoyer complimenter. Les états ayant aussitôt nommé deux députés pour se rendre à Pétersbourg, le czar leur promit hautement de soutenir la noblesse dans ses droits; et il ajouta que la Courlande, professant la religion luthérienne, ne pouvait être gouvernée par un duc catholique. Le duc ayant de son côté envoyé un gentilhomme à Pétersbourg, le czar refusa de l'admettre à son audience; et partout où il le rencontra sur son passage, il ne lui marqua que des mépris. Le duc craignait qu'une diète si mal disposée, et qui devait espérer d'être si puissamment soutenue, ne prît contre lui de fâcheuses résolutions. Il se pressa de dissoudre cette assemblée, et dans l'espoir que la démenée de l'empereur occasionerait bientôt un soulèvement en Russie, il prétexta, pour quitter la

Courlande jusqu'à cet événement aisé à prévoir, le besoin d'aller dans les pays étrangers prendre des eaux pour sa santé. Mais le retour de ce prince à Varsovie porta un coup mortel au roi de Pologne ; il parut plus accablé par le malheur de son fils, qu'il ne l'avait été de ses propres revers. Il cessa de se montrer en public ; et le comte Brulh , afin de calmer les chagrins et les agitations de ce monarque, fut obligé de recourir aux grandes raisons tirées de la soumission qu'on doit avoir pour les décrets de la Providence.

L'enthousiasme que le czar avait conçu depuis long-temps pour le roi de Prusse, libre enfin d'éclater, ne pouvait s'asservir aux lenteurs et aux formes d'une négociation, et le grand-chancelier de Russie ayant voulu lui représenter qu'il devait apporter quelques mesures au changement de ses alliances, reçut pour unique réponse : *Vous êtes un sot, et vous n'êtes pas mon précepteur*. Jamais la foi des traités ne fut plus ouvertement violée. Les mêmes Russes qui avaient combattu dans l'armée autrichienne, passèrent dans le camp ennemi. Ces deux cours attachées l'une à l'autre depuis deux cents ans par les liens de la politique, par ceux de l'habitude, par les services mutuels, furent désunies en un moment. La Russie, qui jus-

qu'alors ne s'était mêlée dans les affaires générales de l'Europe que sous le crédit de la maison d'Autriche , quitta enfin cette alliance où elle ne jouait qu'un rôle subalterne ; elle devint, dans les nouvelles liaisons qu'elle contracta , la cour principale et dominante ; et le caprice d'un insensé produisit ou du moins accéléra cette grande révolution.

La nation polonaise, accoutumée depuis un siècle à fonder sa sécurité sur la jalousie réciproque de ses voisins , vit avec un juste effroi se former entre l'empereur de Russie et le roi de Prusse une alliance qui la menaçait véritablement de sa ruine. Elle trembla que ces deux puissances également ambitieuses, convaincues également de sa faiblesse, n'eussent dès ce moment concerté entre elles la conquête et le partage de toutes ses provinces ; mais des intérêts plus pressants et plus personnels occupaient alors ces deux souverains ; l'un soutenait la guerre depuis sept ans contre l'Europe presque entière conjurée contre lui ; et l'autre entraîné par des ressentiments héréditaires, était impatient de commencer une nouvelle guerre, pour venger sur les Danois les querelles de ses ancêtres. D'ailleurs une sorte de générosité qui se mêlait dans la démence du czar , ne lui permettait pas de penser à une entreprise aussi évi-

demment injuste; et ses ministres, accoutumés à regarder la Pologne comme presque dépendante de la Russie, comme destinée à lui être de jour en jour plus assujettie, étaient bien loin d'en imaginer le partage. De son côté, le roi de Prusse, réparant à force de génie les dangereuses complaisances qu'il était obligé d'avoir pour un allié si utile et si redoutable, suivait encore le système de son père et de son aïeul, et trouvait plus de sûreté à laisser entre son royaume et cet empire, la Pologne faible, divisée, incapable de lui nuire, qu'il n'eût trouvé d'avantage à partager cette conquête avec un tel voisin. Si l'on étudie attentivement la conduite et le caractère de ce prince, peut-être sera-t-on porté à croire qu'il y a eu dans sa façon de penser plusieurs époques très-différentes; qu'après les succès de la première guerre où il s'engagea dans sa jeunesse, il songea moins à étendre sa domination par de nouvelles conquêtes, qu'à assurer son indépendance personnelle, à se maintenir au niveau des plus grandes puissances, afin de ne recevoir la loi de qui que ce fût dans l'univers; que parvenu à cette position, il jouissait en paix de son goût pour l'étude et pour les arts; content de vivre au milieu des poètes et des philosophes, se montrant toujours redoutable, pour être certain

d'être toujours tranquille ; et soit système , soit caractère, ne songeant plus à jouer le personnage de conquérant. Si dans ce temps-là , il entreprit la plus terrible guerre , ce fut seulement quand il vit sa sûreté menacée de toutes parts, et qu'il fallut prévenir la ligue qui se formait pour l'accabler. Ajoutons encore , en fondant cette observation sur quelques écrits de ce prince , que dans ce même temps , occupé de l'histoire ancienne , il respectait le génie des peuples libres ; qu'il avait pris d'eux une opinion qui l'eût empêché d'en attaquer aucun ; qu'il se persuadait que cette entreprise, en supposant même qu'elle fût suivie d'un succès rapide et complet , aurait rendu toute la durée de son règne inquiète , malheureuse , exposée à de perpétuels soulèvements , en butte à tous les projets du désespoir , et aurait donné de trop favorables occasions contre lui aux puissances dont la rivalité contenait son ambition ; mais , lorsque enfin la Russie se fut engagée dans des embarras sans terme et sans issue ; quand la république de Pologne fut tombée dans une entière dissolution ; quand ce prince, enhardi par ses propres succès , formé par une longue habitude de la tyrannie , eut appris par le spectacle des affaires et des hommes de notre siècle, à y mépriser même la liberté , possédant d'ail-

leurs comme le fruit de tout son règne, une force et une réputation qui ne lui laissaient plus rien à redouter; alors seulement il adopta le projet d'envahir les plus belles provinces de cette république; et tant par l'habileté de ses ruses et la sagacité de ses mesures, que par la terreur de ses armes, il força sans aucun danger ses ennemis eux-mêmes à concourir à son agrandissement.

Toutefois le traité qui établit d'une manière fixe l'alliance de la Russie et du roi de Prusse, contenait, relativement à la Pologne, trois conventions qui ont occasioné le désastre de ce pays, parce que la fortune mêla ensuite dans leur exécution toute la bizarrerie de ses caprices. La première était l'engagement de réunir leurs efforts, pour placer, après la mort d'Auguste, un Polonais sur le trône. Cet engagement convenable aux véritables intérêts du roi de Prusse, était dicté en Russie, par une jeune favorite, la comtesse de Bruce, occupée de donner cette couronne au jeune prince Adam Czartorinski, qu'elle avouait encore pour amant malgré de nombreuses infidélités mutuelles. Nous ne raconterons point ici comment cette femme adroite, et qui, dans les fréquentes révolutions de son pays, souvent digraciée, revint toujours à la faveur, en prenant toujours pour

nouvel amant, le frère, l'ami, ou le confident du nouveau favori, était d'abord parvenue à toute la confiance de la grande-duchesse en se liant avec ce jeune Polonais, ami et parent de Poniatouski, ni comment elle sut acquérir tant de faveur encore sous le nouveau règne, en prenant aussitôt de semblables liaisons avec le ministre de Prusse, si puissant sur l'esprit du czar. Contentons-nous de remarquer que le crédit de ce dernier amant devait lui servir à donner à l'autre une couronne; que toutes les affaires des Polonais en Russie ne tenaient plus alors qu'au léger fil de cette intrigue, et que cette première condition du traité entre les deux cours, qui donna bientôt cette même couronne au comte Poniatouski, avait eu cet autre Polonais pour objet.

La seconde convention était un engagement également réciproque de protéger en Pologne les dissidents et les Grecs. Cette autre convention exige aussi quelques mots d'éclaircissement. Depuis que les protestants avaient perdu en Allemagne leurs chefs et leurs protecteurs, d'un côté par l'épuisement où la Suède était tombée, et de l'autre par le retour de la maison de Saxe à la religion catholique, le feu roi de Prusse, qui fondait une puissance nouvelle, avait saisi cette occasion d'accroître son crédit,

et tâché de se substituer à leur place. Le roi, son fils, le seul prince qui ait donné à ses sujets l'exemple de ne pratiquer jamais aucun acte de religion, ne voulut cependant pas laisser échapper les avantages du rôle qui s'offrait à lui, et continuait de se donner faiblement pour protecteur à ceux qui réclamaient son appui. Un jeune baron Goltz, issu de dissidents polonais, était son ministre auprès du czar : il fut le négociateur de ce traité ; et cet engagement, conforme à l'esprit qui régnait dans le ministère russe, et au dessein d'entretenir toujours des divisions en Pologne, fut pris dès lors entre ces deux cours.

La troisième condition était relative à la Courlande. L'empereur voulait donner ce duché à l'un de ses oncles, sur la cession volontaire ou forcée que Biren aurait faite de ses droits ; et il fut stipulé que le roi de Prusse laisserait à la Russie la libre disposition de cette principauté : stipulation étrange, puisque la Courlande ne devait, à aucun titre, dépendre d'aucun des contractants.

Sans avoir pénétré quelles étaient les conditions de cette alliance, les Polonais sentirent qu'elle menaçait leur république de sa ruine ; et dans leurs justes alarmes, ils commencèrent à prendre conseil entre eux, non dans ce sénat af-

faibli par tous les choix de ce règne, et que le roi même n'osait encore convoquer; mais dans le château de Bialistock, chez le grand-chancelier comte Branicki. Sa dignité, sa considération personnelle, et ses immenses richesses, attiraient continuellement autour de lui une foule de noblesse de toutes les provinces; et depuis qu'en 1752, il s'était fait chef du parti que la France avait formé en Pologne, rien n'avait altéré ses sentiments, rien n'avait ébranlé ses résolutions. Ce parti était dissipé, et Branicki exposé à la double vengeance de la cour et des Russes; mais il repoussait avec fermeté toutes leurs menaces, toutes les indignes manœuvres du favori. Seul et sans faction, il avait cherché publiquement à dessiller les yeux du roi sur son ministre. Il ne doutait pas que ce même amour de la patrie, qui, autrefois, à la première lueur d'espérance, avait si promptement réuni tant de bons citoyens; ne les ralliât encore dès que la même espérance renaîtrait, ou que de nouveaux dangers menaceraient la patrie; et en effet, au premier avis de cette nouvelle alliance, une foule de zélés citoyens accourut de toutes parts à Bialistok. Les deux factions qui s'étaient disputé la faveur des Russes, et qui n'avaient appuyé leur ambition que sur cette base fragile, désormais négligées par cette cour, perdaient

également leur influence : et tous les vrais citoyens qui avaient précédemment adhéré au parti formé par le comte de Broglie, reprenaient aussitôt l'ascendant que, dans toute conjoncture critique, leur zèle, leur patriotisme, leurs vertus devaient naturellement leur donner. En un mot, la vue de l'extrême péril où l'état paraissait exposé, rassemblait une seconde fois le même parti. Le vœu unanime était que la république réunît toutes ses forces, que le roi revint avec confiance à la nation, afin qu'elle agit tout entière avec un même esprit, unique voie de salut qui restât encore à la Pologne, dans les dangers imminents que le concert de ses voisins faisait dès lors envisager; mais tous pensèrent avec une égale douleur que le moment de cette réunion n'était pas encore venu, et que la cour, tant qu'elle entreverrait la plus légère espérance de regagner la faveur des Russes, sacrifierait à leur vengeance tout citoyen qui oserait lui faire cette proposition. Ils prévirent qu'elle serait bientôt forcée de recourir à eux; mais ils convinrent qu'il fallait attendre de l'extrémité où elle se verrait réduite, ce qu'ils ne pouvaient espérer de sa prudence; et en gémissant de ce retard qui rendrait les remèdes plus difficiles, ils résolurent de commencer du moins par implorer secrè-

tement les puissances, celles même qui montraient; il y a peu d'années, tant d'intérêt pour la république, et avaient alors offert leur secours à ce même parti qui se rassemblait aujourd'hui.

Mais déjà la mort d'Elisabeth avait fait cesser parmi les généraux russes, ces restes de ménagements pour la noblesse polonaise auxquels les avait astreints la bonté personnelle de cette princesse. Ces égards forcés n'ayant plus lieu sous le nouvel empereur, les maux occasionnés en Pologne par le séjour de l'armée russe étaient à leur comble. Cette armée, ruinée par cinq campagnes, et se préparant à commencer une autre guerre, sans avoir reçu ni solde, ni remotes, ni recrues, ne subsistait plus que des contributions exigées comme dans un pays conquis. Des recruteurs russes se répandaient dans les villes et dans les campagnes, enlevaient les esclaves de la noblesse, et reçus dans Varsovie aux portes même du palais, débauchaient les soldats de la garde. Plusieurs provinces envoyèrent des députés porter leurs plaintes au roi, et lui promettre, au nom de tous les gentilshommes de leurs districts, le sacrifice de leurs vies et de leurs fortunes, s'il consentait à favoriser l'effort que ferait la nation pour repousser tant d'outrages. Le roi n'osa leur don-

ner, suivant l'usage, une audience publique; et le comte Brulh ne désespérant pas encore de s'attirer la faveur du nouveau gouvernement russe, n'épargnant pour y parvenir ni bassesses, ni prévenances, ni humiliations, se pressa d'écrire aux généraux russes, pour les avertir de ne point publier leurs vexations par des ordonnances. Il leur représentait dans ses lettres que l'éclat est plus dangereux que le mal, et leur donnait lui-même des conseils contre les Polonais.

L'Europe entière ne voyait là que l'avilissement d'une nation autrefois illustre. On ne soupçonnait pas qu'il leur était impossible de se rallier, parce qu'ils étaient trahis par leur cour, qu'ils cédaient en frémissant de rage au sentiment de leur faiblesse; que ces républicains, quoique amollis par quarante années de paix, d'oisiveté et de luxe, n'attendaient que des chefs; et que, déjà parmi cette noblesse, s'élevait cette foule d'infortunés vengeurs de leur patrie, sans autre impulsion que l'esprit général qui régnait parmi elle. Les Russes n'ignoraient pas cette fermentation; et si quelques Polonais se montraient ensemble, à l'occasion de quelque fête, ou de quelque service militaire, aussitôt tout était en alarme dans les quartiers russes. On menaçait de dépêcher un cour-

rier à Pétersbourg, menace ordinaire de ces esclaves à qui tout est suspect, et qui jamais n'osent agir par eux-mêmes : mais de leur subordination sévère au milieu d'une république désunie, il résultait un effet terrible. Chaque Polonais, sur une parole dite à un esclave russe, se voyait exposé seul à toute la puissance de cet empire : au lieu que dans les plus violentes injures faites aux plus illustres Polonais, et même à la république, le ressentiment n'affectait que des particuliers épars et divisés.

Dans cette disposition générale des esprits, les plus zélés citoyens craignaient de voir éclater, l'une après l'autre, de petites confédérations, qui, en prenant feu séparément dans tous les coins du royaume, seraient tour-à-tour aisément écrasées ; et qui, dans tous leurs succès même, si la fortune les secondait, divisées entre elles par une multitude d'intérêts particuliers, formant autant de partis séparés qu'elles auraient de chefs, ravageraient le pays pour y subsister, contribueraient à sa ruine, et offriraient trop d'occasions à tout ce que les ennemis de la république pouvaient méditer contre elle.

Le grand-général, comte Branicki, prévoyant, avec trop de raison, que tel serait l'événement de ces émeutes téméraires, s'adressa aux ci-

toyens les plus accrédités dans chaque province; il entreprit de réunir, par leur concours, la Pologne entière dans un même dessein, et cette multitude d'hommes courageux sous un petit nombre de chefs autorisés par les lois. Le retour de la diète ordinaire devait, dans quelques mois, rassembler la nation, sans aucun effort imprudent. On résolut de chercher à temporiser jusqu'à ce terme, de calmer le zèle inconsidéré de cette noblesse, de l'engager à ne point accélérer le péril par des démarches précipitées. Les projets des ennemis pouvaient devancer cette époque; mais puisque la violence des seuls remèdes qu'il fût possible d'employer, forçait d'attendre le mal, quand il viendrait, on serait toujours à temps de prendre conseil du désespoir.

Le général Mokranouski fut envoyé dans les provinces les plus animées, pour contenir cette noblesse remuante, et l'instruire des démarches commencées dans les cours ennemies de la Pologne, en France, en Turquie, en Crimée. C'était ce même Mokranouski, si utile autrefois aux projets du comte de Broglie, et qui, à Grodno, en 1752, avait déchiré avec tant d'audace l'acte d'une confédération commencée sous l'appui des Russes. C'était lui, qui, par cette action même, devenu le confident et le

conseil du grand-général, l'avait rendu chef du parti qui s'était alors formé sous la protection de la France. Mais avant de faire connaître la conduite que Mokranouski avait tenue depuis ce temps, il est nécessaire de développer une intrigue singulière, long-temps ignorée, qui avait sa source à la cour de France, qui avait été le secret mobile de toutes les actions du comte de Broglie, et dont l'influence s'étendra sur les plus grands événements de cette histoire.

On sait que le roi de France, Louis XV, avait dans les premières années de sa jeunesse, confié, ou plutôt abandonné le soin de son royaume au précepteur qui avait élevé son enfance. A la mort de ce vieillard, une maîtresse que sa naissance et son rang appelaient à vivre à la cour, commençait à s'emparer du principal crédit; mais sa mort, occasionnée par les vicissitudes que sa fortune éprouva pendant une maladie de son amant, laissa bientôt sa place à une nouvelle maîtresse. Celle-ci, d'une naissance et d'un rang obscurs, confondue dans la foule des sujets, se trouvait par tous les usages de cette cour, éloignée de la société perpétuelle du prince. Avant qu'elle fût parvenue à vaincre ces usages, qu'elle se fût établie dans le palais, et qu'elle eût obtenu assez d'empire sur l'état,

il y eut, si on peut hasarder cette expression, une espèce d'interrègne. Les ministres des différents départemens gouvernaient le royaume, sans union, sans concert entre eux. Chacun, maître absolu dans la partie d'administration qu'il conduisait, pouvait, à son gré, ou se livrer à l'amour des innovations, ou regarder comme des règles établies toutes les fautes de ses prédécesseurs; leur naissance et leurs premiers emplois les tenant éloignés de la société intime du roi, aucun d'eux ne parvenait à s'emparer entièrement de l'esprit d'un tel prince, tout à-la-fois défiant et faible, se défiant encore plus de soi que des autres, joignant à l'inertie de son caractère l'habitude de la plus profonde dissimulation, et qui, désirant le bien, assez éclairé pour le distinguer souvent au premier coup-d'œil, et cependant ne pour être gouverné, ne pouvait l'être que par des soins pénibles et continus. Pendant qu'il paraissait laisser entre leurs mains toute l'étendue de son autorité, et craindre même qu'on ne lui inspirât quelquefois une volonté contraire aux leurs, deux intrigues se formèrent pour gouverner les affaires à leur insu, et elles se formèrent également à l'insu l'une de l'autre. L'une avait pour confident le roi lui-même, et pour chef un prince du sang royal. Le premier objet

qu'on s'y fût proposé, était de rendre à la république de Pologne ses anciennes forces et son indépendance. Ce n'était pas qu'une politique sage et dirigée par l'intérêt réciproque des deux nations, eût amené à ce projet ; mais tout ce qui était relatif au rétablissement de la Pologne, avait un grand pouvoir sur l'esprit de ce monarque, parce qu'ayant épousé une Polonaise, il avait pris dans sa jeunesse, et dès qu'il put s'occuper d'affaires, un assez vif intérêt à celles de ce pays. C'était en lui une de ces impressions d'enfance qui se perpétuent pendant toute la durée de la vie, et auxquelles on continue d'obéir indépendamment de toute réflexion. L'auteur de cette intrigue était l'héritier de ce prince de Conti, autrefois inutilement élu roi de Pologne. Le souvenir de cette ancienne élection avait inspiré au nouveau prince de Conti, dans les intervalles de ses plaisirs, quelques mouvements d'une ambition semblable. Ce prince, d'un esprit élevé, d'une imagination étendue, mais inconstant, inappliqué, ayant en horreur toute espèce de travail, restant des mois entiers sans ouvrir les lettres qu'il recevait, sans signer les réponses qu'il ordonnait, incapable de suivre, pendant quelques semaines, un même plan de conduite, avait commencé par briguer secrètement l'alliance

de l'impératrice Élisabeth, et songé à devenir czar de Russie. Dans le même temps, formant un dessein entièrement opposé, il avait songé à soustraire la Pologne au joug de la Russie, et s'était livré à l'ambition d'y être élu roi par les seuls suffrages de la nation polonaise. Il était parvenu à faire donner par le roi, son maître et son parent, un ordre très-secret au comte de Broglie, quand celui-ci avait été nommé ambassadeur de France en Pologne. C'était un des objets que cet ambassadeur s'était proposé; en formant dans cette république cette grande faction, authentiquement protégée de la France, des Suédois, des Tártares et des Turcs, et dont les trames secrètes n'avaient pas tardé à s'étendre parmi les Cosaques et parmi les Hongrois. Ainsi, l'ambassade du comte de Broglie était devenue le centre d'une correspondance particulière entre les ambassadeurs de France et les divers agents de cette cour dans tout l'orient et le nord de l'Europe, et dont la connaissance était dérobée au ministre qui présidait en France au département des affaires étrangères. Il était résulté de cette première intrigue un effet remarquable. Elle ramenait sous les yeux du prince de Conti tous les rapports de cette correspondance si étendue : il en rendait compte mystérieusement au

roi, son maître; il en profitait pour préparer l'esprit de ce prince aux principales affaires qui s'agitaient ensuite dans le conseil d'état; et, soit qu'il dût réussir ou échouer dans ses vues sur le trône de Pologne, son ambition pouvait, suivant les conjonctures, changer encore une fois d'objet; et il s'avancait en France vers le premier ministère.

La seconde intrigue avait pour but et pour mobile des intérêts entièrement contraires à ce rétablissement de la Pologne, et même directement opposés à toutes les anciennes alliances de la France. Il s'agissait de faire parvenir au lit et au trône de l'empereur une petite-fille de Louis XV, née en Italie, et fille du prince de Parme. On ne croyait pouvoir y réussir que par la réconciliation et l'alliance politique de la maison de France avec la maison d'Autriche, qui, de son côté, par un autre enchaînement de vues particulières, favorisait cette mesure, et en accélérail le succès par les menées les plus artificieuses. Ceux qui conduisaient cette seconde intrigue, non moins ignorée du ministère français, avaient pour appui la maîtresse du roi. C'était la plupart des ambassadeurs de France dans le midi de l'Europe, et sur-tout le confident intime de la maîtresse, celui dont elle avait commencé la fortune, en l'envoyant

ambassadeur à Venise. On voit quel dut être le sort de ces deux intrigues. Celle qui avait le roi pour confident, échoua ; celle qui avait employé le crédit de la maîtresse, réussit. La France changea tout le système de ses alliances ; et bientôt les ambassadeurs du Midi, appuyés du crédit de cette femme, s'emparèrent en France de toute l'administration.

Tel fut, pour le dire en passant, le principal ressort de cette grande révolution, qui, en réunissant deux maisons si long-temps rivales, a terminé, en Europe, le plus beau siècle de la politique, et a renversé l'ancien ordre établi par les traités de Westphalie depuis une période de cent années ; cet ordre, fondé sur des principes invariables, d'après lesquels s'était formé, comme de lui-même, l'équilibre de toutes les puissances ; alliance des faibles contre le plus fort, pour la sûreté commune de tous les états. A cette époque, commença en Europe une nouvelle période ; et d'abord en signant son traité avec l'Autriche, la France laissa tomber de ses mains la balance de l'Allemagne, cet immortel ouvrage de ses plus habiles ministres, secondés de ses généraux les plus illustres.

Au milieu de cet ébranlement universel, le comte de Broglie, invariable dans ses desseins, aussitôt qu'il fut revenu d'un premier étourne-

ment, espéra donner plus de solidité encore à tout ce qu'il avait déjà fait en Pologne; et se fiant à cette correspondance toujours ignorée, qui remontait jusqu'au roi son maître, comptant sur l'appui qu'elle semblait lui promettre, il se pressa de rappeler aux nouveaux ministres français quelques principes de l'ancienne politique. Il leur représenta que, par une suite de cette révolution dans les alliances générales, la Pologne, exposée aux plus extrêmes périls, devait être pour la France l'objet d'une vigilance plus particulière et d'une protection plus spéciale; que les Russes, saisissant le prétexte de marcher contre le roi de Prusse, devenu l'ennemi commun, voudraient prendre de force sur le territoire de cette république, les passages, les subsistances, les recrues, les quartiers d'hiver; que les y autoriser, ce serait livrer ce pays à tous les projets qu'ils pourraient former contre une nation divisée, faible et abandonnée; que la France, en sacrifiant ainsi son ancienne alliée, perdrait la considération dont elle jouissait en Europe, et la prééminence qu'elle devait être jalouse d'y conserver; qu'il était facile de prévenir ces funestes inconvénients, et de concilier les nouveaux engagements avec l'ancienne et véritable politique de la France. Selon lui, cette cour s'alliant sans aucun intérêt avec les

deux cours impériales, était en droit de leur imposer des conditions, de leur dicter des lois, au lieu d'en recevoir; elle devait les forcer à laisser les Polonais se confédérer; et cette confédération ainsi appuyée, eût mis ces républicains en état de faire respecter leur neutralité et de maintenir leur indépendance. Par-là, au milieu de ce changement général, il ramenait encore, et avec plus de facilité peut-être, l'exécution des desseins publics et secrets qui avaient été le vrai motif de son ambassade. Mais le nouveau ministère français ne mit aucune mesure à ses empressements de tous les genres pour complaire aux alliés de la maison d'Autriche. Un confident de la favorite, jeune abbé d'une figure charmante, connu par de jolis vers, parvenu par la société des femmes, présidait alors à ce ministère. Il se flattait d'obtenir de la Russie quelques ménagements pour les Polonais, en retour de la générosité que la France aurait de les sacrifier. Il croyait par ses conseils, régir comme un sage modérateur, tous les cabinets de l'Europe. Il se persuadait que des égards mutuels, des subtilités de morale, et des déférences d'amitié concilieraient des choses inconciliables. Tous ceux qui paraissaient fortement attachés aux anciennes opinions, furent traités de frondeurs dangereux, ou de

pédants enthousiastes. Le parti qui s'était formé en Pologne fut abandonné. Le comte de Broglie, sans crédit à sa cour, malgré la confiance du roi son maître, et bientôt embarrassé dans les misérables intrigues où le comte de Brühl sut enfin le prendre comme dans des filets, fut rappelé pour récompense de la protection constante et ferme qu'il ne cessait d'accorder aux plaintes de ces infortunés. Ses successeurs eurent l'ordre de réconcilier toutes les haines, d'apaiser tous les murmures, de faire concourir tous ces républicains aux vues de la Russie et aux seuls intérêts de leur roi ; ou pour mieux dire, l'ambassade de France en Pologne ne fut plus désormais qu'une éclatante et vaine dignité ; et ce fut ainsi que la France, après avoir laissé échapper de ses mains la balance de l'Allemagne, se laissa également enlever celle du nord, qui lui avait été volontairement confiée dans les temps de sa grandeur et de sa gloire.

Malgré un tel abandon, ces correspondances qui, d'abord avaient eu pour objet le rétablissement de cette république, continuaient encore, non moins inconnues aux ministres français qu'elles l'avaient été à leurs prédécesseurs. Le soin d'entretenir secrètement un parti en Pologne en était toujours le prétexte ; mais par l'étendue que ces correspondances avaient prise ,

Louis XV se mettait à portée de surveiller son ministère; précaution qui flattait sa défiance, en même temps que sa faiblesse la rendait inutile. Mais sa maîtresse, qui s'était ingérée dans toutes les parties de l'administration, en plaçant ses créatures dans tous les grands emplois, et qui alors régnait véritablement sur la France, s'aperçut de ces entretiens mystérieux du roi avec le prince de Conti. Elle s'en inquiéta. Elle parvint bientôt à y jeter un extrême ridicule, arme si en usage dans cette cour, et redoutée du souverain même. Le roi, également gouverné des deux côtés par une sorte de mauvaise honte, n'osait ni braver les plaisanteries de cette femme, ni refuser le prince quand celui-ci parvenait jusqu'à lui, un portefeuille entre les mains. Il fallut se délivrer enfin de cette double gêne, en rendant le mystère encore plus impénétrable. Cette correspondance parut donc abandonnée; mais le soin de l'entretenir sans travail direct avec le roi, fut confié au comte de Broglie. Ce qui est à peine croyable dans une cour indiscrete et curieuse, où les jeunes gens et les femmes ont tant d'activité, tant d'influence, et se sont emparés de tous les accès, où le secret des plus grandes affaires d'état ne fut presque jamais gardé; ces correspondances, confiées à trente-deux personnes,

sont demeurées secrètes pendant un espace de plus de vingt années. Elles ont échappé, jusqu'aux derniers mois de ce règne, à la connaissance des différents ministres, qui gouvernèrent ce royaume avec une autorité sans bornes, et avec une confiance de la part du prince qu'ils devaient croire sans réserve. Mais les conseils que le comte de Broglie faisait ainsi parvenir à ce prince, étaient quelquefois directement opposés aux vues de ces ministres en apparence si puissants; et Louis, qui voulait le bien, et qu'une longue habitude de la dissipation avait rendu incapable de la moindre contention d'esprit, ne pouvant résoudre par lui-même des questions aussi épineuses, aussi compliquées que le sont la plupart des questions politiques, n'osant prendre un parti entre des desseins contraires, laissait d'un côté son ministre donner des ordres absolus, et d'un autre côté le comte de Broglie donner secrètement au nom de l'autorité souveraine, des ordres totalement opposés. Il abandonnait à la sagacité de ceux qui recevaient ces ordres contradictoires le soin de leur conduite, et à la fortune le soin des événements. Nous trouverons donc dans tout le cours de cette histoire la politique de la France constamment dirigée par ce double principe; et on sent d'avance combien cette

contradiction perpétuelle dans la conduite d'une cour qui a une grande influence en Europe, jettera de retards, d'obstacles et d'embarras dans tous les desseins et les événements auxquels elle prendra part.

Mokranouski, le premier en Pologne qui eût favorisé les projets du comte de Broglie, y restait seul dans sa confidence; mais un tel confident valait tout un parti. Ce Polonais, d'une taille haute, d'une figure noble, élevé dans les violents exercices auxquels la force prodigieuse du roi Auguste II avait accoutumé la jeune noblesse, pouvait abattre d'un seul coup la tête d'un taureau, ou tordre dans ses doigts une baguette de fer. Après avoir servi en France avec honneur, et en Prusse avec la faveur du roi, il revint en Pologne, jeune encore, et malgré son peu de fortune, il eut bientôt un grand éclat dans la république, par sa bravoure, sa prompte connaissance des hommes, son talent pour inspirer la confiance à une multitude, et son éloquence qui consistait dans l'expression naïve des sentiments les plus élevés. On voyait en lui un mélange remarquable des vertus admirées dans les anciennes républiques, et de cette galanterie que la société des femmes a fait naître chez les peuples modernes. Il disait un jour à de jeunes Français : « Je n'ai que

» deux intérêts au monde : défendre la liberté
» de mon pays, et perdre la mienne. » Ces
deux intérêts, ou pour mieux dire, ces deux
passions s'étaient enfin réunies dans un même
dessein ; et en travaillant à affranchir la répu-
blique de l'oppression sous laquelle elle gémis-
sait, en espérant y placer un jour sur le trône
le grand-général Branicki, par la protection de
la France, il désirait avec une ardeur égale d'en
inspirer toute la reconnaissance à l'épouse de
cet illustre vieillard. Donner une couronne
à cette jeune femme, eût été pour lui la récom-
pense d'avoir affranchi son pays : et il était en-
core loin d'imaginer que le comte Poniatouski,
dont elle était sœur, en serait bientôt le plus
dangereux concurrent. C'était Mokranouski que
cette grande faction, dont il était le premier
auteur, avait envoyé à Versailles au commen-
cement de la guerre, dans le même temps que
la faction opposée avait envoyé à Pétersbourg
le jeune comte Poniatouski.

Pendant que celui-ci formait avec l'héritière
de l'empire russe, les liaisons et les intrigues
que nous avons racontées, Mokranouski éprou-
vait en France un destin bien différent. Persé-
cuté par l'héritière du trône, née princesse de
Saxe, elle traversait avec une secrète animosité
les négociations dont il était chargé ; et elle ne

négligeait rien pour le faire retenir par les ministres, plus long-temps qu'il n'était nécessaire pour un refus ; il disait alors à cette princesse : « Ne croyez pas, madame, servir le roi votre » père, en m'enchaînant ici ; sachez qu'il y a » dans mon pays vingt mille citoyens qui me » ressemblent. » Heureuse cette république, si elle eût compté un aussi grand nombre de pareils citoyens ! Mais il avait, et sur-tout pour ses compatriotes, cette facilité d'estime qu'ont toutes les âmes généreuses. Au milieu de la guerre, sollicité plus d'une fois par le roi de Prusse, de faire soulever la Pologne à l'aide de quelques détachements prussiens, il refusa malgré son attachement pour ce prince, de tenter la délivrance et la réforme de son pays, sous l'appui d'un si dangereux protecteur. Il ne se dissimulait pas que les Polonais, sans autre moyen de défense que leur courage, avaient besoin d'un secours étranger : mais il croyait n'en devoir attendre que de la France et des cours où son crédit dominait. L'ardeur active et opiniâtre que le comte de Broglie avait montrée pour le salut de la Pologne, tout ce qu'il avait déployé d'habileté, de talents et de génie, en formant cette ligue de tant de nations puissantes dans ce temps-là, pour concourir au rétablissement de la république, avaient inspiré

à Mokranouski, pour cet ancien ambassadeur, un attachement voisin de l'enthousiasme. Il ne doutait pas que les perpétuelles vicissitudes de la cour de France n'y portassent enfin le comte de Broglie au ministère; et que, devenu le maître des affaires, dont presque tous les fils étaient toujours restés entre ses mains, il ne reprît aussitôt l'exécution de ces mêmes projets. Ainsi, dans la juste confiance que tous deux avaient pris l'un pour l'autre, le comte de Broglie regardait Mokranouski comme devant être un jour le libérateur de la Pologne, et celui-ci regardait le comte de Broglie comme devant un jour en être le plus sûr appui.

Mais quelle que dût être en France la fortune du comte de Broglie, Mokranouski, en gémissant de l'abandon où la France laissait alors la république, se flattait du moins que cette correspondance, dont le mystère remontait jusqu'au roi, ramènerait tôt ou tard les ministres français à de plus sages maximes. Dans cette attente, il s'attachait, avec douleur, au seul objet de prévenir actuellement dans l'état toute commotion violente, et de suspendre toutes les tentatives jusqu'à des temps plus favorables. Les Russes ne cessaient de lui offrir les richesses et les dignités: la persévérance de leurs efforts pour le corrompre, lui rendait leurs desseins

de plus en plus suspects. Il méprisait leurs menaces, dédaignait leurs promesses, et soutenait constamment son opposition à tous leurs projets. Mais si, d'un côté, il déconcertait leurs mesures, s'il faisait échouer les diètes dans lesquelles l'une ou l'autre des deux factions russes aurait aisément acquis la principale influence, d'un autre côté, dans cette espérance d'un secours dont il se croyait assuré, il calmait tous les mouvements d'impatience de ses concitoyens ; il retardait d'année en année les résolutions extrêmes où les eussent entraînés l'indignation et le désespoir ; tant de patience étonnait dans une âme si élevée : sa conduite paraissait un tissu d'énigmes inexplicables.

Les deux factions qui dominaient dans la république suivant, à l'envi l'une de l'autre, une politique toute différente de la sienne, ne négligeaient aucune occasion de le détruire. Tous les gens accrédités soit à la cour, soit dans la faction des Czartorinski, cherchaient à rendre ses intentions suspectes ; dans le temps même qu'il renonçait à toutes les grâces de la cour, à toute protection de la Russie, que son ambition unique était d'avoir un crédit dominant parmi la simple noblesse, que, sans avoir de confident, il était sûr de former un parti dès que la France voudrait l'appuyer, espèce de

tribun du peuple, toujours opposé aux hommes puissants dans la république, et qui se destinait par cette faveur populaire à devenir un jour le libérateur de la nation, ses ennemis cherchaient vaguement à le décrier et à le noircir. Ils publiaient que son noble désintéressement était le masque du plus lâche intérêt, qu'il se vendait secrètement à telle faction ou à telle autre; et on ne peut trop admirer cette fermeté inébranlable avec laquelle il consentait à laisser toutes ses actions environnées de cette ombre mystérieuse, dans l'espoir d'affranchir enfin la république, et de sortir tôt ou tard de ce nuage avec tout l'éclat de la gloire. Mais dans l'occasion présente, les chefs des factions opposées, forcés par les mêmes craintes de chercher leur salut commun dans leur réunion, tournèrent également les yeux vers cet illustre citoyen. Lui-même, voyant la cour n'avoir plus d'autre intérêt que celui de la république, crut devoir profiter de cette réunion. Le moment prévu par les Polonais était arrivé, où la cour, privée de tout appui étranger, abandonnée, trahie, insultée par ses perfides protecteurs, réduite aux plus humbles prières, et dans ses bassesses même repoussée avec outrage, n'avait plus aucune autre ressource que de chercher à réparer les fautes de deux règnes, et dans son

désespoir, prenait enfin la résolution de favoriser le rétablissement de la république. Mokrouski crut devoir saisir une conjoncture qui, depuis plus d'un siècle, ne s'était pas rencontrée en Pologne. Au milieu des plus justes craintes, il embrassa avec joie une si heureuse espérance. Désigné par un concert secret et unanime maréchal de la prochaine diète, il parcourut les provinces les plus animées pour les contenir jusqu'à cette époque, et former d'avance cette ligue de la nation entière, dont il allait devenir le véritable chef.

Mais toutes les conjonctures étaient alors bien différentes de ce qu'elles avaient été au temps où ce parti s'était rassemblé pour la première fois.

Ni la France, ni la Turquie, ni le kan de Crimée ne s'occupaient plus de la destinée des Polonais. La France avait, il est vrai, changé de ministre, et la défection des Russes devait ramener ce royaume à son ancienne politique; mais une guerre désastreuse le réduisait aux soins de sa propre défense. Toutes ses possessions éloignées étaient envahies, ses flottes détruites, ses rivages menacés. Au milieu des calamités de la guerre, les désordres de la cour achevaient d'épuiser les ressources de l'état; et le nouveau ministre persévérait par nécessité

dans un système que son prédécesseur avait embrassé par une fatale condescendance. Il abandonnait les Polonais, parce que la France n'avait plus ni assez de force pour les secourir, ni assez de considération en Europe pour les protéger. Les Tartares et les Turcs, bien plus intéressés que la France à défendre cette république, étaient occupés d'autres desseins; et de ce même côté d'où l'on attendait un secours plus prompt, plus puissant et plus sûr, de nouvelles alarmes vinrent, au contraire, remplir toutes ces contrées.

Crim Gueray, kan des Tartares de Crimée, sans avoir donné aucune réponse aux sollicitations qu'il avait reçues, sortit de sa presque île à la tête de quatre-vingt mille hommes, s'avança en remontant la rive droite du Borysthène, parut d'abord marcher directement en Russie, revint tout-à-coup sur ses pas, et s'arrêta dans une position qui menaçait également la Russie, la Pologne et les possessions autrichiennes. L'incertitude de ses marches tenait à une suite d'événements et d'intrigues qui agitaient le conseil ottoman, et que nous allons exposer ici. Ce sera le dernier de ces grands éclaircissements préliminaires qui devaient entrer nécessairement dans un sujet si vaste et si compliqué; et nous acheverons de bien connaître la situa-

tion de la Pologne, en considérant ce qu'elle devait attendre des puissances que le soin de leur propre sûreté intéressait le plus à sa conservation.

Il y avait long-temps que par l'infraction de tous les traités, la Russie avait donné lieu aux Turcs de lui déclarer la guerre; mais cette cour perfide avait eu soin de voiler toutes ses infractions du prétexte même d'entretenir plus sûrement la paix. Après avoir échoué deux fois dans le projet d'étendre sa domination jusqu'au rivage de la mer Noire, elle semblait y avoir renoncé pour jamais, et se borner uniquement à fortifier sa frontière, afin de prévenir, disait-elle, toute incursion des Tartares et tout sujet de querelle entre les deux empires. Sous ce prétexte, elle avait fait construire plusieurs forteresses, de manière à gêner la communication des différents états du kan; et bien instruite que les ministres turcs, au lieu d'écouter les plaintes des Tartares, ne songeaient qu'à jouir des douceurs de la paix, elle étendait peu-à-peu ses envahissements. Elle avait enfin établi des colonies et formé une province sur la rive occidentale du Borysthène, dans un terrain qui, suivant les traités, devait rester désert. Des habitants de la Servie, attachés à la religion grecque, et d'abord réfugiés sous la domina-

tion autrichienne, attirés ensuite en Russie par l'espérance d'une plus grande liberté pour leur religion, avaient donné occasion à ce nouvel établissement. Il avait reçu d'eux le nom de Nouvelle-Servie, mais il était sur-tout peuplé de Valaques, de Moldaves, et autres sujets chrétiens du grand-seigneur, que les Russes avaient attirés de toutes les provinces ottomanes, par la négligence, et peut-être par la connivence des Vayvodes. Il était couvert par des lignes fortifiées, et d'espaces en espaces défendues par de véritables forteresses. Avant qu'elles fussent élevées, les Russes, pour attaquer l'empire ottoman, avaient à traverser de grandes plaines incultes, inhabitées, découvertes dans toute leur étendue, où ils étaient obligés de traîner avec eux l'artillerie, les munitions, les vivres, où leur armée se trouvait par-tout exposée aux incursions des Tartares. Cent lieues de déserts étaient une barrière que des troupes réglées pouvaient difficilement franchir, et où une armée défaite était inévitablement détruite. C'était là sur-tout qu'avaient échoué les entreprises de Pierre-le-Grand et du célèbre Munick. Mais depuis l'érection de ces nouvelles forteresses, et le défrichement de ce désert, les Russes n'avaient plus qu'un pas à faire pour commencer les hos-

tilités, et en cas de revers, se jeter dans un asile.

Comment les Turcs avaient-ils si patiemment souffert une pareille violation des traités ? Leur négligence, à cet égard, n'est pas le moins funeste effet de cette décadence rapide qui se faisait sentir dans toutes les parties de leur gouvernement, et dont il est aisé d'indiquer les premières causes. Depuis qu'ils ont reconnu des limites à leur empire, non par les conseils d'une sage modération, mais parce que les vicissitudes d'une longue guerre avaient enfin lassé leur courage, et sur-tout parce que les peuples conquis s'étant accoutumés au joug, la nation conquérante n'a plus senti la nécessité d'étendre, sans cesse, sa domination et sa frontière pour les enchaîner toujours davantage, tout a dégénéré dans cet empire, uniquement fondé par la guerre, qui ne possède aucun des arts de la paix, où les arts militaires eux-mêmes n'ont aucune autre école que la guerre, où tout se ressent à-la-fois de la mollesse asiatique et de l'ignorance des âges les plus barbares. Depuis ce moment, ils se sont livrés, sans retour, aux délices de leur climat, aux voluptés permises dans leur religion, et à cette vie lâche, inappliquée, sans émulation, dont il est si naturel de contracter le goût dans les harems, et

dans cette société de belles esclaves toujours sédentaires et enfermées. Les progrès de cette dégénération n'ont éprouvé aucun obstacle, et se sont accélérés avec d'autant plus de vitesse, que toutes leurs constitutions étaient uniquement appropriées à la guerre, que l'expérience des armes, l'habitude des conquêtes, cette suite de grandes et importantes affaires dans lesquelles ils s'étaient vus si long-temps engagés, avaient auparavant suppléé parmi eux à toute autre instruction. Mais, dans les douceurs d'une longue paix, il n'est plus resté que tous les vices de cet affreux gouvernement. Les sultans n'ont plus eu cette école des succès et des revers, ces leçons de la fortune, les seules qu'un sultan puisse recevoir; et désormais abandonnés aux adorations d'une cour qui les sert dans le silence de la terreur, la suprême puissance a tout dégradé en eux. Avant ce temps, une jeunesse nombreuse et choisie, enlevée annuellement aux peuples vaincus, et formée sous les yeux de maîtres sévères, était une recrue perpétuelle pour les armées et pour les emplois du camp, du gouvernement et du sérail. Mais cette longue paix ayant multiplié la nation conquérante et fait cesser ce tribut imposé aux chrétiens, ce seul changement a renversé l'ancienne discipline de l'empire, dénaturé le corps

des janissaires, et par-tout établi le relâchement des premières institutions. Dans leurs plus beaux siècles, une insatiable cupidité avait déjà infecté tous les hommes en place, et le gouvernement avait toléré leurs concussions, soit parce que chacun d'eux, enrichi de cette manière, conduisait ensuite dans les camps un cortège plus nombreux et des troupes mieux entretenues, soit parce que les confiscations ramènent tôt ou tard au trésor du sultan tout ce que les visirs, les ministres, les pachas parviennent à arracher aux peuples. Mais la paix a encore aggravé ce mal invétéré et irremédiable. Les grands emplois ne sont plus la récompense des grands services : tous sont donnés au hasard, au caprice, à la faveur acquise dans les emplois du sérail. Un luxe efféminé ayant succédé au luxe militaire, et s'accroissant de jour en jour, a rendu la cupidité des gens en place plus insatiable ; et ceux-ci n'ayant plus de troupes à conduire aux armées, leurs concussions ont cessé d'avoir même ce prétexte honorable.

Le petit nombre de guerres que les Turcs avaient été forcés de soutenir depuis cinquante ans, n'avait point ranimé leur ancien esprit. Le goût de la commodité, de l'aisance et du plaisir, qui, dans les premiers temps de cette révolution

avait par-tout prévalu sur l'antique frugalité, a bientôt dégénéré en amour de l'indolence ; et dans cet assoupissement général, le crédit des gens de loi n'a cessé de s'accroître. Ils sont à-la-fois jurisconsultes et prêtres. Le droit civil et le droit politique chez les musulmans sont une même science, parce que l'alcoran, leur bible, contient aussi leur code. Nous ferons ici une observation importante. Les nations chrétiennes peuvent, sans blesser leurs opinions religieuses, abandonner d'anciennes coutumes, inventer ou adopter de nouveaux arts, perfectionner ou changer leurs gouvernements et leurs lois. Le fondateur du christianisme a toujours vécu dans une condition privée, sans vouloir aucune autre autorité que celle de ses mœurs et de sa doctrine. Il n'en est pas ainsi des peuples dont le législateur, tout-à-la-fois conquérant et prophète, a, pour ainsi dire, fondu ensemble le gouvernement et la religion. Chez les musulmans comme chez les juifs, les lois sacrées, politiques et civiles ont formé une triple chaîne qui ne laisse, dans aucun genre, aucune liberté aux esprits. De là cette longue persévérance dans tous leurs usages, cette horreur superstitieuse des connaissances qui manquaient aux siècles précédents, cette obstination à repousser tous les progrès que les modernes

ont faits dans tous les arts; et s'il était possible que les musulmans n'eussent éprouvé aucune décadence, et conservassent encore toute la force de leurs premières institutions, ils n'en seraient pas moins devenus inférieurs à presque toutes les nations européennes. Tous les emplois de ces prêtres jurisconsultes dépendent, il est vrai, de la volonté du sultan, et d'un mot, il peut les élever ou les déposer; mais eux seuls, en leur qualité d'interprètes des livres sacrés, sont toujours les suprêmes arbitres de la paix ou de la guerre. Eux seuls, en déclarant la guerre légitime ou injuste, promettent ou refusent à ceux qui sont toujours prêts à s'y dévouer, la couronne du martyr. Leur autorité, moins grande dans le tumulte des armes, veillait donc soigneusement à entretenir la paix, et la paix servait à entretenir et accroître leur autorité.

Quant aux grands visirs, ils se succédaient rapidement dans cette première dignité de l'empire; et ceux même qui exerçaient pendant quelques mois le pouvoir suprême que leur confiait un maître voluptueux, avare et cruel, se contentaient d'être parvenus à ce pouvoir, ne voyaient plus rien au-dessus de leur fortune, et n'avaient aucun avantage à attendre pour eux-mêmes dans le succès d'une guerre dont

les moindres revers auraient pu accélérer leur chute et exposer leur tête. La plupart arrivaient au gouvernement, dépourvus des connaissances les plus simples, sans avoir même aucune notion de géographie, sans connaître leurs frontières. Si quelque hasard y portait des hommes plus instruits, et dont le caractère et les talents éprouvés dans quelque gouvernement de province, faisaient craindre une administration intègre et vigilante, ils avaient le plus souvent perdu, par les intrigues du sérail, tout crédit sur l'esprit du grand-seigneur, dans l'intervalle de leur nomination à leur arrivée. Ils entraient en place dans un état de défaveur; et l'attente prochaine de leur disgrâce ne leur permettait ni de s'occuper des intérêts de l'empire, ni de former des entreprises qu'ils n'auraient pu se promettre d'exécuter.

Cependant il s'en fallait bien que cette nation, renommée encoré de nos jours par l'intrépidité personnelle, par la fidélité aux engagements, par beaucoup de vertus qui tiennent à la morale de sa religion, s'aperçut elle-même de sa dégénération. Le spectacle de tant de peuples conquis, mêlés avec elle dans ses villes, dans ses campagnes, dans sa capitale même, et qui tremblent encore à la seule vue d'un turban, lui donnait une perpétuelle habitude de

supériorité, et nourrissait en elle une présomption barbare. Mais l'état où nous la voyons tombée est une nouvelle preuve de cette maxime déjà connue, que toute nation sans lumières, lorsqu'elle cesse d'être ou sauvage, ou fanatique, ou féroce, est une nation avilie, et qui, à moins d'un miracle de la fortune, ne tardera pas à être subjuguée.

Ce miracle serait peut-être arrivé dans l'année 1754. L'ambassadeur de France et le kan des Tartares étaient parvenus, à force de soins et d'intrigues, à réveiller l'attention du sultan et de son visir sur les entreprises des Russes. C'était le temps où ces grandes intrigues, conduites par le comte de Broglie, étaient dans leur première activité. Un cri de guerre s'éleva aussitôt dans tout l'empire. La milice et le peuple parurent s'ennuyer du repos. Les plus sages demandaient la guerre, comme un remède violent mais nécessaire, pour remettre quelque ordre dans l'état, ramener les anciennes mœurs, purger l'empire des brigands qui en infestaient les provinces, et rétablir, disaient-ils, la circulation tarie par les trésors que les confiscations avaient accumulées dans le sérail. Mais alors le sultan cessa de vivre, et sa mort entraîna la destitution de son visir. Les Russes, à qui leurs menaces en avaient imposé, et qui avaient sus-

pendu les travaux de la Nouvelle-Servie, et promis la démolition des forteresses, profitèrent en hâte de ce double événement, pour achever de les mettre en défense.

Un nouveau sultan, qui régna deux années, changea huit fois de visir ; la politique de la France changea aussi dans cet intervalle. Ses ministres prirent soin d'assoupir les alarmes qu'ils avaient fait naître. A cette même époque, un horrible incendie détruisit les deux tiers de Constantinople. Quatre-vingt mille habitations furent réduites en cendres, et entre autres édifices tout le magasin des tentes de l'armée. La désolation et la licence qui suivirent cette effroyable calamité, laissaient tout à craindre pour la sûreté du sultan. L'ordre ne fut remis dans Constantinople que par la multitude des supplices ; et par-là, toute cette fermentation excitée contre les Russes à la fin du dernier règne fut entièrement dissipée. Dans ces conjonctures, Mustapha reçut l'empire ; prince plus digne de régner que ses prédécesseurs, et que nous verrons, engagé dans une guerre trop tardive, en soutenir les adversités avec un génie constant et ferme. Il était fils du malheureux Achmet, détrôné en 1730 ; et depuis cette époque jusqu'au jour où lui-même fut placé sur le trône, âgé de quarante-deux ans, il avait

toujours vécu enfermé, et n'avait pas même vu les rues de Constantinople. Oserons-nous le dire ? L'indulgence que les sultans ont eue depuis un siècle, de ne point étrangler leurs neveux et leurs frères, doit être comptée parmi les causes qui ont entraîné la décadence de cet empire ; parce que cette indulgence , accompagnée de beaucoup de précautions contre eux , s'est restreinte à leur laisser seulement la vie : on les renferme dans les lieux les plus retirés du sérail , sans autre société que des femmes esclaves , sans autre instituteur qu'un interprète de l'alcoran ; de sorte qu'on a vu trop souvent passer de la prison au pouvoir suprême des princes vieillis dans une longue enfance , et incapables même de choisir ceux à qui ils doivent abandonner leur sceptre. Mustapha avait été ainsi détenu pendant vingt-sept ans. La mélancolie et la sévérité étaient peintes sur son visage pâle et livide ; austère dans ses mœurs , rigide observateur de tous les préceptes de sa loi , la retraite avait nourri en lui la superstition ; et ses longues infortunes lui avaient inspiré une excessive défiance. Mais on reconnut bientôt que , si cette longue détention n'eût pas émoussé les grandes qualités qu'il avait reçues de la nature , c'eût été un des plus grands princes qui aient occupé le trône ottoman. Les délices

de son sérail n'amollirent point son caractère; le faible qu'il eut toujours pour les médecins et les astrologues, n'alla jamais jusqu'à leur laisser prendre sur lui un véritable ascendant; et ses visirs ne furent que ses ministres. Économe jusqu'à l'avarice dans le cours ordinaire de la vie, il savait, au besoin, consacrer ses trésors à l'utilité publique. Attaché à remettre l'ordre dans toutes les parties de son empire, il crut nécessaire de débiter par de grands exemples de sévérité; et veillant avec une rigueur implacable à l'exécution des lois somptuaires entièrement oubliées sous les derniers règnes, il fit un jour égorger, sous ses yeux, un Juif dont le vêtement ne lui parut pas assez modeste, et, une autre fois, un Arménien dont la chaussure n'était pas celle qu'il aurait dû avoir; sévérité qui tient aux principes de ce gouvernement où toutes les fautes portant le même caractère de désobéissance, semblent égales entre elles; et plusieurs des anciens sultans ont exercé une pareille rigueur pour une faute semblable. Quand il se promenait, sans appareil, dans les rues de Constantinople, suivi seulement du grand visir et d'un bourreau, la terreur régnait dans la ville; les boutiques se fermaient; on fuyait de toutes parts sa rencontre. Il souhaitait la guerre par haine du nom chrétien, et par

l'ambition d'acquérir ces titres d'honneur que les musulmans accordent aux empereurs victorieux. Il frémissait de douleur et de rage, en songeant aux pertes que l'empire ottoman avait faites dans des guerres malheureuses. Les seuls amusements qui lui plussent, étaient ceux qui ont quelque rapport à la guerre ; quoique la vue d'une troupe armée lui causât toujours quelque saisissement, en lui rappelant le souvenir du détronement de son père, il cherchait dans ses jeux mêmes à vaincre cette terreur. Mustapha, en montant sur le trône, porta des yeux attentifs sur les dangers qui menaçaient son empire. Il donna des ordres pour approvisionner les places frontières ; les fonderies furent remises en activité ; les tentes réparées. Les chemins et les ponts, qui dans tout l'empire étaient négligés et détruits, furent presque par-tout rétablis. Mais quelles que fussent la constance de son caractère et la rectitude de ses intentions, aussi peu instruit qu'il l'était au sortir d'une si longue captivité, comment aurait-il pu soupçonner toute l'étendue des maux qu'il avait à réparer ? Il ne se dissimula pas sa propre insuffisance ; et quoiqu'il voulût régner par lui-même, tout voir, tout entendre, tout décider ; il sentit, en passant tout-à-coup de l'ignorance absolue des affaires à l'adminis-

tration d'un vaste empire, qu'il avait besoin d'emprunter des lumières. Le visir qui se trouva en place à son avènement, vieillard doux, paisible, insinuant, profita de cette disposition du sultan pour se rendre nécessaire : il employa beaucoup d'art à faire prévaloir ses intentions pacifiques sur les inclinations guerrières de son maître, n'appelant aux grands emplois que des gens modérés ; dispersant dans les gouvernements de l'Asie ceux qui auraient flatté le goût du sultan pour la guerre ; assez adroit pour flatter lui-même ce penchant ; mais cherchant à effrayer l'économie de l'empereur par les dépenses énormes que les seuls préparatifs occasionaient ; et, quand il le fallait, faisant parler contre la volonté du prince le divan et l'uléma : ce dernier nom est celui que portent les gens de loi. Les événements secondèrent la politique de ce vieillard. Une foule de désordres intérieurs détournèrent le sultan de ses desseins contre les puissances chrétiennes ; et non-seulement les Russes achevèrent paisiblement toutes les forteresses de la Nouvelle-Servie, mais dans quelques endroits, ils avancèrent leurs retranchements encore plus près des frontières ottomanes. Ce fut aussi pendant ce même temps que leurs armées s'établirent sans aucune opposition de la part

des Turcs, dans les villes et les provinces polonaises.

Les Tartares, plus voisins de la Nouvelle-Serbie, qui pouvaient même en réclamer tout le territoire, et dont cette ligne de forteresses gênait les communications et resserrait les pâturages, avaient, dès son premier établissement, demandé l'aveu du grand-seigneur pour y faire une irruption, en brûler les villages, en disperser les habitants, et n'y plus laisser, comme auparavant, qu'un immense désert. Mais, depuis l'affaiblissement des mœurs ottomanes, les ministres turcs s'efforçaient de détruire également chez cette nation tout esprit militaire, et de réduire ces Tartares, tout à-la-fois belliqueux et pasteurs, à l'unique soin de garder leurs troupeaux.

Ce n'est pas ici le lieu de raconter les dépositions successives de plusieurs kans, occasionées d'abord par le changement survenu dans la politique ottomane; au moment où la guerre entre les deux empires paraissait résolue, et ensuite par la crainte que les perpétuelles inquiétudes de ces princes sur les entreprises des Russes ne suscitassent une guerre que le divan s'efforçait d'éviter. Mais bientôt le roi de Prusse, attaqué par une ligue formidable, chercha à susciter les Turcs contre ses ennemis. Il reprit

le fil de ces mêmes négociations suivies, il y avait peu d'années, avec tant d'activité et de succès par le comte de Broglie, et dont ce prince avait été confident. Il commença par favoriser chez les Tartares une révolte contre leur kan, vieillard timide et pacifique; révolte dans laquelle ces peuples se donnèrent eux-mêmes pour souverain un jeune prince, dont les grandes qualités et les inclinations belliqueuses s'étaient concilié l'amour de ces peuples.

Crim-Gueray, c'était le nom de ce jeune prince tartare, encouragé par les promesses du roi de Prusse, rassembla une armée, ravagea en sept jours toute la province de Moldavie, enleva les habitants, les troupeaux, les haras, effraya Constantinople même, et, par la terreur qu'il y inspira, obtint sa confirmation et la destitution de son adversaire.

Ce visir, insinuant et pacifique, qui réprimait toutes les inclinations guerrières de Mustapha, l'engagea encore, cette fois, à sacrifier la dignité de l'empire à sa tranquillité.

Crim-Gueray, digne du sang de Gengiskan, dont il descendait, parvenu au trône à la fleur de son âge, et plus jeune qu'aucun de ses prédécesseurs, plein de mépris pour la faiblesse actuelle de Constantinople, détestant presque tous les grands visirs, né ferme, courageux et

entreprenant, occupé de sa réputation, accueillant et cherchant le mérite, passionné, il est vrai, pour les plaisirs, mais en musulman rigoureux, et observant toutes les privations imposées par sa loi, inexorable envers ceux qui en transgressaient les préceptes, moins par zèle de religion que par amour de l'ordre, ne perdit point de vue, dans sa révolte même, combien il importait aux Tartares de ne point rompre les liens qui les unissaient à l'empire ottoman. Il commença par réparer tous les désordres occasionés par cette rébellion ; il dit aux Tartares : *Hier j'étais votre complice ; aujourd'hui je suis votre maître.* Il les força de restituer presque tout leur butin, et de relâcher, sans rançon, plus de trente mille esclaves. Mais élevé au trône, sans l'aveu du grand-seigneur, il sentait, pour s'y maintenir, la nécessité de rester toujours en armes ; et toutes ses vues se tournèrent aussitôt contre les Russes. Ses émissaires pénétrèrent dans la nouvelle colonie, et y trouvèrent toutes les forteresses en bon état. Il y avait, à la portée des lignes, de grands entrepôts de munitions de guerre. Le kan fit passer cet avis à Constantinople, et représenta le danger de laisser subsister de pareils établissements. Mais, comment la vérité, toujours si éloignée des princes dans les pays mêmes où ils vivent

au milieu de leurs sujets, pourrait-elle en approcher dans un sérail où toutes les barrières sont gardées par l'intérêt et par l'intrigue ? Tous ces avis furent détournés par l'adresse du grand visir; tous les subalternes furent corrompus par l'argent des Russes.

Il faut remarquer ici, que tous les interprètes dont les Turcs se servent dans leurs négociations, étant nés Grecs et professant la même religion que les Russes, sont presque toujours dévoués aux intérêts de cette cour.

Crim-Gueray, plein de passion pour la guerre, et n'ayant pu allumer celle qu'il désirait le plus, marcha contre les Circassiens, qui lui avaient refusé le tribut de cinq cents femmes qu'ils devaient au sérail de Crimée. Les Tartares suivaient, avec joie, un prince d'une humeur belliqueuse. Ils s'affligeaient de cette longue inaction où la Porte les avait retenus. Ils craignaient eux-mêmes l'effet de leur oisiveté, et que leur ancien courage ne dégénérât. Crim-Gueray s'acquit quelque réputation en Asie.

Cependant le roi de Prusse ne se lassait point de prodiguer des présents à ce prince et au ministère ottoman. Les porcelaines de la Saxe passèrent à Constantinople et en Crimée. Il n'avait, dans aucun de ces pays, aucun envoyé

public. Les Turcs, attachés avec superstition à tous leurs anciens usages, et qui craignent toute innovation, n'avaient point accordé ce droit à une puissance nouvelle. Mais des médecins, des négociants, à qui leur science ou leur commerce facilitait l'entrée des palais turcs, étaient les agents secrets de ces commissions. Le bruit de son courage, de ses périls, de ses victoires, pénétra bientôt dans le sérail et dans tous les harems. Le grand-seigneur, passionné pour tous les talents militaires, se laissa entraîner à cette admiration générale, au point de violer une des lois de Mahomet, dont il était si rigide observateur; et quoiqu'elles aient pros crit toute représentation humaine, il voulut avoir devant ses yeux un portrait de ce héros, seul portrait qui, jusqu'à présent, soit entré dans le sérail.

Le roi de Prusse avait soin d'entretenir cet enthousiasme; il adressait au sultan des lettres flatteuses; il lui rappelait la gloire des Sélim, des Mahomet, des Soliman; et pour comparer les grandes qualités de sa hauteesse à celles de ces fameux sultans, « vous auriez dû, lui écrivait-il, naître trois siècles plus tôt. » Il ne sera pas inutile, pour faire connaître l'état des esprits dans la capitale d'un si grand empire, de rapporter que, ni dans le sérail, ni dans le

divan, ni dans l'uléma, personne n'entendit le sens de cette louange; et qu'après avoir consulté, pour l'expliquer, les plus habiles Turcs, il fallut s'adresser aux plus habiles étrangers. Enfin le sultan reçut, comme ministre public, au nom de ce prince, le plus adroit des intriguants qui le servaient à Constantinople; et cette augmentation dans le nombre des agents diplomatiques que les cours étrangères entretiennent constamment dans cette capitale, est devenue, par ses suites importantes, une époque remarquable dans l'histoire européenne. Dès ce moment, les intrigues prussiennes à Constantinople prirent un caractère plus hardi. Le grand visir employait toute son adresse à parer tous les effets de cette séduction; et la plupart des autres ministres turcs, vieillis dans la mollesse, ne cessaient de représenter au sultan le danger de commencer la guerre dans un temps où toutes les puissances chrétiennes étant en armes, elles pourraient aisément, disaient-ils, se réunir contre les Ottomans.

Crim-Gueray non moins séduit par la gloire, le courage et les présents du roi de Prusse, brûlait de prendre les armes en sa faveur. Leurs agents négociaient, de concert, à Constantinople; et ces princes ayant presque perdu l'espoir de faire éclater la guerre entre les deux empires,

sollicitèrent, du moins pour les Tartares, la permission de faire une invasion en Russie. Ils l'avaient obtenue au commencement de 1762. Le sultan lui-même y avait employé non son autorité, mais son crédit, dans l'espérance que l'obligation de soutenir le kan des Tartares, amènerait enfin les gens de loi à se désister de leur opposition ; et dans le temps où l'Europe croyait la guerre près de finir par la ruine entière du roi de Prusse, à qui on ne connaissait plus aucune ressource, Crim-Gueray, pour le secourir, s'avancait hors de sa presqu'île à la tête d'une armée nombreuse. Il allait se jeter d'abord sur la Nouvelle-Servie, lorsque la mort de l'impératrice Élisabeth, et l'avènement de Pierre III au trône, soumirent aux volontés du roi de Prusse toutes les forces de la Russie.

C'était une destinée singulière pour ce prince que d'enflammer, en même temps, du même enthousiasme, le czar de Russie, l'empereur turc et le kan de Crimée. Il n'y avait pas un moment à perdre pour arrêter la marche des Tartares. Il change aussitôt toutes ses mesures. Il promet à Crim-Gueray, et à la cour ottomane, de la part du czar, que toutes les fortifications élevées contre la foi des traités, seront démolies : il se presse d'exercer une sorte de

médiation entre ces deux empires. Il affaiblit ou colore tous les prétextes de guerre, que lui-même faisait valoir depuis tant d'années ; et dans ce bonheur inattendu, son génie corrigeant les fautes du hasard, il conçoit le projet de faire tomber sur les possessions autrichiennes cette nuée de Tartares qui se trouvait déjà rassemblée. Le czar favorisait lui-même, auprès du sultan, cette nouvelle négociation. Crim-Gueray fut indigné de se voir présenter les Russes comme des voisins utiles, par le même homme qui les lui avait peints comme des ennemis dangereux. Toutefois, forcé par le changement des circonstances, de suspendre l'irruption qu'il voulait faire, il s'arrêta sur les frontières de la Pologne, pour attendre quelles seraient les résolutions et les ordres du divan. Il fit prendre à son armée, entre le Borysthène et le Bog, cette position d'où il menaçait également la Russie, la Pologne et les possessions autrichiennes ; et comme si la fortune eût pris plaisir à se jouer de toutes les espérances des Polonais, ce prince au lieu de seconder leurs efforts contre les Russes, profita de cet intervalle pour ressusciter une querelle qu'il tenait prête contre la république. Il obtint de la Porte la permission de la poursuivre, et il se menageait, par cette permission même, un prétexte

de rester toujours en armes à la tête de toutes ses hordes. Il envoya au grand-général, comte Branicki, une lettre altière et menaçante. Il prétendait, dans cette lettre, qu'un grand nombre de familles tartares, réfugiées en Pologne pendant le soulèvement qui avait récemment agité la Tartarie, avaient été les unes pillées, les autres massacrées. Il s'était d'abord adressé, disait-il, pour la restitution de leurs biens et la punition des coupables, aux possesseurs des terres limitrophes. Il s'adressait enfin à la république, dans la personne du grand-général, prêt à employer cent mille Tartares à se faire justice si on la lui refusait. Ainsi cette république qui fondait encore, il y a peu de mois, sa sécurité sur la jalousie de ses voisins, voyait aujourd'hui, par un accord presque incroyable, toutes les puissances qui l'entourent, si différentes entre elles de langages, de religions et de mœurs, si contraires dans leurs intérêts, le czar de Russie, le roi de Prusse et le kan de Crimée, sous la protection de l'empereur turc, menacer également toutes ses frontières. Toutefois la Pologne, au centre de ces terribles mouvements, qui recevaient toute leur impulsion du seul génie du roi de Prusse, et dont le choc ébranlait alors cette faible république, n'en était point le véritable objet. De si formida-

bles armées abandonnant bientôt son voisinage, allaient se porter rapidement vers les pays où l'ambition du roi de Prusse avait fixé la guerre. Déjà le kan avait reçu de Constantinople l'ordre de se jeter sur les possessions autrichiennes. Le grand visir cédant à des conjonctures si imprévues et si singulières, agissait enfin de concert avec le sultan, et se tenait prêt à conduire les armées ottomanes en Hongrie ; le czar partait à la tête de ses armées pour les conduire en Allemagne.

Déjà Frédéric se glorifiait, avec toute la joie de la haine et de la vengeance, d'avoir formé contre la maison d'Autriche, une ligue non moins étonnante, non moins formidable que celle dont elle avait su l'environner et presque l'écraser. Il regardait comme un de ses plus beaux triomphes d'avoir égalé, et peut-être surpassé dans un succès si peu vraisemblable, toute cette habile politique dont on avait tant vanté le ministre autrichien. Il se flattait de rendre à ses irréconciliables ennemis, tout le mal qu'ils avaient voulu lui faire ; et des insomnies aussi cruelles, disait-il, que celles où ils l'avaient plus d'une fois réduit. « C'est un grand événement, » ajoutait-il encore, et qui doit laisser à la » postérité, au moins pour un demi-siècle, » d'horribles vestiges de cette guerre. »

Mais au moment où cent mille Tartares et cent mille Russes que devaient bientôt suivre toutes les forces ottomanes, marchaient pour attaquer, de concert avec les Prussiens, les puissances auxquelles le roi de Prusse seul avait si long-temps résisté avec avantage, et où l'Europe se voyait menacée d'une des plus grandes révolutions qu'ait éprouvées cette partie du monde, un événement inattendu vint encore une fois changer les espérances et les craintes, et donner, pour ainsi dire, un autre cours à la destinée.

Le jour de Saint-Pierre, fête du czar, tandis que la cour de Varsovie célébrait cette fête avec une magnificence extraordinaire; à Pétersbourg les quatre régiments des gardes, soulevés par l'impératrice, détrônaient cet empereur indigne de régner.

La princesse Catherine d'Anhalt-Zerbst, épouse de Pierre III, loin de s'associer au mépris que ce prince avait toujours marqué pour les Russes, s'était conformée à tous leurs usages. Elle affectait, depuis vingt ans qu'elle habitait parmi eux, d'appeler cet empire sa patrie, et de passer sa vie dans les pratiques superstitieuses de leur religion. Du fond de la retraite où elle fuyait la haine de son mari, et où elle semblait fuir la rencontre de tous les courti-

sans, elle saisit avec habileté l'occasion que lui offrit le mécontentement des gardes. Ses intrigues le firent éclater par un soulèvement général. L'empereur, incapable de suivre un bon conseil, n'écoula point ceux qui lui furent donnés, et se remit volontairement entre les mains de son épouse. Ainsi, en usurpant le trône de son mari et de son fils, parvint en Russie au pouvoir suprême l'impératrice Catherine II, alors âgée de trente-quatre ans.

Aussitôt que la mort de son mari l'eut rendue véritablement souveraine, elle pardonna, avec grandeur, à tout le reste de cette cour. Elle dédaigna de laisser tomber aucun ressentiment sur ces esclaves sans force et sans haine; femme singulière, dont les grandes qualités se trouvèrent malheureusement altérées par l'habitude des petites intrigues; altière, séduisante et dissimulée, qui sentit alors, par une réflexion profonde dans les crimes même qu'elle se crut forcée de commettre, le point précis de la nécessité; et que ni la colère, ni la vengeance n'emportèrent point au-delà; qui sut, avec une adresse surprenante, conduire les esprits de ce peuple obéissant, féroce et superstitieux; mais qui, ayant bientôt à traiter avec des hommes libres, s'est souvent égarée dans ces difficiles

intrigues ; trop impatiente d'acquérir cet éclat imposant qu'elle avait besoin de donner à son règne, afin que l'administration publique suppléât en quelque sorte aux droits qui lui manquaient ; paraissant aimer la gloire, et donnant tout à la renommée ; mesurant tout sur sa fierté ; ayant conçu un grand mépris pour les hommes, par la facilité qu'elle avait trouvée à leur en imposer ; tirant de ce mépris une perpétuelle habitude d'employer en même temps tous les moyens contraires ; suivant sans aucun plan, sans aucun système, des desseins vastes et immodérés, mais les suivant par caractère, avançant pied à pied pour bien connaître ce qu'elle peut oser, et se laissant engager pour la facilité des premiers pas dans les plus audacieuses entreprises, avec la confiance que son bonheur et son adresse la sauveraient de tous les embarras ; jamais abattue par les revers, souvent emportée par les succès ; comblée enfin de tous les présents de la nature et de la fortune, mais recevant trop aisément l'empreinte de tous les vices de son peuple ; et justement comparée à ces belles statues antiques, longtemps enfouies dans la terre, dont une rouille corrosive a effacé les plus beaux contours, et qu'on ne peut considérer attentivement sans que de profonds regrets, et même une sorte

d'horreur ne se mêlent à la juste admiration qu'elles inspirent.

A la nouvelle de cette révolution, toute la nation polonaise crut voir s'éloigner les maux qu'elle souffrait et ceux qu'elle avait redoutés. Au moment où la cour en reçut le premier avis, le comte Brulh, toujours attentif aux occasions de plaire et de flatter, se pressa de l'envoyer annoncer au comte Poniatowski. Il y avait plus de quatre années que ce jeune homme, forcé de quitter la Russie, et de se séparer de la nouvelle impératrice, entretenait avec elle une correspondance secrète. Ils avaient employé mutuellement toutes sortes d'artifices pour tromper la vigilance d'une cour défiante; et depuis que le temps et l'absence eurent affaibli leur passion, cette correspondance, quoique ralentie au point d'avoir souffert quelques interruptions de plusieurs mois, continuait cependant par intervalles, et reprenait sa première vivacité. Le sentiment dont la grande-duchesse paraissait toujours occupée en faveur de Poniatowski, était devenu pour elle un moyen de dérober beaucoup d'autres sentiments aux yeux des courtisans attentifs. Mais ses plus intimes confidentes croyaient qu'elle conservait pour lui un goût de préférence, un souvenir plus passionné et plus tendre que tous les autres

penchans auxquels elle s'était livrée pendant leur séparation; et elles ne doutaient pas qu'elle n'eût constamment le dessein de l'appeler à sa cour aussitôt qu'elle en aurait le pouvoir. Quant à lui, il ne s'était permis aucune liaison publique. Jamais à la cour, dans les diètes, dans les assemblées d'affaires ou de plaisir, il ne se montrait que triste et mélancolique. Il enveloppait dans le plus profond mystère de nombreuses liaisons de galanterie, dont le secret n'a éclaté que dans la suite. Il ne voyait fréquemment qu'une jeune princesse, sa parente; et il avait dit ou mandé à l'impératrice : « Qu'il s'attachait beaucoup à cette » princesse, parce qu'elles avaient de la res- » semblance. »

Sa conduite politique n'avait pas moins de circonspection. Il ne s'était fait aucun ennemi personnel; il n'en avait point d'autres que ceux de sa famille; et dans l'intérieur même de cette famille, il jouissait des plus singuliers égards. Ses deux oncles, les princes Czartorinski, dans l'espèce de disgrâce qu'ils éprouvaient à la cour, toujours habiles à se prévaloir des moindres avantages, s'efforçaient de persuader au public que ce jeune homme disposerait un jour de toute la puissance de l'empire de Russie; et pour accréditer une opinion si capable d'en

imposer à leurs ennemis, ils lui marquaient une considération qui rejaillissait sur eux-mêmes. De son côté il soutenait avec adresse ce personnage théâtral. Il portait dans toutes ses manières cette réserve étudiée, ordinaire aux gens qui craignent de laisser prendre sur eux quelque avantage. On pouvait seulement lui reprocher de n'avoir pas la popularité nécessaire dans une république. Sa politesse était froide et gênée, son air contraint et dédaigneux; on voyait jusque dans ses moindres actions, qu'il se croyait destiné à de grandes choses; mais il paraissait attendre plutôt sa fortune de la protection d'une cour despotique, que du soin de gagner une multitude. Depuis six mois, il n'avait reçu de l'impératrice aucune lettre, aucune nouvelle directe, quand arriva vers lui l'émissaire du comte Brulh, chargé de lui annoncer la révolution. Cet émissaire le trouva couché, ayant à chaque côté de son lit un portrait de cette princesse, l'un en Bellone, l'autre en Minerve. A cette nouvelle, Poniatowski éperdu, se précipita de son lit, et dans une ivresse de joie se jeta à genoux, s'adressant tout ensemble à l'émissaire, au ciel, aux deux portraits. Il voulait partir précipitamment pour la Russie; ses deux oncles eurent besoin d'employer toute leur autorité pour lui faire écouter les conseils de la

prudence, et le retenir à Varsovie. Il y resta plus d'un mois sans recevoir de l'impératrice aucune lettre, aucun compliment, aucune nouvelle. Déjà les bruits publics lui apprenaient qu'un simple gentilhomme russe, nommé Orlof, inconnu jusque-là, et que les bontés de sa souveraine avaient été chercher dans la plus médiocre fortune, paraissait à la cour de Russie dans une faveur qui ne lui permettait plus de concurrence. Orlof avait secondé tous les dessein de l'impératrice ; il avait fait soulever les quatre régiments des gardes, ou du moins elle se faisait un plaisir de lui en attribuer le principal honneur ; elle voulait croire qu'elle lui devait le trône ; et Poniatouski, sans autre nouvelle que les bruits publics, livré à toutes les espérances de l'ambition et à toutes les fureurs de la jalousie, envoya en Russie un homme affidé, un chanoine polonais, qui vint examiner l'état de cette cour, et reconnaître si cet ancien amant ne pouvait plus s'y présenter.

Catherine, en prenant les rênes de l'empire russe, ne se dissimula point qu'il ne pouvait soutenir plus long-temps la guerre dans laquelle il se trouvait engagé. Elle résolut d'être neutre entre tous les princes, qu'une alternative de succès et de revers animait encore les uns con-

tre les autres. Les agitations récentes de cette cour, couvrirent, aux yeux de l'Europe, l'impuissance réelle où elle était d'entretenir plus long-temps ses armées. Au premier avis que les Russes revenaient sur leurs pas, et rentraient dans leurs frontières, le kan des Tartares s'arrêta, incertain de ce qu'il devait faire; il n'osait s'avancer hors de ses états, en les laissant exposés à des voisins dont il connaissait l'ambition et la perfidie. Il attendit de nouveaux ordres de Constantinople. Le grand visir qui n'avait commencé les préparatifs de guerre qu'avec une extrême circonspection, parce qu'il prévoyait une révolution en Russie, se livra de nouveau à son amour pour la paix, et sa prévoyance justifiée lui donna plus de crédit encore auprès du grand-seigneur. Le roi de Prusse, privé par un seul événement de ce triple secours, perdit l'espoir de tant de conquêtes. Il se plaisait, quelques années après, à réfléchir sur la vanité de la politique, en racontant comment des événements imprévus avaient une fois empêché qu'il ne fût détruit, et une autre fois qu'il ne se rendit le maître de l'Europe. Ceux que ce prince a daigné admettre dans sa confiance, prétendent que malgré l'alliance qu'il contracta bientôt avec Catherine, il en conserva toujours un profond ressentiment contre

elle, un désir de vengeance, un dessein de l'humilier.

Cependant tout changeait en Russie. Une extrême vigilance pour ramener l'ordre dans toutes les parties de l'administration, une sévère économie rétablie dans tous les départements, le luxe habituel proscrit de la cour, et les dépenses qu'il occasionne réservées pour la véritable magnificence de l'état ; des colons étrangers attirés de toutes les parties de l'Asie et de l'Europe, pour réparer la dépopulation de l'empire et en défricher les déserts ; le titre d'impératrice hautement, et en toute occasion, substitué à celui de czarine, sans se soumettre à d'humbles négociations pour l'obtenir des cours qui se croyaient encore en droit de le contester, annoncèrent dès lors ce règne à l'univers. Dès ce premier moment, une secrète permission accordée à un homme obscur qui, de lui-même, sollicita d'aller dans la Grèce sonder les esprits de ces peuples, et les disposer à se soulever un jour contre les Turcs, prépara, dans le plus profond mystère, les événements qui devaient en illustrer les plus belles années ; et nous verrons, dans le livre suivant, comment le caractère entreprenant de la nouvelle impératrice, ses desseins sur la Courlande, et ceux qu'elle formait pour disposer du trône de

la Pologne , se produisirent dans les ordres même qu'elle donna pour faire rentrer les armées russes dans son empire.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE PREMIER VOLUME.

	pages.
NOTICE historique sur la vie et les écrits de Rulhière.	v

HISTOIRE DE L'ANARCHIE DE POLOGNE.

LIVRE PREMIER.

Préambule sur l'origine commune, et sur la différence des Russes et des Polonais.	1
Exposition du sujet.	5
Ses difficultés, et les secours que l'auteur a eus.	8
Nécessité de remonter plus loin.	9
Gouvernement de Pologne et son principe.	10
Ce n'est point un gouvernement féodal.	11
Mais le gouvernement de presque tous les anciens peu- ples de l'Europe.	14
Sa première simplicité.	15
Les altérations qu'elle a souffertes, 1° par l'agrandisse- ment de la république.	21
2° Et principalement par l'établissement de nouvelles diètes, composées des députés des provinces.	22
3° Par la formation d'une grande et d'une petite no- blesse, contre le principe de ce gouvernement.	27
4° Enfin, par un nouvel esprit qui se forma dans la ré- publique.	29
L'administration de la justice enlevée au roi, ainsi que la disposition des armées.	31
Histoire des dissidents	33

	pages.
Histoire du liberum veto.	42
Mœurs de ce temps.	50
Vaine tentative pour réformer le gouvernement, mais d'où il résulte un moyen de rétablir quelquefois une puissance législative dans cette république.	51
Projet de partager la Pologne entre les puissances voi- sines, formé en 1658.	60
Règne de Sobieski, et traité de Moscou. †	61
Alliance du czar et d'Auguste II.	65
Nécessité d'éclaircissements préliminaires sur les mœurs des Russes.	68

LIVRE II.

Esclavage des Russes.	69
Leur première civilisation à Kiow.	<i>ibid.</i>
Origine de la multitude des princes russes.	71
Royaume d'Halicz.	72
Mœurs des Moscovites	73
Et d'abord leur haine contre les étrangers.	<i>ibid.</i>
Leur conformité avec les Juifs.	75
Le despote regardé comme une divinité.	76
Autres détails sur leurs mœurs.	77
Causes de leur agrandissement	81
Premiers arts qu'ils apprennent, et leur génie.	83
Leur ambition toujours semblable	84
Alarmes en Europe.	85
Ligue des villes anséatiques, pour empêcher les arts mi- litaires de pénétrer en Moscovie.	86
Les étrangers appelés à Moscou.	88
Les Russes repoussés, et leur caractère dans l'adversité.	89
Un patriarche en Russie.	90
On prévoit que les Russes deviendront les protecteurs	

	pages.
de la religion grecque	<u>92</u>
Le despotisme conservé dans une maison souveraine.	<i>ibid.</i>
Agrandissement de leur empire, et quelques changements dans leurs mœurs	<u>94</u>
Règne de Pierre I ^{er}	<u>97</u>
Etat des Polonais pendant les guerres de Charles XII, Pierre I ^{er} et Auguste II.	<u>103</u>
Changement dans le caractère national.	<u>107</u>
Nouveau projet de partager la Pologne.	<u>108</u>
Elle devient le principal objet de l'ambition russe.	<u>110</u>
Les Turcs en deviennent les alliés naturels. Etat de cet empire. Traité du Pruth.	<i>ibid.</i>
Les Polonais rétablissent leur gouvernement et leur liberté par leur courage, mais sous la médiation de la Russie.	<u>113</u>
Les Moscovites violent le traité du Pruth.	<u>117</u>
Paix en Pologne.	<u>118</u>
Auguste II corrompt les mœurs de la nation polonaise.	<u>121</u>
Le czar retire ses troupes de la Pologne.	<u>124</u>

. LIVRE III.

Variation de la politique russe, et caractère de cette histoire.	<u>125</u>
Catherine, impératrice de Russie, et Menzikoff, son ministre.	<u>127</u>
Commencement de l'affaire de Courlande.	<u>128</u>
Disgrâce de Menzikoff.	<u>131</u>
Faveur des Dolgorucki.	<u>132</u>
Les Dolgorucki appellent au trône la princesse de Courlande, à certaines conditions.	<u>134</u>
Le despotisme redemandé par les Russes.	<u>135</u>
Etat de la cour de Russie sous le gouvernement de	

Biren, et jusqu'à la mort du roi de Pologne.	137
Etat de la Pologne à cette même époque.	140
Stanislas élu roi de Pologne.	144
Auguste III implore la protection de la Russie.	147
Commencement de la prétention de la Russie, d'être garant du gouvernement de Pologne.	ibid.
Guerre en Pologne, et siège de Dantzick.	150
Auguste reconnu roi, lois contre ceux qui, à l'avenir, appelleront des troupes étrangères pendant les inter- règnes.	153
Lois contre les dissidents.	154
Guerre de la Russie contre les Turcs.	155
Projet de rétablir l'empire grec.	157
Médiation de la France. Anéantissement du traité du Pruth.	160
Biren, duc de Courlande.	161
Nouvelle révolution en Russie.	164
Proscription des étrangers.	166
Retour des anciennes mœurs. État de la Russie sous Élisabeth.	169
Caractère d'Auguste III et du comte Brühl.	176
Leur dépendance de la Russie.	180
Établissement d'un évêque russe en Lithuanie.	181
Anarchie de Pologne sous ce règne.	ibid.
Unique moyen d'y rétablir un gouvernement.	189
Deux projets de réforme, l'un pour constituer une meil- leure république.	190
Autre pour établir une monarchie.	192
Histoire de la maison de Czartorinski.	193
Suite de l'histoire des Czartorinski.	196
Alliance de Poniatowski avec cette maison. Histoire de celui-ci.	ibid.

	pages.
Caractère de ces princes.	<u>199</u>
Leur brouillerie avec le comte de Brühl	<u>204</u>
Ambassades du chevalier William et du comte de Broglie, en Pologne.	<u>206</u>
Diète de Grodno	<u>213</u>
Caractère du comte Branicki.	<u>214</u>
La confédération qu'on voulait former à Grodno est prévenue par Mokranonski, et le grand-général devient chef du parti français	<u>217</u>
Affaire d'Ostrog, et ses suites.	<u>219</u>
Parti formé par le comte de Broglie, et abandonné par la France.	<u>223</u>
Guerre générale en Europe, et changement de toutes les alliances.	<u>225</u>
Auguste fuit de Saxe en Pologne, et Brühl préfère le secours des Russes à celui d'une armée polonaise.	<u>226</u>
Intrigues pour déterminer Elisabeth à prendre part à la guerre. Entrée des Russes en Pologne.	<u>228</u>

LIVRE IV.

Deux factions, celle des Czartorinski, et celle de la maison de Saxe, continuent de diviser la Pologne.	<u>231</u>
Le duché de Courlande donné au prince Charles de Saxe.	<u>234</u>
État de la cour de Russie	<u>235</u>
Éducation, caractère, et premières aventures de Stanislas Poniatowski	<u>247</u>
Son rappel demandé par la France, et suspendu par la connivence de Bestuchef.	<u>249</u>
Disgrâce de Bestuchef.	<u>250</u>
Rappel de Poniatowski.	<u>251</u>
Menaces de la grande-duchesse au prince Charles.	<u>252</u>

Convocations du sénat de Pologne au sujet de la Courlande, et conduite des Czartorinski dans cette assemblée	252
Mariage du nouveau duc de Courlande	256
Séjour de l'armée russe en Pologne.	257
Intrigues, situation, et politique du comte Brulh, déconcertées par la mort d'Élisabeth.	261
Changements occasionés par le règne de Pierre III, et d'abord le retour des exilés.	265
Inquiétudes de la cour de Varsovie.	266
Envoi des deux fils du comte Brulh en Russie	267
Conduite de l'empereur relativement à la Courlande, et retour du prince Charles.	268
Alliance de Pierre III et du roi de Prusse	270
Inquiétudes de la nation polonaise. Conjectures sur les vues du czar et du roi de Prusse, au sujet du royaume. .	271
Conditions de leur traité.	274
Assemblée des bons citoyens à Bialistok.	276
L'oppression de la Pologne augmentée	279
Crainte de confédérations particulières.	281
Le comte Branicki calme la nation, dans l'espérance de la réunir par la diète prochaine.	ibid.
Mokranouski parcourt les provinces.	282
Intrigues à la cour de France, et correspondance secrète du comte de Broglie avec Louis XV.	283
Caractère et conduite de Mokranouski; il est secrètement désigné pour maréchal de la prochaine diète. .	294
Dispositions des cours étrangères, dont les Polonais avaient imploré le secours.	300
État de l'empire ottoman, et caractère du grand-seigneur.	304
Crim-Guéray se fait proclamer kan de Crimée. . . .	317

	pages.
Intrigues du roi de Prusse à Constantinople, et avec le kan des Tartares.	319
Révolution en Russie.	326
Caractère de Catherine II.	327
Le roi de Prusse et le kan des Tartares, forcés de chan- ger leurs mesures.	332
Conduite, desseins et premières démarches de la nou- velle impératrice.	334

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU PREMIER VOLUME.

153822

153822





142 79-12

